JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES

ASSEMBLÉE NATIONALE

COMPTE RENDU INTÉGRAL DES SÉANCES

Abonnements à l'Édition des DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE : FRANCE ET OUTRE-MER : 22 F ; ÉTRANGER : 40 F

(Compte chèque postal : 9063.13. Paris.)

PRIÈRE DE JOINDRE LA DERNIÈRE BANDE
aux renouvellements et réclamations

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION
26. RUE DESAIX, PARIS 15^e

POUR LES CHANGEMENTS D'ADRESSE
AJOUTER 0,20 F

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

2^e Législature

QUESTIONS

REMISES A LA PRESIDENCE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

(Application des articles 133 à 138 du règlement.)

QUESTIONS ORALES AVEC DEBAT

2335. — 20 avril 1963. — **M. Ducos** appelle l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur son plan de réforme de l'enseignement du deuxième degré. Ce plan, par l'unification progressive des programmes, jetterait la confusion dans les diverses branches de l'enseignement du deuxième degré en leur faisant perdre leur qualification et leur valeur propre. Il aboutirait, notamment, à ce résultat paradoxal de supprimer, en enlevant à la section moderne son caractère culturel, la moitié de l'enseignement secondaire, alors qu'il aurait pour but d'y faire accéder un plus grand nombre d'enfants des classes populaires. D'autre part, ce plan, par la création d'établissements polyvalents, qui ne serait acceptable, que sous certaines conditions actuellement impossibles à remplir, priverait fatalement les populations des régions rurales — surtout des plus pauvres — de ces collèges d'enseignement général auxquels elles sont de plus en plus attachées, sans pour cela, ni pallier la pénurie des maîtres — dont le remède ne doit pas être cherché, non plus, dans l'utilisation excessive des moyens audio-visuels, mais uniquement dans la revalorisation de la fonction enseignante — ni contribuer sensiblement à la démocratisation de l'enseignement. Cette démocratisation serait accélérée par l'extension et l'augmentation des bourses et par la gratuité des fournitures scolaires ; mais elle n'aurait guère à gagner au rapprochement préconisé ni à d'autres projets de réforme fondés sur des arguments pseudo-pédagogiques dont on croirait qu'ils sont proposés pour masquer l'insuffisance des crédits attribués à l'Université. Il lui demande si ce plan n'aurait pas dû être soumis à la délibération et au vote du Parlement.

2336. — 24 avril 1963. — **M. Boscary-Monsservin** retenant que les prix agricoles français sont, pour la plupart des produits, inférieurs à la moyenne européenne, et que, dans le cadre de la politique agricole commune, est actuellement en discussion le

* (1 f.)

règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles — demande à **M. le ministre de l'agriculture** : 1° quelles mesures il entend prendre pour harmoniser les prix français avec les prix européens ; 2° quelle position a défendu et défendra le représentant de la France au sein du conseil des ministres européens sur le règlement concernant les critères qui doivent être observés lors de la fixation des prix indicatifs pour les produits agricoles.

2337. — 24 avril 1963. — **M. Boutard** demande à **M. le ministre de l'information** comment il entend, avec ses collègues des affaires culturelles et du travail, concilier les activités des orchestres de la R. T. F. et celles des orchestres des associations qui ont tant contribué à l'art musical en France et dans le monde.

2335. — 25 avril 1963. — **M. Collette** expose à **M. le ministre des travaux publics et des transports** que l'état actuel de la route nationale n° 1 Calais—Paris, par Boulogne-sur-Mer—Abbeville—Beauvais ne répond plus aux exigences du trafic, tant national qu'international, que supporte cet important itinéraire. Il rappelle que la quasi-totalité du trafic automobile, en provenance et à destination des Îles Britanniques traversant le territoire français, emprunte cette voie au moins jusqu'à Abbeville. C'est ainsi que les contrôles effectués dans les divers ports et aéroports du littoral français de la Manche et de la Mer du Nord font ressortir que 85 p. 100 au moins des véhicules transitant par ces points frontalières utilisent la R. N. 1. Cet itinéraire supporte, en outre, pendant l'été un courant touristique extrêmement dense en provenance du Benelux et de la Scandinavie ainsi que des départements situés dans la partie Nord-Ouest de la France. Il souligne qu'on constate depuis quelques années une nette tendance au détournement de ce trafic au seul profit des économies belge et allemande, ces nations offrant à la clientèle automobile internationale des facilités de circulation routière qui compensent largement l'allongement des trajets. Il rap-

pelle que la R. N. 1 assure également en toutes saisons, et plus particulièrement en automne, en hiver et au printemps, l'acheminement, par véhicules poids lourds, d'importants tonnages de poissons frais au départ du port de Boulogne-sur-Mer vers la capitale et l'Ouest du pays. Au surplus, une notable partie du jute importé par ce port est également transportée par route via Abbeville jusqu'aux filatures de la Somme. D'autre part, la desserte des zones industrielles en cours d'aménagement dans la région boulognaise, à Etaples notamment, déjà handicapée par la non-électrification de la voie ferrée entre Amiens—Boulogne-sur-Mer et Calais, implique l'amélioration de cette liaison routière. L'insuffisance de l'infrastructure de cet itinéraire a été amplement illustrée, au cours du dernier hiver, par la mise hors service de la R. N. 1 pendant plusieurs semaines, en raison du gel persistant et des dégâts importants qui en sont résultés. Il souligne combien il est souhaitable que la R. N. 1, dont le caractère d'itinéraire à grande circulation est incontestable, soit aménagée sans délai en route à trois voies avec écrêtement de tous les hauts de côte et aménagement de tous les points dangereux. Le renforcement de la chaussée de la R. N. 1, en vue de sa mise hors gel, sur les sections où son assise la rend la plus vulnérable au froid (Somme et Oise en particulier), s'impose également d'une façon indiscutable. Il lui demande quelles dispositions il envisage de prendre pour remédier à une situation qui porte gravement préjudice à l'économie générale et à celle plus particulière de la zone littorale du Nord de la France.

QUESTIONS ORALES SANS DEBAT

2334. — 19 avril 1963. — M. Davoust demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'a pas l'intention de tenter l'expérience d'une baisse du prix de l'essence pendant les mois de juillet et d'août prochains afin, d'une part, de favoriser le tourisme, notamment en ce qui concerne les visiteurs étrangers et, d'autre part, d'établir si cette baisse entraîne ou non une diminution de recettes pour l'Etat.

2338. — 24 avril 1963. — M. Maurice Faure demande à M. le ministre de l'agriculture dans quel délai peut-on espérer que seront pris les arrêtés ministériels autorisant les SAFER à exercer le droit de préemption, dans la mesure où celui-ci aura été réclamé par les instances locales intéressées. Il lui demande s'il peut, plus particulièrement, le fixer sur la date à laquelle ce droit sera reconnu à la SAFALT (Aveyron-Lot-Tarn).

QUESTIONS ECRITES

Article 138 du règlement :

« Les questions écrites... ne doivent contenir aucune imputation d'ordre personnel à l'égard de tiers nommément désignés.

« Les réponses des ministres doivent être publiées dans le mois suivant la publication des questions. Ce délai ne comporte aucune interruption. Dans ce délai, les ministres ont toutefois la faculté soit de déclarer par écrit que l'intérêt public ne leur permet pas de répondre, soit, à titre exceptionnel, de demander, pour rassembler les éléments de leur réponse, un délai supplémentaire qui ne peut excéder un mois. Lorsqu'une question écrite n'a pas obtenu de réponse dans les délais susvisés, son auteur est invité par le président de l'Assemblée à lui faire connaître s'il entend ou non la convertir en question orale. Dans la négative, le ministre compétent dispose d'un délai supplémentaire de un mois. »

PREMIER MINISTRE

2339. — 27 avril 1963. — M. Longueueve expose à M. le Premier ministre que certains textes législatifs ou réglementaires émanant du Gouvernement algérien et concernant les Français rapatriés d'Algérie, ont été publiés au *Journal officiel* de la République algérienne, mais ne l'ont pas été au *Journal officiel* de la République française. Il en est ainsi, notamment, d'une ordonnance interprétative du 16 août 1962 et d'un décret du 22 octobre 1962, textes qui font cependant suite à l'ordonnance 62-706 du 29 juin 1962 (J. O. du 30 juin 1962) portant suspension en Algérie des délais en matière civile et commerciale. Ces textes, qui prolongent la suspension des délais, en raison de circonstances exceptionnelles, jusqu'au 1^{er} avril 1963, sont très importants pour les citoyens français, rapatriés d'Algérie qui, par suite de la désorganisation et de l'exode qui se sont produits lors de la période d'accèsion de l'Algérie à l'indépendance, n'ont pu respecter les termes ou délais prévus par leurs engagements antérieurs, et risquent de ce fait de se voir opposer les clauses résolutoires prévues comme sanctions. Il lui demande : 1^o si les tribunaux français appliqueront néanmoins ces textes qui ne constituent, à l'heure actuelle, qu'une législation étrangère ; 2^o s'il envisage, en vue d'assurer la protection des Français rapatriés d'Algérie qui se trouvent dans la situation exposée, soit de promulguer un texte prévoyant une suspension des

délais entre l'Algérie et la France, dans les mêmes conditions que les textes pris par le Gouvernement algérien, soit de rendre applicable lesdits textes si une clause quelconque des accords d'Evian justifie la prise en considération de cette suspension de délais par les tribunaux français.

2340. — 27 avril 1963. — M. Paul Coste-Floret appelle l'attention de M. le Premier ministre sur l'article 72 de la loi de finances pour 1963 qui dispose, en son paragraphe b : « Les agents titulaires des services des assemblées parlementaires sont des fonctionnaires de l'Etat dont le statut et le régime de retraites sont déterminés par le bureau de l'Assemblée intéressée. La juridiction administrative est appelée à connaître de tous litiges d'ordre individuels qui les concernent ». Il constate que cette disposition, qui confirme la qualité de fonctionnaires d'Etat des fonctionnaires des assemblées parlementaires, met fin à une situation jusqu'ici controversée — avec le plein accord du Gouvernement, puisque ce paragraphe résulte d'un amendement, accepté par ce dernier et présenté par MM. les questeurs de l'Assemblée nationale. En effet, malgré la jurisprudence, le Gouvernement soutenait antérieurement que « le personnel des assemblées parlementaires ne pouvait se prévaloir de la qualité de fonctionnaires de l'Etat, au sens du statut général de la fonction publique » (cf. Q. E. n° 8811, J. O. D. P. A. N. du 25 mars 1961, p. 333). Cette thèse, qui voulait ignorer l'existence d'une catégorie spéciale de fonctionnaires de l'Etat dépendant du législatif, le conduisait à considérer ces personnels comme des agents de seconde zone, qui n'avaient pas à bénéficier, en cas de suppression d'emploi ou d'administration, des mesures de reclassement et des dispositions particulièrement favorables, en matière de pension, réservées aux fonctionnaires dépendant de l'exécutif. Cette conception erronée et peu bienveillante a effectivement dicté la conduite du Gouvernement de l'époque dans le règlement, en mai 1959, de la situation du personnel de l'ancienne Assemblée de l'Union française, assimilée par une jurisprudence constante (C. E. arrêts Vouters, 26 mai 1950 ; Vuillemeijer, 17 novembre 1950) aux personnels des autres assemblées parlementaires. Cette position primitive du Gouvernement ressort nettement : 1^o du mémoire en défense adressé, le 4 novembre 1959, par M. le Premier ministre au président de la troisième sous-section de la section contentieuse au Conseil d'Etat, saisi d'un recours contre le décret n° 59-616 du 12 mai 1959, réglant la situation du personnel de l'Assemblée de l'Union française, document où l'argument est repris et développé, bien qu'il ne dût pas être ultérieurement retenu par la haute juridiction ; 2^o de plusieurs réponses identiques faites à des questions écrites posées par différents parlementaires et relatives au sort de ce personnel administratif (Q. E. n° 1600, J. O. D. P. A. N., du 13 octobre 1959 ; n° 8811, J. O. D. P. A. N. du 25 mars 1961 ; n° 1636, J. O. D. P. S. du 5 mai 1961 ; n° 2575, J. O. D. P. S. du 3 juillet 1962). La reconnaissance tardive par le Gouvernement de la qualité de fonctionnaires de l'Etat aux fonctionnaires des assemblées parlementaires fait donc ressortir, avec plus d'acuité encore, le caractère radicalement discriminatoire et même injuste du traitement infligé aux agents de l'Assemblée de l'Union française par le décret du 12 mai 1959. Ce décret, en effet, il faut le rappeler : a) ne prévoit aucune mesure de reclassement ; b) met à la retraite d'office, ou licencie la totalité du personnel ; c) modifie gravement le statut qui était le sien en imposant un abattement sur les retraites, totalement exorbitant du droit commun, et en aggravant les règles du cumul en la matière ; d) ne prévoit aucune mesure en faveur des anciens combattants, anciens résistants, anciens combattants volontaires, victimes de guerre. Il lui demande : 1^o s'il admet bien, désormais, le principe selon lequel les fonctionnaires d'assemblées parlementaires et constitutionnelles sont des fonctionnaires de l'Etat, dotés d'un statut particulier, comme l'ont toujours soutenu à bon droit les fonctionnaires de l'ancienne Assemblée de l'Union française et s'il entend s'y conformer logiquement et moralement pour le règlement de toutes les opérations de liquidation les concernant, aussi bien dans le passé, que dans le présent et l'avenir ; 2^o de lui faire connaître s'il existe un seul corps de fonctionnaires de l'Etat dont les conditions de liquidation aient été analogues à celles arrêtées par le décret n° 59-616 du 12 mai 1959 ; 3^o si, compte tenu du fait nouveau que représente l'article 72 de la loi de finances, il ne croit pas nécessaire : a) de reconsidérer immédiatement la situation de ce personnel en alignant son sort sur celui fait aux autres fonctionnaires de l'Etat placés dans des situations identiques, et tout au moins de supprimer du décret du 12 mai 1959 toutes les dispositions contraires au statut adopté par le bureau de l'Assemblée de l'Union française à l'intention de son personnel administratif ; b) d'aligner la situation faite aux fonctionnaires de cette assemblée, anciens combattants, anciens combattants volontaires, anciens résistants, victimes de guerre, sur celle faite à leurs camarades des autres administrations.

2341. — 27 avril 1963. — M. Maurice Thorez expose à M. le Premier ministre que le décret n° 62-1380 du 19 novembre 1962 portant à 900 NF le montant maximal de la rente mutualiste que peuvent se constituer les anciens combattants et victimes de guerre n'a pas résolu le problème posé par ceux d'entre eux qui avaient moins de cinquante ans le 30 décembre 1928, et dont les rentes ont été liquidées depuis longtemps. En effet, la majoration de l'Etat égale au quart de la rente inscrite à leur compte individuel étant restée inchangée, il s'ensuit que, pour bénéficier du décret du 19 novembre 1962, ils doivent verser des sommes importantes qui sont hors de proportions avec leurs possibilités. C'est ainsi qu'un ancien combattant, né en juillet 1892, qui a effectué ses versements à dater du 18 juin 1931 pour un montant total de 43.560 F et dont la rente initiale,

liquidée fin 1942, s'élève à 4.909 F, la majoration de l'Etat étant de 1.092 F, aurait à verser une somme de 5.496,24 F pour être à égalité avec ses camarades mutualistes, moins âgés, dont la rente n'est pas encore liquidée. Il serait donc équitable qu'au moins pour les mutualistes appartenant aux classes anciennes, le taux de la majoration de l'Etat soit augmenté comme cela fut fait, dans le passé, pour les anciens combattants âgés de plus de cinquante ans le 30 décembre 1928. Cette affaire relevant de plusieurs départements ministériels, il lui demande les mesures que compte prendre le Gouvernement afin de relever les taux de la participation de l'Etat aux rentes mutualistes des anciens combattants et victimes de guerre.

AFFAIRES ETRANGERES

2342. — 27 avril 1963. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre des affaires étrangères s'il compte soumettre à la ratification du Parlement le traité signé par la France instituant l'Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est (O. T. A. S. E.).

AGRICULTURE

2343. — 27 avril 1963. — M. Duchesne demande à M. le ministre de l'agriculture si le conseil d'administration de la caisse de crédit agricole d'un département, qui confie ses actes de prêts et de mainlevées à tous les notaires de son département, peut refuser aux notaires des départements voisins et, particulièrement, limitrophes, de recevoir les actes de prêts sollicités et obtenus par leurs clients habitant dans le département de ladite caisse. Cette mesure discriminatoire, appliquée dans ce seul département (la réciprocité n'existe pas) a pour effet d'obliger les clients des notaires visés par elle à se rendre chez un notaire autre que le leur pour la réception de ces actes de prêts et des mainlevées en résultant, et cause, de ce fait, au notaire domicilié dans le département limitrophe un préjudice certain.

2344. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que, du fait de l'hiver anormalement long, les pommes de terre dites nouvelles ou primeurs, ont été semées, cette année, avec beaucoup de retard et sans étalement. De ce fait, il faut s'attendre à voir la récolte arriver en retard, et partout à la fois. Ces deux éléments ne sont guère favorables pour revaloriser équitablement une récolte qui, au regard de la production nationale, conservera cependant son caractère « primeur ». Si, à cette situation, viennent s'ajouter des importations abusives de pommes de terre nouvelles de l'étranger, d'Espagne notamment, les producteurs français de primeurs risquent, une fois de plus, d'être sérieusement lésés. Il lui rappelle que la pomme de terre de semence sélectionnée a été payée très souvent de 0,70 à 0,80 francs le kilogramme et que les frais d'exploitation ont encore augmenté cette année. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour assurer un écoulement normal, et à un prix rémunérateur, de la future récolte de pommes de terre primeurs, en mettant cette récolte à l'abri de toute manœuvre spéculative et des importations abusives et volontairement retardées de l'étranger.

2345. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture, que les agriculteurs français sont très irrités par les importations abusives de produits agricoles étrangers, notamment quand les productions nationales de fruits et de légumes se révèlent suffisantes pour assurer un ravitaillement normal du marché intérieur français. Il lui demande: 1° avec quels pays le Gouvernement français a passé des accords commerciaux dans lesquels figurent des chapitres relatifs à des importations de produits agricoles, tels que les fruits et les légumes; 2° sur quelles quantités de fruits et de légumes, par catégories, portent ces accords; 3° quelles sont les dates prévues pour l'exécution de ces accords; 4° si, en cas de forte production nationale de fruits et de légumes, les importations prévues, de produits similaires, de l'étranger auront tout de même lieu.

2346. — 27 avril 1963. — M. Voisin expose à M. le ministre de l'agriculture que, dans certaines régions et, en particulier, dans le Val-de-Loire, des préjudices graves sont causés aux cultures par le fait des plantations de peupliers dans les terres de cultures grainières, fruitières et maraichères, et ce à des distances préjudiciables aux terrains contigus et à leur exploitation. Il lui demande s'il compte autoriser, sur le plan régional, les préfets à interdire ou à limiter les plantations d'arbres forestiers à hautes tiges dans les zones de cette culture qui a toujours contribué à la richesse et à la renommée du Val-de-Loire.

2347. — 27 avril 1963. — M. Volquin expose à M. le ministre de l'agriculture qu'en raison de nouvelles dispositions statutaires applicables au 1^{er} janvier 1959, la hiérarchie interne, au corps des préposés des eaux et forêts se trouve, actuellement, écrasée, et que les chefs de district de cette administration, jadis séparés de leurs subordonnés par 75 points nets d'indice ne le sont plus en réalité que par 30 points. Il lui demande les raisons pour lesquelles le passage envisagé de ce grade de fonctionnaires dans le cadre B n'a pas encore fait l'objet de propositions de son département.

2348. — 27 avril 1963. — M. Chaze rappelle à M. le ministre de l'agriculture que les producteurs de lait sont très mécontents de la décision gouvernementale se bornant à prolonger l'application du prix d'hiver jusqu'au 28 avril. Cette décision n'intéresse, en effet, que le lait destiné à être consommé en nature, c'est-à-dire le quart de la production environ. Les producteurs qui livrent leur lait aux beurrieres et fromageries ne bénéficieront pas de la nouvelle décision et, même dans les régions où les industries laitières vendent en nature une partie de lait ramassé, la péréquation éventuellement effectuée ne permettrait pas de respecter le prix d'hiver de 39 anciens francs. Les effets de la hausse des prix des aliments du bétail et de l'alourdissement des frais généraux des entreprises laitières sont actuellement aggravés par le retard pris par la végétation du fait d'un hiver spécialement long, surtout dans les régions de montagne telle l'Ardeche. Aussi, les producteurs de lait réclament-ils, dans l'immédiat, le maintien du prix d'hiver du lait (39 anciens francs le litre) pendant toute la prochaine période estivale. Ils veulent que le prix de vente du lait soit fixé en fonction de son coût de production, de manière rémunératrice et garantie, sans qu'on ait recours à des expédients tel que la prime de ramassage prévue en faveur de certaines régions, prime qui n'a pour but que de diviser les producteurs de lait. Le Gouvernement s'étant empressé d'octroyer aux grandes sociétés laitières alimentant Paris en lait une somme de 300 millions d'anciens francs pour compenser le maintien du prix d'hiver pendant quatre semaines, il lui demande s'il entend, en accord avec le ministre des finances et des affaires économiques et les autres membres du Gouvernement, faire preuve d'au moins autant de compréhension à l'égard des producteurs de lait.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

2349. — 27 avril 1963. — M. Roger Roucaute demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre dans quel délai il compte procéder à la désignation de la commission d'étude sur l'application du rapport constant, à laquelle ont accepté de prendre part l'U. F. A. C. et le comité d'entente des grands invalides de guerre, cette désignation devant, selon lui, intervenir de toute urgence.

2350. — 27 avril 1963. — M. Dolze rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que ses prédécesseurs se sont toujours refusés à accepter l'existence de la relation de cause à effet (art. R. 319-2 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre) entre les actions du bataillon d'Eysses et la déportation, disant qu'il s'agissait d'une mesure générale prise par l'armée d'occupation. De ce fait, la majeure partie des anciens déportés résistants ayant été, avant la déportation, emprisonnés à la centrale d'Eysses (Lot-et-Garonne), ont été l'objet d'une décision de refus de la carte D. I. R. Avec l'attribution de la carte D. I. P., ils ont subi une sérieuse atteinte à leurs droits. Or, depuis la première décision du ministre, de nombreux faits sont intervenus: 1° l'attestation au bataillon d'Eysses, délivrée par les responsables de la Résistance du Lot-et-Garonne et de Dordogne-Sud, affirmant la relation permanente entre les organisations de résistance et le bataillon d'Eysses, la façon dont s'était effectuée la transmission des armées et les directives pour rallier les maquis; 2° la réponse faite le 11 janvier 1955 par M. le ministre de la défense nationale à une question écrite posée par M. Tourné (18 novembre 1954), reconnaissant comme unité F. F. I. la formation constituée par les membres de la Résistance incarcérés à la centrale d'Eysses; 3° des documents nouveaux en possession de l'amicale nationale des anciens de la centrale d'Eysses, tels que le rapport de l'intendant de police de Toulouse sous Vichy, concernant la révolte de février 1944 et la lettre du garde des sceaux, ministre de la justice, du 5 octobre 1954, au ministre des anciens combattants, faisant état des accords intervenus entre les autorités d'occupation et le gouvernement de Vichy, tendant à ce que soient remis aux mains des autorités allemandes les détenus de la centrale d'Eysses. Cet accord, d'après le document précité, est antérieur au 21 avril 1944 et, par conséquent, bien antérieur au débarquement. Cet accord, motivé par la révolte et l'impuissance des miliciens et la police de Vichy de venir à bout de la résistance dans la centrale, est la preuve du lien de cause à effet entre l'action des patriotes détenus à Eysses et groupés dans le bataillon F. F. I. et la déportation du mai 1944; 4° des arrêts du Conseil d'Etat concernant Einardi et Combez, des décisions de tribunal administratif, annulant la décision susvisée du ministre des anciens combattants, notamment celle concernant le sieur Doloy (décision du 10 avril 1953 du tribunal administratif de Châlons-sur-Marne); 5° qu'il a été prouvé depuis, par des témoignages absolument formels, que les détenus de droit commun, qui étaient incarcérés à Eysses n'ont pas été déportés. Les Allemands ont fait un tri avant d'emmener leurs prisonniers. En fait, seuls ont été déportés les détenus que l'on appelait à l'époque les « détenus politiques ». Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que les droits au titre de déporté ou d'interné résistant puissent être rétablis aux anciens membres du bataillon F. F. I. de la centrale d'Eysses.

2351. — 27 avril 1963. — M. Dolze expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les victimes de guerre de toutes catégories peuvent cumuler, sans limite, une pension de guerre avec un traitement public, une pension de retraite, une retraite de vieux travailleurs, mais que, pour l'attribu-

bution ou la fixation de l'allocation vieillesse, l'administration tient compte de toutes les ressources dont dispose le demandeur, y compris les pensions de guerre; il y a là une anomalie d'autant plus choquante qu'elle s'applique aux vieillards les plus défavorisés au point de vue social. Il lui demande les initiatives qu'il compte prendre afin que les pensions militaires d'invalidité et des victimes de guerre n'entrent pas en ligne de compte pour l'attribution ou la fixation du taux de l'allocation vieillesse.

2352. — 27 avril 1963. — **M. Cance** attire l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur la situation faite à certains combattants titulaires de la carte du combattant au titre de la guerre 1914-1918 et qui, du fait de leur appartenance à la Résistance, ont obtenu la C. V. R. Lorsque ces anciens combattants ont eu une absence illégale, au cours de la guerre de 1914-1918, supérieure à soixante jours dans le cas d'arrestation ou à quatre-vingt-dix jours en cas de soumission ou de reddition volontaire, la déchéance pour la retraite du combattant leur est opposée à vie. Cependant, leur engagement dans la Résistance, fait volontairement et en toute connaissance de cause, a témoigné de leur patriotisme et leur a valu la qualité de combattant de la guerre 1939-1945. Les intéressés devraient donc pouvoir bénéficier de tous les avantages accordés aux anciens combattants de 1939-1945. Il lui demande s'il n'envisage pas de prendre des mesures permettant à ces anciens combattants de bénéficier de la retraite du combattant.

2353. — 27 avril 1963. — **M. Cance** demande à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** de lui faire connaître la répartition, par catégorie d'âge, des bénéficiaires de la retraite du combattant.

2354. — 27 avril 1963. — **M. Tourné** rappelle à **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** que les associations groupées au sein de l'Union française des associations d'anciens combattants et victimes de guerre, en vue d'obtenir la mise à jour, chaque année, de l'effectif réel de tous les tributaires du code des pensions militaires d'invalidité et de victimes de guerre, demandent depuis longtemps: 1° que le ministère des finances, conjointement avec le ministère des anciens combattants et victimes de guerre et avec le concours des trésoriers-payeurs qui possèdent les fiches des pensionnés de guerre et des bénéficiaires de la retraite du combattant, procède au recensement de toutes les catégories de bénéficiaires des pensions de guerre et de la retraite du combattant; 2° que le recensement soit organisé avec le concours des représentants qualifiés des associations d'anciens combattants et de victimes de guerre en vue d'obtenir une constante mise à jour des effectifs de tous les ressortissants du ministère des anciens combattants et victimes de guerre; 3° que soit publié au *Journal officiel*, au cours du premier trimestre de chaque année, le nombre détaillé de toutes les pensions de guerre et hors-guerre par pourcentage d'invalidité et par catégories, ainsi que les retraites du combattant, et par catégories effectivement payées au cours de l'année précédente; 4° que les résultats de ce recensement soient communiqués par circulaire à l'office national, ainsi qu'aux associations et fédérations nationales d'anciens combattants et victimes de guerre. Il lui demande quelles sont les dispositions qu'il compte prendre à cet effet.

2355. — 27 avril 1963. — **M. Le Bault de la Morinière** appelle l'attention de **M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre** sur les nombreuses dérogations apportées, par le décret n° 62-766 du 6 juillet 1962 portant statut des personnels du Service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (S.E.I.T.A.), à la législation applicable aux anciens combattants. Il lui demande, s'il envisage de provoquer la modification des dispositions ci-après du texte précité, en sorte que: a) Article 45: les majorations accordées jusqu'ici aux anciens combattants, en application des lois des 9 décembre 1927 et 19 mars 1928 reconduites par celle du 19 juillet 1952 continuant à être prises en compte par le Service d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes; b) Article 110: il soit préclé quel cas de mise à la retraite anticipée, les anciens combattants bénéficient de l'article 5 du code des pensions civiles et militaires; c) Articles 115 et 118: du fait de leurs bonifications de guerre, les anciens combattants puissent dépasser le taux de 75 p. 100 du traitement statutaire, en application des dispositions de l'article 24 du statut général des fonctionnaires, où le maximum des années liquidables peuvent aller jusqu'à 40 annuités; d) Article 141 et 142: les pourcentages établis par la loi des emplois réservés du 26 octobre 1946 et le décret du 10 juillet 1947, soient maintenus pour toutes les nominations envisagées par le S.E.I.T.A. en vertu de son statut.

ARMÉES

2356. — 27 avril 1963. — **M. Jean Valentin** demande à **M. le ministre des armées** si le fait d'être réformé définitivement n° 2, par décision d'une commission de réforme, dégage de toutes obligations militaires et dispense, par conséquent, du service militaire.

2357. — 27 avril 1963. — **M. Vollquin** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne serait pas possible de prévenir les cadres mariés, ayant des enfants en âge scolaire et devant changer d'affectation au moment de la rentrée des classes, au moins six semaines à deux mois à l'avance, ce qui leur permettrait, en période de paix retrouvée, de bénéficier d'un climat de stabilité familiale qui leur a manqué si longtemps, en inscrivant leurs enfants dans des établissements proches de leur lieu d'implantation.

2358. — 27 avril 1963. — **M. Lepage** demande à **M. le ministre des armées** s'il compte accorder, de toute urgence, des permissions exceptionnelles aux jeunes agriculteurs, en raison du mauvais temps et du retard pour réensemencements.

2359. — 27 avril 1963. — **M. Dupuy** expose à **M. le ministre des armées** qu'il a pris connaissance de lettres émanant d'un soldat du 1^{er} B. P. C. à Calvi et aux termes desquelles il apparaît que les soldats de cette unité sont soumis à des brimades, voire à des sévices, particulièrement intolérables. Après les graves incidents qui s'étaient produits à Toulouse et qui ont soulevé, à l'époque, une grande émotion, les faits susvisés semblent confirmer que les mesures susceptibles d'assurer le respect de la personne humaine n'ont pas été prises dans toutes les unités de l'armée française. Il lui demande s'il entend: 1° faire prescrire une enquête immédiate sur les brimades dont sont victimes les soldats du B. P. C. de Calvi; 2° prendre toutes les dispositions utiles afin d'empêcher la poursuite et le renouvellement de telles pratiques; 3° prendre, enfin, des mesures très strictes de caractère général pour qu'il n'y ait plus à déplorer, dans aucune unité, de tels incidents qui portent atteinte à l'honneur de l'Armée française et, partant, de la France.

2360. — 27 avril 1963. — **M. Palmero** demande à **M. le ministre des armées** s'il ne pourrait envisager la décentralisation des services liquidateurs des pensions et, notamment, de rattacher les retraités de la gendarmerie au centre d'administration de cette arme.

2361. — 27 avril 1963. — **M. Palmero** expose à **M. le ministre des armées** que de nombreux militaires retraités n'ont pas encore bénéficié de la péréquation des pensions consécutives au décret relevant les indices à compter du 1^{er} juillet 1961, alors que dix-huit mois se sont écoulés depuis l'avis de la direction de l'Intendance et que les retraités subissent l'augmentation du coût de la vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

2362. — 27 avril 1963. — **M. Houël** expose à **M. le ministre des armées** qu'il a été saisi — par le cercle du Rhône de l'Union nationale du personnel en retraite de la gendarmerie et de la garde —: 1° d'une protestation contre le retard mis à effectuer la péréquation des retraites par rapport au relèvement des indices de solde qui a pris effet au 1^{er} juillet 1961. Ce retard, malgré les rappels à intervenir, est hautement préjudiciable aux intéressés les plus âgés et les plus démunis, alors surtout que la politique gouvernementale conduit à accélérer la hausse des prix; 2° d'une suggestion tendant à rattacher les retraités dont il s'agit aux centres d'administration de la gendarmerie, de manière que les formalités administratives soient plus rapides. Il lui demande quelles sont ses intentions, arrêtées en accord avec le ministre des finances et des affaires économiques, vis-à-vis des vœux formulés par l'organisation citée.

CONSTRUCTION

2363. — 27 avril 1963. — **M. Billoux** expose à **M. le ministre de la construction** que l'association générale des locataires de la Sogima, regroupant environ 2.000 familles marseillaises, s'est émue des informations de presse relatives à une prochaine majoration de la valeur locative pour les immeubles classés en catégorie 2A, 2B, 2C et 3A. Cette inquiétude est d'ailleurs partagée par l'ensemble des locataires français dont le loyer est soumis à la valeur locative. Les locataires de la Sogima ont calculé que, pour un appartement de deux pièces principales avec salle de bains et cuisine, le loyer mensuel, qui était de 4,50 francs en 1949 et qui atteint 86,80 francs au 1^{er} janvier 1963, soit 19 fois plus, serait porté à 130,20 francs par mois si la majoration annoncée était appliquée, soit multiplié par 29 depuis 1949. Une telle majoration grèverait lourdement les revenus, déjà peu élevés et rognés par la hausse des prix, de très nombreux locataires. Il lui demande quelles sont ses intentions et celles du Gouvernement, auquel il appartient, en matière de fixation du niveau des loyers pour 1963.

2364. — 27 avril 1963. — **M. Thillier** appelle l'attention de **M. le ministre de la construction** sur l'impossibilité de révision de certains loyers d'habitation. En effet, en exécution de l'ordonnance du 27 décembre 1958, prévoyant le retour au droit commun dans certaines communes, le Gouvernement a pris divers décrets étendant, sous certaines conditions, ces dispositions à certaines communes

de plus de 10.000 habitants. Or, dans ce cas, si le loyer initial est libre, la loi impose un bail minimum de 6 ans, tandis qu'aucune révision du prix du loyer n'est prévue. Cette impossibilité de révision est très défavorable aux locataires, car peu de propriétaires acceptent de prendre un tel engagement. Les logements anciens constituent un marché qui pourrait aborder de très nombreux locataires ayant des revenus modestes. Or, pratiquement, ce marché ne leur sera ouvert que si une clause de révision légale est prévue. Il lui demande s'il n'est pas possible d'envisager une révision périodique de ces loyers, qui puisse intervenir avant l'expiration du délai de six ans.

2365. — 27 avril 1963. — M. Vendroux expose à M. le ministre de la construction qu'aux termes de l'article 226 du code de l'urbanisme, toute opération d'accès à la propriété, réalisée à l'aide d'avances consenties par l'Etat, est subordonnée à la souscription par le bénéficiaire, auprès de la caisse nationale d'assurances sur la vie, d'un contrat d'assurance garantissant le paiement des annuités qui resteraient à échoir au moment de son décès. Dans un cas déterminé, l'assurance a été faite par le locataire attributaire avec désignation comme bénéficiaire « la coopérative H. L. M. qui doit faire l'attribution ». La coopérative, dès la perception du montant de l'assurance, a amorti la dette qui restait due par le locataire attributaire : si l'esprit social désiré par les lois en vigueur est rempli, la propriété de ce capital n'est pas réglée d'une façon absolue. Conformément à l'article 67 de la loi du 13 juillet 1930, les sommes stipulées, payables lors du décès de l'assuré à un bénéficiaire déterminé ou à ses héritiers, ne font pas partie de la succession de l'assuré. Il lui demande : 1° qui profite de l'amortissement du compte du locataire attributaire effectué par la coopérative H. L. M. : la veuve seulement ou la veuve et les enfants ou les autres héritiers, d'après les principes réglant le partage d'une communauté et ce en vertu de quels textes ; 2° si l'administration de l'enregistrement peut exiger la perception du droit de donation (qui serait de 60 p. 100) puisque la coopérative H. L. M., en raison du rappel des règles ci-dessus, est propriétaire du capital et amortit la dette due par l'indivision née du décès du locataire-attributaire.

EDUCATION NATIONALE

2366. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'un projet de création à Vernet-les-Bains (Pyrénées-Orientales) d'un centre de formation professionnelle pour enfants sourds-muets est depuis longtemps à l'étude dans l'académie de Montpellier. Sur le plan social, comme sur le plan humain, un tel établissement trouverait judicieusement sa place à Vernet-les-Bains, qui est une station thermique réputée. On y soigne en particulier toutes les affections de la gorge et de l'oreille. Il lui demande si ce projet fait toujours partie des prévisions des services du ministère de l'éducation nationale, et dans l'affirmation : 1° dans quelles conditions un tel établissement sera réalisé et combien d'enfants pourront y être traités ; 2° quelles catégories d'enfants seront admises dans ce centre, en précisant âge, sexe, coefficient intellectuel ; 3° quelles formations professionnelles y seront prévues ; 4° si le personnel enseignant administratif de ce centre devra posséder une qualification spéciale et comment s'effectue son recrutement ; 5° si le personnel du collège technique de garçons existant en ce moment à Vernet-les-Bains pourra, s'il le désire, être affecté au nouvel établissement destiné à des enfants sourds-muets. Si oui, sur quelles bases.

2367. — 27 avril 1963. — M. Vollquin s'étonne de l'information parue dans la presse annonçant une somme de 10 millions de francs à inscrire au prochain budget pour accroître les moyens audio-visuels dans l'enseignement et attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur ce fait. Il semble, en effet, ainsi que cela a été souligné, que ces expériences revêtent dans leur extension, du moins actuellement, un caractère anti-pédagogique reconnu et dénoncé par les professeurs et ne sauraient, en aucun cas, constituer une solution au difficile problème et à la crise du recrutement scolaire. Il lui demande si les élèves ne devraient pas demeurer sous l'autorité et au contact direct des enseignants et la somme mentionnée plus haut destinée au recrutement de personnel qualifié.

2368. — 27 avril 1963. — M. Fourvel expose à M. le ministre de l'éducation nationale la situation extrêmement difficile de l'équipement sportif des établissements scolaires de Clermont-Ferrand et, particulièrement, la situation critique du lycée d'Etat de jeunes filles (lycée Jeanne-d'Arc) qui, avec 3.700 élèves, est l'un des dix plus grands établissements de France. Ce lycée dispose, à l'heure actuelle, pour les cours d'éducation physique : 1° de deux préaux fermés, non aménagés, pouvant accueillir à la rigueur deux classes ; 2° d'un gymnase édifié il y a 40 ans lorsque l'établissement comptait 500 élèves, et qui peut recevoir une classe ; 3° les cours de récréation, très exigus, peuvent permettre de donner les cours d'éducation physique à trois classes seulement si les conditions climatiques sont favorables. Avec ses 88 classes, 440 heures d'éducation physique sont nécessaires au lycée Jeanne-d'Arc. Or, l'équipement ne permet d'effectuer que 220 heures de cours dans des conditions très défavorables. L'agrandissement du lycée d'Etat Jeanne-d'Arc n'est fait non seulement sans comporter la moindre installation supplémentaire pour l'éducation physique, mais encore au détriment de celles qui existaient (absorption d'un ancien gymnase, réduction d'espaces découverts). Pour l'ensemble des 24 établissements du second

degré (C. E. G. non compris de Clermont-Ferrand) la situation est la suivante : a) aires couvertes : 14 ; manquantes : 38 ; b) plateaux d'éducation physique : 12, dont 6 véritablement aménagés ; manquants : 28 ; c) pistes d'athlétisme : 7 ; manquantes : 21 d) piscines, bassins de natation : 0 ; manquants : 5. Il lui demande : quelles initiatives il compte prendre : 1° pour doter le lycée Jeanne-d'Arc de l'équipement sportif indispensable, notamment de gymnases suffisants pour permettre de donner aux élèves les cours réglementaires d'éducation physique ; 2° pour permettre la construction des installations prévues et non réalisées dans l'ensemble des établissements scolaires et universitaires de Clermont-Ferrand.

2369. — 27 avril 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, selon une enquête de l'assemblée générale des étudiants en droit et en sciences économiques de Paris (A. G. E. D. E. S. E. P.), effectuée en novembre 1962, 68 p. 100 des étudiants en droit de la faculté de Paris ne peuvent payer la série annuelle des cours photocopiés. (Cette enquête n'a pu d'ailleurs tenir compte des étudiants qui travaillent pour financer leurs études et qui sont dans l'obligation absolue d'avoir recours aux photocopies). Or, même ceux des étudiants qui peuvent être présents à la faculté ne sont pas en mesure d'assister aux cours du fait de l'exiguïté des amphithéâtres ; la bibliothèque, dont le personnel est insuffisant et mal payé, est inadaptée aux besoins des 20.000 inscrits ; les salles de travail, les assistants, les moniteurs font défaut. La conception des études juridiques procédant « année » par « année » oblige, dans ces conditions, les étudiants à acheter des photocopies : neufs. Le monopole de fait, que détient à Paris une maison commerciale d'édition, conduit à ce que les prix des cours photocopiés y soient beaucoup plus élevés qu'en province où la photocopie est assurée, soit par le centre de photocopie de la faculté, soit par les « corpos » ou les « A.G. » des étudiants. Sur 2.000 inscrits en 1957, en première année à Paris, seulement 896 étudiants ont obtenu leur licence en 1961. La diminution du prix des photocopies contribuerait à réduire le pourcentage d'échecs. Dans l'immédiat, les étudiants proposent, soit le développement du centre de photocopie de la faculté, avec une participation d'étudiants, élus au scrutin de liste proportionnel et de professeurs à la gestion du centre ; soit la création d'une coopérative des étudiants et des professeurs. Une subvention particulière de l'Etat, ou l'augmentation de la subvention d'Etat dans le budget de la faculté, sera alors nécessaire. Une solution de ce type, conforme aux obligations de l'Etat en matière d'égalité dans l'enseignement, permettrait — avec la suppression du bénéfice commercial, la modernisation de l'impression et la restitution de leur vrai caractère aux droits d'auteurs versés aux professeurs — de diminuer au moins de moitié le prix du cours photocopié. Il en résulterait une certaine amélioration des conditions d'études très défavorables qui sont celles des étudiants en droit fils d'ouvriers (48 p. 100) ou d'agriculteurs (5,3 p. 100) et des étudiants en droit qui travaillent pour financer leurs études (40 p. 100). Il lui demande s'il n'envisage pas d'adopter pour Paris et pour l'ensemble des facultés de droit, un régime d'édition de cours photocopiés, conforme aux vœux des étudiants en droit et susceptible de permettre une diminution sensible du prix de ces cours.

2370. — 27 avril 1963. — M. Lamps expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les directrices et directeurs de collège de l'enseignement technique recrutés par voie de concours parmi les professeurs titulaires, justifiant de 30 années d'âge et de 5 ans d'ancienneté. Ils appartiennent à la catégorie des services sédentaires (catégorie A) et leur rétribution est calculée suivant les indices nets allant de 245 (1^{er} échelon) à 460 (11^e échelon). Elle est complétée par une indemnité de charges administratives évaluée en numéraire, non traduite en points bruts soumis à retenue pour pension civile. Cette indemnité, destinée par nature à « indemniser » les charges réelles, est inférieure de moitié environ à celle qui est servie aux chefs des autres établissements. Les directrices et directeurs de C. E. T. sont en principe logés, mais beaucoup d'entre eux ne le sont pas ou le sont dans des conditions très précaires. Aucune indemnité n'est prévue pour les directrices et directeurs non logés. Les directrices et directeurs assurent un service permanent et ne peuvent prétendre à aucune rétribution au titre des heures supplémentaires. La situation qui leur est faite les place dans un état d'infériorité à l'égard des fonctionnaires placés sous leur autorité directe. En effet, certains d'entre eux, dont la responsabilité est limitée au fonctionnement de leur service, sont rétribués sur la même base que les directeurs de C. E. T. (échelle indiciaire allant de 245 à 460) avec cette circonstance aggravante qu'en ce qui concerne les économies, leur rétribution est limitée par celle de leur chef d'établissement : si leur est possible, sans qualification supérieure, d'accéder à un indice plus élevé en changeant de catégorie d'établissement. Les directrices et directeurs de C. E. T. ne peuvent, contrairement à certains agents placés sous leur autorité (économies, surveillants généraux), accéder par inscription sur une liste d'aptitude à un emploi supérieur. Compte tenu des responsabilités qui incombent aux directrices et directeurs de C. E. T., il lui demande s'il envisage de donner satisfaction aux légitimes revendications des intéressés, à savoir : 1° les indices de base des directrices et directeurs de C. E. T. doivent être fixés de telle sorte qu'ils soient au minimum égaux ou, plus logiquement, légèrement supérieurs à ceux des attachés d'intendance universitaire de tous grades qui, doivent pouvoir exercer, sans discrimination, leurs fonctions dans les collèges d'enseignement technique ; 2° les charges administratives, actuellement ridiculement faibles et non soumises à retenues pour pensions civiles, doivent être établies et calculées sur les mêmes bases que celles des autres chefs d'établissement du second degré soit 20, 30 et 40 points indiciaires nets soumis à retenues pour pen-

sions civiles; 3° le logement doit être fourni aux chefs d'établissement d'enseignement, par nécessité absolue de service (actuellement, par suite de l'exiguïté ou du mauvais état des locaux, de nombreux directeurs et directrices de C. E. T. ne peuvent en bénéficier et ne sont pas logés bien que leur service soit statutairement permanent). Des mesures de compensation doivent être accordées aux chefs d'établissement des C. E. T. qui ne sont pas logés et qui devraient toujours l'être par nécessité absolue de service: a) l'attribution de dix heures supplémentaires administratives (50 p 100 des heures supplémentaires des certifiés) en compensation des difficultés rencontrées par le non-logement dans l'établissement; b) l'attribution aux chefs d'établissement non logés des prestations en nature (chauffage, éclairage, etc.) dont ils bénéficieraient s'ils étaient normalement logés dans l'établissement; 4° en ce qui concerne les débouchés, les directeurs et directrices des C. E. T. doivent pouvoir être inscrits sur la liste d'aptitude aux fonctions et au cadre des censeurs et, notamment, ceux dont les C. E. T., jusqu'ici établissements autonomes, sont brutalement annexés ou jumelés à des lycées.

2371. — 27 avril 1963. — M. Deliaune appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des professeurs d'enseignement musical dans des centres ruraux, titulaires du diplôme délivré par le centre de formation pédagogique de Paris et la fédération des centres musicaux ruraux. Il lui demande s'il envisage de nommer les intéressés dans les cadres des collèges d'enseignement général.

2372. — 27 avril 1963. — M. Dufloy expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, par arrêté du 5 novembre 1948 portant application du décret du 9 août 1948 relatif à la licence ès-lettres, modifié par les décrets des 22 juin 1949, 26 juin 1950, 22 juin 1951, 30 juillet 1957, 5 février 1958, 27 mai 1959 et 26 juillet 1960, ont été déterminés les diplômes, admissions, certificats et titres admis en dispense du certificat d'études littéraires générales, classiques ou modernes, en vue de la licence ès-lettres, parmi lesquels figurent les diplômes de bachelier ou de licencié en théologie catholique obtenu devant la faculté de théologie catholique de Strasbourg. Il lui demande, eu égard à l'égalité de valeur des diplômes de bachelier ou de licencié en théologie catholique délivrés par les diverses facultés de théologie catholiques de France, s'il ne lui serait pas possible, par arrêté modificatif à celui du 5 novembre 1948 susvisé, de les admettre en dispense du certificat d'études littéraires générales classiques ou modernes, en vue de la licence ès-lettres, au même titre que ceux décernés par la faculté de théologie catholique de Strasbourg.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

2373. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un des éléments de cherté relative des fruits et légumes à la consommation provient des prix élevés du conditionnement et de l'expédition de ces produits. En effet, il arrive très souvent que des fruits ou des légumes, payés à bas prix au producteur, coûtent des prix anormaux une fois qu'ils sont parvenus dans les grands centres de consommation. Il lui demande: 1° si ses services ont évalué à combien reviennent le conditionnement, la présentation et l'expédition — par kilogramme — des fruits et des légumes partant des régions « primeurs » du Midi de la France à destination de Paris, Lille ou Strasbourg par exemple, lorsque ces opérations se font avec des cageots à réutilisation interdite et dans des conditions de présentation et d'hygiène convenables; 2° ce qu'il compte décider pour réduire les frais de conditionnement et d'expédition des fruits et légumes et, en particulier, s'il ne pourrait pas prendre les deux premières mesures suivantes: a) réduire les frais de transport sur les longues distances; b) supprimer tous les impôts — telle la T. V. A. — qui frappent les matériels d'emballage et d'expédition, surtout quand il s'agit d'emballages « perdus » à réemploi interdit.

2374. — 27 avril 1963. — M. Volsin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui préciser les raisons du retard pris dans l'application de la taxe sur les corps gras entrant dans la composition de la margarine.

2375. — 27 avril 1963. — M. Vollquin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est dans ses intentions de faire paraître prochainement un décret portant statut des inspecteurs du Trésor, hors métropole.

2376. — 27 avril 1963. — M. André Beauguilte expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les indemnités de départ à la retraite, versées par les employeurs à leurs salariés, sont exonérées d'impôts et de cotisation à la sécurité sociale à concurrence de 10.000 francs, mais qu'il n'est pas précisé à quel moment l'indemnité doit être versée pour bénéficier de l'exonération. Il lui demande si un salarié, ayant quitté son employeur le 30 novembre 1962 et ayant été avisé à ce moment

qu'une indemnité de départ à la retraite lui était accordée, peut bénéficier des exonérations précitées alors que ladite indemnité ne lui a été entièrement versée que six mois après, c'est-à-dire au cours de l'exercice qui a suivi son départ.

2377. — 27 avril 1963. — M. Poncelet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les parents d'enfants infirmes majeurs peuvent, soit compter chaque enfant infirme pour une part entière dans le calcul du quotient familial, soit, s'ils y ont intérêt, déduire de leur revenu imposable les frais réels d'entretien de ces enfants. Il appelle son attention sur la situation des parents d'enfants infirmes mineurs qui ont envers eux la même dette alimentaire, aggravée par la nécessité de leur faire poursuivre leur scolarité dans des établissements spécialisés, ce qui est à l'origine de lourdes dépenses pour ces parents. Il lui demande s'il ne serait pas équitable d'étendre aux parents d'enfants infirmes mineurs l'option ouverte aux parents d'enfants infirmes majeurs et, dans ce cas, s'il envisage d'inscrire à cet effet, dans le projet de loi de finances rectificative, un amendement à l'article 156 du code général des impôts.

2378. — 27 avril 1963. — M. Forest demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il est exact que les agents du cadre D, justifiant de 40 ans d'âge et de 10 années de services titulaires, seront intégrés dans le cadre C et si cette mesure s'appliquera également aux agents de bureau ayant 14 et même 15 ans de services titulaires mais n'ayant pas 40 ans d'âge. Au cas où cette mesure ne s'appliquerait pas à ces derniers, il lui demande quelles mesures il compte prendre afin de remédier à cette situation, car il semble anormal qu'un agent, entré dans l'administration à 31 ans et étant âgé aujourd'hui de 42 ans, n'ayant que 11 ans d'ancienneté, bénéficie des dispositions de cette mesure, alors qu'un agent entré à l'âge de 18 ans et réunissant aujourd'hui 14 ou 15 ans d'ancienneté, se voit refuser le bénéfice de cette mesure sous prétexte qu'il n'a pas 40 ans.

2379. — 27 avril 1963. — M. Forest expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un propriétaire, habitant une ville de 6.500 habitants où la crise du logement est manifeste, loue une partie de sa maison (une cuisine, une salle de séjour, deux chambres) en ayant laissé dans celles-ci quelques gros meubles (lit, table, appareil de chauffage) mais ne fournissant aucun service et lui demande si cette location doit être soumise à la taxe sur l'habitat ou si elle est imposable à la patente comme location meublée.

2380. — 27 avril 1963. — M. Cachat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, tant au cours du débat sur le budget que dans des allocutions prononcées à la radio, il a été annoncé que les rentes viagères seraient en augmentation de 10 p. 106. Or, d'après la loi n° 63-156 du 23 février 1963, article 55, il s'avère que cette augmentation de 10 p. 100 ne s'applique que sur les majorations prévues par la loi n° 49-420, article 1°, du 28 décembre 1949, et portant sur les rentes viagères d'avant 1914 jusqu'au 1° janvier 1952. Il lui demande si les rentes originaires après cette date n'ont subi aucune majoration et, dans l'affirmative, étant donné la hausse des prix qui a eu lieu depuis 1952, s'il n'est pas envisagé par le Gouvernement une majoration des rentes originaires, entre le 1° janvier 1952 et le 1° janvier 1959, par exemple.

2381. — 27 avril 1963. — M. Raymond Boldsé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation, au regard de l'imposition des revenus fonciers, des personnes ayant acquis un immeuble moyennant le versement d'une rente viagère. L'article 75 de la loi de finances pour 1963 a prévu que les créanciers ne seront soumis à l'impôt sur le revenu que pour la partie des arrérages correspondant au paiement des intérêts du capital aliéné. Il lui demande s'il ne serait pas logique que cette solution soit étendue aux débiteurs qui seraient ainsi autorisés à déduire de leur revenu foncier la fraction des arrérages représentative d'intérêt.

2382. — 27 avril 1963. — M. Rémy Montagne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques les difficultés que rencontrent, pour se loger, les jeunes travailleurs obligés de quitter leurs familles pour s'embaucher dans des entreprises éloignées de leur domicile. Il lui demande si, par analogie avec certaines mesures prises en faveur des étudiants, il ne conviendrait pas d'envisager la possibilité d'exonérer d'impôts et de taxes les chambres meublées mises à la disposition de ces jeunes travailleurs par des particuliers ou des organismes divers.

2383. — 27 avril 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quels sont, au 31 décembre 1961: a) le nombre des pensionnés de guerre, par taux de pension, définitifs ou temporaires (guerres: 1914-1918, 1939-1945, T. O. E., guerres d'Indochine et d'Algérie, hors-guerre); b) le

nombre de veuves de guerre, par catégorie (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre); c) le nombre d'orphelins de guerre (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre); d) le nombre d'ascendants (guerre, hors-guerre, victimes civiles de guerre). Il lui demande, en outre, quelle est la répartition, par catégorie d'âge, des bénéficiaires de la retraite du combattant.

2384. — 27 avril 1963. — M. Alduy demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques: 1° pour quelles raisons il a décidé, au poste-frontière du Perthus, la suppression de la bascule municipale créée le 28 novembre 1937, le revenu de cette bascule représentant une recette annuelle de 82.000 F, inscrite au budget approuvé régulièrement par l'autorité de tutelle. Cette solution obligerait la municipalité, pour équilibrer le budget, à voter 66.086 centimes, ce qui entraînera une multiplication par huit environ du taux des patentes et des contributions mobilières. Les raisons invoquées par l'administration des douanes sont sans aucun fondement et précédent de la volonté délibérée de rayer les communes vivantes de la carte de France. En effet, la commune du Perthus a toujours été disposée à prendre à son compte la modernisation de cette bascule puisque l'administration des douanes estime nécessaire l'utilisation d'une balance électronique; 2° si, en vertu du vieux principe que nul ne peut, même l'Etat, sans motif valable d'intérêt général, causer sans dommages et intérêts de préjudice à un particulier et encore moins à une collectivité locale, il est disposé à compenser le préjudice ainsi causé par le versement à la commune du Perthus d'un capital de 2 millions de francs, représentant le capital nécessaire pour assurer à la commune les ressources équivalentes à celles que la direction des douanes cherche à lui supprimer abusivement; 3° si cette politique de gaspillage systématique des deniers publics est conforme à une saine gestion des finances nationales, quelle que soit la prospérité officiellement vantée; il ne fait aucun doute que les tribunaux rendront verdict en faveur de la commune du Perthus et obligeront l'administration à dédommager la commune dans des proportions ci-dessus indiquées; 4° s'il ne lui paraît pas possible de reconsidérer entièrement cette affaire.

2385. — 27 avril 1963. — M. Le Bault de La Morinière rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 139 du décret n° 62-766 du 6 juillet 1962, portant statut des personnels du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (S. E. I. T. A.), permet aux agents, qui avaient, à la date du 1^{er} janvier 1961, la qualité de fonctionnaire, d'opter pour les dispositions statutaires et le régime de retraite qui leur étaient applicables avant l'intervention de l'ordonnance n° 59-80 du 7 janvier 1959, portant réorganisation des monopoles fiscaux des tabacs et des allumettes. Il lui demande s'il peut confirmer qu'aucune atteinte ne sera portée tant à l'option visée ci-dessus qu'aux conséquences de cette option sur le plan des dispositions statutaires et du régime de retraite applicables aux agents ayant opté pour la fonction publique.

2386. — 27 avril 1963. — M. Palméro expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que de nombreux militaires retraités n'ont pas encore bénéficié de la péréquation des pensions consécutives au décret relevant les indices à compter du 1^{er} juillet 1961, alors que dix-huit mois se sont écoulés depuis l'avis de la direction de l'intendance et que les retraités subissent l'augmentation du coût de la vie. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour remédier à cette situation.

2387. — 27 avril 1963. — M. Paul Coste-Floret demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles quantités de « vins doux naturels » français ont été consommées (sans distinguer entre les crus), pour chacune des années comprises dans la période s'étendant de 1949 à 1962.

2388. — 27 avril 1963. — M. Gauthier expose à M. le secrétaire d'Etat au budget qu'un officier ministériel a fait donation, par acte du 20 septembre 1958, à son fils, d'un office ministériel à titre d'avancement d'hoirie, sans dispense de rapport, mais avec l'obligation pour le donataire: 1° de rapporter à la succession la somme de 167.000 F représentant le montant de l'évaluation acceptée par la chancellerie de la finance de cet office ministériel; 2° de servir au donateur, jusqu'au jour de son décès, une rente viagère de 3.750 F, par an (rente équivalente à 2,25 p. 100 du capital). Il lui demande si les arrérages de cette rente peuvent être déduits du revenu global imposable du donataire pour l'assiette de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, conformément à l'article 156, paragraphe 2, du code général des impôts, les trois conditions nécessaires étant remplies, savoir: a) Constitution de la rente antérieurement au 1^{er} novembre 1959; b) Caractère obligatoire de la rente, cette dernière étant constituée en vertu d'un acte authentique; c) Caractère gratuit de la rente, la chancellerie n'acceptant pas la cession d'un office ministériel moyennant une rente viagère à titre onéreux, ainsi qu'il résulte d'une lettre adressée en date du 10 octobre 1952, par le directeur des affaires civiles, au président du conseil supérieur du notariat.

2389. — 27 avril 1963. — M. Bousseau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 41 de l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 prescrit, notamment, que peuvent être cédés de gré à gré à des personnes de droit privé — et sous condition que les cessionnaires les utilisent aux fins prescrites par le cahier des charges annexé à l'acte de cession — les immeubles expropriés en vue de la réalisation progressive, et suivant des plans d'ensemble, des zones affectées à l'industrie. L'article 51 de la même ordonnance prévoit, d'autre part, que ces cessions de gré à gré sont exemptées de la formalité de l'enregistrement et du timbre, ainsi que des droits de publicité foncière. Il lui demande si la cession, faite par une ville d'un terrain exproprié dans les conditions ci-dessus indiquées avec les bâtiments industriels qui doivent y être édifiés postérieurement à l'acte fait par la ville et qui sont vendus dans leur état futur d'achèvement, est susceptible de bénéficier pour la totalité — terrain et construction — de l'exemption de timbre et d'enregistrement ainsi que de la taxe de publicité foncière et si l'on ne peut pas considérer que les bâtiments ont apporté seulement une plus-value au terrain, dans la même mesure qu'auraient pu le faire des aménagements de la zone qui, tout en donnant une valeur plus grande au terrain justifiant le cas échéant un supplément de prix, n'aurait pas pour autant entraîné la déchéance des immunités fiscales.

2390. — 27 avril 1963. — M. Maurice Faure expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, dans certains départements, et lors de la procédure devant la commission départementale des impôts, celle-ci entend le contribuable assisté de son défenseur puis, et hors la présence de ceux-ci, l'inspecteur des impôts qui a procédé à la vérification dont les résultats, objet du litige, sont soumis à l'appréciation de ladite commission. On ne peut s'empêcher de constater que cette façon de faire: 1° rend illusoire les dispositions de l'article 1651 bis du code général des impôts qui prescrivait la communication, au contribuable, de tous les documents dont l'administration fait état auprès de la commission, le vérificateur pouvant, dans ces conditions, et à l'insu du contribuable, faire état de pièces dont celui-ci n'a pas eu connaissance; 2° ne permet pas au vérifié de connaître et, par conséquent, de s'assurer de l'exactitude des renseignements donnés verbalement par le vérificateur aux membres de la commission; 3° porte une atteinte manifeste au principe sacré du droit français qui veut que l'« accusé » soit toujours entendu le dernier. Il lui demande si l'avis de la commission, rendu dans les circonstances sus-visées, est valable.

2391. — 27 avril 1963. — M. Duhamel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la vente de voitures d'occasion est rendue pratiquement impossible, actuellement, aux négociants français, ceux-ci ne bénéficiant pas d'un remboursement ou d'une réfaction correspondant à la taxe à la valeur ajoutée appliquée sur la valeur du véhicule neuf. Les prix des voitures d'occasion de première main, seules exportables, sont ainsi souvent aussi élevés que ceux des véhicules neufs. Il lui demande, étant donné d'une part, l'intérêt que pourrait revêtir l'organisation d'un marché d'occasion dans des pays en voie de développement et, en particulier, dans les Etats de la zone franc, et d'autre part, les exonérations fiscales accordées aux exportateurs allemands et américains concurrents, s'il accepterait d'accorder aux voitures françaises d'occasion exportées le remboursement ou la réfaction correspondant à la taxe à la valeur ajoutée.

2392. — 27 avril 1963. — M. Morlevat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il arrive souvent qu'un terrain ait été mis en valeur par le travail personnel de son propriétaire (défrichage, clôtures, plantations d'arbres, constructions, etc.). Il est alors impossible, pratiquement, à ce propriétaire d'apporter la justification des impenses déductibles pour le calcul du prélèvement. Il lui demande s'il n'est pas anormal qu'il doive payer ce prélèvement sur la plus-value résultant de son travail personnel. Plus choquant encore est le fait, au cas d'expropriation, où le propriétaire doit ajouter au préjudice moral résultant de la déposition de son bien, un préjudice pécuniaire puisque la plus-value apportée par son travail sera taxée à 25 p. 100 — alors que si, étant plus fortuné, il avait fait effectuer les améliorations par un tiers, il pourrait apporter, par des factures, la justification des impenses.

2393. — 27 avril 1963. — M. Morlevat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les articles 12 et 13 du décret du 23 mai 1962 prévoient qu'au cas d'expropriation, l'indemnité à prendre en considération est l'indemnité principale, à l'exclusion de toutes indemnités accessoires. Or, il arrive très fréquemment qu'une cession amiable ait lieu avant même qu'intervienne le premier acte de la procédure d'expropriation. Dans ce cas, le prix de cession semble devoir entrer intégralement en ligne de compte pour le calcul du prélèvement. Le vendeur, qui, spontanément, traiterait amiablement, semble donc avoir intérêt à laisser intervenir la procédure d'expropriation. Il lui demande s'il n'y aurait pas lieu de soumettre au même régime privilégié toutes les acquisitions susceptibles de pouvoir être réalisées par voie d'expropriation.

2394. — 27 avril 1963. — M. Massot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le décret du 14 avril 1962 a prévu une majoration indiciaire, avec effet du 1^{er} janvier 1962, pour les inspecteurs, inspecteurs centraux et inspecteurs principaux de la direction générale des impôts; que les fonctionnaires en activité ont perçu, en novembre dernier, les rappels leur revenant et sont rémunérés, depuis cette date, sur les nouvelles bases, alors que ledit décret n'a pas encore été appliqué aux retraités appartenant aux catégories ci-dessus. Il lui demande à quelle époque les retraités, bénéficiaires de cette majoration indiciaire, pourront espérer percevoir : 1^o leur pension de retraite liquidée sur les nouveaux indices; 2^o les rappels qui leur reviennent.

2395. — 27 avril 1963. — M. Paul Coste-Floret expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 6, paragraphe II, de la loi n^o 63-254 du 15 mars 1963, dispense du timbre et de l'enregistrement les actes des huissiers de justice dont l'objet n'est pas susceptible d'une appréciation pécuniaire. Ce texte ayant donné lieu à des interprétations différentes, il lui demande de préciser ce qu'il faut entendre par « acte dont l'objet n'est pas susceptible d'une appréciation pécuniaire », étant fait observer que la plupart des actes d'huissier sont dressés soit pour constater des faits, soit pour tenter une action dans le but d'obtenir la réparation d'un dommage et, par voie de conséquence, l'attribution d'une indemnité.

2396. — 27 avril 1963. — M. Privat expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, le 7 avril 1961, a paru au Journal officiel un décret n^o 61-332 en date du 31 mars 1961, permettant l'intégration, dans le cadre des contrôleurs, de certains agents de la catégorie C en fonction à la direction générale des impôts, avec effet du 1^{er} janvier 1957. Bien que les lois du 8 août 1955 et 5 août 1956 et, notamment, les règlements d'administration publique permettent de considérer les agents intégrés du Maroc et de Tunisie comme ayant fait toute leur carrière en France, les dossiers de ces agents n'ont pas été examinés lors de la répartition des emplois vacants. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun, dans un souci d'équité et surtout de parité entre agents rapatriés et agents recrutés en France, de mettre un terme à cette discrimination en procédant à une révision de leur situation.

2397. — 27 avril 1963. — M. Poncelet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'industrie du cuir est dans une situation critique. En effet, le cuir n'a plus d'emploi dans le harnachement et très peu dans l'équipement. D'autre part, il n'y a plus que 30 p. 100 environ de chaussures à semelle de cuir. Le lancement sur le marché de nouveaux succédanés du cuir accroît l'inquiétude des tanneurs. Il lui rappelle que, pour remédier à la crise de l'industrie textile, une subvention d'encouragement aux recherches dans le domaine textile a été inscrite au chapitre 4472 et que cette aide vient d'être développée et portée à 8.270.000 F. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'accorder une subvention de même nature au centre technique du cuir de Lyon, dont les travaux ont pour objet la recherche d'utilisations nouvelles du cuir, ce qui permettra d'enrayer la crise grave qui atteint cette industrie nationale.

2398. — 27 avril 1963. — M. Houël rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le rapport « Acide sulfurique », dans le chapitre chimie du IV^e plan, prévoit une réduction importante de l'utilisation des pyrites métropolitaines qui passerait de 300.000 tonnes en 1961 à 170.000 tonnes en 1964 et 1965. Le personnel des mines de pyrites de Saint-Bel (Rhône) et de Chizeuil (Saône-et-Loire) s'inquiète de ces prévisions, alors que, en même temps, les tonnages d'importation de pyrites étrangères sont estimés à 405.000 tonnes pour 1964 et à 410.000 tonnes pour 1965. Tout récemment, les sociétés Pechiney-Saint-Gobain ont annoncé la fermeture de leur mine de Chizeuil qui comporte un effectif de deux cents salariés. Or, les réserves connues de cette exploitation sont à même de fournir aux industries chimiques françaises une quantité importante de pyrites. Il lui demande s'il n'envisage pas, dans l'intérêt de l'économie nationale, de prendre les mesures nécessaires pour maintenir et étendre l'activité des mines françaises de pyrites.

2399. — 27 avril 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'est pas possible d'éviter aux personnes âgées les formalités de déclaration de revenus alors qu'elles peuvent être taxées d'office sur la base de leurs pensions.

2400. — 27 avril 1963. — M. Vanier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, depuis plusieurs années, une partie du service médical est prise en charge par l'Etat (aide médicale, art. 115 du code des pensions, soins dispensés aux assurés sociaux...). Celui-ci se substituant aux malades et remboursant sur la base de tarifs fixés par voie d'autorité les praticiens, il en résulte pour ceux-ci une diminution de leurs revenus. Il lui demande s'il envisage : 1^o d'apporter à la législa-

tion fiscale actuelle les modifications de nature tant à encourager les médecins qui coopèrent à l'organisation d'un service aussi important que le service social médical en soignant les indigents, les victimes de la guerre ou les assurés sociaux dans les conditions imposées par l'Etat qu'à inciter d'autres à le suivre; 2^o de donner toutes instructions utiles aux directeurs départementaux des contributions directes pour que les aménagements nécessaires soient dès maintenant adoptés en attendant qu'intervienne la réforme de la législation actuelle.

INDUSTRIE

2401. — 27 avril 1963. — M. Poncelet expose à M. le ministre de l'Industrie que l'industrie du cuir est dans une situation critique. En effet, le cuir n'a plus d'emploi dans le harnachement et très peu dans l'équipement. D'autre part, il n'y a plus que 30 p. 100 environ de chaussures à semelle de cuir. Le lancement sur le marché de nouveaux succédanés du cuir accroît l'inquiétude des tanneurs. Il lui rappelle que, pour remédier à la crise de l'industrie textile, une subvention d'encouragement aux recherches dans le domaine textile a été inscrite au chapitre 4472 du budget et que cette aide vient d'être développée et portée à 8.270.000 F. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun d'accorder une subvention de même nature au centre technique du cuir de Lyon, dont les travaux ont pour objet la recherche d'utilisations nouvelles du cuir, ce qui permettra d'enrayer la crise grave qui atteint cette industrie nationale.

INTERIEUR

2402. — 27 avril 1963. — M. Nilles expose à M. le ministre de l'Intérieur que la circulaire d'application, émanant du ministre de la santé publique et de la population, du décret du 14 avril 1962, relevant les allocations et les plafonds de l'aide sociale, prévoit une augmentation effectuée automatiquement par les services préfectoraux. Or, dans divers départements, les augmentations ont été subordonnées, soit à la révision systématique de tous les dossiers — en ce qui concerne les aveugles et grands infirmes — soit à la présentation d'une demande de révision par chaque intéressé. La direction générale de la population, relevant du ministère de la santé publique et de la population, en réponse aux protestations de l'Union générale des aveugles et grands infirmes, n'a pu qu'avouer l'impuissance du ministère à faire respecter ses instructions par les services préfectoraux qui dépendent du ministère de l'Intérieur. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que toutes les préfectures appliquent normalement les circulaires et instructions du ministère de la santé publique et de la population en matière d'aide sociale.

2403. — 27 avril 1963. — M. Fossé demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1^o si un employé communal, sapeur-pompier volontaire, qui n'est ni logé, ni chauffé, ni éclairé, et qui ne perçoit aucune indemnité, doit être considéré comme sapeur-pompier « permanent »; 2^o si le logement, le chauffage et l'éclairage doivent être attribués gratuitement aux sapeurs-pompiers volontaires qui ont la charge continue de la garde d'incendie, qui assurent les premiers départs et participent au nettoyage et à l'entretien du matériel d'incendie et de secours; 3^o si, dans le cas précité, l'appellation « permanent » correspond bien à la terminologie officielle; 4^o si la législation en vigueur permet ou oblige les communes à payer un certain nombre de vacations horaires aux sapeurs-pompiers volontaires à qui la qualification de « permanent » peut être attribuée.

2404. — 27 avril 1963. — M. Palmero demande à M. le ministre de l'Intérieur si la mesure de bienveillance, accordée par circulaire n^o 8-4 E/5 du 1^{er} février 1951 de M. le secrétaire d'Etat au budget et autorisant le cumul de l'allocation de salaire unique et d'une pension proportionnelle pour les fonctionnaires ayant au moins trois enfants à charge, est applicable aux agents des collectivités locales, sous réserve que le total des sommes perçues au titre de la pension proportionnelle et de l'allocation de salaire unique ne dépasse en aucun cas le montant du salaire de base.

2405. — 27 avril 1963. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'Intérieur que le préfet de la Réunion, selon le « Journal de l'île de la Réunion » du 11 avril 1963, est intervenu à la radio de l'île dans l'actuelle campagne électorale. Il aurait notamment déclaré : « Il est faux de prétendre que, quel que soit le résultat du vote, la France poursuivra son action ici, alors qu'il est clair que le général de Gaulle ne le ferait pas si, par malheur, il se voyait retirer la confiance populaire pour pouvoir engager ce département, si cher à son cœur, sur la voie du renouveau et de l'avenir ». L'un des deux candidats qui se présente à la Réunion, après avoir été battu par des électeurs républicains de son département d'origine en France, ayant fait l'objet du patronage officieux du Président de la République, il lui demande : 1^o s'il considère qu'il est de la compétence d'un préfet et conforme aux traditions républicaines que ce représentant du Gouvernement intervienne dans une élection législative, en consacrant le système de la candidature officielle et en usant des moyens de chantage ci-dessus rapportés; 2^o s'il n'estime pas qu'il incombe, au contraire, à ce fonctionnaire de faire respecter l'exercice des libertés publiques troublé par les attaques d'hommes

de main contre les meetings du candidat du parti communiste réunionnais et de prendre les mesures nécessaires à la sincérité du scrutin, alors que la fraude électorale, dénoncée par toutes les personnalités morales de l'île et, notamment, par les autorités religieuses, s'annonce comme devant être massive au profit du candidat officiel. Il lui rappelle à ce sujet que, par une lettre rendue publique, au ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer, il a fait récemment diverses suggestions de nature à réduire les possibilités de fraude, mais que ces suggestions n'ont pas été adoptées jusqu'ici.

2406. — 27 avril 1963. — M. Jacques Hébert expose à M. le ministre de l'Intérieur que sa circulaire en date du 12 octobre 1962, relative aux modalités d'application du décret n° 62-544 du 5 mai 1962 et notamment de l'article 8, prévoit qu'à compter du 9 mai 1962, les agents d'exécution changeant de grade sont classés au même échelon que celui auquel ils étaient parvenus dans leur précédent grade; que, par disposition transitoire, les agents nommés ou promus avant cette date peuvent obtenir une reconstitution de carrière en renonçant à la date d'effet de la nomination ou promotion dont ils ont fait l'objet, celle-ci étant fictivement reportée au 9 mai 1962. Il lui demande si, malgré cette reconstitution de carrière, les intéressés ont droit au bénéfice du reclassement indiciaire des catégories C et D entre le 1^{er} janvier 1962, date d'effet de l'arrêté du 2 novembre 1962 et le 9 mai 1962.

2407. — 27 avril 1963. — M. Trémoullères expose à M. le ministre de l'Intérieur qu'en vertu de la loi de 1955, la présidence des délégations quotidiennes du bureau d'aide sociale doit être assurée par un maire-adjoint. En fait cette législation est rarement appliquée à Paris. Il lui demande : 1° quel est, pour l'année 1962 et pour chacune des mairies de Paris, le nombre de délégations qui ont été effectivement présidées par un maire-adjoint; 2° s'il n'estime pas opportun de rappeler la nécessité d'appliquer la loi en ce domaine.

2408. — 27 avril 1963. — M. Louis Sallé demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° s'il existe une réglementation concernant l'utilisation d'engins du type « bazooka » pour la protection des arbres fruitiers; 2° dans l'affirmative, à quelle distance par rapport aux habitations, l'usage de ces appareils est autorisé et si leurs conditions d'utilisation sont limitées dans le temps.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

2409. — 27 avril 1963. — M. Gilbert Faure expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les ex-agents principaux de surveillance des postes et télécommunications retraités subissent un déclassement indiciaire car le sommet hiérarchique du cadre employé n'a pas été révisé depuis 1953 alors que celui de certaines autres catégories a fait l'objet d'un relèvement; qu'il en résulte que des personnels qui, en activité, avaient un indice hiérarchique inférieur, se trouvent maintenant bénéficier d'un classement supérieur à celui des ex-agents principaux de surveillance et lui demande quelles mesures il compte prendre afin de mettre un terme à cette disparité de situation.

RAPATRIES

2410. — 27 avril 1963. — M. Desouches expose à M. le ministre des rapatriés que ceux-ci sont obligatoirement tenus d'échanger leurs cartes d'identité, permis de conduire, passeports, établis en Algérie par des fonctionnaires français dans des préfectures jusqu'alors françaises, ce qui les oblige à supporter les droits de timbres fiscaux qu'ils avaient déjà supportés une première fois. Tout en lui signalant que cette obligation peut se discuter, car ce sont parfois les préfets revenus en métropole qui, après avoir signé les documents initiaux, signent les nouvelles pièces, il lui demande si cet échange obligatoire ne pourrait pas être assuré gratuitement.

2411. — 27 avril 1963. — M. Lemarchand signale à M. le ministre des rapatriés que les délégations départementales renverraient à la mairie de leur résidence les rapatriés d'Afrique du Nord désireux de connaître très précisément leurs droits, notamment en matière de législation sociale; or, les secrétaires de mairie, et surtout ceux des petites communes, eux-mêmes insuffisamment informés, ne sont guère en mesure de donner ces renseignements. Il lui demande s'il ne paraît pas nécessaire de prescrire l'envoi de la documentation utile à toutes les communes dans lesquelles sont installés des rapatriés.

2412. — 27 avril 1963. — M. Palmero rappelle à M. le ministre des rapatriés que les récents accords franco-monégasques n'ont pas accordé le statu quo fiscal en faveur des Français installés en principauté avant le 13 octobre 1962 et précédemment domiciliés hors de la France métropolitaine. Il lui demande s'ils peuvent, dans ces conditions, bénéficier des dispositions de la loi d'aide aux rapatriés, notamment pour les primes de réinstallation.

2413. — 27 avril 1963. — M. Palmero expose à M. le ministre des rapatriés la situation d'un petit entrepreneur de maçonnerie, de nationalité italienne, titulaire d'une carte de séjour privilégiée, installé en Algérie depuis 1936, père de cinq enfants français, dont l'aîné a déjà effectué le service militaire, qui a dû, en juin 1962, rejoindre précipitamment la métropole en perdant ses meubles et son matériel. Il lui demande : 1° dans quelles conditions l'intéressé, qui a travaillé pour les services publics, et notamment le gouvernement général de l'Algérie, peut percevoir l'aide nécessaire à sa réinstallation en France; 2° dans la négative, quelle est la nature des services exceptionnels ou de dévouement exigés pour bénéficier du décret du 4 septembre 1962.

2414. — 27 avril 1963. — M. Palmero expose à M. le ministre des rapatriés que bon nombre de titulaires de pensions de la Caisse algérienne de retraite-vieillesse, dont le siège était à Alger, 22, boulevard Gallieni, s'étant installés en France, leur pension leur est désormais payée par la Caisse régionale d'assurance-vieillesse des travailleurs salariés n° 75 V, installée 112, rue de Flandre, à Paris (19°); qu'un petit nombre s'étant installé à l'étranger, la caisse de Paris refuse de les payer, arguant que ce paiement incombe toujours à l'organisme algérien d'origine; que cette situation dure depuis quatorze mois et que toutes les réclamations restent sans réponse. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les pensions de la Caisse algérienne de retraite-vieillesse soient payées, depuis 1962 inclus, aux intéressés de nationalité française résidant à l'étranger.

REFORME ADMINISTRATIVE

2415. — 27 avril 1963. — M. Le Baut de La Morinière rappelle à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que l'article 139 du décret n° 62-766 du 6 juillet 1962 portant statut des personnels du service d'exploitation industrielle des tabacs et des allumettes (S. E. I. T. A.) permet aux agents, qui avaient, à la date du 1^{er} janvier 1961, la qualité de fonctionnaires, d'opter pour les dispositions statutaires et le régime de retraite qui leur étaient applicables avant l'intervention de l'ordonnance n° 59-80 du 7 janvier 1959 portant réorganisation des monopoles fiscaux des tabacs et des allumettes. Il lui demande s'il peut confirmer qu'aucune atteinte ne sera portée tant à l'option visée ci-dessus qu'aux conséquences de cette option sur le plan des dispositions statutaires et du régime de retraite applicables aux agents ayant opté pour la fonction publique.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

2416. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que le sanatorium interdépartemental d'Osséja, dans les Pyrénées-Orientales, n'est toujours pas terminé. Cependant, les premiers travaux ont commencé il y a plus de 13 ans. En ce moment, malgré le retour du beau temps, seulement une douzaine de travailleurs s'affairent autour de l'immense bâtisse. Il lui demande : 1° quelles sont les nouvelles raisons du ralentissement des travaux de construction et de finition du sanatorium interdépartemental d'Osséja; 2° à quel moment ce sanatorium pourra, enfin, être mis à la disposition des malades tuberculeux; 3° quelle organisation prévaut dans ce sanatorium, en présumant : a) nombre de lits de malades; b) blocs chirurgicaux; c) nombre de lits pour malades consolidés qui suivront le stage de rééducation professionnelle; d) quelles professions les malades pourront choisir pour se rééduquer professionnellement dans ce sanatorium et quelles dispositions ont été prises pour atteindre cet objectif; e) comment s'effectuera le reclassement des malades dans la vie sociale du pays, une fois qu'ils seront rééduqués professionnellement; f) dans les diverses catégories, comment se répartira le personnel attaché à cet important établissement; g) comment se recrutera ce personnel.

2417. — 27 avril 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, depuis 8 ans, le conseil général des Pyrénées-Orientales a décidé de réaliser un établissement moderne, à caractère départemental, pour le traitement des maladies mentales. Cet établissement n'a pas encore vu le jour, alors que le nombre des malades, hommes, femmes et enfants, atteint dans le département, des proportions inquiétantes. Il lui demande : 1° quelles raisons majeures ont été à la base des retards enregistrés jusqu'ici pour la réalisation de l'hôpital psychiatrique départemental des Pyrénées-Orientales; 2° quand et où sera enfin réalisé cet établissement tant attendu par un nombre considérable de familles; 3° quel sera le coût de la construction définitive et quelle sera la part de la dépense supportée par chacune des collectivités intéressées; 4° comment se présentera l'organisation intérieure de cet établissement, par catégories de malades notamment; 5° si une rééducation sociale et professionnelle des malades mentaux, guéris ou semi-guérés, sera réalisée. Si oui, sur quelles bases; 6° de combien de personnes et par catégorie se composera le personnel; 7° combien de malades ont été visités, suivis ou contrôlés par les services départementaux de l'hygiène mentale des Pyrénées-Orientales au cours de l'année 1962; 8° combien de malades du départ-

tement des Pyrénées-Orientales ont effectué un séjour, soit dans un établissement public, soit dans un établissement privé, pour cause de maladie mentale ou de maladies nerveuses diverses au cours de l'année 1962.

2418. — 27 avril 1963. — M. Nilles expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'en vertu de l'article 131 du code de la famille et de l'aide sociale, le préfet, dans chaque département, a le droit de formuler des recours contre les décisions prises par les commissions d'admission à l'aide sociale ou par la commission départementale. Ces dispositions permettent au préfet de maintenir dans son département une unité de jurisprudence respectant les instructions ministérielles, la législation en vigueur et les décisions de la commission centrale d'aide sociale. Ce rôle d'arbitre du préfet doit donc le conduire à se pourvoir contre des décisions prises dans un sens de sévérité et non pas seulement contre les décisions estimées trop libérales. En conséquence, s'attachant plus particulièrement à la situation faite aux aveugles et grands infirmes, il lui demande le nombre des recours exercés dans chaque département en 1960, 1961 et 1962, par les préfets et ceci d'une part : 1° pour obtenir l'annulation de décisions considérées comme trop favorables à cette catégorie de déshérités et, d'autre part, pour faire reviser des décisions considérées comme arbitraires ou trop défavorables pour cette même catégorie.

2419. — 27 avril 1963. — M. Lemerchand demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui donner quelques précisions sur l'importance et la nature de la participation étrangère à l'industrie pharmaceutique en France au cours de chacune des années 1961 et 1962, en indiquant notamment : 1° le nombre de spécialités étrangères admises au visa pharmaceutique français et, pour les mille spécialités représentant 80 p. 100 des ventes totales, le pourcentage de ventes de marques étrangères ; 2° pour les 520 fabricants de spécialités pharmaceutiques recensés en 1961 par le Moniteur de la Pharmacie, le nombre de laboratoires : a) à capital exclusivement français ; b) à capital exclusivement étranger ; c) à capital comportant une participation étrangère ; 3° le chiffre d'affaires grossiste réalisé par chacune de ces catégories ; 4° le chiffre d'affaires grossiste pour l'ensemble des spécialités pharmaceutiques et celui se rapportant à la totalité des marques d'origine ou de propriété étrangère ; 5° le chiffre de nos importations en éléments constitutifs de base de spécialités étrangères ; 6° le chiffre de nos exportations en spécialités pharmaceutiques françaises.

2420. — 27 avril 1963. — M. Tremolières expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les jardinières éducatrices appartenant à la sous-direction de la P. M. I. du département de la Seine, entrées dans cette administration depuis 1955, sont dans la situation d'agents contractuels par suite de l'absence de statut bien que leurs fonctions soient permanentes dans les crèches et garderies de la Seine. Il lui demande si le statut en projet depuis deux ans va être adopté et entrer en vigueur dans un délai rapproché.

2421. — 27 avril 1963. — M. Tremolières appelle l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur le fait qu'il n'existe à l'heure actuelle aucune place disponible dans les établissements de la région parisienne, spécialisés pour recevoir les enfants déficients mentaux. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour développer la création de ces placements apéciaux.

2422. — 27 avril 1963. — M. Pierre Bas demande à M. le ministre de la santé publique et de la population : 1° si la règle posée par l'article L. 17 de l'ordonnance n° 59-107 du 7 janvier 1959 est appliquée ; 2° dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises pour assurer le respect de ce texte, récemment et spectaculairement violé ; 3° dans la négative, quels sont les motifs des dérogations ou des tolérances qui auraient pu être accordées.

TRAVAIL

2423. — 27 avril 1963. — M. Herman rappelle à M. le ministre du travail que les frais d'hébergement et de transports des assurés sociaux, admis au bénéfice d'une cure, ne sont pris en charge par le régime général qu'au titre de l'action sanitaire et sociale et seulement si les ressources du foyer de l'assuré sont inférieures à un plafond au demeurant modeste. Il lui demande que cette méthode présente le double inconvénient de laisser à la charge de familles peu fortunées des frais souvent très lourds et d'amputer de sommes non négligeables les fonds d'action sanitaire et sociale déjà insuffisants pour faire face à leurs autres charges. Il lui demande s'il n'envisage pas de rétablir la prise en charge, par le compte risque, des frais en cause.

2424. — 27 avril 1963. — M. Herman rappelle à M. le ministre du travail que des conventions entre les caisses de sécurité sociale et les syndicats médicaux sont, pour la plupart, dénoncées et ne demeurent provisoirement en vigueur que jusqu'à la fin du deuxième

trimestre de 1963. Il lui demande quelles mesures envisage le Gouvernement pour éviter qu'à cette échéance, la majorité des assurés, actuellement remboursés effectivement à 80 p. 100 grâce à ses efforts antérieurs, ne soient à nouveau pénalisés par l'absence de convention.

2425. — 27 avril 1963. — M. Carter demande à M. le ministre du travail s'il n'estime pas qu'il existe une contradiction entre les termes de sa réponse faite le 23 mars 1963 à la question n° 712 du 24 janvier 1963 et les dispositions du décret du 20 novembre 1961 intervenu sur la proposition du ministre des finances et des affaires économiques et qui a supprimé la couverture sociale des médecins vacataires au service de l'Etat ou des collectivités locales.

2426. — 27 avril 1963. — M. Paul Rivière appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation d'un travailleur qui est sans emploi depuis qu'il a perdu l'occupation régulière qu'il avait à Saint-Etienne et qui, parce qu'il est domicilié dans une commune située à 30 kilomètres de cette ville, se voit refuser l'attribution des allocations d'Etat du fonds de chômage. Il lui demande si une telle décision est conforme à la réglementation en vigueur et, dans l'affirmative, s'il envisage d'apporter à celle-ci toutes modifications de nature à mettre fin à ce qu'a d'inéquitable la situation ci-dessus exposée.

2427. — 27 avril 1963. — M. Desouches expose à M. le ministre du travail que l'article L. 454 du code de la sécurité sociale prévoit que la veuve d'une victime d'un accident mortel du travail peut prétendre à une rente viagère correspondant à 30 p. 100 du salaire annuel du décédé. Selon les mêmes dispositions, le bénéficiaire peut obtenir le laux exceptionnel de 50 p. 100 du salaire lorsqu'il est atteint d'une incapacité générale de travail d'au moins 50 p. 100, à condition que cette incapacité ait une durée minimum de trois mois, et la circulaire ministérielle n° 83 du 11 septembre 1953 précise que cette notion doit être explicitée par analogie aux dispositions prises en matière d'invalidité. Il lui demande s'il s'agit d'une condition médicale à remplir par la veuve et, si tel est le cas, s'il ne lui semble pas souhaitable que le bénéfice en soit étendu aux veuves dans l'impossibilité de travailler en raison de charges familiales, en particulier et surtout, comme c'est le cas qui le préoccupe, si l'un des enfants est infirme sans l'aide de la tierce personne.

2428. — 27 avril 1963. — M. Etienne Fajon attire l'attention de M. le ministre du travail sur le sort particulièrement injuste qui est fait à certain travailleurs du département 62 dans les usines Renault, forges et fonderies. Les 400 travailleurs du secteur des forges à chaud subissent les conditions de travail les plus pénibles de la régie. Les machines nouvelles permettent d'augmenter les cadences et, de ce fait, accélèrent l'usure des hommes. Beaucoup de forgerons n'atteignent pas l'âge actuel de la retraite : environ 25 d'entre eux depuis 8 ans. De nombreux cas de maladies graves sont à signaler, particulièrement la surdité. Dans la meilleure des hypothèses l'affaiblissement physique, qui devrait leur donner le droit au repos, est un prétexte à les déclasser, ce qui leur fait perdre une partie de leur salaire et de leur retraite, puisque celle-ci est calculée sur les dix dernières années de leur présence dans l'usine. Environ 25 p. 100 d'entre-eux sont ainsi réduits de force à ce parti chaque année. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour que les travailleurs des forges et fonderies de la régie Renault obtiennent : 1° que leur retraite soit avancée de 10 ans, afin qu'ils aient la possibilité de prendre un repos bien mérité après des années de travail honnête ; 2° une pension de retraite qui soit calculée sur les dix années les plus rémunérées de leur travail, dans le but de leur assurer des ressources suffisantes.

2429. — 27 avril 1963. — M. Carlier expose à M. le ministre du travail qu'il est envisagé d'arrêter le 1^{er} juillet prochain certaines fabrications de l'usine de Feuchy (Pas-de-Calais). Cette usine fabrique essentiellement de l'ammoniac et des engrais azotés destinés à l'agriculture. Le motif invoqué « d'un prix de revient trop élevé » est contredit par l'examen des bilans publiés par la société et par l'augmentation de la production d'ammoniac. Ces dernières années, malgré la réduction du personnel et corrélativement à la croissance de la production d'engrais complexes et composés, la production d'ammoniac est passée de 14.419 tonnes au cours de l'exercice 1957-1958 à 24.671 tonnes pour l'exercice 1961-1962. L'arrêt de la production entraînerait le licenciement d'environ 200 travailleurs, soit le quart de l'effectif total et serait préjudiciable au développement de l'économie régionale et nationale. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre : 1° pour empêcher la fermeture des sections de production d'azote et la suppression de certaines fabrications de l'usine de Feuchy, ainsi que le licenciement des travailleurs ; 2° pour qu'en tout état de cause, les travailleurs menacés jouissent d'une garantie d'emploi.

2430. — 27 avril 1963. — M. Henri Duffaut expose à M. le ministre du travail que les anciens assurés sociaux avaient la faculté de souscrire un contrat d'assurance volontaire, celui-ci pouvant être limité au seul risque vieillesse. Un décret du 20 octobre 1962 a supprimé la possibilité d'adhérer à l'assurance volontaire pour ce seul risque, en exigeant une assurance pour le risque invalidité. Cette exigence

est concevable; ce qui l'est moins c'est d'obliger les personnes — qui avaient, antérieurement au 20 octobre 1962, entendu s'assurer pour un risque — d'être contraintes de se garantir pour un deuxième risque. Une telle manière de faire modifie rétroactivement un contrat par décision unilatérale de l'un des cocontractants, ce qui semble contraire aux principes du droit. En outre, dans le cas précis d'assurés volontaires âgés de plus de 60 ans, cette disposition, en cas d'invalidité, aura pour effet d'exiger de cet assuré une cotisation pour un risque qui ne saurait faire l'objet d'aucune indemnisation. Il lui demande s'il ne serait pas souhaitable de préciser que le décret précité du 20 octobre 1962 n'a pas d'effet rétroactif.

2431. — 27 avril 1963. — M. Mer appelle l'attention de M. le ministre du travail sur la situation défavorisée des salariés ayant résidé dans les territoires d'outre-mer ou dans certains Etats antérieurement placés sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France, auxquels la loi n° 61-1413 du 22 décembre 1961 a donné la faculté d'accéder au régime de l'assurance vieillesse volontaire. Les textes d'application prévus par l'article 4 de ladite loi, et qui devaient notamment préciser les délais dans lesquels les intéressés pourraient demander leur affiliation, le mode de calcul des cotisations et les coefficients de revalorisation n'étant pas encore parus, il en résulte un préjudice certain pour les éventuels bénéficiaires de cette loi, et plus spécialement pour ceux ayant dépassé l'âge de soixante-dix ans. Il lui demande s'il compte prendre, dans les moindres délais, toutes mesures permettant une application effective de la loi à cette catégorie particulièrement intéressante de travailleurs.

2432. — 27 avril 1963. — M. Fanton demande à M. le ministre du travail s'il ne lui semblerait pas nécessaire de prévoir des dispositions permettant à des salariés changeant de situation, en même temps que de catégorie professionnelle (non-cadres devenant cadres ou réciproquement), de ne pas rester pendant une période de quelques semaines en dehors de toute affiliation à un régime de retraite complémentaire. En effet, les différents organismes servant de telles prestations prévoient toute une période probatoire qui, le plus souvent, s'élève à six mois. Or, en cas de décès d'un salarié, nouvellement engagé dans une entreprise, celui-ci échappe à toute couverture du risque malgré une déjà longue carrière. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour mettre un terme à ces anomalies.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

2433. — 27 avril 1963. — M. Roche-Defrance appelle l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation des cheminots tunisiens retraités qui n'ont pas bénéficié des mesures prises en faveur des fonctionnaires tunisiens retraités qui, pour le calcul de leurs retraites, ont été assimilés aux fonctionnaires métropolitains. Il lui demande s'il existe une réponse valable pour justifier cette différence de traitements, étant donné que les retraités cheminots et fonctionnaires retraités tunisiens avaient un statut identique et cotisaient à la même caisse de retraite.

2434. — 27 avril 1963. — M. Bolsson attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur la situation du personnel des laboratoires des ponts et chaussées. L'intensification du trafic routier exige des moyens scientifiques toujours accrues, susceptibles d'assurer à notre pays une infrastructure routière moderne. La vie et le développement des laboratoires des ponts et chaussées sont une nécessité vitale pour la technique routière. Leur activité et l'accroissement du nombre de leurs interventions (prospection et étude systématique des matériaux, détermination des méthodes rationnelles et de leur mise en œuvre, exécution des contrôles et essais, etc.), permettent de notables économies dans la mise en place et la réfection du réseau routier. Bien que le concours de ces organismes soit de plus en plus précieux à l'administration, bien qu'on exige toujours plus de compétence et d'activité de leurs agents, ces derniers n'ont pas, à proprement parler, de statut. Seuls, quelques agents, en particulier les ingénieurs directeurs des laboratoires, sont des fonctionnaires des ponts et chaussées. Les autres membres du personnel sont des auxiliaires dont la rémunération actuelle est fixée par des règlements intérieurs variant d'un laboratoire à l'autre et inspirés d'une circulaire du 3 août 1956 de M. le directeur des routes. A titre d'exemple, au laboratoire régional de Rouen, l'un des plus importants par ses effectifs et le perfectionnement des moyens de prospection, d'étude, de mesure et de contrôle, par sa participation, avec le centre d'essais routiers et l'atelier de prototypes, à la mise au point de nouvelles méthodes, de nouveaux matériels, et par des études d'ordre plus général, destinées à faire progresser la technique routière, le personnel se voit appliquer une grille de salaires inférieur, pour la plupart des catégories, de 20 à 40 p. 100 par rapport à celle qui est appliquée à leurs collègues de même qualification, employés au Laboratoire central des ponts et chaussées à Paris. Cet abatement de fait aggrave considérablement les abatements de zone officiels. Un préjudice au moins identique est également subi par le personnel des douze autres laboratoires régionaux (Angers, Autun, Blois, Bordeaux, Colmar, Lille, Lyon, Maraille, Nancy, Saint-Brieuc, Saint-Quentin, Toulouse), qui sont aussi des établissements de première importance, auxiliaires indispensables aux routes de notre pays. Au début de 1961, les organisations syndicales avaient établi des propositions pour un statut

national qui avaient été approuvées par le personnel du Laboratoire central et des laboratoires régionaux. Une commission ministérielle avait été nommée. Aucune conclusion précise n'a été publiée. Il lui demande, pour conserver, tant au laboratoire central qu'aux laboratoires régionaux, le personnel qualifié dont ils disposent, quelles dispositions il compte prendre, afin que : 1° dans l'immédiat, soit accordée au personnel des laboratoires de province des ponts et chaussées la parité complète des catégories et indices de salaires consentis au personnel parisien de même qualification; 2° soient ouvertes des discussions entre ses services et les représentants des syndicats du personnel pour la mise en vigueur rapide d'un statut national du personnel s'inspirant des propositions syndicales approuvées en janvier 1961 par les agents de tous les laboratoires, statut applicable à toutes les catégories et devant comporter une gamme de rémunérations, des avantages sociaux, des perspectives de carrières et un régime de retraites susceptible d'assurer un recrutement normal et la stabilité des équipes d'ouvriers, de techniciens, d'agents administratifs et de chercheurs des diverses disciplines indispensables aux laboratoires routiers.

REPONSES DES MINISTRES

AUX QUESTIONS ECRITES

PREMIER MINISTRE

1653. — M. Charbonnel demande à M. le Premier ministre à quel moment le plan régional de développement économique et social et d'aménagement du territoire pour le Limousin sera publié et, en attendant, quels principes inspirent en ce domaine l'action gouvernementale, en ce qui concerne plus particulièrement le département de la Corrèze. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Le programme d'action régionale du Limousin a fait l'objet d'un travail de préparation à l'issue duquel un avant-projet a été rédigé et soumis le 22 décembre 1961 au comité des plans régionaux. Ce texte a été envoyé en janvier 1962 dans les départements intéressés afin d'être présenté aux organismes régionaux, départementaux et locaux dont la consultation est prévue. Dès que cette phase de la procédure sera terminée, le projet définitif sera étudié par le comité des plans régionaux et, après approbation, publié au *Journal officiel*. Le cadre général de la politique a, dès à présent, été fixé. En effet, l'institution d'une délégation à l'aménagement du territoire a marqué une nouvelle étape dans la mise en place progressive des instruments d'une expansion économique équilibrée des diverses régions françaises. Dans le même esprit, la régionalisation des objectifs du plan a été engagée à l'occasion du 4^e plan et la procédure décentralisée dite des tranches opératoires. Les programmes régionaux sont des éléments très importants à cet égard puisqu'ils définissent les orientations générales permettant de promouvoir l'expansion économique et sociale de ces régions. Ils mettent notamment l'accent sur une rénovation de l'agriculture et sur le développement du tourisme, ces deux actions paraissant particulièrement apte à recouvrer certaines régions rurales. En dehors des actions courantes d'équipement rural, deux catégories d'actions spécifiques ont été récemment entreprises au bénéfice de la Corrèze. 1° Amélioration des structures agricoles. La S. A. F. E. R. (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) Marche-Limousin a été agréée et commence à investir avec l'aide financière de l'Etat dans les trois départements de sa zone territoriale, dont la Corrèze. 2° La S. O. M. I. V. A. L. (Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin) est un des grands aménagements régionaux qui émergeant au budget du ministère de l'agriculture; elle a pour but le développement du Centre et de l'Ouest du Massif central principalement sous l'angle de l'agriculture mais aussi sous celui du tourisme. Le développement de l'activité touristique est attendu des mesures suivantes: aménagement de logements abandonnés et, le cas échéant, de villages de vacances; création de retenues d'eau dont l'utilité purement agricole sera doublée d'un intérêt touristique; reboisement méthodique des superficies favorables qui aura également pour effet d'augmenter l'altraît de la région. Le financement de l'Etat essentiellement consacré en 1963 aux études préalables s'appliquera dès 1964 aux premières réalisations.

AFFAIRES ALGERIENNES

1656. — M. Pasquini expose à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes que la retraite de nos compatriotes, adhérents de l'organisme de prévoyance et de solidarité patronale de l'industrie et du commerce de l'Algérie, a été réduite de 40 p. 100 du fait que de nombreux membres de cet organisme n'ont pu, par suite de la diminution de leurs ressources, continuer à régler leurs cotisations et que ceux-ci risquent, faute de pouvoir s'acquitter de ces cotisations, de perdre le bénéfice des versements qu'ils ont effectués pendant de nombreuses années. Il lui demande les dispositions que le Gouvernement envisage de prendre pour remédier à de telles situations. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Créé en 1953, au bénéfice des employeurs algériens, l'organisme de prévoyance et de solidarité patronale de l'industrie et du commerce de l'Algérie (Organica) est une institution collective de retraite qui éprouve effectivement un certain nombre de difficultés en raison des circonstances. En effet, le montant des cotisations encaissées en Algérie diminue progressivement, provoquant une diminution corrélative des avantages servis aux ayants droit. Actuellement,

les retraites individuelles ne représentent plus que 60 p. 100 de celles qui étaient prévues à l'origine. Afin de sauvegarder l'avenir du régime et de préserver les droits des adhérents, ses dirigeants, en liaison avec les administrations intéressées (ministère du travail, ministère des rapatriés, secrétariat d'Etat aux affaires algériennes) sont entrés en rapport avec des organismes métropolitains homologues, essentiellement avec l'organisme de prévoyance et de solidarité patronale de l'industrie et du commerce (Organic). Les problèmes à régler sont délicats pour deux raisons principales: le régime Organica n'a aucun caractère obligatoire, il est totalement distinct du régime de base des caisses d'assurance vieillesse de l'industrie et du commerce d'Algérie, il n'a fait l'objet d'aucun agrément de la part des administrations compétentes de France ou d'Algérie. Il ne peut ainsi faire l'objet d'aucune mesure réglementaire particulière; il est plus favorable que le régime Organic. D'une manière générale, pour des cotisations moindres, les avantages vieillesse sont servis à un âge moins avancé et à un taux plus élevé. Cette conclusion reste encore vraie malgré la réduction de 40 p. 100 de ces avantages. L'articulation des deux systèmes pose ainsi des problèmes compliqués. Compte tenu de l'impossibilité de résoudre ces problèmes par un texte réglementaire, le secrétariat d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes ne peut que suivre l'évolution des pourparlers entre Organica et Organic qui devraient normalement aboutir à une formule garantissant, à égalité de cotisation, des droits égaux aux adhérents des deux organismes. L'intervention récente du décret n° 63-96 du 8 février 1963 relatif à l'aide accordée aux rapatriés en matière de rachat de cotisations d'assurance vieillesse constitue à ce point de vue un important élément de solution.

AFFAIRES CULTURELLES

1657. — M. Ponsellé appelle l'attention de M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles sur la médiocre situation de la musique en France et sur l'intérêt irremplaçable de cet art, pour la diffusion d'une culture que tout le monde reconnaît. Il lui demande: 1° si un crédit ne pourrait pas être prévu au budget des affaires culturelles pour l'équipement en instruments de musique, musique écrite et disques des sociétés musicales et de l'enseignement de la musique; 2° si une place plus importante ne pourrait être faite à la décentralisation des théâtres lyriques et des orchestres symphoniques. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — La situation de la musique en France est un des problèmes qui retiennent tout particulièrement l'attention du département des affaires culturelles. En raison de l'importance et de la complexité du sujet, une commission nationale pour l'étude des problèmes de la musique en France a été instituée par un arrêté du 27 décembre 1962 (Journal officiel du 29 décembre 1962) et siège actuellement chaque semaine au ministère d'Etat. Ses travaux se poursuivront pendant plusieurs mois. Le rapport définitif de cette commission nationale sur tous les problèmes concernant les questions musicales servira de base à l'action qui sera entreprise en faveur de la musique. 1° La question relative à l'équipement en instruments de musique, musique écrite et disques des sociétés musicales, et à l'enseignement de la musique est notamment soumise à l'étude de cette commission. 2° La décentralisation des théâtres lyriques et des orchestres symphoniques fait également l'objet dans les mêmes conditions de rapports détaillés et d'études minutieuses. Dès que les conclusions de la commission seront connues, une politique d'ensemble en matière de décentralisation musicale en France pourra être entreprise par le ministère d'Etat.

1763. — M. Edouard Charret expose à M. le ministre d'Etat chargé des affaires culturelles qu'à la suite de la création de l'ordre des arts et des lettres, les personnes faisant partie de l'ordre des palmes académiques et justifiant d'activités ressortant de son ministère ne peuvent plus, en fait, bénéficier de promotions. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour remédier à une telle situation. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les personnes susceptibles de recevoir l'ordre des palmes académiques et dont l'activité ressortit à la compétence du ministère d'Etat chargé des affaires culturelles peuvent être l'objet d'une distinction dans l'ordre des arts et des lettres dans le cadre des prescriptions de l'article 6 du décret n° 57-549 du 2 mai 1957 instituant cet ordre qui stipule: « Pour être nommé au grade de chevalier il faut être âgé de trente ans au moins et jouir de ses droits civils. Nul ne peut être promu au grade d'officier ou de commandeur s'il ne justifie d'une ancienneté de cinq ans dans le grade immédiatement inférieur. Toutefois sur avis favorable du conseil de l'ordre il pourra être dérogé aux conditions d'âge et d'ancienneté prévues ci-dessus si les candidats justifient de titres exceptionnels. Les commandeurs et les officiers de la Légion d'honneur pourront être promus directement au grade correspondant de l'ordre des arts et des lettres sans avoir à justifier de l'ancienneté requise dans les grades inférieurs ».

AFFAIRES ETRANGERES

1764. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre des affaires étrangères que, durant toute l'occupation, les autorités allemandes frappent les travailleurs polonais, employés dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, et qui tenaient à conserver leur nationalité, d'un impôt spécial de 15 p. 100. Elles leur supprimaient les allocations familiales ainsi que les congés payés attribués aux autres ouvriers. Les travailleurs polonais de ces trois

départements sont d'ailleurs en possession des feuilles de paie et des certificats qui le prouvent. Ils ont donc été gravement lésés. De plus, en raison de leur refus d'opter pour la nationalité allemande, ils étaient l'objet de brimades de toutes sortes et des mesures de répression les plus sévères. Or, ces travailleurs polonais n'ont pu, jusqu'à maintenant, obtenir réparation ni du Gouvernement de l'Allemagne fédérale ni du Gouvernement français. Il lui demande quelles initiatives compte prendre le Gouvernement français afin que le Gouvernement de l'Allemagne fédérale rembourse à ces travailleurs polonais les sommes qui leur ont été retenues par les autorités allemandes d'occupation. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les dispositions des accords internationaux en vigueur, et notamment la convention de Paris sur les réparations et l'accord de Londres sur le règlement des dettes extérieures allemandes ne permettent pas au Gouvernement de réclamer au Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne le remboursement des retenues qui ont été effectuées sur les salaires des travailleurs polonais employés pendant l'occupation dans les départements de la Moselle, du Haut-Rhin et du Bas-Rhin. Il s'agit en effet de créances sur le Reich, issues de la guerre, dont la prise en considération ne peut intervenir, aux termes des accords précités, que lors de la négociation d'un traité de paix avec l'Allemagne.

ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE GUERRE

1779. — M. Cance expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que, pendant la dernière guerre, un maquisard arrêté par les Allemands, envoyé en déportation, s'est évadé pendant son transfert. Repris, il a été incarcéré dans la prison de Belfort et a disparu de ce lieu sans laisser de trace. La mère de ce résistant a perçu des indemnités au titre de l'accord franco-allemand du 10 juillet 1960, sur la base des droits ouverts aux ayants cause des internés (une part un quart, soit 2.137,50 F). Or, il y a tout lieu de considérer que le disparu, évadé repris, a été snit déporté à nouveau, snit fusillé ou massacré. Il lui demande s'il envisage dans ces conditions de faire bénéficier son ayant cause des dispositions prévues en faveur des disparus, des fusillés ou des massacrés, soit trois parts un quart (5.597,50 F). (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — Aux termes de l'article 4 du décret n° 62-192 du 21 février 1962 modifiant le décret n° 61-971 du 29 août 1961 portant répartition de l'indemnisation prévue en application de l'accord signé le 15 juillet 1960 entre la République française et la République fédérale d'Allemagne, les ayants cause des internés décédés dans les conditions prévues à l'article R. 391-3 du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, ont été assimilés aux ayants cause des déportés. De ce fait, les intéressés bénéficient d'une indemnité calculée sur la base de trois parts, majorée d'un quart de part dans le cas des ascendants. Par suite, si les droits de l'ayant cause de la personne qui a fait l'objet de la question posée par l'honorable parlementaire ne paraissent pas avoir été exactement appréciés, il conviendrait de préciser tous les renseignements d'état civil nécessaires à l'identification du cas d'espèce, afin d'en permettre l'examen.

ARMEES

1674. — M. Davoust, se référant à la réponse faite le 8 janvier 1963 à sa question n° 25 du 7 décembre 1962, expose à M. le ministre des armées qu'il n'ignore pas que l'application de l'article 71 de la loi n° 59-1154 du 26 décembre 1959 relève de la compétence de son collègue des finances, mais il lui demande, alors que sa responsabilité morale est engagée vis-à-vis des anciens militaires de carrière français d'outre-mer, quelles mesures il entend proposer au Gouvernement pour que l'article 71 soit abrogé ou qu'il soit annulé de façon à supprimer pour les intéressés toute conséquence matérielle défavorable. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — La situation évoquée par l'honorable parlementaire n'est pas particulière aux anciens militaires. Elle intéresse l'ensemble des nationaux des Etats ayant accédé à l'indépendance, titulaires d'une pension, rente ou allocation viagère imputée sur le budget de l'Etat français ou d'établissements publics français. Les dispositions de l'article 71 de la loi de finances du 26 décembre 1959 sont justifiées par les considérations suivantes, qui ont d'ailleurs été indiquées dans l'exposé des motifs de cet article de loi. La législation applicable aux retraités s'inspire directement des conditions économiques, financières et sociales propres à la France et il est difficilement concevable de l'étendre, purement et simplement, à des prestataires qui ne sont plus soumis aux lois françaises en matière de pensions. La pérennité des pensions consécutive aux variations des traitements servis aux fonctionnaires en activité ne se justifie que dans le cadre de la situation économique française et ne repose plus sur aucun fondement lorsqu'elle s'applique aux pensions payées hors du cadre de la Communauté française. Enfin, dans la pratique, la France ne dispose plus, dans les pays en cause, de services propres à assumer la gestion desdites pensions. Il faut ajouter enfin que la loi de finances du 23 février 1963 a précisé, en son article 38, que les dispositions du paragraphe II de l'article 71 de la loi du 26 décembre 1959 ne sont pas applicables aux titulaires de pensions servies au titre du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

1762. — M. Bérard expose à M. le ministre des armées que, durant les années de guerre de 1914 à 1918, un certain nombre de jeunes gens, âgés de moins de dix-huit ans, ont quitté leurs études ou leur emploi pour s'engager dans les usines travaillant pour le

compte de la défense nationale, et notamment dans les poudreries. Certains de ces jeunes gens ont, après la guerre, continué leur carrière dans ces poudreries soit comme ouvriers d'état, soit comme fonctionnaires civils. Ces jeunes gens, arrivant aujourd'hui à l'âge de la retraite, sont soumis à la réglementation générale relative notamment aux ouvriers d'état et aux ouvriers civils des poudreries, selon laquelle ne sont prises en compte, pour le calcul de ladite retraite, que les années de service depuis l'âge de dix-huit ans, cette réglementation étant basée sur le fait que les ouvriers d'état et les fonctionnaires ne sont en principe embauchés qu'à partir de l'âge de dix-huit ans. Il lui demande s'il n'estime pas qu'il serait juste de modifier la réglementation ou la législation en vigueur pour que les jeunes gens qui sont entrés notamment aux services des poudreries nationales, comme fonctionnaires ou comme ouvriers d'état, avant d'avoir atteint l'âge de dix-huit ans et y ayant fait leur carrière, puissent voir prises en compte ces années supplémentaires pour le calcul de leur retraite, et quelles mesures il compte prendre dans ce sens. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La fixation à l'âge de dix-huit ans du début des services civils pris en compte dans la liquidation d'une pension est un des principes traditionnels de la législation qui régit les pensions des agents de l'Etat. Cette disposition, d'ordre législatif (art. L. 8, § 1, du code des pensions de retraite, art. 6, § 1, 1^o, de la loi du 2 août 1949), est, comme le fait d'ailleurs observer l'honorable parlementaire, applicable à l'ensemble de ces derniers (ouvriers et fonctionnaires); elle n'a jusqu'à présent souffert aucune dérogation. Aucune raison particulière ne justifierait l'adoption de la mesure préconisée en faveur d'anciens ouvriers des poudreries nationales, mesure qui entraînerait immanquablement des revendications similaires de la part d'autres catégories d'agents estimant, à tort ou à raison, avoir des titres tout aussi valables que les premiers à recevoir le même avantage. De plus, la modification souhaitée, si elle était votée par le Parlement, léserait gravement ceux des intéressés qui, pour un motif quelconque (invalidité, compression d'effectifs, etc.), auraient été admis à la retraite auparavant et ne pourraient, de ce fait, bénéficier de la disposition nouvelle accordée à leurs anciens collègues encore en fonctions au jour d'effet de la loi. En tout état de cause, l'examen d'une question de cet ordre relève plus particulièrement du département des finances dont le rôle est prépondérant dans le domaine de la législation des pensions.

1898 — M. Bleuse demande à M. le ministre des armées si les informations parues dans la presse spécifiant que les établissements de la défense nationale allaient passer dans le secteur nationalisé sont fondées. Il lui demande, en outre, s'il peut préciser : 1^o quelles sont les dispositions réglementaires prises par le Gouvernement à l'encontre des établissements de la défense nationale; 2^o quand et comment prennent-elles effet; 3^o si Guérigny est visé; 4^o quel sera le sort des établissements; 5^o quel sera celui des personnels : a) militaires (ingénieurs, officiers d'administration); b) fonctionnaires civils (agents techniques et secrétaires administratifs), statut du 19 octobre 1946; c) ouvriers réglementés (loi du 9 août 1949); d) ouvriers temporaires; e) ouvriers précaires (régie directe). (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Dans le cadre des projets de réorganisation actuellement à l'examen au ministère des armées, on envisage de modifier les méthodes de gestion de certains établissements de la défense nationale. Si le principe d'un transfert de ces établissements dans le secteur nationalisé était retenu, les mesures d'application qui devraient être prises seraient du domaine législatif et donc soumises au Parlement. Quelle que soit la solution adoptée, il est acquis que les personnels ouvrier et technicien auront la possibilité de conserver leur statut actuel.

1899. — M. Desouches expose à M. le ministre des armées qu'en réponse à la question écrite n° 1078 qui soulignait la nécessité de prévoir des permissions agricoles exceptionnelles pour les jeunes exploitants ou ouvriers agricoles afin de permettre de pallier les difficultés résultant des conditions atmosphériques qui ont retardé considérablement les travaux des champs, M. le ministre de l'agriculture a fait connaître qu'il avait déjà effectué les interventions nécessaires pour que soient accordées aux jeunes gens sous les drapeaux des permissions agricoles. Il lui demande s'il est en mesure de lui indiquer sur quels critères ces permissions seront accordées et à quel moment il compte faire partir ces jeunes soldats en permission. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Le problème soulevé dans la présente question a tout particulièrement retenu l'attention du ministre des armées à qui fait connaître sa décision en la matière dans la réponse à la question écrite n° 1087 (Journal officiel du 30 mars 1963, édition débats Assemblée nationale, p. 2506). D'autre part, il convient d'ajouter que le texte annoncé dans la réponse précitée a été publié au Journal officiel du 1^{er} avril 1963, page 3104 (décret n° 63-331).

1903. — M. Bisson expose à M. le ministre des armées que les gendarmes doivent assurer en permanence l'entretien de leur casernement, le nettoyage des locaux, le balayage de la cour, etc. Dans toutes les autres armes, les sous-officiers sont dispensés de ces « corvées ». D'autre part et surtout, l'exécution de tels travaux, effectués souvent à la vue du public, est incontestablement de nature à nuire à l'autorité des militaires de la gendarmerie. En

effet, quelques instants après les avoir exécutés, ils peuvent être appelés, dans le cadre de leurs activités normales, à accomplir une mission délicate. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'affecter à ces travaux un personnel de service, militaire ou non, de manière que, dans chaque ville, ils ne soient pas placés dans une situation plus défavorisée que les fonctionnaires de la police par exemple. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — La suppression des corvées, mises à la charge des gendarmes en application de l'article 45 du Service intérieur de la gendarmerie, est certainement souhaitable. Toutefois, le recrutement d'employés civils, qui permettrait de régler le problème de l'entretien des locaux communs, des cours et des abords des casernes, est subordonné aux possibilités budgétaires. Jusqu'à ce jour, les crédits alloués au département des armées et susceptibles d'être utilisés à ces fins ont été insuffisants pour permettre d'envisager une telle solution.

CONSTRUCTION

1170. — M. Tourné expose à M. le ministre de la construction que la construction de logements sous forme d'accessions à la propriété connaît un essor particulier dans les Pyrénées-Orientales. Le développement des opérations de constructions privées individuelles dans les Pyrénées-Orientales provient : a) du climat très doux de ce département, qui attire un grand nombre de retraités ou de gens fatigués, en provenance de régions de France moins favorisées; b) de l'exode rural, la moitié des villages du département se dépeuplant au seul bénéfice d'une douzaine de grosses localités, dont en premier lieu, la ville de Perpignan; c) du nombre de jeunes ménages qui se créent chaque année. Malheureusement, ce besoin de construction rencontre des obstacles, d'une part, en raison de l'attribution très lente des primes aux constructeurs et, d'autre part, en raison de l'insuffisance notoire du montant global des primes attribuées chaque année au département des Pyrénées-Orientales. Il lui demande : 1^o combien il y a eu en 1960, 1961, 1962 et 1963 de demandes individuelles de constructions dans le département des Pyrénées-Orientales; 2^o quel est le montant global des primes à la construction qui ont été accordées pour ce département et pour chacune des années précitées; 3^o ce qu'il compte décider pour accélérer l'attribution des primes individuelles et relever le montant de l'attribution globale annuelle. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — La situation du département des Pyrénées-Orientales en matière de construction de logements est bien connue des services du ministère de la construction qui s'attachent, dans le cadre des crédits budgétaires, à répondre aux besoins les plus urgents. En vue de parvenir à cet objectif, une programmation d'ensemble des logements aidés par l'Etat, portant sur plusieurs exercices budgétaires, a été arrêtée pour les prochaines années. Cette programmation s'inscrit d'ailleurs tout naturellement dans le cadre de la procédure dite « des tranches opératoires » qui a été instituée à l'effet de coordonner et d'harmoniser, à l'échelon régional, la réalisation des objectifs définis par le IV^e plan de modernisation et d'équipement pour chacun des différents secteurs économiques. C'est sur la base de l'objectif propre au secteur de la construction — soit 315.000 logements à réaliser annuellement avec l'aide de l'Etat — que le contingent attribué à l'ensemble de la région de programme « Languedoc » a été notifié au préfet coordonnateur, président de la conférence interdépartementale d'action régionale, à charge pour cette dernière d'en proposer une répartition entre les départements composant ladite région. Cette dotation est certes inférieure aux besoins exprimés, mais il s'agit là d'une situation générale découlant de la limitation des crédits. Il convient d'ailleurs de souligner à cet égard que l'objectif fixé par le plan ne constitue qu'un « pallier d'attente » qui ne prétend pas assurer la résorption de l'intégralité des besoins : ceux-ci doivent, par conséquent, être étalés dans le temps en fonction de leur degré respectif d'urgence. Cependant, des études sont actuellement en cours pour déterminer dans quelle mesure une révision des objectifs du IV^e plan pourrait être envisagée pour tenir compte des éléments survenus postérieurement à son établissement, à savoir, d'une part, l'importance des rapatriements d'Algérie, et, d'autre part, l'accélération, mise en lumière par le recensement 1962, de l'évolution démographique et du mouvement migratoire vers les villes. Ces études permettront au Gouvernement de décider d'une éventuelle augmentation des crédits affectés aux logements aidés par l'Etat dans la mesure où elle apparaîtrait compatible avec les équilibres financiers globaux et la situation propre au marché du bâtiment. En ce qui concerne plus spécialement la question posée par l'honorable parlementaire et relative au nombre de demandes individuelles de construction déposées au cours des années 1960 à 1963 dans le département des Pyrénées-Orientales et au montant global des crédits attribués à ce département au cours de la même période, les renseignements sont les suivants :

ANNEES	NOMBRE de logements autorisés.	MONTANT
		des décisions attributives de primes à la construction.
1960	2.231	778.335 F
1961	4.257	692.169 F
1962	4.091	952.547 F

Le nombre de logements autorisés au cours de l'année 1963 ne pourra être connu qu'au début de l'année 1964. Quant au montant des crédits permettant l'attribution de primes à la construction, la dotation qui sera attribuée au département des Pyrénées-Orientales pour 1964 ne devrait pas être inférieure à celle de l'exercice précédent.

1336. — M. Davoust demande à M. le ministre de la construction si les clauses du cahier des charges d'un lotissement — concernant implantation, hauteur et volume des constructions — peuvent être rejetées, modifiées ou appliquées seulement en partie par l'autorité administrative délivrant le permis de construire à quelque échelon qu'elle se situe, en vertu d'une réglementation d'intérêt général postérieure au cahier des charges, ou si le propriétaire d'un terrain aitué dans un lotissement et qui désire construire peut se prévaloir pleinement en toute circonstance et en tout temps des clauses particulières d'implantation, hauteur et volume insérées dans le cahier des charges dont fait état son titre de propriété. (Question du 20 février 1963.)

Réponse. — L'autorité appelée à délivrer un permis de construire pour un bâtiment à édifier dans un lotissement est tenue de veiller au respect des dispositions concernant l'implantation et le volume des constructions, prescrites, d'une part, soit par le règlement d'urbanisme de la commune, soit par le décret n° 61-1298 du 30 novembre 1961, dit « règlement national d'urbanisme », d'autre part, par le règlement du lotissement (pour les lotissements créés postérieurement à la parution du décret n° 58-1466 du 31 décembre 1959), ou par le cahier des charges (pour les lotissements créés antérieurement à la publication dudit décret). Lorsque les dispositions du cahier des charges sont plus sévères que celles édictées par la réglementation d'urbanisme, aucune difficulté ne se pose, en principe, pour l'application du cahier des charges. Si, au contraire, ce sont les règlements qui s'avèrent plus stricts, il y a intérêt à procéder au remodelage des lots, dès lors que la configuration des parcelles ou le pourcentage des lots bâtis ne constitue pas un obstacle à la réalisation d'une telle opération. En particulier, dans le cas où la commune est dotée d'un plan d'urbanisme approuvé, l'opération peut s'effectuer dans le cadre de l'article 10 du décret n° 58-1466 du 31 décembre 1959 relatif aux lotissements, qui prévoit que les cahiers des charges des lotissements créés antérieurement à l'approbation d'un plan d'urbanisme peuvent, en vue de permettre d'y édifier des constructions conformes audit plan, être modifiés par arrêté du préfet pris après enquête publique et avis de la commission départementale d'urbanisme et du conseil municipal. Si les parcelles ne peuvent être remodelées, il peut parfois être envisagé l'octroi de dérogations, soit en fonction des possibilités offertes par le règlement d'urbanisme communal, soit en fonction de l'article 20 du règlement national d'urbanisme. Aucune directive précise en peut toutefois être donnée à cet égard, car il s'agit de cas d'espèce qui méritent chacun une étude particulière et doivent recevoir la solution la plus appropriée.

1676. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de la construction que les souscripteurs en copropriété de l'ensemble des Basses-Blanches à Vitry-sur-Seine, de même que de nombreux autres copropriétaires de la région parisienne ont reçu de la société promotrice une lettre recommandée leur annonçant la résiliation de leur contrat de construction, l'affectation des sommes versées à un « compte loyer » et les invitant à évacuer leurs logements pour les mettre à la disposition de ladite société. Alors que des poursuites demandées depuis fort longtemps par les souscripteurs contre les agissements peu délicats des promoteurs sont en cours, de telles démarches constituent indéniablement une odieuse manœuvre d'intimidation. Elles ont suscité une profonde émotion parmi les centaines de familles qui n'ont pu se loger qu'au prix de durs sacrifices matériels qu'elles devront encore, pour la plupart, supporter de longues années, tandis que des profiteurs usent et abusent des diverses possibilités qui leur sont laissées de retirer des bénéfices énormes de cette situation. L'existence de tels scandales, la licence et l'impunité dont bénéficient les abus de toute nature, l'absence de répression sérieuse des menées délictueuses confirment que, dans le système actuel, on n'a pas en vue le logement de la population, mais la recherche du profit maximum. En témoigne d'ailleurs le fait, reconnu par les statistiques officielles, que depuis 1959, la construction de logements, en particulier de logements locatifs, n'a cessé de diminuer. Il lui demande : 1° quelles mesures il compte prendre pour faire respecter les droits des souscripteurs et empêcher le chantage de la société immobilière en question qui semble jouir de protections singulières ; 2° comment il peut justifier son opposition à la proposition de loi sur la copropriété, élaborée par les associations de copropriétaires et reprise notamment par les députés communistes les 21 mars 1962 (n° 1634) et 8 janvier 1963 (n° 86). (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° L'administration ne peut s'immiscer dans le différend d'ordre strictement privé qui est exposé par l'honorable parlementaire, d'autant plus que le tribunal compétent est déjà saisi d'un litige né entre les souscripteurs des logements dont il s'agit et la société constructrice, au sujet de la liquidation des comptes de cette opération de construction. Cependant, les représentants de la société ont été interrogés sur les motifs de leur initiative ; ils ont déclaré qu'elle avait pour objet de permettre, par la régularisation de la situation juridique des intéressés et la division du prêt spécial, la mise au point de la comptabilité relative à ce prêt spécial, devenue extrêmement complexe du fait que certains souscripteurs adressent directement au Crédit foncier ou au Sous-Comptoir des entrepreneurs

leur quote-part des sommes dues à ces établissements financiers, alors que d'autres souscripteurs s'abstiennent purement et simplement de faire ces versements ; 2° la position du Gouvernement en ce qui concerne la nouvelle législation à instituer quant à la construction des immeubles à usage d'habitation et aux sociétés immobilières d'acquisition et de construction est traduite par le projet de loi qui a déjà été adopté en première lecture par le Sénat le 21 juin 1962. Il appartient maintenant au Parlement de se prononcer sur l'opportunité d'apporter des modifications à ce projet et de tenir compte des suggestions présentées par les parlementaires soit sous la forme d'amendements, soit sous celle de proposition de lois.

1786. — M. Ziller expose à M. le ministre de la construction que des prêts sont consentis aux victimes de guerre en vue de l'accession à la petite propriété (domaine rural, maison ou appartement en ville ou à la campagne). Il lui demande quels sont les montants de ces prêts, les pièces à fournir et les conditions requises ainsi que l'autorité à laquelle ces demandes doivent être adressées. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — L'honorable parlementaire semble viser les mesures adoptées dans le cadre de la législation sur les habitations à loyer modéré, en vue de favoriser l'accession à la propriété des victimes de guerre. Les pensionnés dont le taux d'invalidité atteint 50 p. 100 bénéficient d'une majoration de prêt de 1.000 francs pour les logements des types I, II et III et de 1.500 francs pour les types comportant un plus grand nombre de pièces. L'apport maximum exigé de ces personnes est réduit à 10 p. 100 du coût de l'opération. De plus, en application de l'article 226 du code de l'urbanisme et de l'habitation, les prêts sont garantis par le fonds spécial visé à l'article 326 du « code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre », lorsque l'emprunteur n'a pas été admis à contracter l'assurance sur la vie, obligatoirement souscrite par les bénéficiaires des prêts de l'Etat. Pour obtenir des précisions sur les formalités à remplir en vue de bénéficier de ces avantages, il appartient aux intéressés d'entrer en rapport avec les sociétés de crédit immobilier ou les coopératives d'habitations à loyer modéré qui pratiquent des opérations d'accession à la propriété. Les demandes de contrats de garantie auprès du fonds spécial doivent être adressées à l'office national des anciens combattants et victimes de guerre.

EDUCATION NATIONALE

156. — M. Edouard Charret demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° quel est, dans les lycées classiques et modernes, d'une part, et dans les lycées et collèges techniques, d'autre part, le nombre de surveillants généraux : a) licenciés d'enseignement ; b) licenciés en droit ; c) titulaires d'une licence libre ; d) titulaires de certificats de licence ; e) titulaires du seul baccalauréat ; 2° quel est, pour chacune des catégories précédentes, le nombre de surveillants généraux : a) titulaires ; b) délégués ministériels ; c) délégués rectoraux ; 3° si les surveillants généraux délégués rectoraux, titulaires d'une licence en droit, pourront être : a) titularisés sur titres en application du nouveau statut sur la surveillance générale actuellement en préparation ; b) appelés à être nommés dans le nouveau cadre des censeurs adjoints, et dans quelles conditions. (Question du 18 décembre 1962.)

Réponse. — Comme suite à la réponse d'attente faite le 16 janvier 1963 pour répondre à la question écrite de M. Edouard Charret, il peut être précisé que la répartition des surveillants généraux en service pour l'année scolaire 1962-1963 est la suivante :

	LYCÉES classiques et modernes.	LYCÉES et collèges d'enseignement technique.
1° a) Surveillants généraux licenciés d'enseignement	563	54
b) Surveillants généraux licenciés en droit	35	22
c) Surveillants généraux titulaires d'une licence libre	26	14
d) Surveillants généraux titulaires de certificats de licence	222	166
e) Surveillants généraux titulaires du seul baccalauréat	403	313
f) Surveillants généraux titulaires d'autres diplômes	42	38
	1.291	607
2° Nombre de surveillants généraux titulaires ou délégués ministériels. Nombre de surveillants généraux délégués rectoraux	1.253	558
	238	49

3° En ce qui concerne la titularisation des surveillants généraux délégués rectoraux titulaires d'une licence en droit, aucune réponse ne peut être faite, le statut futur des surveillants généraux étant en préparation.

574. — M. Robert Ballanger expose à nouveau à M. le ministre de l'éducation nationale la situation particulièrement grave de l'enseignement dans le département de Seine-et-Oise, dont la population est passée de 1.400.000 en 1946 à 2.300.000 en 1962 et celui de la population scolaire de 140.000 à 425.000. Cette progression est constante. Les écoles ont accueilli 27.000 élèves de plus en 1961 et 30.000 en 1962, et on peut prévoir 33.000 élèves nouveaux en 1963. Face à cette situation, le nombre des maîtres a à peine doublé. Dans l'enseignement primaire, la moyenne d'élèves par classe, 38, est la plus forte de toute la France, 1.289 classes ont plus de 40 élèves et 270 classes maternelles ont plus de 50 élèves, 1.500 classes sont installées dans les locaux provisoires. Malgré cette situation dramatique, il n'est proposé que 350 classes pour 1963, alors que les besoins reconnus officiellement par les services sont de 780, et que les enseignants comme la commission compétente du conseil général évaluent ces besoins à 1.000. On peut prévoir que s'il n'est pas porté immédiatement remède à cette situation, 18.000 enfants ne pourront trouver place dans les écoles lors de la rentrée de 1963. La situation dans l'enseignement secondaire est au moins aussi grave. Les constructions envisagées piètinent. Les projets prévus pour 1963 et 1964 ne sont pas encore subventionnés. Le décret du 27 novembre 1962 (*Journal officiel* du 1^{er} décembre) rend plus difficile encore la réalisation des lycées, l'enseignement technique est tout aussi déficient. Il lui demande quelles mesures immédiates il compte prendre pour qu'un terme soit mis à cette désastreuse situation qui met en péril l'avenir de nos enfants. (*Question du 17 janvier 1963.*)

Réponse. — La dotation attribuée au département de Seine-et-Oise, au titre du programme de financement des constructions de l'enseignement élémentaire pour 1963, a été fixée en effet à 353 classes lors d'une première répartition. A ce nombre il convient d'ajouter 100 classes dont le ministère de l'éducation nationale a autorisé le préfinancement en 1963 par la caisse des dépôts et consignations. Les crédits supplémentaires accordés récemment par le Gouvernement pour la construction de classes élémentaires et maternelles, permettent d'attribuer à la Seine-et-Oise une dotation complémentaire de 350 classes, portant ainsi à 800 le total des classes attribuées au département pour 1963, afin de satisfaire la tranche la plus urgente des besoins dénombrés. En ce qui concerne les constructions d'établissements de second degré, des crédits ont été inscrits au budget de 1963 au profit de 19 opérations individualisées de Seine-et-Oise. Dans le cadre du IV^e Plan des crédits seront prévus au titre des budgets de 1964 et 1965 pour la poursuite des opérations commencées — une douzaine — et pour entreprendre de nouvelles opérations soumises aux dispositions du décret du 27 novembre 1962. En outre des mesures d'urgence sont prises pour implanter en Seine-et-Oise pour la rentrée scolaire de 1963, 8 bâtiments en construction semi-définitive (bâtiments à 2 niveaux R + 1 réalisés en procédés industrialisés). Le complément des besoins sera satisfait par l'implantation de classes légères préfabriquées.

1026. — M. Charles Germain expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'en 1945 certains professeurs techniques adjoints de lycées, particulièrement bien notés, ont été nommés à des postes de directeurs de centres d'apprentissage avec la garantie d'un traitement au moins égal à celui de leur catégorie. C'est ainsi que, les traitements des directeurs des centres d'apprentissage étant alors légèrement inférieurs à ceux des professeurs techniques adjoints, une indemnité compensatrice leur a été versée. Par la suite, ces fonctionnaires ont été intégrés dans le cadre des directeurs de collèges d'enseignement technique, dont les traitements étaient à l'époque de l'intégration assimilés à ceux des professeurs techniques adjoints de lycée. Actuellement les professeurs techniques adjoints des lycées ont bénéficié d'une revalorisation indiciaire. Il lui demande quelles mesures sont envisagées à l'égard des professeurs techniques adjoints des lycées promus en 1945 au rang de directeurs de collèges d'enseignement technique, afin que ceux-ci ne se trouvent pas dans une situation défavorisée par rapport à celle dont ils bénéficieraient s'ils n'avaient pas accepté d'accéder au poste de directeur de centre d'apprentissage et d'assumer ainsi des responsabilités plus importantes. (*Question du 7 février 1963.*)

Réponse. — La revalorisation indiciaire, qui a été accordée récemment aux professeurs techniques adjoints des lycées techniques, est liée à une modification des conditions de recrutement de ces professeurs qui élève le niveau du cadre auquel ils appartiennent. Aucune modification statutaire semblable n'étant prévue actuellement pour les directeurs de collège technique, il n'est pas possible de mettre à l'étude dès maintenant une revalorisation indiciaire les concernant.

1115. — Mlle Dienesch expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les explications fournies dans la réponse à sa question écrite n° 14221 (*Journal officiel*, débats Assemblée nationale du 9 mai 1962) ne tiennent pas compte du principe qui a été admis jusqu'à présent, en vertu duquel un fonctionnaire titulaire a droit à la garantie de son traitement quelles que soient les modifications qui peuvent survenir dans sa situation administrative. C'est ainsi que le décret n° 47-1457 du 4 août 1947 mettant en vigueur ce principe a prévu l'attribution d'une indemnité compensatrice aux fonctionnaires de l'Etat qui sont l'objet d'une promotion ou d'une nomination, dans un cadre normal de fonctionnaires titulaires de l'Etat, à un grade comportant un traitement inférieur à celui qu'ils percevaient antérieurement. Elle lui demande si les

dispositions de ce décret ne sont pas applicables dans le cas particulier faisant l'objet de la question écrite n° 14221 et si l'intéressé ne devrait pas percevoir une indemnité compensatrice égale à la différence existant entre les montants des traitements budgétaires bruts afférents au grade de professeur d'enseignement général et à celui de directeur d'école. (*Question du 13 février 1963.*)

Réponse. — L'instituteur qui a fait l'objet de la question écrite n° 14221, bien qu'ayant passé un concours interne, spécial au département de la Seine, pour devenir directeur d'école, a été classé, lors de sa nomination dans cette catégorie, compte tenu de l'ancienneté de services qu'il possédait en qualité de professeur de C. E. G., au 10^e échelon. Il n'a donc pas été nommé à l'échelon de début de son nouveau cadre et les dispositions du décret du 4 août 1947 ne peuvent lui être appliquées.

1160. — M. Neuwirth expose à M. le ministre de l'éducation nationale que l'article 2 de la loi de finances du 7 février 1953 avait permis aux communes le préfinancement de leurs constructions scolaires, sans leur faire perdre le bénéfice de la subvention de l'Etat. Or, le ministère de l'éducation nationale a suspendu l'application dudit article. De ce fait, un certain nombre de communes se trouvent privées des rentrées financières prévues qui leur sont indispensables. Il lui demande dans quelles conditions il pense pouvoir remédier à cet état de choses, qui place beaucoup de budgets municipaux dans des situations périlleuses. (*Question du 13 février 1963.*)

Réponse. — En vue de faciliter la réalisation des programmes d'équipement des collectivités locales, la loi n° 53-80 du 7 février 1953 leur avait accordé la faculté d'entreprendre des travaux avant l'octroi de la subvention de l'Etat, sur autorisation des ministères intéressés. Or, ce libéralisme a eu pour conséquence d'engager l'Etat pour des années et d'accroître dans des proportions considérables le volume des demandes d'emprunt faites par les communes auprès des établissements de crédits, notamment la caisse des dépôts et consignations. Aussi, est-il apparu indispensable de suspendre toute autorisation de préfinancement et tel est l'objet de la circulaire émise par le ministère des finances le 29 avril 1957. Cependant, en vue de remédier à la situation budgétaire de nombreuses communes, le ministère de l'éducation nationale a mis en œuvre un programme de remboursements concernant les opérations préfinancées régulièrement autorisées, avant le 29 avril 1957 et étudie, d'autre part, en liaison avec le ministère des finances, la possibilité de venir en aide aux communes qui ont procédé à des préfinancements après cette date.

1557. — Mme Ploux demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui indiquer : 1° les critères selon lesquels le total des crédits annuels destinés aux constructions scolaires des divers ordres d'enseignement (premier degré, second degré, supérieur) est réparti, d'une part entre les diverses académies, d'autre part entre les départements de chaque académie ; 2° si la répartition entre les départements d'une même académie est faite par celle-ci ou par le ministère. (*Question du 9 mars 1963.*)

Réponse. — 1° Classes élémentaires : les critères de base utilisés pour la répartition annuelle interdépartementale sont les suivants : augmentation des effectifs à scolariser ; nombre de logements construits dans les zones en expansion ; nombre de classes construites au cours des années précédentes ; nombre de classes déclarées dangereuses et insalubres. En 1963, l'accent est mis sur la nécessaire coordination entre les programmes de construction d'habitations et les programmes de constructions scolaires. A cet effet est fixé, en liaison avec le ministère de la construction, un pourcentage minimum d'opérations correspondant à des grands ensembles (plus de 500 logements) ou à des Z. U. P. Conformément à la loi de 1871, pour chaque département et selon le pourcentage accordé, le programme notifié suit la liste d'urgence établie par le conseil général. Cette répartition numérique se fait par département et est notifiée par le ministre aux préfets. 2° Enseignements de second degré : la répartition des crédits destinés à la construction d'établissements du niveau de second degré entre les diverses académies a été calculée à partir des travaux de l'I. N. S. E. E. et fondée sur des chiffres d'enfants déjà nés qui auront de onze à dix-sept ans en 1970. Elle est proportionnelle à la masse des enfants de onze à dix-sept ans qui, en considérant que la scolarisation à ce niveau devrait atteindre 75 p. 100 en 1970, restent à scolariser dans chaque académie de la rentrée de 1961-1962 jusqu'à la rentrée 1969-1970. En outre, elle tient compte du volume des suites d'opérations restant à réaliser. Son but étant dans l'idéal d'aboutir à l'égalisation du taux de scolarisation dans l'ensemble du pays, cette méthode traduit dans les faits la politique de démocratisation de l'enseignement suivie par le Gouvernement. Elle est conforme par ailleurs aux objectifs du IV^e plan qui vise à créer aussi bien dans le domaine culturel que dans celui de l'économie un équilibre aussi parfait que possible entre les diverses régions. Il convient de préciser qu'en ce qui concerne les enseignements du niveau de second degré et avant d'être arrêtées par l'administration centrale, les priorités sont étudiées à l'échelon de l'académie, par la commission académique de la carte scolaire et à l'échelon de la région par la conférence interdépartementale où siègent des représentants de chaque département. Une répartition équitable intervient d'ellemême entre chaque département au niveau de ces instances. 3° Enseignement supérieur : les crédits mis annuellement à la disposition du ministère de l'éducation nationale et destinés aux investissements de l'enseignement supérieur, sont affectés aux constructions définies dans le cadre du plan, en fonction des ordres d'urgence

précisés par les recteurs des académies intéressées. La répartition des crédits entre les diverses académies est effectuée au niveau du ministère, compte tenu des urgences appréciées sur le plan national.

1560. — M. Nungesser expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, bien que les classes de neige constituent une expérience heureuse s'inscrivant dans le cadre d'un enseignement moderne, il n'en est pas moins souhaitable que, certaines suggestions des collectivités locales à leur sujet méritent d'être attentivement étudiées. C'est ainsi qu'un certain nombre de communes, qui acceptent le lourd effort financier demandé en vue de l'organisation de ces classes de neige, souhaiteraient qu'entrent en ligne de compte, dans la désignation des enfants, certaines considérations d'ordre social, dont l'intérêt ne paraît pas contestable. Parmi les critères retenus, devraient figurer en priorité l'état physique des enfants, et, dans une certaine mesure, la situation sociale de leurs parents. L'intervention de ces critères ne porterait pas atteinte aux règles générales fixées par les services de l'enseignement, s'il était entendu que les enfants seraient recrutés au même stade des études pour constituer une classe entière. Une telle composition des classes de neige serait plus équitable et justifierait mieux, aux yeux de certaines collectivités locales, l'effort financier qu'elles consentent. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qui pourraient être prises dans ce sens. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Par définition on appelle « classe de neige » une classe existant normalement dans une commune, et qui part avec son maître pour un séjour de trois ou quatre semaines, durant lesquelles les enfants continuent à suivre leur programme d'enseignement général tout en profitant des bienfaits de l'air pur et de l'exercice du ski, selon le principe appliqué dans les classes dites à mi-temps pédagogique et sportif. On ne peut appeler « classe de neige » un groupement hétérogène d'élèves provenant de classes d'écoles et même de communes différentes. Ce n'est que dans la mesure où une classe entière et homogène part avec son maître que l'expérience pédagogique relève de la catégorie des classes de neige. Il n'est pas exact que : « L'intervention de ces critères (sociaux, état physique des enfants) ne porterait pas atteinte aux règles générales fixées par les services de l'enseignement, s'il était entendu que les élèves seraient recrutés au même stade des études pour constituer une classe entière ». Il faut au moins un mois à un maître expérimenté et dynamique pour redonner à une classe formée d'éléments hétérogènes un niveau collectif suffisant pour continuer à dispenser un enseignement valable, car, contrairement à ce qu'affirme M. Nungesser, des élèves de classes différentes, même provenant de cours semblables, ne sont jamais au même stade d'études. Des enfants choisis dans les conditions préconisées par M. Nungesser ne pourraient rattraper à leur retour, leurs camarades pour les raisons suivantes : a) ceux qui auraient continué à étudier leur programme à la même allure, qui est réduite dans les classes de neige; leur retard serait donc important; b) c'est au second trimestre que les enfants donnent généralement le meilleur d'eux-mêmes, et l'on pourrait craindre que le retard en soit augmenté compte tenu du changement des habitudes et des méthodes. En d'autres termes, et malgré le soul légitime de faire profiter les enfants défavorisés des bienfaits de la « classe de neige », il ne paraît pas souhaitable de donner suite au vœu exprimé et d'adopter de nouveaux critères pour le recrutement des classes de neige.

1571. — M. Robert Ballanger, se référant aux réponses données, d'une part, à la question n° 190 du 17 février 1959 (Journal officiel n° 16, A. N. du 8 avril 1959) et, d'autre part, aux questions n° 298 du 3 janvier 1963 (Journal officiel n° 29, A. N. du 8 février 1963) et n° 101 du 13 décembre 1962 (Journal officiel n° 30, A. N. du 14 février 1963), demande à M. le ministre de l'éducation nationale de lui faire connaître tous les textes qui, en droit, ont pu, le cas échéant, soit : 1° totalement abroger; 2° partiellement abroger; 3° simplement modifier les dispositions du décret du 13 février 1903 complété par l'arrêté d'application du 16 février 1903 concernant strictement les attributions des surveillants généraux d'écoles nationales professionnelles, délégués et titulaires à ce titre, qui n'ont cessé d'exercer leurs fonctions, depuis leur entrée dans ce cadre, dans une, voire plusieurs écoles nationales professionnelles devenues récemment lycées techniques d'Etat. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Dans l'attente des statuts particuliers prévus par le statut des fonctionnaires, les textes indiqués par M. Ballanger demeurent applicables en ce qui concerne notamment les attributions du personnel considéré, définies également par la circulaire n° 2950/2 du 9 octobre 1956. Il convient de noter que le décret n° 60-561 du 13 juin 1960 modifiant la dénomination des écoles nationales professionnelles n'a pas d'incidence directe sur les problèmes relatifs à la carrière du personnel intéressé.

1626. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il existe dans les Pyrénées-Orientales, à Mont-Louis, un four solaire expérimental dépendant de ses services. A quelques kilomètres de ce four solaire un immense chantier est ouvert sur le territoire de la commune de Via-Odeillo-Font-Romeu, en vue d'y édifier un autre four solaire d'une très forte puissance. La vocation de celui-ci serait toujours expérimentale, mais elle pourrait devenir industrielle par la suite. Ainsi, l'utilisation de l'énergie solaire sur le plan industriel commencerait de connaître en France un début d'application. Il lui demande : 1° à quelle date le nouveau four

solaire construit sur le territoire de la commune de Via-Odeillo-Font-Romeu sera terminé; 2° quel sera le coût définitif de l'opération; 3° si les crédits de paiement sont déjà prévus et, dans l'affirmative, dans quel chapitre ils figurent; 4° quelle sera exactement la vocation de ce four solaire, au regard de la recherche et au regard de l'utilisation de l'énergie produite; 5° quels seront les effectifs du personnel attaché à ce four solaire : a) chercheurs; b) employés divers; 5° bis il lui demande, en outre, s'il n'est pas prévu de maintenir en place et en fonction le four solaire expérimental de Mont-Louis, qui pourrait ainsi continuer à servir de laboratoire scientifique. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — 1° Le nouveau four solaire d'Odeillo-Font-Romeu sera vraisemblablement terminé au cours de l'année 1966. 2° Le coût de l'opération est évalué à 9 millions de francs. 3° Les crédits de paiement nécessaires figurent au compte 89-521. Les laboratoires de Mont-Louis et Odeillo appartiennent en effet au C. N. R. S. (ministère de l'éducation nationale). 4° Depuis le début des recherches effectuées sur l'énergie solaire, les objectifs de recherches fondamentales et le développement des applications ont été conduits parallèlement. Il est rappelé que les opérations à haute température réalisées avec les fours solaires ne représentent qu'une partie de l'activité actuelle de Mont-Louis et ne représenteront aussi qu'une partie de l'activité future du centre d'Odeillo-Font-Romeu. Des recherches, fondamentales et appliquées, sont entreprises sur la climatisation des habitations par rayonnement solaire et rayonnement des corps terrestres, la production de glace et de froid par cycles thermiques et, également, par rayonnement sur l'espace, l'étude du chauffage et de la distillation de l'eau, la dessiccation des matériaux, les cultures sous serre et même la réalisation de petits fours solaires adaptés à la cuisine dans les zones arides. Dans le cas de fours solaires, en particulier, il est indispensable de disposer d'un ensemble d'appareils de diverses puissances pour définir, par expérience, les facteurs qui peuvent conduire de la réaction fondamentale de principe à l'opération industrielle. Dans cette perspective, les petits fours de Mont-Louis doivent continuer à fonctionner pour certains essais de recherches fondamentales répétées ou perfectionnées en plus grand dans divers fours de recherche à Odeillo et, enfin, dans le grand four de 1.000 kW. Il faut souligner aussi que certaines opérations, par exemple la fabrication de monocristaux, ne sont possibles qu'avec de grandes masses de matière et celles-ci ne peuvent être traitées à haute température qu'avec des appareils de grande puissance. La vocation du four solaire de 1.000 kW est, en premier lieu, la recherche et la mise au point de procédés nouveaux en chimie des hautes températures, céramique ultra-réfractaire, métallurgie spéciale, etc. Le rendement énergétique d'un tel appareil devant être très supérieur à celui des appareils solaires existant, de nombreuses préparations peuvent devenir rentables. L'exploitation de l'énergie thermique du four solaire de 1.000 kW à des fins industrielles (fabrication de produits divers) sera conduite parallèlement aux opérations de recherche fondamentale. L'importance relative de cette exploitation ne peut être chiffrée actuellement. Elle dépendra de la supériorité des produits « solaires » sur ceux obtenus par les méthodes classiques et de leur prix de revient. 5° Effectifs d'Odeillo-Mont-Louis (énergie solaire) : — effectifs actuels : 8 chercheurs et ingénieurs et 23 techniciens et ouvriers (déjà employés en partie à Odeillo); — effectifs projetés, réalisés progressivement : 30 à 40 chercheurs et ingénieurs, 80 à 100 techniciens et ouvriers. 6° Pendant encore longtemps, les installations de Mont-Louis continueront à fonctionner dans le cycle de recherches et d'études appliquées prévues dans le programme du C. N. R. S. Néanmoins, il faut bien souligner que l'équipement du laboratoire de Mont-Louis, au point de vue recherche, ne peut être aussi perfectionné que celui du laboratoire d'Odeillo-Font-Romeu construit et aménagé, dans tous ses détails, pour les objectifs envisagés. En particulier, la plupart des locaux de Mont-Louis, tribulaires des impératifs des beaux-arts, ne peuvent être assez ventilés et assez clairs. Par ailleurs, l'alimentation électrique est depuis plusieurs années extrêmement défectueuse et insuffisante, le courant de la ville doit être stabilisé par des appareils coûteux et, pour certaines opérations, le groupe électrogène de secours du laboratoire doit être largement utilisé. En ce qui concerne l'installation prototype de 60 kW, elle peut continuer à jouer un rôle dans le cycle prévu. Enfin, sans enlever à Mont-Louis le rôle fondamental qu'il a joué dans l'évolution de nos connaissances sur l'énergie solaire, il faut bien souligner que le climat de Cerdagne donne environ 150 jours de ciel clair à Mont-Louis contre 170 à 180 à Odeillo-Font-Romeu.

1687. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre de l'éducation nationale que : a) la circulaire du 9 septembre 1961, publiée par le Bulletin officiel de l'enseignement secondaire, a prescrit le recensement des adjoints d'enseignement, dans le cadre des mesures destinées à améliorer la situation de l'intéressé; b) dans la réponse faite à une question orale (Journal officiel n° 108, débats, Assemblée nationale, du 16 décembre 1961, pp. 5658 et 5659), un de ses prédécesseurs a déclaré qu'en tenant compte, d'une part, de la dépréciation de la fonction d'adjoint d'enseignement et, d'autre part, de la nécessité de ne négliger aucune des ressources qui peuvent fournir des maîtres licenciés, il convenait de faire une place dans le reclassement de la fonction enseignante aux adjoints d'enseignement et de les intégrer dans le cadre des chargés d'enseignement. Or, il ne semble pas qu'une suite ait été donnée à ces projets et que notamment des adjoints d'enseignement qui ne peuvent quitter leur résidence, située dans les villes de province de petite ou moyenne importance, aient été, malgré leur vœu, nommés chargés d'enseignement. Il lui demande : a) les raisons opposées jusqu'à maintenant à ces nominations; b) les dispositions qu'il compte prendre pour intégrer ces adjoints d'enseignement dans le cadre des

chargés d'enseignement, ce qui offrirait à ce personnel l'amélioration de carrière à laquelle il est en droit de prétendre. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Le projet de décret fixant les conditions d'intégration de certains adjoints d'enseignement dans le cadre des chargés d'enseignement fait actuellement l'objet des derniers échanges de vues entre le ministère des finances et des affaires économiques et celui de l'éducation nationale.

1689. — M. Roche-Defrance demande à M. le ministre de l'éducation nationale : 1° si un maire est tenu de fournir aux établissements scolaires municipaux des terrains d'évolution sportifs et des locaux spécialement aménagés pour les leçons de culture physique ; 2° si, dans une ville où il existe un stade municipal qui est mis à la disposition des scolaires, les professeurs et maîtres d'éducation physique peuvent se prévaloir de l'éloignement du stade pour refuser d'y exercer leur activité professionnelle, et pour solliciter, sinon exiger, de convertir des places publiques en terrains de sport et des locaux ayant d'autres destinations en salles de gymnastiques ; 3° comment peuvent et doivent être donnés les cours et séances de culture physique dans les établissements où il n'existe aucune installation sportive soit couverte, soit en plein air. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° S'agissant de la construction de nouveaux établissements scolaires municipaux, l'équipement sportif de l'établissement doit être prévu obligatoirement. S'agissant d'établissements scolaires municipaux anciens ne comportant pas d'équipement sportif, il appartient au maire, dans la mesure du possible, de mettre à la disposition des scolaires des installations sportives municipales. 2° Les professeurs et maîtres d'éducation physique ne peuvent se prévaloir de l'éloignement du stade pour refuser d'y exercer leur activité professionnelle dans la mesure où l'inspecteur d'académie a jugé possible le fonctionnement des activités de plein air, nonobstant cet éloignement ; 3° dans les établissements où il n'existe aucune installation sportive, les séances de plein air doivent être organisées en un lieu aussi proche que possible soit sur un stade civil, soit dans les bois ou les prés. Des crédits sont à la disposition de l'inspecteur d'académie pour assurer le transport des élèves.

1690. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il a été saisi par les instituteurs de Vitry-sur-Seine de leur légitime protestation contre l'obligation faite au personnel des classes maternelles et primaires de participer à un service du 29 juin au 6 juillet, alors que la sortie des classes est fixée au 29 juin. Cette décision a été prise avec une rare désinvolture, sans que les représentants des intéressés aient été consultés sur la date et la durée de vacances. Elle entraîne pour un bon nombre d'enseignants des conséquences familiales et pratiques déplorables (vacances déjà prévues, conjoints non enseignants ayant fixé le début de leurs congés au 1^{er} juillet, locations arrêtées pour cette date, etc.). Il lui demande s'il ne juge pas souhaitable : 1° de rapporter pour l'immédiat cette décision ; 2° de prévoir, en accord avec les organisations représentatives du corps enseignant, le retour à l'ancien système de vacances (garderies du 1^{er} au 14 juillet, rentrée le 1^{er} octobre). (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — L'arrêté du 11 juillet 1959 fixe à 10 semaines la durée des vacances d'été. Les représentants des parents d'élèves préalablement consultés avaient estimé que trois mois d'interruption des classes étaient une durée excessive. La date du 29 juin, choisie pour le départ en vacances de tous les élèves, doit permettre aux familles ayant des enfants dans des classes de premier et de second degré de les emmener en vacances en même temps. En ce qui concerne les vacances du personnel, elles sont, dans leur principe, les mêmes pour les enseignants des classes maternelles, élémentaires et de fin d'études primaires et pour ceux des classes du second degré, une différenciation quelconque n'étant ni désirable, ni souhaitée par les intéressés. Cependant, devant les impératifs nés de l'intérêt du service, il a été admis, après accord des organisations syndicales, dûment consultées, que pour répondre aux exigences des examens, les maîtres du premier degré seraient maintenus à la disposition de l'administration jusqu'au 6 juillet et les professeurs des enseignements du second degré, jusqu'au 13 juillet.

1692. — M. Odru expose à M. le ministre de l'éducation nationale que ses services ont reçu en novembre 1961, transmis par la mairie de Rosny-sous-Bois (Seine), le projet de construction d'un groupe scolaire, primaire et maternelle, au lieu dit Pré Gentil, ou l'office H. L. M. du département de la Seine va édifier un ensemble immobilier pour 760 familles. Il lui demande à quelle date la subvention afférente à ce projet sera attribuée à la ville de Rosny-sous-Bois. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Compte tenu de l'urgence particulière de l'opération signalée, une première tranche de 20 classes sera financée au titre du programme complémentaire de 1963. L'arrêté de subvention interviendra dans le courant du mois de mai. La possibilité de subventionner en 1964 une seconde tranche de 15 classes du groupe scolaire Pré Gentil sera examinée lors de l'établissement des programmes de constructions scolaires du niveau du premier degré à réaliser l'an prochain.

1792. — M. Houel expose à M. le ministre de l'éducation nationale l'importance du retard pris dans le domaine des constructions pour les étudiants, à Lyon en particulier. En dehors de l'I. N. S. A., où la presque totalité des étudiants sont logés sur place, il reste à Lyon près de 12.000 étudiants à loger en dehors de leur famille. Or les foyers universitaires ne disposent que de 1.600 places. Sur les 18.000 étudiants, à peine 10 p. 100 sont donc logés au foyer, alors que le IV^e plan prévoit 15 p. 100 et que la commission Le Gorgeu avait fixé le minimum à 20 p. 100. Il est à souligner que, sur proposition de l'U. N. E. F., le centre national des œuvres universitaires et scolaires avait fixé la proportion à 30 p. 100 ; pour que cet objectif soit atteint, un effort exceptionnel est nécessaire pendant les années 1963-1965. Compte tenu de l'augmentation du nombre des étudiants, il faudra 6.000 chambres en 1965. L'état de réalisation des opérations en cours oblige à prévoir encore du retard dans les travaux à entreprendre. A Lyon, le C. R. O. dispose de 1.300 lits. Des initiatives privées, dont celles de la mutuelle nationale des étudiants, permettent de trouver encore 300 lits dans des foyers. Mais, pour la prochaine rentrée, le C. R. O. n'aura que 428 chambres de plus et 120 au cours de l'année 1964. Sur les 6.000 chambres nécessaires pour 1965, 1.000 sont encore à trouver ; 600 sont compromises du fait du coût des terrains ; 430 ne verront pas le jour avant 1966 ; 308 sont encore retardées à cause de difficultés dans la procédure d'expropriation. Il s'agit donc de doter l'éducation nationale des moyens nécessaires à la réalisation des constructions et ensuite d'accorder les crédits nécessaires pour les études à long terme, qui seules permettront d'envisager la réalisation des constructions nécessaires à l'accueil des 22.000 étudiants qui devront loger en ville, sur les 30.000 étudiants lyonnais, en 1970. Le système de financement H. L. M. peut permettre ces réalisations, mais son utilisation entraîne de lourdes conséquences sur le montant des loyers. De 65 francs actuellement payés dans les foyers des œuvres, les loyers vont passer à près de 120 francs ou 130 francs du fait de la nécessité de rembourser les prêts. Tous les étudiants auront alors à payer un loyer de 100 francs par mois. En 1965, les loyers atteindront 130 francs ou 150 francs du fait de l'augmentation du coût des constructions. Il lui demande s'il envisage : 1° de doter les services de l'éducation nationale, et le centre national des œuvres en particulier, des moyens nécessaires à la mise en application du plan d'urgence permettant de rattraper les retards dans le domaine des constructions ; 2° de dégager les crédits nécessaires à la réalisation de ce plan ; 3° d'assurer le financement de l'allocation logement pour les étudiants (pour Lyon le coût est de l'ordre de 5 millions de francs). (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Un effort considérable est entrepris et sera poursuivi pour améliorer les conditions de logement des étudiants en France, en particulier dans l'académie de Lyon. Il s'agit en effet de rattraper le retard accumulé dans toute la période de l'après-guerre et de faire face à l'accroissement considérable des effectifs. C'est ainsi que, alors qu'en 1962 les cités universitaires de Lyon ne comptaient que 912 places, il y a cette année 1.424 chambres en service ; 828 chambres sont actuellement en chantier ; le financement de 1.126 chambres est assuré en 1963 ; ces chambres seront disponibles en 1964-1965. En outre, le financement d'une tranche supplémentaire de 1.708 chambres sera assuré au cours des deux dernières années d'application du IV^e plan. En quelques années, le nombre des chambres mis à la disposition des étudiants de l'académie de Lyon se trouvera ainsi augmenté de 450 p. 100 alors que l'effectif des étudiants n'aura progressé que de 70 p. 100. Le IV^e plan s'achevant fin 1965, les dernières tranches de constructions prévues à ce plan seront achevées pour la rentrée d'octobre 1967. A cette date, l'effectif probable des étudiants de l'académie de Lyon sera de 24.500 étudiants de faculté et, au total, de 29.400 étudiants bénéficiaires des œuvres universitaires et scolaires. Ainsi, dans l'académie de Lyon, seront logés en cités universitaires à cette date soit 21,86 p. 100 des étudiants des facultés, soit 18,21 p. 100 de l'ensemble des bénéficiaires des œuvres universitaires et scolaires. Les objectifs de la commission Le Gorgeu auront été atteints ; ceux du IV^e plan dépassés. Les redevances mensuelles payées par les étudiants logés en cités universitaires sont actuellement, en moyenne, de 60 francs. Elles passeront à 70 francs en octobre prochain. Compte tenu de l'incidence des annuités d'amortissement des cités universitaires construites par financement H. L. M., et sous réserve d'une évolution de la situation économique, elles plafonneront à 80 francs dans deux ans. Quant à l'institution d'une allocation logement en faveur des étudiants, il s'agit là d'un problème complexe intéressant plusieurs départements ministériels : elle fait l'objet d'une étude conduite par le centre national des œuvres universitaires et scolaires.

1793. — M. Jean Valentin expose à M. le ministre de l'éducation nationale que le froid rigoureux de l'hiver a provoqué des dépenses supplémentaires assez considérables pour le chauffage des écoles et il lui demande s'il n'est pas envisagé d'accorder une subvention exceptionnelle aux municipalités. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Le ministère de l'éducation nationale ne dispose à son budget d'aucun crédit lui permettant d'accorder une subvention aux collectivités locales pour le chauffage des écoles primaires.

1794. — M. de Preumont expose à M. le ministre de l'éducation nationale que les années passées dans l'enseignement privé par les membres de l'enseignement public, avant leur entrée dans la fonction publique, ne sont pas retenues lors de leur titularisation. Il lui demande les mesures qu'il se propose d'adopter pour que les intéressés bénéficient, pour leur classement et la liquidation de leur pension de retraite, des mêmes dispositions que celles qui sont

prévues en faveur des maîtres de l'enseignement privé, intégrés dans l'enseignement public, conformément aux prescriptions de l'arrêté interministériel du 21 novembre 1960. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Un projet de décret tendant à permettre la prise en compte des services accomplis dans l'enseignement privé par les maîtres de l'enseignement public, à l'exemple de ce qui a été fait pour les maîtres de l'enseignement privé dans le cadre de la loi du 31 décembre 1959 réglant les rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privés, a été soumis à l'examen des départements ministériels intéressés. L'étude de ce problème a exigé de longues négociations que le ministère de l'éducation nationale s'emploie à faire aboutir aussi rapidement que possible.

1798. — M. Beraud expose à M. le ministre de l'éducation nationale qu'il existe dans un certain nombre de petites villes de province des écoles techniques qui pourraient bénéficier des taxes d'apprentissage, mais dont l'existence même est mise en péril par suite de l'application trop stricte des règles de corrélation. Il lui demande s'il ne lui semble pas souhaitable que ces règles soient assouplies, permettant ainsi aux commerçants et aux industriels soumis à la taxe d'apprentissage, d'apporter une aide appréciable à ces écoles. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La taxe d'apprentissage doit être considérée comme une véritable taxe professionnelle destinée à faciliter le développement de la formation des personnels des diverses entreprises d'un secteur professionnel déterminé. De ce fait, l'utilisation la plus judicieuse des sommes dues au titre de cet impôt est bien de subventionner les établissements scolaires dispensant un enseignement valable pour les personnels employés dans la profession à laquelle appartient l'assujéti. Le rappel de la jurisprudence constante de la commission spéciale de la taxe d'apprentissage en ce domaine a fait l'objet le 30 mars d'une circulaire ministérielle qui précisait les principes de la corrélation et recommandait spécialement une application aussi souple que possible de ces principes. Les comités départementaux de l'enseignement technique se prononçant en première instance sur les demandes d'exonération, ont donc toute latitude pour apprécier le bien-fondé des versements ainsi effectués par les assujétis à une école déterminée. Si cet assujéti estime que la décision du comité départemental ne lui donne pas satisfaction, il a la possibilité de faire appel de cette décision dans un délai de quinze jours à compter de la notification. La commission spéciale de la taxe d'apprentissage, saisie de cet appel, examine à nouveau les points contestés par l'assujéti et, s'appuyant sur sa jurisprudence en matière de corrélation, elle a la possibilité de tenir compte de tous les éléments valables qui auraient pu échapper à la juridiction de première instance. Un projet de modification de la réglementation actuelle, en cours d'examen, prévoirait d'ailleurs, s'il était accepté, des assouplissements en ce qui concerne les assujétis dont la taxe brute ne dépasse pas un certain montant.

1799. — M. Heltz appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur l'urgence que présente, à la suite de la réforme des études et des examens médicaux, la détermination des conditions de recrutement des externes des centres hospitaliers et universitaires. Il lui demande dans quel délai doivent intervenir les textes fixant ces conditions. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La question du statut et des conditions de recrutement des internes et externes des centres hospitaliers régionaux faisant partie d'un centre hospitalier et universitaire relève essentiellement de la compétence du ministère de la santé publique et de la population. Elle fait actuellement l'objet d'un échange de vues entre ce ministère et celui des finances et des affaires économiques. Le ministère de l'éducation nationale a déjà fait connaître ses observations au ministère de la santé publique et de la population.

1911. — M. Bolsson expose à M. le ministre de l'éducation nationale que, malgré l'institution des allocations vacances, qui peut être considérée comme une mesure heureuse, en raison de la diminution de la subvention de fonctionnement accordée par l'Etat aux organismes responsables de la gestion des colonies de vacances, subvention qui, en 1947, atteignait 50 p. 100 du prix de journée et ne représente plus en 1962 qu'entre 2 et 4 p. 100 de ce prix de journée, la majorité des familles de condition modeste se trouve en fait écartée des colonies et des camps de vacances, pourtant indispensables au développement physique, moral et intellectuel des enfants et des jeunes. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour remédier à cette situation. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — En 1958, la subvention accordée aux organismes de la gestion des colonies de vacances était de 35 anciens francs par jour et par enfant, soit 5 p. 100 du prix de journée. Cette subvention a été supprimée et remplacée, d'une part, par une subvention aux œuvres pour leur fonctionnement général administratif qui représente effectivement environ 3 p. 100 du prix de journée et, d'autre part, par la création de bourses de vacances de 100 F par enfant. Le nouveau système a l'avantage, tout en aidant les œuvres au titre de leur gestion, de permettre l'envoi en colonies de vacances d'enfants qui ne pouvaient s'y rendre auparavant en raison des faibles ressources financières de la famille. Pour permettre à de plus nombreux enfants de familles modestes de profiter des

bienfaits des colonies de vacances, il convient d'augmenter le nombre des bourses. Celles-ci sont passées de 35.000 en 1958 à 120.000 en 1963 et cet effort sera effectivement poursuivi dans l'avenir.

1912. — M. Tomasini appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des instituteurs qui ont été mis à la retraite avant 1962. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour faire bénéficier les intéressés du relèvement indiciaire dont ont fait l'objet les membres de ce corps en 1961. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Les instituteurs ayant pris leur retraite avant le 1^{er} novembre 1961 n'ont pu bénéficier, pour le calcul de leur pension, du relèvement indiciaire accordé au personnel en activité, ce relèvement étant accordé sous la forme d'une deuxième échelle de rémunération accessible seulement au choix. Le Gouvernement a décidé d'aménager les mesures de revalorisation prises en 1961 en procédant en 1963 à la fusion de deux échelles de rémunération : l'indice terminal de la deuxième échelle deviendra de ce fait l'indice terminal normal de la carrière d'instituteur. En conséquence, à compter de la date d'effet de cette mesure, les instituteurs ayant pris leur retraite avant le 1^{er} novembre 1961 bénéficieront d'une revalorisation de leur pension correspondant au relèvement indiciaire accordé au personnel en activité.

1913. — M. Maurice Bardet appelle l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur le fait que des demandes de bourse d'enseignement supérieur déposées au titre de l'année scolaire 1962-1963 n'ont pas encore fait l'objet de décisions. Des demandes seraient actuellement en instance dans des académies, l'insuffisance des crédits mis à la disposition des recteurs d'académie ne permettant pas de leur donner suite. Il lui demande de lui faire connaître les dispositions qu'il compte prendre pour mettre fin à cette situation particulièrement regrettable, surtout en ce qui concerne les familles qui ne disposent que de revenus modestes. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Les règles qui président à l'attribution des bourses d'enseignement supérieur sont les suivantes : les recteurs d'académie, dans la limite des crédits qui leur sont attribués par le ministre de l'éducation nationale, prévoient l'octroi de bourses d'enseignement supérieur. Ils sont assistés d'une commission constituée au siège de chaque académie et chargée d'examiner les dossiers de demandes de bourses. Les commissions se réunissent en règle générale dans le courant du mois de septembre et arrêtent la liste des étudiants proposés pour l'attribution d'une bourse ; le nombre des bourses à répartir peut et doit être fixé dès le début de l'année universitaire, les recteurs étant, à ce moment, informés de l'importance des crédits dont ils disposeront respectivement. En tout état de cause, sauf cas exceptionnels, justifiés par un fait imprévisible, il n'est pas procédé à des attributions de bourses au cours de l'année universitaire, la répartition des crédits ouverts au budget par la loi de finances étant effectuée au début du premier trimestre de ladite année et n'étant pas susceptible d'être modifiée avant l'octroi de nouveaux crédits à l'occasion de l'entrée en vigueur d'une nouvelle mesure budgétaire. Les retards signalés dans l'attribution des bourses ne peuvent donc être motivés par un manque de crédits puisque les délégations correspondant à la répartition ont été faites. De récentes instructions ont rappelé et précisé aux recteurs d'académie les principes et méthode de travail qui doivent permettre de mener à bien, dans les délais les meilleurs, le travail d'attribution des bourses d'enseignement supérieur et d'éviter des fautes ou omissions qui résultent d'une interprétation erronée des textes et d'une méconnaissance des règles budgétaires.

FINANCES ET AFFAIRES ECONOMIQUES

72. — M. Longueque expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le relèvement du montant maximum fixé pour les dépôts dans les caisses d'épargne, demandé par de nombreux épargnants, aurait des conséquences heureuses pour l'équipement régional en raison du rôle joué par ces caisses dans le financement des investissements réalisés par les collectivités locales. Il lui demande s'il envisage de prendre à bref délai une telle mesure. (Question du 12 décembre 1962.)

91. — M. Le Theule expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la limitation du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, fixé à 10.000 NF depuis 1958, ne correspond plus aux réalités économiques et sociales, et place ces organismes dans la pénible obligation de refuser tout versement dépassant ce maximum alors que les offres de dépôts sont de plus en plus nombreuses et les demandes de prêts plus importantes et pressantes en raison, notamment, du grave problème du logement des rapatriés d'Algérie. Il lui demande s'il est possible d'envisager le relèvement à 30.000 NF du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne. (Question du 12 décembre 1962.)

131. — M. Barnieudy expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 58-218 du 4 mars 1958 a fixé 1 million de francs le montant maximum du compte ouvert à chaque déposant dans les caisses d'épargne. Cette limitation du maximum des dépôts à 10.000 NF par livret ne correspond plus à la réalité économique et sociale de notre époque. Alors que les administrateurs des collectivités locales se trouvent placés devant des difficultés de

plus en plus grandes pour assurer le financement des investissements dont la charge leur revient en partie ou en totalité, il serait particulièrement opportun de mettre les caisses d'épargne en mesure de fournir à ces collectivités une aide financière importante. Il est d'autre part souhaitable, ainsi que l'a déclaré le 22 mai 1962 à l'Assemblée nationale M. le ministre des finances, que la liberté soit laissée aux épargnants « quant au volume et au placement de leurs économies ». Il lui demande s'il n'envisage pas de soumettre au vote du Parlement une disposition modifiant le premier alinéa de l'article 10 du code des caisses d'épargne, en portant à 30.000 NF le montant maximum des dépôts que chaque déposant peut effectuer sur son livre de caisse d'épargne. (Question du 18 décembre 1962.)

163. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que depuis la loi du 24 juin 1950 les caisses d'épargne et de prévoyance peuvent, par l'intermédiaire de la caisse des dépôts et consignations, octroyer des prêts aux collectivités pour des durées assez longues et à un taux d'intérêt raisonnable. Il souligne que ces organismes sont obligés, chaque année, de refuser des demandes de prêt, ou bien d'en diminuer le montant dans de notables proportions, parce que le contingent qui leur est alloué — et qui est fonction de l'excédent des dépôts — est toujours très inférieur au montant total des demandes formulées par les diverses collectivités. Or, il s'avère que la limitation du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne à 10.000 NF par livret ne correspond plus aux réalités économiques et sociales de notre époque, et qu'elle oblige les caisses à refuser tous les jours des sommes d'argent qui ne peuvent servir à l'expansion de l'économie régionale. Il lui demande s'il compte procéder au relèvement à 30.000 NF du maximum des dépôts par livret dans les caisses d'épargne. (Question du 18 décembre 1962.)

198. — M. Vendroux expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la limite du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne à 10.000 NF par livret ne correspond plus aux réalités économiques de notre époque. Il lui demande s'il n'est pas possible de l'élever de façon importante, non seulement pour les particuliers, mais aussi pour les collectivités locales, et peut-être en établissant un plafond supérieur pour ces dernières. (Question du 20 décembre 1962.)

281. — M. Heltz expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la loi n° 58-218 du 4 mars 1958 a fixé à 10.000 NF, par livret, le plafond des dépôts dans les caisses d'épargne. Les collectivités locales doivent réaliser des investissements très lourds et éprouvent des difficultés de plus en plus grandes pour assurer le financement de la part qui est à leur charge. Etant donné le rôle essentiel que les caisses d'épargne jouent dans ce domaine, il serait indispensable de leur donner la possibilité de répondre aux demandes d'emprunt des administrateurs locaux. Dans ces conditions, il lui demande s'il n'estime pas opportun de faire procéder au relèvement à 30.000 nouveaux francs du plafond des dépôts dans les caisses d'épargne et s'il n'envisage pas de soumettre à cet effet au vote du Parlement un projet de loi tendant à modifier le premier alinéa de l'article 10 du code des caisses d'épargne. Cette proposition semble, au demeurant, correspondre à son sentiment puisque, le 22 mai 1962, au cours du débat de l'Assemblée nationale sur le plan de développement économique et social, il mentionnait « la liberté des épargnants quant au volume et au placement de leur épargne » comme l'une des « libertés économiques fondamentales ». (Question du 27 décembre 1962.)

454. — M. Damette, considérant : a) le rôle essentiel que jouent les caisses d'épargne dans le financement des investissements réalisés par les collectivités locales ; b) que la limitation du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne à 10.000 francs par livret, outre qu'elle ne correspond plus aux réalités économiques et sociales de notre époque constitue en fait un encouragement à la thésaurisation et, ainsi, un obstacle artificiel aux projets d'amélioration des conditions de vie locales ; c) sa déclaration du 22 mai 1962, à la tribune de l'Assemblée nationale soulignant sa volonté d'assurer : « la liberté des épargnants quant au volume et au placement de leurs économies » ; demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'envisage pas le relèvement très prochain à 30.000 F au maximum des dépôts autorisés sur les livrets de caisse d'épargne. (Question du 10 janvier 1963.)

466. — M. Weber, soulignant l'ampleur des investissements qui, en partie ou en totalité, doivent être réalisés par les collectivités locales et le rôle important des caisses d'épargne en ce domaine, et se référant à la déclaration faite le 22 mai 1962 par M. le ministre des finances et des affaires économiques devant l'Assemblée nationale en ce qui concerne la liberté laissée aux épargnants « quant au volume et au placement de leurs économies » lui demande quant il envisage de porter le plafond des dépôts à la caisse d'épargne de 10.000 à 30.000 F (Question du 10 janvier 1963.)

524. — M. Manceau expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les collectivités locales doivent réaliser des investissements importants et qu'elles ont chaque année de plus en plus de difficultés à résoudre sur le plan budgétaire, le problème du financement de ces investissements. Or, en dehors de leur vocation sociale, les caisses d'épargne jouent, dans le domaine économique, un rôle de premier plan au moyen des prêts qu'elles accordent aux collectivités locales et organismes de construction, dans la proportion de la moitié de leurs excédents de dépôt de fin d'année. Mais la limitation du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, fixé à 10.000 F depuis 1958, place ces organismes

désintéressés dans la pénible obligation de refuser tout versement dépassant ce maximum alors que les offres de dépôts s'accroissent et que les demandes de prêts sont importantes et pressantes. Cette limitation constitue en fait un encouragement à la thésaurisation et aussi un obstacle artificiel aux projets d'amélioration des conditions de vie locales. Il lui demande s'il entend procéder, dans les délais les plus courts, au relèvement à 30.000 F du maximum des dépôts dans les caisses d'épargne. (Question du 14 janvier 1963.)

1050. — M. Guillon rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'au cours des débats de l'Assemblée nationale du 8 janvier 1963, il a admis que le maximum des dépôts dans les caisses d'épargne, tel qu'il a été fixé en 1958, l'a été en fonction d'un équilibre des revenus et d'un équilibre des prix, qui se sont modifiés entre 1958 et 1961, et qui pouvaient ainsi entraîner un certain nombre de corrections. Il lui demande les dispositions qu'il envisage de prendre pour relever le maximum des dépôts actuellement autorisé. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — La limitation à un certain plafond des dépôts individuels dans les caisses d'épargne est la contrepartie des avantages accordés à cette forme particulière d'épargne liquide, en ce qui concerne tant leur sécurité — par le jeu de la garantie de l'Etat — que leur rémunération, la plus élevée de celles qui soient pratiquées pour des dépôts à vue. Cette limite sans doute ne peut être considérée comme intangible et, dans le passé, des relèvements du plafond sont intervenus à différentes époques. Mais il faut souligner que, dans le cadre de la politique poursuivie depuis plusieurs années, qui tend à abaisser le loyer de l'argent aussi bien sur le marché monétaire que sur le marché financier, et qui s'est traduite encore tout récemment par une nouvelle baisse des taux d'intérêt des bons du Trésor et de la plupart des autres placements à court terme ou à vue, les avantages tout à fait exceptionnels dont bénéficient les déposants des caisses d'épargne doivent nécessairement avoir pour contrepartie une stricte limitation du montant de leurs dépôts. A cet égard on doit rappeler que le maintien en 1963 du taux d'intérêt actuel des caisses d'épargne, récemment décidé, contrastant avec la baisse des taux d'intérêt servis pour les autres formes de placement de l'épargne liquide rend plus indispensable encore de limiter strictement le champ d'application des avantages réservés à cette catégorie privilégiée de placement. Il faut souligner, d'autre part, que la limitation actuelle des dépôts dans les caisses d'épargne n'a pas empêché en 1962 une augmentation sensible des ressources mises à la disposition des collectivités locales par l'intermédiaire de ces établissements. En effet, l'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne, qui a été de 2.766 millions de francs en 1961, a atteint, par la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 1962, 3.454 millions de francs. Dans ces chiffres, l'accroissement des dépôts des caisses d'épargne ordinaires figure, en particulier, pour 1.880 millions de francs en 1961 et 2.377 millions de francs en 1962, mettant ainsi en évidence que les collectivités locales pourront obtenir en 1963, au titre de la loi du 24 juin 1950 notamment, un volume de prêts en forte augmentation. En définitive, compte tenu des données ci-dessus indiquées, un relèvement du plafond des dépôts individuels dans les caisses d'épargne n'est pas actuellement envisagé.

275. — M. Marcelet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° si le reclassement des trésoreries principales, recettes-perceptions et perceptions, en instance depuis un an dans ses services, sera prochainement réalisé ; 2° si ce reclassement des postes sera uniquement déterminé par l'élément « points-travail » ; 3° dans l'affirmative, comment il sera remédié aux anomalies qui vont résulter de la suppression de l'élément « points-responsabilité » ; 4° dans quelles conditions et à quelle date les besoins officiellement reconnus se transposeront sur le plan budgétaire. (Question du 12 décembre 1962.)

Réponse. — 1° En application des dispositions de l'article 1^{er} du décret n° 57-987 du 30 août 1957 portant règlement d'administration publique pour la fixation du statut particulier des personnels de la catégorie « A » des services extérieurs du Trésor, le classement des postes comptables, et notamment des trésoreries principales, recettes-perceptions et perceptions, doit intervenir au moins tous les cinq ans. Le précédent classement des postes a pris effet du 1^{er} septembre 1958 ; 2° et 3° comme le précédent, le nouveau reclassement des postes ne sera pas uniquement fondé sur le critère « points-travail ». Il est actuellement procédé à l'examen des conséquences concrètes de chacune des hypothèses susceptibles d'être retenues ; 4° toutes dispositions ne manqueront pas d'être prises pour adapter les moyens de service quelle qu'en soit la nature aux besoins reconnus à mesure que l'amélioration de la technique et l'aboutissement des études actuellement en cours permettront de mesurer l'incidence des réformes à poursuivre.

273. — M. Moynet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas d'une société A et d'une société B ayant fait apport à une société C de leurs fonds de commerce. Chacune des sociétés A et B a affecté à l'amortissement des titres de la société C la plus-value résultant de leur apport. Plus de deux ans après cette opération, la société C envisage d'absorber les sociétés A et B dans les conditions prévues par les articles 115 et 210 du code général des impôts. Les titres de la société C seront expressément apportés par les sociétés A et B, et il sera procédé par la société C à leur annulation entraînant une réduction de capital. En contrepartie des apports, il sera procédé à une

augmentation de capital. Ce processus est utilisé pour éviter l'imposition qu'entraînerait la distribution des actions de la société C aux actionnaires des sociétés A et B (en ce sens : réponse ministérielle à la question n° 8083, *Journal officiel*, débats A. N. 464, 1953, p. 4805). Il lui demande : si, au moment de l'opération de fusion, les plus-values affectées par les sociétés A et B à l'amortissement des titres de la société C deviennent imposables au nom des sociétés absorbées ou au nom de la société absorbante ou si, au contraire, ces plus-values continuent à bénéficier de l'exonération prévue par l'article 40 du code général des impôts et, dans ce dernier cas, les conditions du maintien du bénéfice de cette exonération. Il semblerait en effet que, dans ce cas particulier, aucun profit n'étant réellement réalisé, les plus-values demeurent exonérées sous la seule réserve que les plus-values qui seraient ultérieurement dégagées par la société C à l'occasion de la cession des éléments qu'elle a reçus au jour de sa constitution des sociétés A et B soient calculées non pas par rapport à la valeur d'apport, mais par rapport à la valeur pour laquelle ces éléments figuraient dans les sociétés A et B (*Question du 27 décembre 1962*.)

Réponse. — L'exonération dont les sociétés A et B ont bénéficié, en vertu de l'article 40 du code général des impôts, à raison des plus-values qu'elles ont précédemment affectées à l'amortissement des titres reçus de la société C en contrepartie de leurs apports initiaux, ne sera pas remise en cause à l'occasion de l'absorption des sociétés A et B par la société C. L'exonération prévue à l'article 210 du code susvisé s'appliquera en effet à la totalité des plus-values d'apport autres que celles réalisées sur marchandises, c'est-à-dire notamment à celles qui seront dégagées sur les titres et calculées en tenant compte de l'amortissement opéré en exécution dudit article 40. En contrepartie, il sera fait obligation à la société C de se conformer aux dispositions du paragraphe 3 de l'article 210 précité, notamment en ce qui concerne le mode de calcul des amortissements et plus-values afférents aux éléments apportés. Si, postérieurement à la fusion, la société C annule ses propres titres apportés par les sociétés A et B, cette opération dégagera une plus-value fiscale égale à l'excédent de la valeur d'apport des titres en cause sur la valeur comptable qu'ils ont comportée dans les écritures des sociétés A et B. Ne provenant pas d'une véritable cession au sens de l'article 40 déjà cité, la plus-value dont il s'agit n'est pas susceptible d'être exonérée en application des dispositions de cet article ; elle devrait donc, en droit strict, entrer en compte pour la détermination du bénéfice imposable au nom de la société C au titre de l'exercice de la fusion. Toutefois, en considération de l'esprit dans lequel a été organisé le régime des fusions de sociétés, il a paru possible d'admettre, à titre exceptionnel, que la société C ne comprenne pas la plus-value en cause dans son bénéfice taxable, à la condition qu'elle l'affecte immédiatement à l'amortissement d'un ou plusieurs éléments quelconques de son actif immobilisé.

280. — M. Drouot-L'Herminie demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne lui est pas possible d'envisager le relèvement du maximum du dépôt dans les caisses d'épargne, lequel est actuellement de 10.000 F et de le porter à 30.000 F, en considération de l'évolution économique et sociale qui se manifeste heureusement en France. Le relèvement du plafond des dépôts, qui servirait d'abord les épargnants, aurait le très grand avantage de permettre aux caisses d'épargne de France d'aider d'une manière beaucoup plus efficace les efforts d'équipement entrepris par les départements et les communes, alors qu'actuellement il leur est impossible de faire face à plus de la moitié des demandes. L'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne depuis quelques années doit être encouragé, et la seule façon de le faire efficacement est l'augmentation du plafond de ces dépôts. (*Question du 27 décembre 1962*.)

Réponse. — La limitation à un certain plafond des dépôts individuels dans les caisses d'épargne est la contrepartie des avantages accordés à cette forme particulière d'épargne liquide, en ce qui concerne tant leur sécurité — par le jeu de la garantie de l'Etat — que leur rémunération, la plus élevée de celles qui soit pratiquées pour les dépôts à vue. Cette limite sans doute ne peut être considérée comme intangible et, dans le passé, des relèvements du plafond sont intervenus à différentes époques. Mais il faut souligner que, dans le cadre de la politique poursuivie depuis plusieurs années, qui tend à abaisser le loyer de l'argent aussi bien sur le marché monétaire que sur le marché financier, et qui s'est traduite encore récemment par une nouvelle baisse des taux d'intérêt des bons du Trésor et de la plupart des autres placements à court terme : ou à vue, les avantages tout à fait exceptionnels dont bénéficient les déposants des caisses d'épargne doivent nécessairement avoir pour contrepartie une stricte limitation du montant de leurs dépôts. A cet égard on doit rappeler que le maintien en 1963 du taux d'intérêt actuel des caisses d'épargne, récemment décidé, contrastant avec la baisse des taux d'intérêt servis pour les autres formes de placement de l'épargne liquide rend plus indispensable encore de limiter strictement le champ d'application des avantages réservés à cette catégorie privilégiée de placement. Il faut souligner, d'autre part, que la limitation actuelle des dépôts dans les caisses d'épargne n'a pas empêché, en 1962, une augmentation sensible des ressources mises à la disposition des collectivités locales par l'intermédiaire de ces établissements. En effet, l'accroissement des dépôts dans les caisses d'épargne, qui a été de 2.766 millions de francs en 1961, a atteint, pour la période comprise entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} décembre 1962, 3.454 millions de francs. Dans ces chiffres, l'accroissement des dépôts des caisses d'épargne ordinaires figure, en particulier, pour 1.880 millions de francs en 1961 et 2.377 millions de francs en 1962, mettant ainsi

en évidence que les collectivités locales pourront obtenir en 1963, au titre de la loi du 24 juin 1950 notamment, un volume de prêts en forte augmentation. En définitive, compte tenu des données ci-dessus indiquées, un relèvement du plafond des dépôts individuels dans les caisses d'épargne n'est pas actuellement envisagé.

341. — M. Le Gallo expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en matière de rénovation urbaine, aux termes de l'article 56 de l'ordonnance du 30 décembre 1958, les mutations de propriété faites entre les propriétaires participant aux opérations de rénovation urbaine et l'organisme de rénovation sont enregistrées gratis. Aucune disposition ne paraît exister pour les mutations de propriétés consenties par les propriétaires refusant de participer aux dites opérations, étant précisé que ces mutations — en particulier les cessions amiables — interviennent directement au profit de l'organisme de rénovation, sans le concours de la collectivité locale, qui cependant poursuit l'expropriation pour le compte dudit organisme. Il lui demande si les dispositions de l'article 1148 du code général des impôts sont applicables et, à défaut, quelle est la situation de ces actes au regard de l'enregistrement. (*Question du 3 janvier 1963*.)

Réponse. — Seules les sociétés d'économie mixte concessionnaires qui, en vertu de l'article 13 du décret n° 59-730 du 15 juin 1959, possèdent le pouvoir de poursuivre directement les expropriations nécessaires à l'opération de rénovation sont susceptibles de bénéficier des immunités fiscales prévues à l'article 1148 du code général des impôts, pour les acquisitions amiables qu'elles réalisent, lorsque ces acquisitions interviennent après la déclaration d'utilité publique des travaux. Par ailleurs, ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire, seules les mutations de propriété intervenues entre les propriétaires participant aux opérations de rénovation urbaine et l'organisme de rénovation entrent dans les prévisions de l'article 56 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 (code général des impôts, article 1373 ter), et profitent ainsi de l'enregistrement gratis. Il en résulte que les cessions consenties à des organismes de rénovation n'ayant pas la qualité de sociétés concessionnaires, par des propriétaires ne participant pas aux opérations de rénovation, sont soumises aux droits de mutation dans les conditions ordinaires. Toutefois, pour remédier à cette anomalie, il a été décidé d'étendre, par mesure de tempérament, l'exemption édictée par l'article 1373 ter précité à toutes les mutations intervenant entre les organismes de rénovation, quelle que soit leur forme juridique, et les propriétaires ne participant pas aux opérations, sous réserve, bien entendu, que les autres conditions exigées par ce texte soient remplies. On observera, de plus, que le régime fiscal des acquisitions effectuées par les organismes en cause va se trouver modifié par l'entrée en vigueur des dispositions du chapitre V de la loi portant réforme de l'enregistrement, du timbre et de la fiscalité immobilière. Ce texte soumet à la taxe sur la valeur ajoutée, d'une manière générale, toutes les opérations concourant à la production ou à la livraison d'immeubles dont les trois quarts au moins de la superficie totale sont affectés ou destinés à être affectés à l'habitation. Les acquisitions de terrains à bâtir ou de biens assimilés à ces terrains par l'article 1371 du code général des impôts, réalisées par les organismes de rénovation qu'ils soient ou non concessionnaires, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, se trouveront soumises à la taxe sur la valeur ajoutée au taux de 4 p. 100, étant précisé que la taxe ainsi versée pourra être imputée, selon le cas, soit sur la taxe à la valeur ajoutée exigible lors de la revente des terrains aménagés, soit sur la taxe à la valeur ajoutée exigible lors de la livraison des immeubles d'habitation construits. Dès lors, les difficultés signalées ne se présenteront plus, à brève échéance, pour la grande majorité des opérations réalisées par les organismes de rénovation urbaine.

422. — M. Schaff expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un organisme créé sous forme d'association de droit local a pour mission statutaire de réaliser des lotissements à usage d'habitation. Il acquiert des terrains, les lotit, et les rétrocède ensuite selon les surfaces prévues par les plans de lotissement approuvés. Il se charge en outre de la constitution des dossiers des permis de construire et de ceux relatifs aux demandes de prêts et de primes. Le prix de rétrocession des terrains est établi compte tenu du prix d'achat augmenté des diverses indemnités, des frais de notaire et d'enregistrement, des frais financiers et des dépenses des lotissements. Cet organisme peut ainsi être contraint à acquitter le relèvement de 25 p. 100 sur les plus-values réalisées lors de la rétrocession des terrains à bâtir, institué par l'article 4 de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961. Etant donné que cette association ne poursuit aucun but lucratif et qu'elle est appelée à rendre les plus grands services aux particuliers désireux d'accéder à la petite propriété, il lui demande si elle ne pourrait pas bénéficier de l'exemption dudit prélèvement et être assimilée à cet effet « aux personnes qui procèdent au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant dans les conditions prévues par la législation et la réglementation applicables en matière de lotissement » (art. 41V, 2°, de la loi du 21 décembre 1961). (*Question du 9 janvier 1963*.)

Réponse. — L'exonération édictée par le paragraphe IV-2° de la loi n° 61-1396 du 21 décembre 1961 (code général des impôts, article 999 quater, paragraphe IV-2°) et concernant notamment les plus-values réalisées à la suite d'opérations entrant dans le champ d'application de l'article 35-3° du code général des impôts (opérations effectuées par les personnes qui procèdent au lotissement et à la vente de terrains leur appartenant dans les conditions prévues par la législation et la réglementation applicables en matière de

lotissements), est subordonnée à la condition que lesdites opérations soient soumises soit à l'impôt sur le revenu des personnes physiques dans la catégorie des bénéfices industriels et commerciaux par application de l'article 35-3° précité, soit à l'impôt sur les sociétés en vertu des dispositions combinées dudit article et de l'article 206-1 et 2 du même code. En l'état des renseignements fournis, et bien que l'association visée dans la question posée par l'honorable parlementaire ne doive pas réaliser de bénéfice imposable puisqu'elle ne poursuit aucun but lucratif, les opérations de lotissement qui constituent son activité entrent théoriquement dans le champ d'application de l'impôt sur les sociétés et échappent donc, de ce fait, au prélèvement de 25 p. 100. Toutefois, si pour des motifs qui n'apparaissent pas à première vue, les opérations de lotissement effectuées par l'association en cause n'entraient pas dans le champ d'application de l'article 35-3° susvisé du code général des impôts, cette association serait redevable du prélèvement, dans le cas, bien entendu, où toutes les autres conditions relatives à l'exigibilité de celui-ci seraient réunies.

438. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les conseillers du commerce extérieur commerçants ont la possibilité de déduire de leurs bénéfices le montant des frais exposés à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. Il lui demande si les conseillers du commerce extérieur qui ne sont pas commerçants peuvent déduire de leurs revenus les cotisations qu'ils doivent verser au comité national des conseillers du commerce extérieur ainsi que les frais inhérents à cette charge, ou bien s'il est prévu une déduction forfaitaire pour frais professionnels comme c'est le cas pour certaines professions. (Question du 10 janvier 1963.)

Réponse. — Lorsque les conseillers du commerce extérieur exercent, par ailleurs, une activité commerciale, les dépenses qu'ils exposent dans l'exercice de leurs fonctions ne peuvent être déduites des bénéfices imposables de leur entreprise que dans la mesure où elles sont susceptibles d'être regardées comme se rattachant à la gestion de ladite entreprise ou engagées dans l'intérêt direct de cette dernière. Sous ces mêmes réserves, il est possible d'admettre que ceux des conseillers qui exercent une autre activité puissent faire état, pour la détermination de leurs revenus imposables, des frais qu'ils ont exposés es qualités, et notamment des cotisations versées au comité national des conseillers du commerce extérieur. Il est précisé, toutefois, que les frais dont il s'agit ne peuvent être évalués forfaitairement. En outre, lorsque les intéressés exercent une activité salariée, la déduction des dépenses supportées dans l'exercice desdites fonctions ne peut, éventuellement, être opérée que si, renonçant à l'application du taux forfaitaire de 10 p. 100 (et, le cas échéant, des taux supplémentaires), ils se placent sous le régime de la déduction du montant réel de leurs frais dans les conditions prévues au dernier alinéa de l'article 83 du code général des impôts.

738. — M. Henri Duffaut expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'administration a publié au B. O. C. D. (1962-II-2127) une note du 14 décembre 1962 commentant les principales dispositions de la loi de finances rectificative pour 1962, n° 62-873 du 31 juillet 1962. En égard à l'intérêt qui s'attache au développement de la recherche, l'article 28 (§ 1) de ladite loi étend le bénéfice des dispositions de l'article 40 du code général des impôts aux profits provenant des licences d'exploitation de brevets consenties à titre exclusif, sous réserve qu'elles soient accordées jusqu'à l'expiration de la durée de la validité des brevets correspondants. L'administration précise qu'il convient de considérer comme constituant une licence exclusive d'exploitation le contrat par lequel le titulaire du brevet concède à un tiers une licence d'exploitation, en s'engageant à ne pas consentir d'autres licences portant sur le même brevet, et renonce enfin à son droit personnel d'exploiter lui-même ledit brevet, et qu'un tel contrat peut être limité territorialement à un pays donné. Il lui demande si cette interprétation administrative ne revêt pas un caractère trop rigoureux par rapport à l'esprit du législateur, en ce sens que cette interprétation limite le champ de la concession de licences d'exploitation de brevets tant au point de vue de l'exclusivité que des zones territoriales. Il lui demande plus précisément : 1° si le fait pour une société propriétaire d'un brevet d'invention de consentir à titre exclusif plusieurs licences en France et concernant des zones territoriales délimitées fait perdre à cette société le bénéfice des avantages résultant de l'article 28 précité ; 2° si on doit entendre par licence limitée territorialement à un pays donné le fait de consentir une seule licence à un seul pays pris dans le sens de « nation » ; 3° si un brevet étant « licencié » une seule fois en France, la cession d'une licence similaire à l'étranger détruit la notion d'exclusivité telle qu'elle paraît émaner de la solution administrative ; 4° dans l'affirmative, si la position administrative fait échec à l'application du texte quant à la cession d'une licence à l'étranger et portant sur un brevet déjà exploité en France ; 5° si le texte évoqué ne profite qu'à la délivrance d'une seule licence pour un pays déterminé et non à plusieurs licences territorialement exclusives à l'intérieur desdits pays. (Question du 25 janvier 1963.)

Réponse. — En disposant que l'article 40 du code général des impôts est applicable aux profits provenant de la concession de licences d'exploitation de brevets consenties à titre exclusif jusqu'à l'expiration de la validité des brevets correspondants, l'article 28 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 a entendu admettre au bénéfice de l'exonération sous condition de remploi les profits résultant des concessions dont les effets sont peu différents de ceux des cessions.

La condition d'exclusivité posée par l'article 28 précité implique donc nécessairement, pour chaque brevet, la concession d'une licence unique assortie de l'abandon par le breveté du droit d'exploiter lui-même et comportant, dans l'espace et dans le temps, les limites qui sont assignées au brevet lui-même par la législation nationale dans laquelle celui-ci trouve son origine. Dans ces conditions, les questions posées par l'honorable parlementaire donnent lieu aux réponses suivantes : 1° et 5° lorsqu'une entreprise propriétaire d'un brevet consent plusieurs licences d'exploitation en France ou dans un autre pays, les profits ainsi réalisés ne peuvent bénéficier de l'exonération sous condition de remploi, même si chacune de ces licences s'applique à des portions distinctes du pays considéré ; 2° pour être réputée exclusive à raison d'un pays donné, la concession de licence d'exploitation d'un brevet pris dans ce pays doit être consentie pour l'ensemble du territoire auquel s'étend la protection de ce brevet ; 3° et 4° la concession d'une licence exclusive d'exploitation à l'étranger peut donner droit au bénéfice des dispositions de l'article 28 de la loi du 31 juillet 1962, même si le brevet est l'objet d'une concession en France ou y est directement exploité, sous réserve, bien entendu, que ce brevet présente, pour l'entreprise concédante, le caractère d'un élément de l'actif immobilisé.

801. — M. Christian Bonnet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les chiffres d'affaires, au-dessus desquels les commerçants, industriels et artisans exerçant à titre individuel cessent d'être soumis au régime du forfait en matière d'impôt sur le revenu des personnels physiques (bénéfices industriels et commerciaux), ont été fixés, par l'article 42 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, à 400.000 francs pour les contribuables dont le commerce principal est de vendre des marchandises, objets, fournitures et denrées à emporter ou à consommer sur place ou de fournir le logement et à 100.000 francs pour les autres redevables, les nouvelles limites ainsi fixées étant applicables pour l'établissement des impositions dues au titre de 1959 en raison des bénéfices de 1959. Etant donné l'évolution des prix que l'on constate depuis quatre ans, il lui demande s'il n'estime pas équitable d'envisager un relèvement de ces plafonds. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — Il ne semble pas que l'évolution des prix au cours des dernières années puisse justifier dans l'immédiat un relèvement des plafonds de chiffres d'affaires dans la limite desquels le régime du forfait demeure applicable en matière d'impôt sur le revenu des personnels physiques (bénéfices industriels et commerciaux). Mais le problème pourrait être reconsidéré, pour l'imposition des bénéfices de l'année 1963, s'il apparaissait que le maintien des plafonds actuels risque d'entraîner une diminution sensible du nombre des contribuables susceptibles de bénéficier de ce régime.

871. — M. de La Malène expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation difficile dans laquelle se trouvent les personnels désirant, en matière d'importation, utiliser l'article 10 du traité de Rome. Cet article prévoit que les marchandises transformées dans l'un des six pays de la Communauté, et dans lesquelles sont incorporées des pièces originaires de pays tiers, pourront être considérées comme originaires du pays de la Communauté ayant assuré la transformation et bénéficier des avantages tarifaires du Marché commun, à la condition qu'il y ait eu transformation complète, au sens où l'entend la douane, et que les pièces originaires de pays tiers incorporées dans ces marchandises acquiescent à la réexportation vers un autre pays de la Communauté une taxe de prélèvement dont le pourcentage est fixé par les instances du Marché commun (actuellement 45 p. 100 des droits de douane du tarif extérieur commun). La direction des douanes a précisé qu'à son avis il ne peut y avoir une telle transformation que si les coûts de la main-d'œuvre de montage et de pièces détachées d'origine du pays où se fait la transformation représentent ensemble plus de 50 p. 100 de la valeur en douane des marchandises à l'importation en France. Mais le service des douanes se refuse à préciser quel document devrait être fourni lors de l'importation, pour justifier que les marchandises importées auraient été fabriquées conformément à ses propres directives. Autrement dit, la direction des douanes se réserve le droit de contester l'origine déclarée en refusant d'admettre la validité de tous les documents qui pourraient être produits à l'appui des déclarations de l'importateur. On comprend, dans ces conditions, dans quelle situation très difficile se trouvent ces éventuels importateurs. Ils risquent, en effet, ayant engagé tout un processus d'importation et des dépenses importantes, de voir tout d'un coup, par une interprétation difficilement contestable de la direction des douanes, leur contrat brutalement stoppé. Il lui demande : 1° si la position de la direction des douanes ne paraît pas contraire aux dispositions du traité de Rome ; 2° s'il ne lui paraît pas possible de mettre en place un système de garantie d'origine qui puisse permettre aux importateurs une activité stable. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — En conformité des dispositions de l'article 10 du traité instituant la Communauté économique européenne, les marchandises obtenues dans un Etat membre dans la fabrication desquelles sont entrés des produits importés de pays tiers sont admises dans les Etats membres au bénéfice de l'élimination progressive des droits de douane et des restrictions quantitatives, ainsi que de toutes mesures d'effet équivalent, dans les deux cas suivants : 1° lorsque les produits des pays tiers mis en œuvre étaient en libre pratique dans l'Etat membre de transformation, c'est-à-dire ont été soumis aux formalités d'importation et aux droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles et n'ont donné lieu à aucune ristourne totale ou

partielle de ces droits et taxes (art. 10, § 1^{er}, du traité) ; 2° ou, si les produits des pays tiers mis en œuvre n'ont pas été soumis aux droits de douane et taxes d'effet équivalent qui leur étaient applicables à l'importation dans l'Etat membre exportateur ou ont bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes, lorsque les marchandises obtenues ont été soumises à l'exportation de l'Etat membre de transformation au prélèvement institué par la décision de la commission de la C. E. E. du 28 juin 1960 prise en vertu de l'article 10 (§ 2) du traité. Cette décision ne s'applique pas, toutefois, aux marchandises obtenues par un traitement de produits importés des pays tiers considéré comme insuffisant pour constituer une fabrication (manipulations ayant pour effet d'assurer la conservation de ces produits, opérations simples de dépeussierage, criblage, triage, etc., changement d'emballage et autres traitements mineurs notifiés par la commission et énumérés dans l'arrêté du 28 décembre 1960 pris en vertu du décret n° 60-1446 de même date, cf. *Journal officiel* du 29 décembre). L'application, à l'importation en France comme dans tout autre Etat membre du régime préférentiel accordé en matière douanière et contingentaire aux marchandises décrites ci-dessus en provenance d'autres Etats membres est donc, en principe, tout à fait indépendante de leur origine. La déclaration de l'origine continue cependant à être exigée en France comme par le passé en raison de nécessités particulières. Elle permet notamment au Gouvernement de s'assurer que l'exécution de sa politique commerciale avec les pays tiers, qui est de compétence nationale tant qu'une politique communautaire n'aura pas été définie, n'est pas empêchée par des détournements de trafic à travers les autres Etats membres. La connaissance de l'origine est donc un élément indispensable pour un recours éventuel de la France à la clause de sauvegarde de l'article 115 du traité de Rome lorsque les conditions prévues audit article sont remplies. A l'importation en France, les déclarations relatives à des marchandises obtenues par la transformation dans le pays expéditeur de produits originaires d'autres pays doivent être accompagnées d'un certificat d'origine. Ce document peut être délivré notamment par une chambre de commerce ou par une autorité locale du lieu d'expédition. Il doit mentionner, en particulier l'origine primitive des produits mis en œuvre dans le pays expéditeur ainsi que la nature et l'importance en valeur de l'ouvrage effectué dans ce pays. Les certificats de circulation délivrés par les autorités douanières des Etats membres de la Communauté économique européenne pour les échanges intracommunautaires ne peuvent pas servir lieu de certificats d'origine. Ces certificats de circulation ont en effet pour objet d'attester non l'origine des produits mais simplement que ceux-ci remplissent dans l'Etat membre d'exportation les conditions requises pour bénéficier dans l'Etat membre d'importation du traitement tarifaire prévu pour les importations des autres Etats membres. Ces conditions sont liées à la situation douanière des marchandises dans l'Etat membre d'exportation et non à leur origine. Les énonciations des certificats d'origine ne lient pas l'appréciation du service des douanes. Si ces documents lui paraissent ne pas avoir été établis en fonction de la réglementation française, si la sincérité de leurs énonciations lui paraît suspecte ou encore s'il estime que les marchandises importées ne sont pas celles auxquelles le certificat d'origine produit s'applique, le service des douanes doit apprécier l'origine réelle des marchandises par tous autres moyens d'information ; le cas échéant, il conteste alors les énonciations de la déclaration relatives à l'origine et, si le déclarant n'accepte pas l'appréciation du service des douanes, la contestation est portée devant le comité supérieur du tarif des douanes, qui est l'organisme prévu par la loi (art. 104 du code des douanes) pour statuer sur les contestations qui peuvent s'élever entre les déclarants et le service des douanes, au moment de la vérification des marchandises, concernant les énonciations des déclarations relatives à l'espèce tarifaire des marchandises, à leur origine ou à leur valeur. Les droits, taxes et autres mesures douanières sont appliqués, le moment venu, conformément à la décision rendue par ce comité, ainsi que le dispose expressément l'article 107 du code des douanes. Il n'est donc pas possible que l'administration des douanes donne à l'avance à un importateur l'assurance que, moyennant la production d'un document déterminé, l'origine indiquée à ce document sera tenue pour exacte.

967. — M. Palmero attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences du Marché commun en ce qui concerne les produits destinés à l'aromatization des denrées alimentaires et sur la nécessité d'obtenir une harmonisation des législations des pays intéressés sur des bases aussi sérieuses qu'en France, et ce afin de protéger le consommateur. La situation actuelle conduit à un envahissement du marché français par des produits étrangers de confiserie, biscuiterie, glaces et entremets, alors que la loi du 1^{er} août 1905 et les décrets de 1912 empêchent la France d'exporter. Il lui demande, tout en confirmant l'éviction des aromes synthétiques, s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour mettre les productions françaises à égalité avec leurs concurrents européens, et notamment s'il entend éviter l'introduction en France de produits qui ne se conforment pas exactement à la législation française sur la protection de la santé publique. (*Question du 7 février 1963.*)

Réponse. — L'augmentation des importations en provenance des pays du Marché commun, constatée pour certains produits de l'industrie alimentaire, est la conséquence des mesures de désarmement douanier et contingentaire intervenues tant en application des dispositions du Traité de Rome que de celles de la décision d'accélération du conseil des ministres de la Communauté européenne en date du 12 mai 1960. Elle ne résulte pas de la non-application, ou d'une application insuffisante des dispositions nationales tendant à la protection de la santé publique. Il convient, au

demeurant, de signaler qu'un avis général aux importateurs de certains produits agricoles et alimentaires originaires et en provenance de tous pays en date du 26 janvier 1963 rappelle formellement l'existence de ces dispositions et fait obligation aux importateurs de s'assurer, avant toute importation, de la conformité des produits qui leur seront effectivement livrés avec la réglementation française, tant du point de vue technique, sanitaire et phytosanitaire que du point de vue de la répression des fraudes. Ces prescriptions sont appliquées à l'importation des pays du Marché commun et continueront d'être appliquées aussi longtemps que n'aura pas été opérée l'harmonisation des législations en cause entre les six pays de la Communauté économique européenne. Enfin, il paraît opportun de préciser qu'en ce qui concerne la protection de la production nationale contre des importations massives en provenance d'autres Etats membres, le Gouvernement français a introduit auprès de la commission, à Bruxelles, des demandes de taxes compensatoires, toutes les fois que l'incidence du droit de douane n'est plus suffisante pour couvrir les disparités de prix des produits de base incorporés dans les produits transformés et assurer une protection raisonnable de l'industrie de transformation. Des décisions favorables ont d'ores et déjà été prises par la commission — et sont appliquées actuellement par la France — en ce qui concerne les produits de la confiserie et de la chocolaterie.

1005. — M. Girard expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une entreprise dispose d'un parc important de wagons de particuliers, dont elle n'est pas propriétaire et qui ne constituent donc pas un élément de son actif. Elle utilise ces wagons seulement pour le transport régulier de certains de ses approvisionnements et ne les emploie, en aucun cas, pour l'expédition de produits finis. Compte tenu de ces circonstances particulières, il lui demande si l'entreprise est en droit d'exclure de son chiffre d'affaires, pour le calcul de son coefficient de déduction financière, les redevances dont elle peut bénéficier au titre du tarif 104 de la Société nationale des chemins de fer français. A l'appui d'une réponse affirmative, trois arguments semblent pouvoir être retenus : 1° pour recevoir, décharger et réexpédier les wagons de particuliers, l'entreprise a dû acquérir des équipements spéciaux particulièrement onéreux ; 2° elle reçoit toutes ses matières premières en port dû et elle doit, pour encaisser les redevances, verser d'abord à la Société nationale des chemins de fer français, à chaque réception, des taxes de transport beaucoup plus importantes que les redevances à percevoir ; 3° le maintien de ces ristournes dans les bases de calcul du prorata de déduction financière aboutirait à créer une inégalité de traitement entre les entreprises, d'autant plus lourde que les firmes utilisatrices de wagons de particuliers sont amenées à des investissements spéciaux importants. (*Question du 7 février 1963.*)

Réponse. — Les redevances versées aux entreprises par la Société nationale des chemins de fer français constituent la contrepartie d'affaires au sens de l'article 256 du code général des impôts et sont normalement passibles de la taxe sur les prestations de services (cf. arrêt du Conseil d'Etat n° 19-172 du 9 février 1953. *Affaire Docks industriels sétois*). Conformément aux dispositions de l'article 69-A-2 de l'annexe III dudit code, ces recettes doivent, dans la mesure où elles ne sont pas soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, figurer au seul dénominateur du rapport servant à déterminer le pourcentage de déduction financière. La solution qui tendrait à écarter ces recettes pour le calcul du pourcentage de déduction aurait pour effet d'ériger en secteur d'activité distinct l'exploitation des matériels ferroviaires en cause. Il s'ensuivrait que, pour les biens et services afférents à ce secteur, même non exclus du droit à déduction, les entreprises se trouveraient privées de l'exercice de ce droit, alors qu'elles bénéficient d'une déduction dans le régime de droit commun. Dès lors, la réponse négative qu'appelle la question posée par l'honorable parlementaire tient compte des préoccupations des entreprises ayant réalisé des investissements importants dans ce domaine.

1037. — M. Chauvet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société régie par la loi du 28 juin 1938 va acquérir un terrain, actuellement recouvert de bâtiments affectés à un usage commercial et acquis depuis moins de sept ans. Ces bâtiments seront démolis et la société édifiera à la place un immeuble qui comportera uniquement des bureaux. Il lui demande si l'engagement pris par l'acquéreur de maintenir au terrain son affectation commerciale pourra être considéré comme respecté : 1° si tous les bureaux sont occupés par des sociétés ou des entreprises exerçant une activité industrielle ou commerciale ; 2° si certains des bureaux sont occupés par des personnes exerçant une profession libérale. Etant donné que, pour l'application des tarifs réduits prévus pour les acquisitions de terrains, les locaux occupés par un médecin, un architecte ou un avocat sont assimilés aux locaux commerciaux, il semblerait logique d'adopter la même assimilation pour l'application du prélèvement de 25 p. 100 institué par la loi de finances du 21 décembre 1961. (*Question du 7 février 1963.*)

Réponse. — En vertu de l'article 999 quater-IV, 1°, du code général des impôts, les plus-values provenant de la cession ou de l'apport en société de terrains affectés à un usage industriel ou commercial ou dépendant d'une exploitation agricole, ou de droits immobiliers afférents auxdits terrains ne sont pas soumises au prélèvement, à la condition que l'acquéreur ou la société bénéficiaire de l'apport prenne l'engagement pour lui ou ses ayants cause, dans l'acte d'acquisition ou dans l'acte d'apport, de conserver à ces terrains leur affectation pendant un délai minimum de sept

ans. En présence des dispositions précises de ce texte, l'exonération ne peut être étendue à des biens affectés à un usage autre qu'industriel, commercial ou agricole. Dès lors, dans le cas envisagé par l'honorable parlementaire, le terrain sera considéré comme ayant conservé un caractère commercial si tous les bureaux sont occupés par des sociétés ou des entreprises exerçant une activité industrielle ou commerciale. En revanche, si certains bureaux servent à l'exercice d'une profession libérale, et toutes autres conditions relatives à l'exigibilité du prélèvement étant supposées remplies, l'exonération susvisée ne sera pas applicable en ce qui concerne lesdits bureaux. Toutes ventilations nécessaires à cet égard devront être effectuées par les parties, sous le contrôle de l'administration, d'une part, dans un feuillet à annexer à la déclaration spéciale à souscrire par le vendeur, d'autre part, dans l'engagement à prendre par l'acquéreur.

1051. — M. Rémy Montagne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en 1955 le Gouvernement français, en vue d'encourager les agriculteurs et les commerçants français résidant en Tunisie à s'y maintenir, décida de leur accorder des prêts destinés à favoriser ce maintien sur place. Ces prêts furent communément appelés « Cérés » pour les agriculteurs et « Mercure » pour les commerçants. Les choses ayant évolué dans un sens différent de celui qu'escomptaient les gouvernements de l'époque, nombre de bénéficiaires de ces prêts ont été, depuis, soit contraints de quitter la Tunisie, soit réduits sur place à une situation matérielle dont on sait la précarité. Malgré cette évolution, le Trésor français poursuit sans retard le recouvrement de ces créances, aggravant ainsi la déplorable situation de nos malheureux compatriotes. Il lui demande s'il ne conviendrait pas d'envisager de renoncer à ces recouvrements et de faire remise gracieuse des remboursements qui restent encore à courir, étant bien entendu qu'il s'agirait là d'un geste destiné à marquer l'intérêt du Gouvernement à l'égard de ces victimes involontaires d'une politique dépassée. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — C'est en application de l'article 38 de la loi n° 55-366 du 3 avril 1955, qui a établi le principe du mandat légal de l'agent judiciaire du Trésor public « pour des causes étrangères à l'impôt et au domaine », que les dossiers des agriculteurs et commerçants français de Tunisie, débiteurs défallants de prêts de soutien, lui sont transmis pour recouvrement. L'agent judiciaire confie ce recouvrement aux comptables directs du Trésor qui exercent les poursuites. Cependant, les articles 91 et 92 du décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 donnent qualité à l'agent judiciaire du Trésor pour transiger, adhérer à un concordat amiable ou judiciaire, accorder des réductions de taux d'intérêts. Il est également habilité à prononcer l'admission en non-valeur des créances irrécouvrables ; sur sa proposition, les remises de dettes sont prononcées par arrêté conjoint du ministre liquidateur et du ministre des finances, après avis du Conseil d'Etat. La réglementation décrite ci-dessus assure, cas par cas, une étude des dossiers des intéressés et une estimation de leurs possibilités réelles de remboursement. En s'adaptant aux cas d'espèces, cette réglementation assure le maximum d'équité tout en sauvegardant, dans la mesure du possible, les intérêts de l'Etat. En revanche, une renonciation générale et sans nuance de l'Etat aux créances que celui-ci détient au titre des prêts de soutien constituerait pratiquement une prime en faveur des débiteurs de mauvaise foi. Pour ces raisons, il n'est pas souhaitable de donner une suite favorable aux suggestions formulées par l'honorable parlementaire.

1062. — M. Martel expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 38 de la loi de finances n° 62-873 du 31 juillet 1962 dispose : « I. Les concessionnaires de mines, les amodiataires et sous-amodiataires de concessions minières, les titulaires de permis d'exploitation de mines et les exploitateurs de mines de pétrole et de gaz combustibles ne sont exonérés de la contribution des patentes qu'en ce qui concerne l'extraction, la manipulation et la vente des matières par eux extraites. II. Les dispositions de l'article 1454-11° du code général des impôts sont abrogées. III. Les dispositions du présent article s'appliqueront à compter du 1^{er} janvier 1963 ». Or, il est fait une application restrictive de ce texte par les services des contributions, qui auraient reçu des instructions à l'effet de continuer à exonérer les houillères de la contribution des patentes pour leurs usines de transformation industrielle des produits extraits, telles que les cokeries. Une telle interprétation, si elle n'était pas rapportée, aboutirait en fait à la non-application de la loi précitée. Il lui demande quelles mesures il entend prendre afin que soient appliquées les dispositions de l'article 38 de la loi de finances rectificative pour 1962. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — Au cours de la discussion qui a précédé l'adoption de l'article 38 de la loi n° 62-873 du 31 juillet 1962 (cf. Journal officiel du 24 juillet 1962, débats, Assemblée nationale, pp. 2761 et 2762), l'Assemblée nationale a clairement manifesté son intention de voir ces dispositions interprétées restrictivement. C'est dans cet esprit qu'il a paru possible d'admettre que, d'une manière générale, la fabrication du coke constitue, au même titre que celle des agglomérés, une opération de manipulation non imposable à la contribution des patentes. La mise en œuvre des produits obtenus par la distillation de la houille doit, par contre, être regardée, incontestablement, comme une opération passible, désormais, de cette contribution.

1073. — M. Guillermin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, pour une entreprise soumise à l'impôt sur les sociétés, qui possède un immeuble d'habitation construit postérieurement au 31 mars 1953, l'article 210 ter du code général des impôts a prévu l'exonération, au titre dudit impôt, du revenu net de cet immeuble. Il convient en principe d'exclure de la base d'imposition les recettes brutes de celui-ci ; parallèlement, on retranche des dépenses d'exploitation celles qui lui sont afférentes. A défaut d'évaluation précise, l'administration admet un mode d'évaluation forfaitaire. Les dépenses sont fixées à 75 p. 100 du montant brut des loyers encaissés et il semble donc que cette règle revient à exonérer d'impôt le quart des loyers encaissés. Cependant, cette question ayant soulevé des difficultés quant à son application, il lui demande : 1° lorsque le calcul forfaitaire est retenu, si les amortissements de l'immeuble sont compris dans les 75 p. 100 ou s'il y a lieu de les ajouter aux dépenses forfaitaires pour déterminer le revenu exonéré ; 2° lorsque le revenu net est négatif (déficit), si celui-ci peut être déduit du bénéfice imposable. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — 1° et 2° La règle pratique à laquelle se réfère l'honorable parlementaire — et qui consiste à fixer forfaitairement à 75 p. 100 des recettes brutes provenant des immeubles ou parties d'immeubles exonérés en vertu de l'article 210 ter du code général des impôts le montant des dépenses exclues des charges déductibles comme étant afférentes à ces immeubles ou parties d'immeubles — répond seulement au souci d'éviter les difficultés que peut éventuellement soulever la détermination du montant exact des dépenses dont il s'agit. Cette règle ne trouve donc pas à s'appliquer lorsque les dépenses en cause peuvent être exactement chiffrées. Sous le bénéfice de cette remarque, il est indiqué que le forfait de 75 p. 100 couvre l'ensemble des dépenses d'exploitation propres aux immeubles ou portions d'immeubles exonérés, y compris, notamment, les charges d'amortissement y afférentes. Lorsque le montant réel des dépenses se rapportant aux immeubles sociaux est exactement connu et excède le revenu brut de ces immeubles, il convient, en principe, de rapporter à la base de l'impôt sur les sociétés l'intégralité des dépenses ainsi exposées pour l'acquisition des revenus exonérés, y compris, bien entendu, les amortissements pratiqués. Toutefois, pour tenir compte des préoccupations qui ont conduit à l'adoption de l'article 210 ter du code général des impôts — lequel tend essentiellement à favoriser la construction immobilière — il a paru possible d'admettre que la réintégration soit limitée, pour chaque exercice, au montant des recettes brutes provenant des immeubles ou portions d'immeubles jouissant de l'exemption.

1076. — M. Fouet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 42 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, le forfait est le régime de droit commun lorsque le chiffre d'affaires d'une entreprise n'a pas excédé, au cours de chacune des deux années précédentes, 400.000 francs pour les redevables dont le commerce principal est de vendre ou de fournir le logement, et 100.000 francs pour les autres redevables. Le chiffre total retenu pour les contribuables ne devait donc pas dépasser ces limites en 1958 et 1959. Au surplus, pour l'assujettissement à la T. V. A. ou à la taxe de prestations de services, l'option est offerte aux redevables, notamment aux carrossiers de l'automobile, sous la seule réserve que le total des chiffres d'affaires soumis à l'une ou à l'autre de ces taxes n'ait pas dépassé le chiffre de 400.000 francs selon cette même base des années 1958 et 1959. Il lui demande si, compte tenu de ce que, depuis quatre ans, les indices de variation des prix des matières premières, des salaires et de tous autres éléments de base, ont évolué dans le sens d'une augmentation d'au moins 25 p. 100, il n'estime pas équitable d'envisager un rajustement des limites du forfait qui pourraient ainsi être portées respectivement à 500.000 francs et à 125.000 francs. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — Le ministère des finances étudie actuellement un certain nombre de problèmes posés par l'application des taxes sur le chiffre d'affaires et se préoccupe d'aboutir, en ce domaine, à un système plus cohérent et mieux adapté aux conditions économiques. Parmi les questions examinées figure celle des modalités particulières aux petits contribuables et, à cet égard, l'assurance peut, d'ores et déjà, être donnée à l'honorable parlementaire que le nombre des entreprises qui bénéficient d'un régime simplifié ne saurait, en toute hypothèse, se trouver diminué.

1153. — M. Quantler expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les contrats de mariage passés sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts stipulent, d'une façon générale, que les valeurs de bourse aliénées au cours du mariage donneront lieu à une reprise égale au prix d'aliénation ou, à défaut de justification de ce prix, au montant de la valeur à laquelle elles sont entrées dans le patrimoine de l'épouse bénéficiaire. Il en résulte qu'à défaut de bordereau de vente d'agent de change ou de banque, l'épouse survivante qui, en droit civil, ne peut en aucun cas être tenue pour responsable de l'absence de bordereau, a le droit d'exercer la reprise en deniers du montant pour lequel les valeurs de bourse aliénées sont tombées dans son patrimoine. Il lui demande : 1° sur quel texte de droit civil ou de droit fiscal certains agents de l'enregistrement s'appuyent pour refuser d'admettre une telle reprise dans la déclaration de succession, et pour exiger la production de bordereaux ou d'attestations bancaires ; 2° s'il n'y a pas là une prétention que ne justifient pas les textes en vigueur et qui peut paraître particulièrement abusive lorsqu'il s'agit de valeurs dont les cours de bourse n'ont cessé de monter entre le jour où les valeurs sont entrées dans le patrimoine de la femme et

le jour du décès de son mari; 3° s'il ne convient pas de permettre systématiquement une telle reprise dans la déclaration de succession, conformément au droit civil. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — 1° à 3° En application des dispositions des articles 1315 et 1433 du code civil et conformément à la jurisprudence de la cour de cassation (civ. 7 mars 1944, S. 1944-1-102) la femme, comme le mari, doit, pour exercer la reprise de la valeur d'un propre, apporter la preuve que ce bien a été aliéné et que le prix a été reçu par la communauté. La clause du contrat de mariage invoquée par l'honorable parlementaire et qui n'a d'effet que dans les rapports des époux eux-mêmes ou de leurs ayants cause ne peut dispenser le conjoint qui exerce une reprise d'apporter vis-à-vis de l'administration la preuve de son droit. La question de savoir quand cette preuve est rapportée étant fonction de l'ensemble des circonstances de chaque affaire, il ne pourrait être pris parti sur le cas d'espèce qui paraît être à l'origine de la question posée que si, par l'indication des nom, prénoms et domicile du défunt, ainsi que de la date du décès, l'administration était en mesure d'effectuer une enquête.

1183. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 42 de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, le forfait est le régime de droit commun lorsque le chiffre d'affaires d'une entreprise n'a pas excédé, au cours de chacune des deux années précédentes, 400.000 francs pour les redevables dont le commerce principal est de vendre ou de fournir le logement, et 100.000 francs pour les autres redevables. Elle lui demande si, compte tenu de ce que, depuis quatre ans, les indices de variation des prix des matières premières, des salaires et de tous autres éléments de base, ont évolué dans le sens d'une augmentation d'au moins 25 p. 100, il n'estime pas équitable d'envisager un rajustement des limites du forfait, qui pourrait ainsi être portées respectivement à 500.000 francs et à 125.000 francs. (Question du 14 février 1963.)

Réponse. — Le ministère des finances étudie actuellement un certain nombre de problèmes posés par l'application des taxes sur le chiffre d'affaires et se préoccupe d'aboutir, en ce domaine, à un système plus cohérent et mieux adapté aux conditions économiques. Parmi les questions examinées figure celle des modalités d'imposition particulière aux petits contribuables et, à cet égard, l'assurance peut, d'ores et déjà, être donnée à l'honorable parlementaire que le nombre des entreprises qui bénéficient d'un régime simplifié ne saurait, en toute hypothèse, se trouver diminué.

1194. — M. Commenay expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les gérants libres des stations de vente d'essence, pour 90 p. 100 des détaillants, se trouvent actuellement dans une situation très difficile. Leur marge bénéficiaire, de 0,0347 F, se voit déjà amputée de 0,02 F par litre pour les frais de gérance, auxquels s'ajoutent ensuite les salaires et charges sociales, le loyer, la patente, l'électricité, les assurances, etc. Ces compléments, qui sont astreints à une présence constante, travaillent dans des conditions pitoyables. Les travailleurs de même catégorie perçoivent une marge bénéficiaire de 0,088 F en Allemagne, 0,045 F en Belgique et 0,056 F en Italie. Il lui demande s'il ne lui paraît pas indispensable de faire relever au plus tôt la marge bénéficiaire de ces 43.000 détaillants qui, à leur tour, donnent des emplois à 35.000 salariés. (Question du 14 février 1963.)

Réponse. — La décision a été prise en accord avec le ministre de l'industrie de faire procéder par les services spécialisés du ministère des finances et des affaires économiques à une nouvelle expertise sur les conditions d'exploitation des entreprises de vente au détail des carburants automobiles. Cette expertise, qui est actuellement en cours, devrait permettre de déterminer dans quelle mesure et comment les conditions d'exploitation des détaillants en carburants pourraient éventuellement être améliorées.

1200. — M. Davlaud expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation d'une commune forestière qui a eu une grande partie de son territoire ravagée par le feu, ce qui va entraîner la présentation de demandes d'exonération d'impôts fonciers par les propriétaires sinistrés. Il lui demande s'il n'y aurait pas une possibilité d'éviter l'aggravation des charges des propriétaires restant imposables, étant donné qu'il s'agit d'une commune sans taxe locale, en dehors du minimum garanti. (Question du 14 février 1963.)

Réponse. — Conformément aux dispositions de l'article 1950-1 du code général des impôts, les dégrèvements de toute nature sont supportés par le Trésor s'il s'agit de contributions directes ou de taxes donnant lieu à un prélèvement pour frais de non-valeurs au frais de l'Etat. Tel est le cas en particulier des dégrèvements de contribution foncière des propriétés non bâties et de taxes annexes à cette contribution, dont les propriétaires de bols détruits par l'incendie sont susceptibles de bénéficier en vertu de l'article 1421 du code précité. Il s'ensuit que l'octroi de tels dégrèvements à certains contribuables de la commune visée par l'honorable parlementaire n'est pas de nature à entraîner, par lui-même, ni une diminution des ressources fiscales de la localité en cause, ni, par conséquent, une augmentation des cotisations des propriétaires non sinistrés.

1260. — M. Maurice Schumann expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le reclassement du personnel soignant des hôpitaux psychiatriques autonomes, qui a été admis à l'unanimité lors de la réunion du conseil supérieur de la fonction publique en juin 1962 comme devant avoir effet au 1^{er} janvier 1961, n'a pas encore fait l'objet d'un texte officiel permettant aux directeurs de ces établissements de payer le rappel de traitement à compter de cette dernière date. Cependant, depuis plusieurs mois, le personnel des hôpitaux psychiatriques départementaux a perçu ce rappel de traitement. Il insiste sur le fait que l'état de choses actuel a pour effet, non seulement d'engendrer un mauvais climat social, mais aussi de nuire à la bonne marche des hôpitaux psychiatriques autonomes, et qu'il paraît contraire aux principes généraux du droit administratif selon lesquels les fonctionnaires des collectivités locales ne peuvent, à fonctions identiques, avoir une situation supérieure aux fonctionnaires assimilés aux fonctionnaires de l'Etat. Il lui demande pour quelles raisons ce reclassement n'a pas encore fait l'objet d'un texte officiel, et quelles mesures il a l'intention de prendre, afin qu'à l'avenir ne se produise plus ce décalage regrettable entre des établissements dont les personnels sont astreints rigoureusement aux mêmes tâches. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — Le décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 relatif à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de l'Etat a fixé pour les personnels soignants et les auxiliaires médicaux des établissements nationaux de bienfaisance et des hôpitaux psychiatriques autonomes des limites indiciaires identiques à celles dont bénéficient les personnels homologues des établissements relevant de collectivités locales. Ces limites indiciaires ne peuvent toutefois s'appliquer que dans la mesure où ces personnels seront dotés de dispositions statutaires nouvelles reprenant celles qui sont applicables aux agents des collectivités et destinées notamment à prévoir les conditions dans lesquelles les agents en fonction seront reclassés dans les nouveaux emplois. A cet égard, divers textes ont été élaborés en liaison avec le ministre de la santé publique et de la population ainsi qu'avec le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative; ils doivent être incessamment transmis, pour avis, au Conseil d'Etat. Les arrêtés relatifs aux échelonnements indiciaires — textes qui permettront le paiement des rappels de traitement — sont également prêts et paraîtront en même temps que les décrets statutaires dès que ceux-ci auront été délibérés par la Haute Assemblée.

1357. — M. Vanier expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques, pour faire suite à sa question écrite n° 15672 à laquelle il a été répondu le 13 juillet 1962, qu'une différence de traitement semble exister entre les pensionnés proportionnels et les pensionnés par ancienneté, en ce qui concerne les bonifications pour enfants, celles-ci étant imposables, pour les premiers, alors que pour les autres, elles ne le seraient pas. Il lui demande si cette différenciation est réelle et, dans l'affirmative, de lui indiquer les textes applicables en la matière. (Question du 20 février 1963.)

Réponse. — Contrairement à ce que paraît penser l'honorable parlementaire, la bonification de service pour enfants prévue à l'article L. 9-2° du code des pensions civiles et militaires de retraite n'est pas soumise à un régime fiscal différent suivant que la pension servie est une pension proportionnelle ou une pension d'ancienneté. La bonification dont il s'agit présente, en effet, le caractère d'un élément de calcul de la pension et cette bonification est imposable aussi bien dans le cas des pensions d'ancienneté que dans celui des pensions proportionnelles.

1374. — M. Fourmond expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un arrêté interministériel en date du 28 novembre 1962 a fixé à 55 p. 100 le taux de la taxe perçue sur les quittances des primes ou cotisations d'assurances encaissées au titre de la législation sur les accidents du travail agricole, et représentant la contribution à la charge des exploitants agricoles pour l'alimentation du fonds commun des accidents de travail agricole survenus dans la métropole, institué par l'article 1^{er} du décret n° 57-1360 du 30 décembre 1957. Il lui fait observer que le taux de cette taxe n'a cessé d'augmenter depuis sa création et lui demande quelles raisons peuvent justifier le pourcentage particulièrement élevé pour 1963 et s'il n'existe pas une possibilité de diminuer ce taux. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Le Fonds commun des accidents du travail agricole survenus en métropole, institué par le décret n° 57-1360 du 30 décembre 1957, a notamment pour objet de servir aux titulaires de rentes dues à la suite d'un accident du travail agricole les majorations déterminées conformément à la loi n° 54-892 du 2 septembre 1954 tendant à la revalorisation des indemnités dues au titre des législations sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, loi qui a établi un système de revalorisation des rentes basé sur l'évolution générale des salaires. Les revalorisations résultant de ces dispositions ont entraîné pour le fonds un surcroît important de charges qu'il n'a pas été possible de limiter en raison du caractère automatique et impératif de ces revalorisations. Or, pour diverses raisons, et tout particulièrement par suite de la réduction des effectifs de la main-d'œuvre dans l'agriculture, le nombre des contrats d'assurance contre les accidents du travail agricole a décliné au cours des dernières années. Malgré les majorations de primes, corrélatives aux relèvements des salaires agricoles, le montant global des primes perçues au titre de ces contrats et par conséquent le produit de la taxe assise sur ces primes et perçue au profit du fonds commun

n'ont pas augmenté dans la même proportion que les charges de ce dernier. Il en est résulté pour celui-ci un déficit croissant et, pour éviter une suspension du service des majorations, le Trésor public a dû consentir au fonds plusieurs avances qui n'ont pu, jusqu'à présent, être remboursées que partiellement. C'est pourquoi il a paru nécessaire de maintenir à 55 p. 100 pour l'année 1963 le taux de cette taxe, antérieurement fixé à 36 p. 100 au cours des années 1958, 1959, 1960, à 41 p. 100 pour l'année 1961 et à 55 p. 100 pour l'année 1962.

1401. — M. Antoine Calli expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un M. A..., propriétaire exploitant, est décédé en 1954, laissant sa femme et deux enfants. De la communauté ayant existé entre les deux époux A..., il dépendait une ferme de 9 hectares 47 ares. Au cours de l'année 1961, il a été donné en échange sans soule à un voisin une parcelle de 37 ares, et ce voisin a donné en échange une parcelle de 42 ares. La veuve et l'un des deux enfants sont d'accord pour céder à l'autre enfant tous leurs droits dans la ferme dont il s'agit. Il lui demande si l'administration de l'enregistrement est fondée à refuser le bénéfice de l'article 710 du code général des impôts au cessionnaire, devenant ainsi seul propriétaire de l'exploitation, au seul motif (toutes les autres conditions d'exploitation, valeur, superficie, éléments mobiliers, etc. étant remplies) qu'une parcelle provient d'un échange et non de la succession ou de la communauté. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Le bénéficiaire de l'article 710 du code général des impôts est susceptible, en principe, d'être accordé dans le cas visé par l'honorable parlementaire.

1409. — M. Tomasinini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en raison des destructions importantes qu'ont causées aux emplacements de blé les très fortes gelées et les abondantes chutes de neige de ces dernières semaines, les agriculteurs se trouvent dans l'obligation, pour procéder à de nouveaux emplacements, d'utiliser des sélections de printemps venant d'Angleterre. Il lui demande, en raison des dépenses supplémentaires que les intéressés auront à assumer, s'il envisage d'exempter ces produits des taxes dont ils devraient normalement faire l'objet à l'importation. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Compte tenu des diverses dispositions énumérées ci-après et des clauses du règlement C. E. E. concernant les céréales, le Gouvernement n'a pas estimé opportun d'autoriser l'exonération ou le remboursement des prélèvements sur les blés de semences importés. En effet, une décision d'exemption en faveur des blés importés des pays tiers seuls soumis à prélèvement, rendrait pratiquement leur prix de revient plus avantageux que ceux des blés importés de la C. E. E. et constituerait une discrimination à l'encontre de ces derniers. Toutefois, les problèmes posés par les réensemencements consécutifs aux dégâts causés par le gel ont retenu l'attention des pouvoirs publics et conduit à l'adoption des mesures suivantes : 1° un régime exceptionnel de blés triés en vue de la mise en terre a été institué pour les variétés de blés alternatifs et de blés de printemps. Ces blés doivent répondre à certaines caractéristiques techniques et le prix de cession ne doit pas dépasser le prix du marché constaté dans le département d'expédition, majoré des frais de transports, de classement et de triage. Ils bénéficient, en outre, de l'exonération de toutes taxes fiscales et sociales ; 2° les organismes stockeurs sont autorisés à rechercher auprès des manieurs des blés alternatifs ou de printemps susceptibles d'être semés ; 3° les échanges de blés entre producteurs sont facilités, dans toute la mesure du possible, et peuvent s'effectuer sans limitation territoriale et sans paiement de taxes ; 4° des dérogations sont accordées pour permettre l'importation de certaines sélections non inscrites au catalogue français des espèces et variétés.

1467. — M. Maurice Bardet expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les plafonds de prêts susceptibles d'être accordés par l'Etat pour la réalisation d'opérations d'accèsion à la propriété, entreprises par les organismes d'habitations à loyer modéré ou avec le concours des sociétés de crédit immobilier, n'ont pas été modifiés depuis avril 1959. Il lui demande s'il envisage de relever le montant maximum de ces prêts, qui ne correspondent plus au coût actuel de la construction. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — Le volume des crédits destiné à l'octroi des prêts pour les opérations d'accèsion à la propriété entreprises avec le concours des sociétés coopératives d'I. L. M. et des sociétés de crédit immobilier est fixé annuellement par la loi de finances. Le relèvement du montant maximum de chaque prêt entraînerait une réduction du nombre de logements financés, ce qui ne paraît pas souhaitable dans la conjoncture actuelle.

1469. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite d'un ou de plusieurs contrôles, le service d'inspection a relevé des insuffisances d'imposition, notamment en ce qui concerne, à l'époque des faits, des taxes sur la valeur ajoutée, et établit des relèvements correspondants. Il lui demande : 1° si dans ce cas particulier, et au moment où l'inspection locale chiffrait le montant des achats, elle ne devait pas également faire figurer dans son dépeillement le montant de la taxe sur la valeur ajoutée, porté sur chaque facture des fournisseurs et, en conséquence, le déduire du montant du relèvement, même si ces déductions n'avaient pas, antérieurement au

contrôle, été portées à la connaissance de l'inspecteur central des contributions indirectes du lieu d'imposition ; 2° si, a posteriori, l'assujetti peut demander au service l'ajustement de son compte débiteur, en faisant intervenir le montant des facturations constatées desdites taxes sur la valeur ajoutée, que les expéditeurs ont dû payer au service local de leur ville respective ; 3° s'il était, en l'occurrence, du devoir de l'inspecteur qui a fait le contrôle d'alerter les services locaux intéressés pour savoir si, en définitive, les fournisseurs, qui avaient facturé, avaient bien réglé les taxes afférentes ; 4° dans la négative, si cela signifie que le service aurait dû retenir comme paiement réel le montant des taxes facturées ; 5° si, dans le cas où les fournisseurs n'auraient pas payé le montant desdites taxes, le commerçant, à qui on peut réclamer des taxes qu'il estime, aujourd'hui, ne pas devoir, peut demander à l'administration de lui faire connaître le nom des fournisseurs ou autres débiteurs, de façon à lui permettre d'actionner ces derniers devant la juridiction civile. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire visant, ainsi qu'il veut bien le souligner, un cas particulier, il ne pourrait y être répondu en toute connaissance de cause que si l'administration était mise à même, par la connaissance du nom et de l'adresse de l'entreprise dont il s'agit, de faire procéder à une enquête sur les circonstances de l'affaire.

1476. — M. Sable rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la date du 14 novembre 1961, et par question écrite n° 12608, il avait demandé à M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer les raisons pour lesquelles les retraités et pensionnés originaires des Antilles ne bénéficiaient pas des dispositions du décret n° 52-1050 du 10 septembre 1952 et du décret n° 54-1293 du 24 décembre 1954 accordant à tous les ayants droit des départements et territoires d'outre-mer des avantages pécuniaires et des majorations servis dans les mêmes conditions qu'aux fonctionnaires et militaires en activité. Vu le bien-fondé de cette demande, M. le ministre d'Etat avait prié M. le ministre des finances d'examiner avec bienveillance l'extension aux départements français d'Amérique des dispositions des deux décrets précités. Par lettre du 11 juillet 1962, M. le ministre des finances, répondant personnellement, lui faisait savoir que cette affaire faisait l'objet d'un examen attentif, il lui en ferait connaître les résultats incessamment. Il lui demande dans quels délais il envisage de prendre la décision qui mettra fin à l'injustice et à la discrimination dont sont victimes dans tout l'outre-mer les seuls originaires des départements antillais. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — Les décrets n° 52-1050 du 10 septembre 1952 et n° 54-1293 du 24 décembre 1954 portent attribution d'une indemnité temporaire aux retraités et pensionnés en résidence dans les territoires d'outre-mer ou le département de la Réunion. Les zones géographiques dans lesquelles s'appliquent les dispositions de ces textes correspondent à celles du franc C. F. A., du franc C. F. P. et de Djibouti, c'est-à-dire à des régions qui ont des monnaies différentes du franc français, soumises à un taux de change particulier. Au contraire, la monnaie utilisée aux Antilles françaises est le franc français. Les raisons ayant justifié la création de l'indemnité temporaire dans d'autres territoires n'existent donc pas aux Antilles, qui constituent des départements français, au même titre que les départements métropolitains et dotés de la même monnaie. La situation des retraités en résidence aux Antilles n'est, par conséquent, pas différente de celle des retraités dont le domicile est situé dans un département métropolitain, et pour lesquels la seule monnaie ayant cours légal est le franc français. Il serait paradoxal que, en vue d'améliorer la situation des retraités antillais, soit créée vis-à-vis des retraités métropolitains une disparité contraire à la politique suivie jusqu'à présent par la France dans les départements d'Amérique.

1578. — M. Kropfflé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de la note administrative du 28 juin 1961 (B. O. C. D. 1961, II, 1590), ceux des contribuables étrangers non résidents qui, sous le régime antérieur à la loi du 28 décembre 1959, auraient été, en raison de leur nationalité, fondés à profiter des avantages pour charges de famille, doivent, nonobstant les stipulations de l'article 197-III du code général des impôts, bénéficier, pour le calcul de l'impôt, du même traitement que celui qui est réservé aux contribuables de nationalité française se trouvant dans une situation identique. Mais ce texte, constituant une mesure de tempérance, ne saurait manifestement avoir pour effet d'aggraver la situation d'un contribuable qui aurait avantage à une stricte application des dispositions de l'article 197-III susvisé, par exemple un célibataire sans personne à charge. Une interprétation différente aboutirait, d'ailleurs, à traiter de façon plus favorable les contribuables nationaux d'un Etat n'ayant pas conclu de convention avec la France, puisque, d'après la note administrative elle-même, les mesures dérogatoires dont il s'agit ne leur seraient pas applicables. Il lui demande si son administration peut confirmer l'exactitude du point de vue ci-dessus. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — La solution publiée dans la note du 28 juin 1961 visée dans la question est une mesure dérogatoire au droit commun qui est justifiée par l'existence de traités contenant une clause d'assimilation aux nationaux, mais qui doit être regardée comme ayant été prise uniquement dans l'intérêt des contribuables. De même que l'honorable parlementaire, l'administration considère dès lors que cette solution, qui visait d'ailleurs plus spécialement le cas des étrangers chargés de famille, ne trouve pas à s'appliquer lorsque, en raison du quotient familial à retenir et du tarif de

l'impôt exigible, elle serait de nature à conduire à une aggravation de la situation fiscale des intéressés. Il en est ainsi, en particulier, à l'égard des contribuables célibataires, non résidents, lorsque ceux-ci ont avantage à ce que la cotisation dont ils sont redevables soit calculée suivant les règles normales prévues en ce qui les concerne par l'article 197-III du code général des impôts, c'est-à-dire d'après un quotient familial fixé à deux parts et avec application d'un taux minimum d'impôt de 24 p. 100.

1585. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une société, ayant eu droit, au titre d'entreprise sinistrée, à une indemnité de remplacement de stocks détruits par faits de guerre, a obtenu de services du M. R. L. le changement d'affectation d'une partie de cette indemnité et son application à la reconstitution d'immobilisations (matériel et machines). Il lui demande si, du point de vue fiscal, la société peut prétendre être taxée à l'impôt exclusivement sur le montant de l'indemnité qui reste affecté à l'indemnité de remplacement des stocks, la partie affectée à la reconstitution des immobilisations devant suivre le sort des indemnités de reconstitution ou de reconstruction des immobilisations, c'est-à-dire être exonérée d'impôt. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — La décision ministérielle du 15 octobre 1947, qui a exonéré d'impôt les indemnités pour reconstitution d'immobilisations détruites par faits de guerre, apporte une importante dérogation aux règles de détermination des bénéfices imposables fixées par l'article 38 du code général des impôts, et doit donc être interprétée strictement. Il s'ensuit que la fraction de l'indemnité pour remplacement de stocks sinistrés qui, dans la situation exposée dans la question, a été, avec l'accord des services du ministère de la construction, affectée à l'acquisition de nouvelles immobilisations ne peut, nonobstant ce changement d'affectation, bénéficier de l'exonération susvisée. L'indemnité en cause doit être rattachée, pour la totalité de son montant, aux résultats imposables de l'exercice au cours duquel elle a été perçue, sauf application éventuelle, suivant la situation propre de la société visée par l'honorable parlementaire, des dispositions prévues aux articles 42 ter, 42 quater et 219 ter du code général des impôts et qui auraient pour effet soit de réduire directement le montant de l'impôt normalement exigible du chef de cette indemnité, soit d'en différer l'imposition, soit, enfin, de la répartir, pour l'établissement de l'impôt, sur l'année de sa perception et les quatre années suivantes.

1590. — M. Fanton expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à plusieurs reprises l'attention du grand public a été attirée sur les conditions dans lesquelles des entreprises de plus ou moins grande importance avec lesquelles avaient été conclus des marchés, ont été mises en faillite pendant l'exécution desdits marchés avec des passifs particulièrement importants tant vis-à-vis du fisc que de la sécurité sociale. Compte tenu du fait que la plupart d'entre elles avaient obtenu ces marchés dans des conditions apparemment très avantageuses pour l'Etat et qui résulteraient du fait que les intéressés ne faisaient face ni à leurs obligations fiscales ni à leurs obligations sociales, il lui demande : 1° s'il ne considère pas qu'il s'agit là d'une pratique professionnellement déloyale et dans tous les cas préjudiciable aux intérêts des collectivités publiques ayant passé ces marchés ; 2° s'il ne lui semblerait pas opportun d'exiger que les entreprises désireuses de contracter les marchés, avec quelque collectivité publique que ce soit, soient tenues de fournir, en même temps que leur dossier, des attestations émanant des contributions directes et indirectes et de la sécurité sociale, et démontrant que ces administrations n'ont aucune créance à leur endroit. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Il ne peut effectivement y avoir de concurrence loyale pour obtenir les marchés publics qu'entre des entreprises qui s'acquittent scrupuleusement de leurs dettes fiscales et parafiscales. Aussi l'administration doit s'assurer que les soumissionnaires aux appels à la concurrence sont en règle à cet égard. Deux méthodes de contrôle pouvaient être envisagées. La première est celle suggérée par l'honorable parlementaire. Elle consiste à présenter des certificats délivrés par les diverses administrations fiscales ou parafiscales. Etant donné la diversité des impôts et taxes ainsi que le nombre des administrations qui les recouvrent, ce nombre s'accroissant avec celui des chantiers ou établissements qu'une même entreprise peut avoir en France, la méthode est très lourde à mettre en œuvre et pratiquement inapplicable. Elle est incompatible avec l'allègement des procédures vers laquelle tend la réglementation moderne des marchés. Elle aboutit en fait à rebulter un certain nombre de candidats même parmi ceux qui sont en règle avec les administrations fiscales et parafiscales et donc à diminuer la concurrence. C'est pourquoi a été adopté un autre système : celui de la déclaration contrôlée. Tous les candidats déclarent selon une formule imposée (arrêté du 17 juillet 1961) qu'ils ont satisfait aux obligations fiscales et parafiscales telles qu'elles sont fixées à l'article 39 de la loi du 10 avril 1954 modifiée par l'ordonnance du 29 décembre 1958, article 56. Mais le contrôle ne porte ensuite que sur la seule déclaration du candidat ayant obtenu le marché. Cette vérification se fait à la diligence de l'administration contractante. En cas d'inexactitude de la déclaration, des sanctions sont prévues après avis d'une commission : exclusion temporaire ou définitive des marchés publics, réiliation du marché. C'est ce système qui a été organisé par le décret n° 41-31 du 11 janvier 1961. Mais il importe que la déclaration soit effectivement vérifiée. Or ce contrôle doit être assuré par toutes les administrations envers lesquelles le titulaire d'un marché peut se trouver redevable au nom de tous les établissements qu'il possède et au titre des impôts directs, des

contributions indirectes, des taxes sur le chiffre d'affaires, des taxes assimilées, des droits d'enregistrement, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, des caisses de congés payés et de chômage intétemporaires. Pour mettre au point les modalités pratiques d'application de ce contrôle, il a donc fallu recueillir l'accord de tous les services intéressés en tenant compte des conditions de fonctionnement propres à chacun d'eux. Cet accord sera prochainement concrétisé dans une instruction d'application qui donnera aux administrations contractantes des moyens d'actions efficaces. Le décret est applicable aux marchés passés par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics et les entreprises concédées ou contrôlées par l'Etat, les départements ou les communes.

1592. — M. Boscary-Monsservin demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques quelles sont en matière de taxe sur la valeur ajoutée les règles d'application du régime des déductions financières applicables aux redevables qui, après avoir acquitté la taxe sous le régime forfaitaire, se placent ou sont placés sous le régime général d'acquiescement des taxes sur le chiffre d'affaires et notamment en ce qui concerne les biens acquis dans les cinq années qui précèdent cette nouvelle position. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Lorsqu'un assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée abandonne le régime d'imposition forfaitaire pour revenir à celui de la déclaration contrôlée : a) il bénéficie, au titre de la déduction physique, d'un crédit égal au montant de la taxe ayant grevé ses matières et marchandises en stock à l'expiration de la période d'imposition forfaitaire à condition toutefois de pouvoir représenter les factures de ses fournisseurs portant mention de ladite taxe ; b) sous cette même condition, en ce qui concerne les biens d'exploitation en sa possession à la même date, il bénéficie d'un crédit en matière de déduction financière déterminé conformément aux dispositions de l'article 69 E de l'annexe III au code général des impôts, qui visent les entreprises nouvelles ou nouvellement assujéties à la taxe sur la valeur ajoutée. En conséquence, la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé tous les biens neufs en stock est déductible selon le pourcentage provisoire adopté par l'entreprise sous réserve de régularisation éventuelle en fonction du pourcentage réel. La taxe ayant grevé les biens soumis à amortissement, qui sont en cours d'utilisation, doit être atténuée d'un cinquième par année ou fraction d'année écoulée depuis leur date d'acquisition, le solde étant déductible selon le même pourcentage et sous la même réserve. Quant aux biens non soumis à amortissement en cours d'utilisation, ils n'ouvrent droit à aucune déduction.

1710. — M. Fossé expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en raison de l'exceptionnelle rigueur de l'hiver les agriculteurs doivent procéder à des réensemencements en blé. Faute de disponibilités suffisantes des semences sélectionnées, d'importantes quantités de celles-ci doivent être importées d'Angleterre. Or, le quintal brut de ces semences, dont le prix courant est de 65 francs rendu au port, supporte à son entrée sur le territoire national des droits de douane et des taxes diverses pour un montant de 21 francs, soit près de 30 p. 100 du prix de la marchandise. Cette charge, compte tenu des circonstances actuelles, risque d'être très lourde pour les agriculteurs éprouvés par les intempéries. Il lui demande si, pour les emblavures de printemps, il ne serait pas possible de suspendre la perception des droits et taxes qui grèvent l'importation de ces blés sélectionnés de semence. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Compte tenu des diverses dispositions énumérées ci-après et des clauses du règlement C. E. E. concernant les céréales, le conseil central de l'office national des céréales n'a pas estimé nécessaire de préconiser l'exonération ou le remboursement des prélèvements sur les blés de semences importés. En effet, une décision d'exemption en faveur des blés importés des pays tiers, seuls soumis à prélèvements, rendrait pratiquement leur prix de revient plus avantageux que ceux des blés importés de la C. E. E. et constituerait une discrimination à l'encontre de ces derniers. Toutefois, les problèmes posés par les réensemencements consécutifs aux dégâts causés par le gel ont retenu l'attention des pouvoirs publics et conduit à l'adoption des mesures suivantes : 1° un régime exceptionnel de blés triés en vue de la mise en terre a été institué pour les variétés de blés alternatifs et de blés de printemps. Ces blés doivent répondre à certaines caractéristiques techniques et le prix de cession ne doit pas dépasser le prix du marché constaté dans le département d'expédition, majoré des frais de transport, de classement et de triage. Ils bénéficient, en outre, de l'exonération de toutes taxes fiscales et sociales ; 2° les organismes stockeurs sont autorisés à rechercher auprès des producteurs des blés alternatifs ou de printemps susceptibles d'être semés ; 3° les échanges de blés entre producteurs sont facilités, dans toute la mesure du possible, et peuvent s'effectuer sans limitation territoriale et sans paiement de taxes ; 4° des dérogations sont accordées pour permettre l'importation de certaines sélections non inscrites au Catalogue français des espèces et variétés.

1711. — Mme Jacqueline Thome-Patenôtre demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques : 1° les raisons pour lesquelles la caisse artisanale de retraite vieillesse de la Seine n'a plus été autorisée à se placer sous le régime du versement forfaitaire de 3 p. 100, en attirant son attention sur les conséquences regrettables qu'en résultent pour les titulaires de pensions modestes, à qui le bénéfice de la réduction d'impôt de 5 p. 100

sera désormais refusé; 2° dans quelles conditions le retour au régime antérieur pourrait être envisagé. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — La caisse artisanale interprofessionnelle de retraite vieillesse de la Seine est affiliée à la caisse autonome nationale de compensation de l'assurance vieillesse artisanale (C. A. N. C. A. V. A.). La C. A. N. C. A. V. A. avait été placée sous le régime du versement forfaitaire de 3 p. 100 prévu par l'article 231-2 du code général des impôts par un arrêté en date du 1^{er} septembre 1959. Par suite de la réforme fiscale résultant de la loi n° 59-1472 du 28 décembre 1959, qui a supprimé la taxe proportionnelle et l'a remplacée par une taxe complémentaire provisoire dont se trouvent exonérées les pensions et rentes viagères, les effets du versement forfaitaire de 3 p. 100 se sont trouvés assez sérieusement limités. Les retraités n'ont plus trouvé dans l'opération que le bénéfice d'un crédit d'impôt de 5 p. 100 sur le montant de leur pension. Encore cette réduction d'impôt ne peut-elle jouer qu'autant que les intéressés sont imposables à l'impôt sur le revenu des personnes physiques alors que les caisses de retraite admises au versement forfaitaire doivent assumer la charge de 3 p. 100 sur l'ensemble des arrérages servis. Aussi le conseil d'administration de la C. A. N. C. A. V. A., estimant qu'il n'y avait plus intérêt pour l'ensemble de ses retraités à conserver le bénéfice du versement forfaitaire de 3 p. 100, a demandé l'abrogation de l'arrêté du 1^{er} septembre 1959, qui a été abrogé par un arrêté du 8 décembre 1961. De ce fait, la caisse artisanale interprofessionnelle de retraite vieillesse de la Seine a perdu le bénéfice du 3 p. 100 et ses retraités n'ont pas droit au crédit d'impôt de 5 p. 100. Pour retrouver le bénéfice, cette caisse de retraite devrait en faire la demande au ministre des finances. Cet avantage pourrait lui être accordé à titre particulier, bien qu'elle soit affiliée à la C. A. N. C. A. V. A.

1818. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que le statut du personnel ouvrier des établissements et services extérieurs du centre national de la recherche scientifique, fixé par le décret n° 47-2097 du 22 octobre 1947, modifié par le décret n° 49-679 du 18 mai 1949, prévoit dans son article 6 : « Le personnel ouvrier bénéficie du même régime de salaires et d'avancement que les ouvriers des établissements industriels de l'Etat; (défense nationale) ». Il lui demande si le personnel ouvrier du C. N. R. S. peut bénéficier des dispositions applicables aux catégories B et C du ministère de la défense nationale (secrétariat d'Etat aux forces armées, air) et relatives à la rémunération des ouvriers en service en métropole et appartenant aux hors catégories A, B et C instituées par arrêté du 15 novembre 1950. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Le personnel ouvrier des établissements et services extérieurs du centre national de la recherche scientifique bénéficie, en ce qui concerne l'avancement et les rémunérations, des mêmes dispositions que le personnel ouvrier des établissements industriels de la défense nationale. Le classement dans les différentes catégories de rémunération est ainsi calculé sur celui en vigueur dans les établissements similaires de la défense nationale. Certains classements sont réservés à des techniciens de haute qualification et à des fonctions très particulières, propres à certains établissements, tels que ceux relevant du secrétariat d'Etat aux forces armées, air; il en est ainsi des groupes B et C réservés à des ouvriers particulièrement qualifiés dans des techniques propres à l'aviation; électronique, réacteurs, radar. Ces classements ne peuvent en conséquence trouver application au C. N. R. S. où des fonctions homologues n'existent pas.

1916. — M. Le Tec expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en application de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928, un congé de maladie à plein traitement d'une durée de deux ans peut être accordé aux fonctionnaires, titulaires d'une pension d'invalidité au titre de la loi du 31 mars 1919, souffrant de séquelles de blessures ou de maladies contractées pendant la guerre ou au cours d'une opération déclarée campagne de guerre. Il lui demande s'il envisage d'étendre le bénéfice des dispositions susmentionnées, dont bénéficient les blessés et malades des opérations du maintien de l'ordre en Algérie, aux anciens militaires des forces d'occupation au Levant en 1924 qui perçoivent une pension d'invalidité. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — L'octroi de congés à plein traitement pendant une durée de deux ans aux fonctionnaires atteints d'infirmités contractées « sous les drapeaux au cours de la campagne de guerre contre l'Allemagne ou des expéditions postérieures à la promulgation de la loi du 23 octobre 1919 et déclarées campagnes de guerre », constitue un avantage exorbitant du droit commun qu'il importe, comme tel, d'interpréter strictement. Le décret du 16 juin 1962, qui a étendu le bénéfice du congé de l'article 41 de la loi du 19 mars 1928 aux fonctionnaires blessés au cours des opérations de maintien de l'ordre en Algérie, s'inscrit dans le cadre des mesures exceptionnelles qui ont été prises en vue d'octroyer, aux militaires participant à ces opérations, certains des avantages dont bénéficient les anciens combattants. Rien ne justifie l'extension de dispositions semblables aux anciens militaires ayant servi dans des unités qui n'ont pas été considérées, durant une certaine période, comme effectuant une campagne de guerre.

1938. — M. Philibert expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, lors de sa réunion en juin 1962, le conseil supérieur de la fonction publique avait admis à l'unanimité le reclassement du personnel soignant des hôpitaux psychiatriques

autonomes avec effet du 1^{er} janvier 1961 et qu'aucun texte officiel n'est encore paru permettant aux directeurs de ces établissements de payer le rappel alors que le personnel des hôpitaux psychiatriques départementaux, astreint rigoureusement aux mêmes tâches, a déjà perçu ce rappel. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour mettre un terme à un retard qui engendre un climat social nuisible à la bonne marche des hôpitaux psychiatriques autonomes et qui, de plus, est en contradiction avec les principes généraux du droit administratif selon lesquels les fonctionnaires des collectivités locales ne peuvent, à fonctions identiques, avoir une situation supérieure aux fonctionnaires assimilés de l'Etat. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Le décret n° 62-1276 du 31 octobre 1962 relatif à la révision du classement indiciaire de certains grades et emplois de l'Etat a fixé pour les personnels soignants et les auxiliaires médicaux des établissements nationaux de bienfaisance et des hôpitaux psychiatriques autonomes des limites indiciaires identiques à celles dont bénéficient les personnels analogues des établissements relevant des collectivités locales. Ces limites indiciaires ne peuvent toutefois s'appliquer que dans la mesure où ces personnels seront dotés de dispositions statutaires nouvelles reprenant celles qui sont applicables aux agents des collectivités et destinées notamment à prévoir les conditions dans lesquelles les agents en fonction seront reclassés dans les nouveaux emplois. A cet égard divers textes ont été élaborés en liaison avec le ministre de la santé publique et de la population ainsi qu'avec le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative; ils doivent être incessamment transmis, pour avis, au Conseil d'Etat. Les arrêtés relatifs aux échelonnements indiciaires — textes qui permettront le paiement des rappels de traitement — sont également prêts et paraîtront en même temps que les décrets statutaires dès que ceux-ci auront été délibérés par la Haute Assemblée.

2016. — M. Regaudie expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la commission d'études des problèmes de la vieillesse, dite « commission Laroque », instituée par le Gouvernement lui-même, a estimé « indispensable de garantir à toute personne âgée un minimum de ressources, au-dessous duquel aucune existence décente n'est possible ». Malgré ces conclusions et les promesses faites par le Gouvernement, aucune mesure n'est encore intervenue pour assurer leur respect. Il lui demande quelles sont les décisions qu'il entend prendre afin d'assurer, dans un avenir immédiat, la satisfaction des besoins minima des personnes âgées. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — Si la nécessité d'améliorer le sort des personnes âgées démunies de ressources ne souffre pas la discussion, les recommandations sur les moyens d'y parvenir, que propose la commission d'étude des problèmes de la vieillesse, sont controversées. Néanmoins, s'inspirant de certaines des conclusions de cette commission, les décrets du 14 avril 1962 ont majoré sensiblement les taux des allocations non contributives de vieillesse ainsi que les chiffres limites de ressources auxquels l'attribution de ces allocations est subordonnée. Ces décisions, applicables également aux invalides et aux infirmes, entraînent en année pleine 1963 pour les services et les organismes gérant des régimes de sécurité sociale ainsi que pour l'Etat une dépense totale supplémentaire de l'ordre de 1 milliard de francs. Bien que les mesures ainsi prises aient constitué un plan applicable jusqu'au 31 décembre 1963, M. le Premier ministre, dans sa déclaration du 13 décembre 1962 sur la politique générale du Gouvernement, a indiqué son intention de franchir une nouvelle étape au cours de l'année 1963, en alignant les allocations des vieux travailleurs non salariés sur celles des anciens travailleurs salariés, cet alignement devant s'effectuer à un niveau supérieur au régime actuellement en vigueur pour les vieux salariés.

2021. — M. Georges Bonnet demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il peut lui expliquer pour quels motifs les propositions émises par la commission d'étude des problèmes de la vieillesse, dite « Commission Laroque » déclarant : « indispensable de garantir à toute personne âgée un minimum de ressources au-dessous duquel aucune existence décente n'est plus possible » n'ont pas été mises en application. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — Si la nécessité d'améliorer le sort des personnes âgées démunies de ressources ne souffre pas la discussion, les recommandations sur les moyens d'y parvenir, que propose la commission d'étude des problèmes de la vieillesse, sont controversées. Néanmoins, s'inspirant de certaines des conclusions de cette commission, les décrets du 14 avril 1962 ont majoré sensiblement les taux des allocations non contributives de vieillesse ainsi que les chiffres limites de ressources auxquels l'attribution de ces allocations est subordonnée. Ces décisions, applicables également aux invalides et aux infirmes, entraînent en année pleine 1963 pour les services et les organismes gérant des régimes de sécurité sociale ainsi que pour l'Etat une dépense totale supplémentaire de l'ordre de 1 milliard de francs. Bien que les mesures ainsi prises aient constitué un plan applicable jusqu'au 31 décembre 1963, M. le Premier ministre, dans sa déclaration du 13 décembre 1962 sur la politique générale du Gouvernement, a indiqué son intention de franchir une nouvelle étape au cours de l'année 1963, en alignant les allocations des vieux travailleurs non salariés sur celles des anciens travailleurs salariés, cet alignement devant s'effectuer à un niveau supérieur au régime actuellement en vigueur pour les vieux salariés.

INDUSTRIE

1273. — M. Desouches expose à M. le ministre de l'industrie qu'au cours de l'hiver qui se termine, de nombreux foyers de gens âgés n'ont pu être approvisionnés en charbon, car ces personnes dont les revenus sont très faibles, n'ont pu constituer un petit stock familial. Au moment où, après maintes difficultés, ils vont pouvoir se faire livrer quelques sacs, parfois accordés par les bureaux d'aide sociale, une majoration de 30 à 60 centimes vient d'être autorisée. Il lui demande s'il ne lui semble pas opportun d'encourager par des mesures fiscales les constitutions de stocks départementaux à l'échelon départemental, et s'il n'aurait pas été possible par exemple par une péréquation, d'éviter que ce soit les gens à revenus très modestes qui supportent une augmentation du prix de leur combustible pour les petites livraisons. (Question du 19 février 1963.)

Réponse. — Le stockage du charbon constitue un des éléments fondamentaux de régulation conjoncturelle du marché en raison des variations de la demande, de la rigidité de la production minière et de l'élasticité très réduite de l'importation à court terme. Depuis quelques années les mines ont constitué des stocks très importants ayant atteint 5.200.000 tonnes de produits marchands en 1960. « Gaz de France » disposait au début de la présente campagne de 350.000 tonnes de coke dans ses usines, dont la plus grande partie se trouvait à proximité immédiate des centres de consommation. Le Comptoir de vente des charbons sarrois a créé un stock de 4.500.000 tonnes réparti en de nombreux points du territoire et le négociant dispose de capacités importantes de stockage également au voisinage des centres de consommation. En raison des conditions climatiques exceptionnellement rigoureuses enregistrées cet hiver et de la grève du personnel des houillères de bassin au mois de mars, les stocks des producteurs, des négociants et des consommateurs se trouvent dans la plupart des cas épuisés ou ont été ramenés très au-dessous du niveau normal. Pour la prochaine campagne, il appartient donc aux consommateurs, aux négociants et aux producteurs de procéder eux-mêmes en premier lieu à la reconstitution de leurs réserves, compte tenu de la ressource qu'il sera possible de dégager sur la production nationale et sur l'importation. Le Gouvernement s'attachera, de son côté, à faciliter la constitution des stocks et à améliorer les conditions de desserte des consommateurs. Par ailleurs, l'aménagement limité de la marge pour les petites livraisons de charbons à usage domestique intervenu le 5 février 1963, a été rendu inévitable dans la région parisienne en raison des difficultés de circulation et de stationnement, qui accroissent lourdement le prix de revient de ces fournitures. Il était indispensable d'assurer l'approvisionnement des personnes qui ne peuvent recevoir que des petites quantités, ce qui comportait nécessairement l'autorisation d'une rémunération suffisante pour les négociants susceptibles de remplir cette tâche. En ce qui concerne le département d'Eure-et-Loir, il y a lieu de signaler que la mesure ci-dessus n'a pas été appliquée et que la marge commerciale des livraisons en cause est demeurée inchangée.

1329. — M. Boscher expose à M. le ministre de l'industrie qu'Electricité de France étant appelée à poser fréquemment sur des terres cultivées les poteaux supportant les lignes électriques de basse tension ou de haute tension est amenée à indemniser le propriétaire et l'exploitant de ces terres. Or l'indemnisation se fait, dans un même département, selon des tarifs éminemment variables, allant pour un simple poteau en ciment, dans le département de Seine-et-Oise, de 16 francs à 200 francs. Il s'ensuit des affaires contentieuses nombreuses. Il lui demande s'il ne lui paraît pas opportun de passer à la conclusion d'un accord général entre Electricité de France et la fédération départementale des syndicats agricoles de chaque département intéressé, de manière à établir, par type de culture, un barème d'indemnisation cohérent. (Question du 20 février 1963.)

Réponse. — Les divergences signalées dans les indemnités proposées en Seine-et-Oise aux propriétaires de terrains soumis aux servitudes électriques ont dû être constatées avant l'application des instructions qu'Electricité de France a adressées à ses services régionaux en vue d'unifier les principes et les barèmes d'indemnisation. Conformément à ces instructions les indemnités proposées par Electricité de France sont désormais établies selon des critères objectifs valables pour l'ensemble du territoire. Les barèmes ont été calculés à partir de principes d'évaluation nettement définis faisant apparaître clairement les éléments constitutifs des dommages. Les méthodes de calcul d'indemnisation des divers dommages sont unifiées et rationalisées; les barèmes tiennent compte d'éléments tels que la valeur vénale agricole fixée par l'administration des domaines, les chiffres forfaitaires de bénéfices agricoles publiés annuellement au Journal officiel, le taux horaire du S. M. I. G. en agriculture, etc. En conséquence, des indemnités établies sur des bases aussi équitables que possible sont offertes aux propriétaires compte tenu de la nature des terrains traversés et des dommages causés par l'exécution des travaux. Cependant, il n'a pas échappé au ministre de l'industrie que, si les modalités d'indemnisation prévues par Electricité de France recevaient l'approbation des organisations les plus représentatives des intérêts agricoles, les conventions amiables entre propriétaires et Electricité de France seraient plus volontiers acceptées par les propriétaires intéressés. C'est dans cet esprit qu'il a été demandé au service national d'engager des pourparlers avec l'association permanente des présidents de chambres d'agriculture.

1382. — Mme Prin expose à M. le ministre de l'industrie qu'à la suite des grands froids des centaines de compteurs d'eau ont été gelés dans les cités minières. Lors de leur récente installation, qui a constitué la suppression d'un avantage acquis (les mineurs ayant toujours bénéficié de la gratuité de l'eau), les familles n'ont pas été consultées, et l'emplacement de ces compteurs ainsi que l'absence de protection avaient suscité des remarques sur l'éventualité des accidents tels que ceux advenus cet hiver. Or, la compagnie des eaux, par l'intermédiaire des houillères, réclame aux familles le paiement des réparations. Ainsi, l'ouvrier en activité, le ménage de retraités ou la veuve de retraité dont les revenus sont plus que modestes, devraient payer une somme allant jusqu'à 40 francs. En cette période difficile pour les familles, il ne paraît pas possible de leur faire supporter ces dépenses supplémentaires. Elle lui demande quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour que les frais de réparation ne soient plus à la charge des mineurs, retraités et veuves, et pour que les familles qui ont été mises dans l'obligation de payer soient remboursées. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Il appartient à l'occupant d'un logement de prendre les précautions élémentaires pour éviter les dégâts du gel à l'intérieur d'une maison.

1728. — M. Quentier expose à M. le ministre de l'industrie qu'au cours de cet hiver très rigoureux l'approvisionnement en combustible a été particulièrement difficile et grave. En ce qui concerne les anthracites d'importation la demande a été beaucoup plus forte que les tonnages dont pouvaient disposer les distributeurs négociants en charbon. Nombreux de ces négociants se plaignent, au surplus, de la répartition fantaisiste par certains importateurs des tonnages qu'ils ont obtenus par les licences qui leur ont été distribuées. C'est ainsi, par exemple, qu'un importateur de Rouen, n'a restitué à un important négociant de Creil, en 1962, que 28 p. 100 de son tonnage de référence 1961, alors que le port de Rouen a reçu 90 p. 100 de son tonnage d'importation d'anthracite russe, dans la même période de référence: avril-décembre 1961, 496.961 tonnes, avril-décembre 1962, 445.092 tonnes. Le négociant creillois n'a pu obtenir mieux de cet importateur, malgré toutes ses réclamations, alors que les autres importateurs, fournisseurs également de ce même négociant creillois, ont scrupuleusement respecté la livraison de 90 p. 100 des références. La question de la solvabilité ne peut être invoquée pour justifier le ralentissement de la vente. Le négociant se plaint donc du comportement de l'importateur qui lui cause, en plus du préjudice matériel, un grave préjudice moral auprès de ses clients consommateurs, envers lesquels il n'a pu respecter ses engagements de fourniture d'anthracite russe. Le négociant prétend que l'importateur a spéculé en période de pénurie en disposant de son tonnage. Il lui demande: 1° si un importateur peut réellement, à sa fantaisie et à son super-profit, en période de pénurie, déplacer des tonnages d'importation sans être tenu de respecter les références de ses clients habituels; 2° les mesures qu'il envisage de prendre pour faire cesser les errements actuels quant au circuit commercial des anthracites d'importation, errements sévèrement stigmatisés par la profession charbonnière. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Hormis les périodes de répartition du charbon où des ordres d'affectation peuvent être donnés en vue d'approvisionner certains établissements consommateurs prioritaires, la distribution de charbon par les importateurs aux grossistes et détaillants est libre. Au cours de la dernière campagne charbonnière, la demande ayant été supérieure à l'offre, les importateurs ont cherché pour des raisons de politique commerciale et bien que cela ne constitue nullement une obligation, à fournir leurs divers clients d'une région déterminée proportionnellement aux références de chacun d'eux. Certains litiges ont pu naître au sujet notamment du montant des références à prendre en considération, mais les trois ou quatre réclamations présentées à temps au cours de l'hiver dernier par des négociants grossistes ou détaillants ont généralement pu être réglées de façon satisfaisante dans un cadre purement professionnel. Il est à noter toutefois que certaines expéditions d'anthracites étrangers n'ont pu être effectuées au premier trimestre 1963 en raison des conditions climatiques exceptionnellement rigoureuses de cet hiver et que le retard des arrivages a pu empêcher certains importateurs de satisfaire en temps voulu à leurs engagements. Pour la prochaine campagne, des accords professionnels tendant à réaliser une distribution équitable de la ressource sont en cours d'élaboration. En tout état de cause les négociants peuvent en période d'équilibre du marché chercher à se prémunir contre les aléas de l'offre en passant des contrats avec les importateurs.

1761. — M. André Beaugultte expose à M. le ministre de l'industrie les préoccupations majeures que constituent les perspectives du gisement ferrifère de Lorraine, la concurrence des mines plus aisément exploitables et d'une teneur plus élevée en minerai s'intensifie. Dans un marché national et international libéré et plus compétitif que jamais, la sidérurgie a pris différentes mesures et nos aciéries ont, dans certains cas, jeté les bases d'un approvisionnement en minerai d'outre-mer acheminé par transminéralier dans des conditions particulièrement économiques. En 1962, les mines françaises ont extrait 60 millions de tonnes dont l'écoulement s'est effectué dans la proportion de 60 p. 100 à l'intérieur et de 40 p. 100 à l'exportation.

Il est à craindre que ces deux sources de débouchés — et principalement la seconde — s'amenuisent sérieusement. Le minerai de fer de Lorraine est plus particulièrement en péril en ce sens qu'aux considérations qui précèdent s'ajoute l'intérêt actuel beaucoup plus réduit envers le minerai siliceux qui constitue l'essentiel de la production de ce bassin. C'est ainsi que, depuis 1962, la mine de la Mourière, à Boulogny (Meuse), qui emploie 476 ouvriers, ne cesse d'éprouver des difficultés constantes dans ses débouchés commerciaux. Les commandes inscrites se sont sensiblement réduites. L'un des principaux clients vient de décider de diminuer de 15.000 tonnes par mois son programme d'enlèvement de minerai siliceux. Cette situation a entraîné la perspective de licenciement de 60 salariés, indépendamment des mises à la retraite anticipée et des réductions de l'horaire du travail. Il lui demande, dans le cadre de l'échange de vues qui a eu lieu lors de la réception d'une délégation d'ouvriers mineurs au ministère de l'Industrie s'il compte faire en sorte que toutes mesures opportunes soient prises pour parer à la situation. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — L'activité des mines de fer lorraines subit actuellement un certain ralentissement dû à une double cause : d'une part la stagnation de l'industrie sidérurgique entraîne un plafonnement des débouchés de ces mines à un niveau très inférieur à leurs possibilités de production ; d'autre part les minerais riches d'outre-mer mis sur le marché en quantités croissantes et à des prix en baisse sensible commencent à concurrencer le minerai lorrain sur certains de ses marchés d'exportation. La mine de la Mourière éprouve des difficultés particulières en raison de l'arrêt des achats d'une société sidérurgique française qui a développé sa propre production de minerais et de la réduction des demandes de sa clientèle sarroise. Cette situation retient toute l'attention du département de l'Industrie qui recherche les moyens d'améliorer la position compétitive des mines de fer lorraines, notamment, en liaison avec le ministère des Travaux publics et des transports, par la voie d'un aménagement des tarifs de transport, dans les limites compatibles avec les engagements internationaux. En outre, la création d'usines d'enrichissement du minerai est encouragée depuis plusieurs années par les pouvoirs publics, qui la font bénéficier de facilités de financement. Les problèmes du bassin ferrifère lorrain seront examinés par une « table ronde » groupant, sous la présidence du préfet de la Moselle, les représentants des organisations syndicales et nationales intéressées, ainsi que des personnalités élues de la région. Les exploitants des mines de fer ont accepté de surseoir à tout licenciement pendant la durée des travaux de cette conférence, qui doit, dans un délai de deux mois, proposer des mesures susceptibles de remédier à la situation.

1839. — M. Roger Roucaute expose à M. le ministre de l'Industrie l'inquiétude des autorités locales et de la population, résultant de bruits persistants relatifs à la fermeture des mines de charbon et de lignite de Barjac (Gard), au cours de l'année 1963. Cette fermeture aurait des conséquences désastreuses, d'abord pour les soixante-dix à quatre-vingt personnes employées par cette mine, mais aussi pour l'ensemble de la population laborieuse de cette région. Il lui demande : 1° si les menaces de fermeture de cette mine en 1963 sont réelles ; 2° dans l'affirmative : a) quelles en sont les raisons ; b) quelles dispositions il compte prendre en faveur des mineurs et du personnel licencié, notamment quant à leur réintégration dans d'autres exploitations minières. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les mines de lignite de Barjac (Gard) seront fermées définitivement en mai-juin 1963 par suite de l'épuisement du gisement exploitable. Le personnel licencié pourra vraisemblablement se reclasser dans les autres industries de la région. En outre une mine de plomb des environs présente également des possibilités d'embauche.

1939. — M. Pasquini demande à M. le ministre de l'Industrie si un salarié ou un retraité louant habituellement à l'année, à la saison ou au mois : 1° un ou plusieurs appartements en ville ou à la montagne ; 2° une ou plusieurs chambres meublées en ville ou à la campagne, est tenu de se faire inscrire au registre du commerce. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — La définition de la profession de loueur en meublé a été donnée par le législateur à l'occasion de dispositions tendant à accorder le bénéfice du maintien dans les lieux à certains clients des hôtels, pensions de famille et meublés. Aux termes de l'article 2 de l'ordonnance n° 58-1008 du 24 octobre 1958 modifiant l'article 2 de la loi du 2 avril 1949, est considéré comme exerçant la profession de loueur en meublé, au sens de ladite ordonnance, le bailleur qui loue habituellement plusieurs logements meublés, que la location s'accompagne ou non de prestations secondaires telles que location de linge, nettoyage des locaux, préparations culinaires. En revanche, le bailleur d'une ou plusieurs pièces de sa propre habitation n'est pas considéré comme exerçant la profession de loueur en meublé. La notion d'habitude reprise de l'article 1^{er} du code de commerce (« sont commerçants ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle ») et celle du caractère extérieur à l'habitation personnelle des locaux meublés donnés en location sont donc les deux critères essentiels pour la détermination de la commercialité de l'entreprise. Lorsque ces conditions sont réunies — ce qui semble être le double cas évoqué par l'honorable parlementaire — l'inscription au registre du commerce s'impose au loueur de locaux meublés.

2029. — Mme Prin expose à M. le ministre de l'Industrie que le 28 avril prochain des élections législatives se dérouleront en Italie. De nombreux mineurs de nationalité Italienne travaillant dans le bassin du Nord et du Pas-de-Calais veulent prendre part au scrutin, mais se heurtent à de multiples difficultés : dépenses supplémentaires, risque de perte de l'emploi, etc. Elle lui demande quelles mesures il compte prendre, en accord avec les autres ministres intéressés, pour que : 1° la direction des chemins de fer français (Société nationale des chemins de fer français) accorde à chaque mineur italien allant voter une réduction de tarif sur tout le territoire français, telle que le bénéfice du billet collectif ; 2° la direction des Houillères octroie à ces mineurs un congé spécial avec garantie de l'emploi au retour ; 3° en raison des grèves, un acompte exceptionnel leur soit versé pour leur permettre l'exercice réel de leurs droits électoraux. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — Il appartient au Gouvernement italien de prendre toutes les dispositions qu'il juge souhaitables afin de permettre à ses nationaux qui résident hors des frontières de participer à une consultation électorale.

INTERIEUR

1238. — M. Peretti expose à M. le ministre de l'Intérieur que les dispositions arrêtées par l'ordonnance n° 62-657 du 9 juin 1962 relatives au reclassement des agents titulaires départementaux et communaux d'Algérie rapatriés en métropole ne sont pas sans créer de sérieuses difficultés aux administrateurs locaux. Si ceux-ci sont tout disposés à aider leurs compatriotes et à accepter d'engager des dépenses supplémentaires, qui seront d'ailleurs compensées par les services rendus, ils ne peuvent pas ignorer les mécontentements que l'application de ces mesures ne manquera pas d'entraîner dans leur personnel dont le recrutement est déjà laborieux. Ce serait, en outre, pour le moins une erreur de susciter dès le début une opposition d'intérêts entre deux personnels de recrutement différent. Une meilleure solution consisterait à obtenir le résultat légitimement recherché en donnant la possibilité aux départements et aux communes de recruter éventuellement le personnel en surnombre sans porter atteinte aux conditions d'avancement actuel et sans modification des tableaux d'aptitude déjà arrêtés. A titre transitoire, il pourrait donc être prévu que ces intégrations se feraient, le cas échéant, sur de nouveaux postes qui disparaîtraient par extinction. Cette façon de procéder présenterait de nombreux avantages, et notamment celui d'associer volontairement les administrateurs locaux à une œuvre d'élémentaire solidarité nationale et de justice, sans porter atteinte aux intérêts normaux des fonctionnaires départementaux ou communaux déjà en place. Il lui demande s'il compte prendre des mesures allant dans le sens indiqué ci-dessus. (Question du 15 février 1963.)

Réponse. — Afin de pallier les inconvénients signalés par l'honorable parlementaire, l'ordonnance du 9 juin 1962 a prévu expressément en son article 7 la possibilité pour certaines collectivités métropolitaines de recruter en surnombre d'anciens agents des départements et communes d'Algérie appartenant aux catégories énumérées à l'annexe II du décret du 10 septembre 1962. L'arrêté établissant la liste de ces collectivités doit intervenir incessamment. Dès sa publication, les assemblées délibérantes pourront déterminer la durée pendant laquelle elles entendent voir coexister les postes figurant au tableau des effectifs normaux et ceux dont la création en surnombre aura été admise dans les conditions fixées par le décret précité. Si l'on tient compte du fait que le nombre des agents rapatriés qui restent à reclasser représente 2 p. 100 seulement des personnels titulaires métropolitains, que l'ordonnance du 9 juin 1962 laisse subsister des possibilités d'avancement normal, il semble que les mesures arrêtées doivent permettre de régler la situation des agents dont la carrière a été interrompue par les événements d'Algérie tout en sauvegardant au maximum les droits légitimes des agents métropolitains en place.

2041. — M. Le Lann demande à M. le ministre de l'Intérieur : 1° quel est le nombre de candidats aux élections législatives de 1958 et de 1962 qui ont obtenu moins de 5 p. 100 des suffrages exprimés ; 2° quel est, parmi les candidats visés au 1° ci-dessus, le nombre de ceux qui n'ont pas remboursé leurs frais d'affichage et d'impression de circulaires et quelles sanctions ont été prises à leur égard. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — 1° Le nombre des candidats qui ont obtenu moins de 5 p. 100 des suffrages exprimés s'est élevé à 523 pour les élections législatives de 1958 et à 222 pour les élections législatives de 1962 ; 2° alors que l'article 30 de la loi du 9 mars 1951 faisait supporter par l'Etat l'avance des frais d'impression et d'affichage, l'article 19 de l'ordonnance du 13 octobre 1958 relative à l'élection des députés prévoit que les candidats dont maintenant l'avance de ces frais. De ce fait, seuls les candidats qui remplissent les conditions imposées par l'ordonnance du 13 octobre 1958 sont remboursés par l'Etat.

JUSTICE

1256. — M. Barberot expose à M. le ministre de la Justice que l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958, portant loi organique relative aux conditions d'éligibilité et aux incompatibilités parlementaires, mentionne, dans son article 18, qu'il est interdit à tout avocat inscrit au barreau, lorsqu'il est investi d'un mandat parlementaire, de plaider contre l'Etat, les sociétés nationales, les col-

lectivités ou établissements publics. Il lui demande si un avocat parlementaire est autorisé à plaider contre les caisses d'allocations familiales et contre l'électricité de France. (Question du 19 février 1963.)

Réponse. — Sous réserve, le cas échéant, de l'appréciation du Conseil constitutionnel, il est possible d'indiquer qu'à la différence de la caisse nationale de sécurité sociale qui est un établissement public, les caisses d'allocations familiales, comme les caisses primaires et les caisses régionales de sécurité sociale, sont des organismes privés. Il ne semble donc pas qu'elles soient visées par l'interdiction de plaider à laquelle se réfère la question posée. En ce qui concerne l'électricité de France, la solution contraire paraît résulter des termes de l'article 18 de l'ordonnance n° 58-998 du 24 octobre 1958 et de l'article 2 de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz qui a constitué en établissement public national de caractère industriel et commercial les services chargés de la gestion des entreprises nationalisées d'électricité.

1619. — M. Boscher demande à M. le ministre de la justice pour quelles raisons l'établissement d'un contrat, sollicité par le syndicat national des médecins de l'administration pénitentiaire pour ses membres qui apportent une collaboration efficace et précieuse au ministre de la justice, ne leur est pas accordé. L'existence d'un contrat, réglant les obligations réciproques entre tout médecin salarié et son employeur quel qu'il soit est obligation légale en vertu des prescriptions du code de la déontologie médicale. Il semble donc que la carence actuelle constitue une violation de ce texte et il apparaîtrait comme normal que soit comblée une lacune, ce à quoi le ministre de la justice ne devrait pas s'opposer. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Le syndicat national des médecins de l'administration pénitentiaire a demandé au cours de l'année 1962 que les rapports liant les médecins à l'administration soient définis dans un contrat, pour pouvoir communiquer ce document au conseil de l'ordre des médecins, en application des dispositions des articles 49 et 50 du code de déontologie médicale. Cette requête repose sur une confusion des domaines respectifs et distincts des articles précités. L'article 49 dispose que : « l'exercice habituel de la médecine sous quelque forme que ce soit au service d'une entreprise, d'une collectivité ou d'une institution de droit privé doit, dans tous les cas, faire l'objet d'un contrat écrit. Tout projet de convention ou renouvellement de convention avec un des organismes prévus à l'alinéa précédent en vue de l'exercice de la médecine doit être préalablement communiqué au conseil départemental intéressé... ». L'article 50 est ainsi libellé : « Les médecins sont tenus de communiquer au conseil national de l'ordre, par l'intermédiaire du conseil départemental, les contrats intervenus entre eux et une administration publique ou une collectivité administrative. Les observations que le conseil national aurait à formuler sont adressées par lui au ministre dont dépend l'administration intéressée ». La juxtaposition de ces textes, leur parallélisme démontrent qu'ils ont un domaine propre. L'article 49 se réfère aux contrats obligatoirement intervenus entre les médecins et les organismes de droit privé au service desquels ils exercent leur art. L'article 50 prescrit aux médecins de communiquer au conseil national de l'ordre les contrats intervenus entre eux et un organisme de droit public. Mais alors que les dispositions de l'article 49 impliquent pour le médecin une double obligation, celle de conclure le contrat (l'exercice habituel... doit, dans tous les cas, faire l'objet d'un contrat écrit) et celle de le communiquer au conseil départemental ; l'article 50, seul applicable éventuellement aux médecins de l'administration pénitentiaire, ne comporte qu'une obligation, celle de communiquer le contrat. Cette communication ne peut intervenir que dans la mesure où le contrat existe. Or, l'article 50 ne dit nullement que l'exercice habituel de la médecine au service d'une administration publique ou d'une collectivité administrative doit, dans tous les cas, faire l'objet d'un contrat écrit. Ce raisonnement est adopté tant par la doctrine que par la jurisprudence du conseil de l'ordre des médecins. Il se justifie particulièrement en ce qui concerne les médecins de l'administration pénitentiaire puisque le rôle de ces derniers est défini aux articles D. 373 et suivants du code de procédure pénale. Le ministre de la justice n'a donc enfreint aucune disposition légale ni réglementaire en ne situant pas les rapports qui le lient avec les médecins de l'administration pénitentiaire sur le plan contractuel.

1620. — M. Boscher demande à M. le ministre de la justice si le fait que la rémunération des médecins chefs de services hospitaliers de l'administration pénitentiaire soit, pour certains d'entre eux, établie sur la base de une ou deux vacations hebdomadaires, n'est pas en contradiction avec les liens de subordination permanente qui sembleraient devoir exister entre un chef de service hospitalier pénitentiaire et les malades dont il a la charge. Même si l'on admettait qu'une rétribution complémentaire puisse être accordée pour des déplacements d'urgence, l'éventualité d'une telle urgence ne pourrait constituer pour ces médecins une obligation constante vingt-quatre heures sur vingt-quatre, de se tenir à la disposition éventuelle de l'administration. Par ailleurs, le fait de ne rémunérer ces chefs de services hospitaliers que comme des médecins vacataires risque de donner l'impression que le ministre de la justice considère que les médecins pénitentiaires ne doivent s'occuper des malades qui leur sont confiés que certains jours par semaine. Il semblerait normal d'étendre à tous les chefs de services hospitaliers de l'administration pénitentiaire qui mettent leur compétence, leur autorité et leur dévouement au service de l'admi-

nistration, un mode de rémunération sous forme d'une rétribution mensuelle, comme cela est déjà le cas pour certains d'entre eux. Ce mode de rémunération paraît le seul que le conseil national de l'ordre des médecins semble devoir considérer comme acceptable dans le cas présent. Il lui demande s'il n'envisage pas de modifier en conséquence le mode de rémunération en question. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire concerne non pas la totalité des établissements pénitentiaires, mais seulement ceux d'entre eux qui ont un caractère sanitaire. Parmi ces derniers, seul l'hôpital pénitentiaire de Fresnes est doté d'un chef de service hospitalier. Celui-ci est rémunéré au moyen d'une indemnité annuelle forfaitaire qui lui est accordée, conformément aux dispositions de l'arrêté du 31 janvier 1962, publié au Journal officiel du 7 février 1962, en raison notamment des tâches administratives exceptionnelles qui lui incombent. La généralité de la présente question écrite permet de penser qu'elle concerne non pas le seul praticien possédant le titre de médecin chef, mais l'ensemble des médecins qui exercent leurs fonctions dans des établissements pénitentiaires à caractère sanitaire. Les différents points soulevés appellent les observations suivantes : 1° l'administration pénitentiaire ne compte que deux médecins bénéficiant d'une rémunération mensuelle (il s'agit en réalité d'une indemnité forfaitaire annuelle). L'un d'eux est le médecin inspecteur affecté à l'administration centrale et prévu par l'article D. 372 du code de procédure pénale, l'autre, comme on l'a déjà dit, est le médecin chef de l'hôpital central de Fresnes. La rémunération mensuelle constitue donc une exception, la modalité de rétribution de droit commun étant la rémunération à la vacation ; 2° la rémunération à la vacation est de longue date utilisée pour rétribuer les médecins des établissements pénitentiaires sans que le conseil de l'ordre ait formulé la moindre observation ; 3° la rémunération à la vacation n'est nullement en contradiction avec la permanence des soins dus aux détenus hospitalisés dans les établissements à caractère sanitaire. En effet, cette permanence est assurée par les internes qui exercent vingt-quatre heures sur vingt-quatre la surveillance médicale. Le cas échéant, il est fait appel aux médecins vacataires pour des soins exceptionnels rémunérés à l'acte. S'ils sont absents ou s'ils ont un empêchement légitime, le chef d'établissement prévient le médecin de garde. Ce système, en raison de sa souplesse, assure aux détenus la continuité des soins qu'exige leur état de santé malgré le caractère temporaire de la collaboration médicale. Celle-ci étant de toute manière effectuée à temps partiel, on conçoit difficilement en quoi le fait de l'assortir d'une rémunération mensuelle plutôt que vacataire pourrait lui conférer une permanence dont par hypothèse, elle est dépourvue. Le ministre de la justice reconnaît cependant que la rémunération actuellement servie aux médecins de l'administration pénitentiaire est insuffisante. C'est dans l'augmentation du taux des vacations plus que dans la transformation du mode de rémunération que lui paraît devoir être recherchée l'amélioration de la situation des médecins pénitentiaires et il a déjà saisi de propositions à cet effet le ministre des finances et celui de la santé publique et de la population.

1739. — M. Edouard Charret expose à M. le ministre de la justice que les fausses déclarations que font les personnes entendues par un expert chargé d'une enquête ordonnée par un tribunal ne paraissent, en l'état actuel de notre législation, frappées d'aucune peine, les articles 361 et suivants du code pénal ne s'appliquant qu'aux faux témoignages commis par des témoins devant le tribunal. Il lui demande si l'interprétation ainsi faite de notre législation est bien exacte et, dans l'affirmative, s'il n'estime pas qu'il conviendrait d'y apporter les modifications permettant de réprimer de telles déclarations lorsqu'elles sont volontairement erronées. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° La jurisprudence considère que les pénalités prévues par les articles 361 et suivants du code pénal pour la répression des faux témoignages commis à l'audience s'appliquent également à toute fausse déposition faite sous la foi du serment lors d'une enquête ou d'un supplément d'information confiés à l'un de ses membres par le tribunal ou la cour, précision étant faite que le délit de faux témoignage n'est réalisé qu'une fois la déposition devenue irrévocable par la clôture des débats. Ces pénalités ne sauraient toutefois s'appliquer à des dépositions volontairement fausses faites devant un expert, ce dernier n'ayant pas qualité pour recevoir des témoignages sous la foi du serment et ne pouvant que recevoir à titre de renseignements les déclarations de personnes autres que l'accusé (art. 164 du code de procédure pénale). Dès lors, l'honorable parlementaire donne une exacte interprétation des articles 361 et suivants du code pénal, qui ne permettent pas la répression des fausses déclarations faites à un expert au cours d'une enquête ordonnée par un tribunal ; 2° il n'apparaît pas toutefois qu'il y ait lieu de réprimer pénalement les fausses déclarations de cette nature. En effet, la mission de l'expert, qui ne peut avoir pour objet que l'examen de questions d'ordre technique, ne doit pas être confondue avec un complément d'information. La juridiction saisie a toujours la possibilité, lorsque l'audition d'un témoin se révèle nécessaire, soit d'y procéder elle-même, soit de commettre à cet effet, par jugement, l'un de ses membres.

1760. — M. Peretti demande à M. le ministre de la justice les mesures qu'il entend prendre pour mettre fin aux actes de banditisme qui créent un état d'insécurité dans le pays. Les efforts, souvent couronnés de succès, de la police n'en font que regretter davantage la faiblesse de certaines condamnations et leur

réduction presque automatique par l'administration. Il serait nécessaire d'obtenir plus de fermeté de la justice et une exécution rigoureuse des peines intervenues. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La question ci-dessus lui ayant été transmise pour attribution par le Premier ministre, le garde des sceaux, ministre de la justice, a l'honneur de faire connaître à l'honorable parlementaire que la gravité du problème de la répression du banditisme n'a pas échappé à l'attention de la chancellerie et que des instructions très fermes ont été adressées aux parquets — et sont renouvelées à l'occasion de chaque affaire particulière — pour les inviter à exercer l'action publique, en la matière, avec le maximum d'efficacité et de rapidité ainsi que pour les prier de requérir, aux audiences, le prononcé de sanctions empreintes d'une réelle sévérité. Si certaines juridictions font parfois preuve — au détriment du souci d'exemplarité dont les magistrats du ministère public soulignent cependant la nécessité — d'une indulgence que peuvent justifier les circonstances particulières de certaines affaires, il est inexact de prétendre que les peines prononcées soient automatiquement réduites par l'administration. Des directives précises ont été données, au contraire, pour que soient particulièrement limités, dans les affaires de banditisme, l'octroi de mesures gracieuses — qui relèvent souverainement du Président de la République — ou le bénéfice de libérations conditionnelles — qui ne peuvent être accordées que sous le contrôle de l'autorité judiciaire et après un examen attentif du dossier du condamné.

1947. — M. Barrière expose à M. le ministre de la justice que malgré les dispositions du décret n° 61-862 du 5 août 1961, entré en vigueur le 6 février 1962, de nombreuses entreprises continuent à effectuer des ventes avec primes dont la nature ne correspond pas aux tolérances admises par les articles 4, 5 et 6 dudit décret. De tels agissements ne paraissent faire actuellement l'objet d'aucune poursuite pénale; il lui demande: 1° s'il existe dans ce domaine une tolérance des pouvoirs publics et, dans l'affirmative, quelle en est l'étendue; 2° si l'on doit considérer comme caduques les dispositions des textes susvisés; 3° quelles sont les raisons qui motivent l'abstention des parquets à l'égard des infractions à ces textes. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — Le décret n° 61-862 du 5 août 1961, qui a précisé la nature des ventes avec primes prohibées par la loi n° 51-356 du 20 mars 1951, est actuellement applicable sans aucune réserve. Ce texte est en effet entré en vigueur le 6 février 1962 et il avait seulement été demandé aux parquets, pour tenir compte de la longueur des circuits commerciaux, de ne pas exercer de poursuites — pendant un délai supplémentaire de six mois venu à expiration le 6 août 1962 — contre les commerçants détaillants qui n'avaient pas encore écoulé le 6 février 1962 certains produits conditionnés avant le 5 août 1961 et qui, de ce fait, pouvaient contenir des primes devenues illégales.

POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

1740. — M. Tourné expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les liaisons téléphoniques deviennent chaque jour plus difficiles dans les Pyrénées-Orientales: d'abord d'un village à un autre; ensuite entre Perpignan et le reste du département. Les circuits sont très souvent surchargés. Les attentes deviennent de plus en plus longues. Cette situation on ne peut plus désagréable, était dans le passé surtout sensible au cours des périodes touristiques d'été. Mais, à présent, les circuits sont occupés tout au long de l'année. Cela gêne particulièrement les relations commerciales entre producteurs, expéditeurs et acheteurs de fruits et légumes primeurs. Les mêmes difficultés sont d'ailleurs rencontrées par les producteurs, expéditeurs et exportateurs de fruits et légumes des départements de l'Hérault, du Var, des Bouches-du-Rhône, de Vaucluse, du Gard, de l'Ardèche, de la Drôme et du Rhône. Il lui demande: 1° quelles sont les raisons essentielles qui sont à la base de l'encombrement des circuits téléphoniques dans les Pyrénées-Orientales et dans les autres départements cités; 2° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour remédier rapidement à cette situation, notamment en matière d'équipement des centraux téléphoniques et de renforcement des effectifs en personnel qualifié; 3° combien il y a en instance de demandes de placement d'appareils téléphoniques: a) à Perpignan; b) dans le reste du département, et dans quelles proportions il envisage de donner suite à ces multiples demandes en instance. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° L'encombrement des circuits téléphoniques dans les départements méridionaux en général et dans les Pyrénées-Orientales en particulier résulte essentiellement, comme dans l'ensemble du territoire: d'une part de l'insuffisance, depuis plus de quinze ans, des crédits d'équipement mis à la disposition de l'administration des P. T. T. qui n'a pu réaliser un volume d'investissements permettant de construire en temps voulu et en nombre suffisant les circuits nécessaires à un écoulement normal du trafic ni d'équiper les centres téléphoniques à cet effet, d'autre part de la hausse croissante du trafic téléphonique. De plus, en 1962, la hausse du trafic téléphonique constatée par rapport à l'année précédente a, dans la région considérée, dépassé les prévisions les plus optimistes, notamment en période estivale, sans doute par suite de l'afflux des rapatriés d'Algérie. 2° Pour remédier à cette situation les efforts ont surtout porté sur le développement des liaisons interurbaines automatiques. C'est ainsi qu'en 1962, l'interconnexion automatique a été mise en service, au départ de Perpignan, avec Paris, Marseille, Alès, Nîmes, Avignon, Cavillon, Toulon, Cannes, Grasse, Nice Monaco. L'administration étudie égale-

ment la possibilité de réaliser pour la prochaine saison estivale, l'interconnexion automatique entre Montpellier et Toulouse, ce qui améliorerait considérablement l'écoulement du trafic téléphonique entre les deux régions desservies par ces centres. Par ailleurs, la modernisation de l'équipement des centres se poursuit. Après la mise en automatique du Cannel-Plage (en juillet 1962), Argelès a été à son tour équipé en automatique en octobre 1962 et Sète en mars 1963. Enfin, une extension de quatorze positions au centre de transit de Montpellier interviendra avant la prochaine saison estivale. L'installation des liaisons téléphoniques automatiques permet de libérer des opératrices titulaires, expérimentées et, par suite, de réduire le recrutement et l'emploi de personnel occasionnel. 3° En ce qui concerne les demandes d'abonnement téléphonique en instance, leur nombre est de 1.263 dans les Pyrénées-Orientales, dont 758 à Perpignan et 513 dans le reste du département. Sur les 758 demandes non satisfaites à Perpignan, 502 sont en instance par suite de la saturation du central et 256 en raison de la saturation des câbles qui desservent le domicile des candidats abonnés. Les travaux destinés à remédier à la saturation du central seront probablement terminés, dans le courant du troisième trimestre 1963; à cette époque, les rattachements d'abonnés pourront être repris à Perpignan dans les secteurs où des disponibilités existent dans les câbles et notamment dans les quartiers de la gare, du centre et du Moulin-à-Vent où vont être entrepris prochainement des travaux d'extension du réseau de câbles téléphoniques. Dans le reste du département, 342 demandes d'installations téléphoniques ne peuvent être satisfaites en raison de la saturation des câbles et 171 en raison de l'importance des travaux à entreprendre eu égard aux moyens en personnel dont disposent les services techniques. Pour remédier à la saturation des réseaux, des travaux d'extension seront exécutés dans le courant de cette année à Ille-sur-Têt, Saint-Cyprien, Prades, Argelès et Font-Romeu. Ceux concernant le réseau téléphonique d'Amélie-les-Bains sont en cours actuellement. Quant aux 171 demandes qui ne peuvent être suivies d'effet par suite de l'insuffisance des effectifs, elles seront satisfaites dès que les circonstances le permettront. La situation téléphonique du département des Pyrénées-Orientales s'améliorera donc progressivement dans le courant de l'année 1963, mais toutes les demandes actuellement en instance ne pourront être satisfaites au cours de cette année.

1854. — M. Houel expose à M. le ministre des postes et télécommunications ainsi que compte tenu de leur compétence et de leur rôle techniques ainsi que des salaires correspondants dans l'industrie privée, les contrôleurs des installations électromécaniques (C. I. E. M.) de son ministère ont des traitements très insuffisants et sont privés de possibilité d'avancement. Le C. I. E. M. réclament à juste titre un statut propre au sein des postes et télécommunications sur la base de la parité externe avec les contrôleurs des régies financières; ils ont appuyé leurs revendications par une grève de vingt-quatre heures le 14 février 1963. Il lui demande si, en accord avec le ministre des finances, il entend donner satisfaction aux C. I. E. M. en prenant dans l'immédiat les mesures suivantes en leur faveur: 1° indices 270/500 bruts en quinze ans; 2° ouverture des débouchés à 605 brut; 3° interpénétration dans le cadre A (inspecteurs); 4° ouverture de 15 p. 100 d'emplois de chef de section (indice brut 500), soit 750 emplois; 5° ouverture de 12,8 p. 100 d'emplois de contrôleurs divisionnaires (indice brut 545), soit 640 emplois. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les projets en cours d'élaboration tendent à améliorer la situation judiciaire et les débouchés offerts aux contrôleurs appartenant à la branche des installations électromécaniques en leur ouvrant l'accès, comme dans les régies financières, aux nouveaux emplois de chefs de section et de contrôleurs divisionnaires.

RAPATRIÉS

2048. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des rapatriés qu'un Français d'Algérie atteint d'une grave affection cardiovasculaire a été, sur les ordres donnés par le consul de France et la Croix-Rouge, transféré en métropole au titre de rapatrié sanitaire, son état nécessitant des soins aussi rapides que délicats. Ce n'est qu'après un séjour de deux mois dans un hôpital qu'il a pu, par la suite, être admis, ainsi que sa famille, dans un centre d'accueil. Atteint d'un infarctus du myocarde, il se trouve, suivant l'avis de ses médecins traitants, dans l'impossibilité absolue de pouvoir reprendre une activité quelconque, et ce pour une durée illimitée. Ce rapatrié a perçu une indemnité de 400 francs, plus 50 francs pour son conjoint et ses deux enfants. Cette indemnité, sans explication, vient d'être réduite à 400 francs et, d'après certains textes, elle semble devoir être supprimée au terme des douze mois de sa présence en France. Il lui demande: 1° si ce rapatrié, qui était assuré social en Algérie, qui a fait la déclaration régulière de sa situation à son arrivée en France, a la possibilité de pouvoir prétendre à l'attribution d'un logement, qu'on lui refuse pour le motif, aussi fallacieux qu'inhumain, qu'il ne peut produire, à l'appui de sa demande, deux feuilles de paie justifiant qu'il a exercé un emploi en France depuis son arrivée dans la métropole; 2° s'il n'est pas anormal, pour ne pas dire inhumain, de refuser à un Français rapatrié l'attribution d'un logement pour ce motif qu'il est un invalide au travail pour raison de santé et, même si les textes peuvent en faire une obligation, quels sont les motifs qui ne permettraient pas de les humaniser lorsqu'on se trouve devant un cas aussi douloureux, c'est-à-dire de les traduire dans leur esprit et non à la lettre; 3° que deviendra ce rapatrié invalide lorsque, arrivé au terme de son année de présence en France, il ne pourra plus percevoir l'allocation prévue, alors que son état de santé ne lui

permettra pas de travailler, c'est-à-dire qu'il sera privé des ressources essentielles à ses besoins et à ceux de sa femme et de ses enfants ; 4° quelle sont les mesures envisagées pour donner une solution humaine à des situations comme celle qui est décrite ci-dessus. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — Il est exact que des instructions ont été adressées aux préfets, compétents en matière d'attribution de logement aux rapatriés, pour leur demander de loger en priorité ceux d'entre eux qui sont en possession d'un emploi. Il est, par contre, évident que ces dispositions, dont le but est d'assurer un toit aux rapatriés qui étant déjà reclassés pourront de la sorte être installés définitivement en métropole, ne s'appliquent qu'aux rapatriés en état de travailler. D'autre part, c'est en général dans les localités où des emplois sont offerts en grand nombre aux rapatriés qu'on ren contre le plus de difficultés à les loger. Il est donc souhaitable d'inciter les inactifs (vieillards, malades, retraités) à se fixer hors de ces localités. Sous cette réserve, les rapatriés dont la situation s'apparente à celle décrite par l'honorable parlementaire constituent des cas sociaux que le ministère des rapatriés s'attache à régler en priorité tant en ce qui concerne le logement que l'aide sociale. Les services du ministère des rapatriés s'efforceront d'apporter l'aide la plus efficace dans le cas signalé par l'honorable parlementaire si celui-ci veut bien leur communiquer tous renseignements utiles à ce sujet.

2051. — M. Delmas demande à M. le ministre des rapatriés : 1° quelles sont les raisons qui justifiaient l'existence de la prime géographique s'ajoutant à l'allocation de subsistance des rapatriés d'Algérie ; 2° quelles sont les raisons qui ont justifié sa suppression. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — La prime géographique, instituée par le décret n° 62-261 du 10 mars 1962 et supprimée par le décret n° 63-321 du 2 mars 1963, était attribuée aux rapatriés, selon un taux variable suivant le département où ils fixaient leur résidence. Elle était destinée à inciter les rapatriés à s'établir dans des départements où les conditions d'hébergement et de logement étaient les plus favorables, de manière à faciliter lors de leur arrivée la réinstallation rapide des rapatriés et à éviter leur concentration dans les grands centres urbains ou dans la région méditerranéenne. Associés à des mesures systématiques ayant pour but de diriger les rapatriés à leur arrivée vers les départements offrant des possibilités d'accueil, ces dispositions ont permis de leur apporter une aide supplémentaire qui s'est ajoutée à l'allocation de subsistance. Dans le moment où la préoccupation fondamentale du Gouvernement est de favoriser au maximum le reclassement professionnel des salariés aussi bien que des non-salariés et où de multiples moyens ont été mis en œuvre dans ce but, la prime géographique est apparue souvent comme un obstacle au reclassement dans la mesure où les salaires proposés se trouvaient être inférieurs à l'allocation de subsistance majorée de la prime géographique. Cette prime, instituée dans la perspective de l'accueil, s'est donc trouvée remplacée par toute une série de dispositions destinées à faciliter et à hâter la réinsertion des rapatriés dans la vie économique et sociale.

REFORME ADMINISTRATIVE

789. — M. Pic demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative les raisons qui l'ont amené, avec son collègue des finances, à écarter systématiquement un certain nombre de fonctionnaires rapatriés d'Algérie du bénéfice de l'indemnité de réinstallation prévue par le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962 et ce qu'il compte faire pour modifier la circulaire F-1-54 et FP 604 du 14 décembre 1962, parue au *Journal officiel* du 16 décembre 1962, afin que les fonctionnaires rapatriés ne soient pas traités différemment que ne le sont, d'une manière générale, les rapatriés du secteur privé. En effet, il semble illogique qu'il soit exigé un minimum de deux ans de présence en Algérie pour pouvoir prétendre seulement aux deux dixièmes de l'indemnité en cause. Il ne paraît pas non plus normal, comme le prévoit la circulaire du 14 décembre 1962, d'arrondir, pour la liquidation par dixième de cette indemnité, aux six mois inférieurs pour la durée du service et à l'année inférieure pour ce qui concerne la durée du séjour en Algérie. La règle du non-cumul ne devrait pas davantage s'appliquer à l'indemnité de réinstallation dès lors que ladite indemnité correspond à une période différente et dans des conditions différentes de celles qui avaient précédé à l'institution d'une prime analogue par les décrets n° 57-182, n° 57-183 du 16 février 1957 et n° 60-595 du 22 juin 1960 modifié. Par ailleurs, les intéressés, et notamment les fonctionnaires rapatriés du Maroc, de Tunisie et d'Indochine affectés d'office en Algérie, ont eu à faire place deux fois en cinq ans à des difficultés importantes de réinstallation et ce sont précisément, pour la majeure partie, ces fonctionnaires que les dispositions de la circulaire du 14 décembre 1962 écartent du bénéfice de l'indemnité de réinstallation prévue par le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — Le décret n° 62-799 du 16 juillet 1962 prévoit que l'indemnité de réinstallation égale à quatre mois de traitement indiciaire est accordée aux fonctionnaires domiciliés depuis dix ans en Algérie et qui y exercent leurs fonctions sans interruption depuis cinq ans au moins. Les personnels, dont les durées de séjour et de services sont inférieures, perçoivent une indemnité de réinstallation décomptée par dixième du taux maximum. Toutefois, aucune indemnité n'est accordée aux fonctionnaires dont les durées de séjour et de services sont inférieures respectivement à deux ans et un an. L'honorable parlementaire regrette que cette condition élimine du droit à indemnité de réinstallation les fonctionnaires dont

la durée de séjour n'atteint pas deux années, alors que les rapatriés non fonctionnaires sont en droit de demander le bénéfice de la subvention d'installation prévue par le décret n° 62-261 du 10 mars 1962, quelle que soit la durée de leur séjour. Il n'a pas paru possible d'accorder une indemnité de réinstallation aux fonctionnaires dont la durée de séjour en Algérie était inférieure à deux ans. En effet, cet avantage a pour objet de compenser dans une certaine mesure les frais exposés par les fonctionnaires rapatriés qui ont été contraints d'interrompre leurs fonctions en Algérie alors qu'ayant déjà servi dans ce pays pendant plusieurs années, ils avaient la perspective d'y accomplir la totalité de leur carrière. C'est pourquoi le taux de l'indemnité de réinstallation diminue avec la durée du séjour accompli en Algérie jusqu'à être nul pour un séjour de deux années ne comportant qu'une année de services effectifs. En second lieu, la circulaire n° F-1-54 et FP 604 du 14 décembre 1962 prise en application du décret du 16 juillet 1962 prévoit que pour le calcul de l'indemnité de réinstallation, la durée des services effectifs est arrondie aux six mois inférieurs et, la durée du séjour est arrondie au nombre entier d'années inférieur. Ces dispositions auraient pour effet de restreindre anormalement les droits des fonctionnaires rapatriés. La circulaire du 14 décembre 1962 ne fait sur ce point que reprendre les conditions posées par le décret du 16 juillet 1962, telles qu'elles sont fixées par le barème donné à l'article 2 de ce texte. Il était, en effet, indispensable de simplifier les normes retenues pour le décompte de l'indemnité de réinstallation, afin de permettre une liquidation plus rapide. D'ailleurs, cette réglementation désormais classique ne fait que reprendre la procédure employée pour l'application du décret n° 53-1237 du 6 décembre 1956 instituant une indemnité de réinstallation en faveur des fonctionnaires français des anciens cadres marocains et tunisiens. Enfin le décret du 16 juillet 1962 prévoit que l'indemnité de réinstallation ne peut être cumulée avec toutes autres indemnités ayant le même objet. C'est ainsi que les fonctionnaires provenant du Maroc, de Tunisie ou d'Indochine qui, au titre d'une affectation d'office en Algérie ont perçu soit la prime de recrutement et d'installation prévue par le décret n° 57-183 du 16 février 1957, soit la prime d'installation instituée par le décret n° 60-595 du 22 juin 1960 seraient écartés du bénéfice de l'indemnité de réinstallation. La clause de non-cumul est appliquée de la manière la plus souple. En effet, lorsque le délai séparant la date d'ouverture du droit à la prime de recrutement et d'installation ou à la prime d'installation et la date d'ouverture du droit à l'indemnité de réinstallation est supérieur à la période de services exigée pour l'ouverture du droit à ces primes, l'indemnité de réinstallation peut être accordée au titre des services non rémunérés par ces primes. Ainsi dans l'exemple de la prime d'installation, ce n'est que lorsque le départ se situe avant l'expiration d'une période de trois ans que le bénéfice de l'indemnité de réinstallation est refusé en application de la clause de non-cumul. Il serait en effet anormal qu'au titre d'un même séjour en Algérie puissent être perçus deux versements successifs en capital constitués l'un par la prime de recrutement et d'installation, ou par la prime d'installation, l'autre par l'indemnité de réinstallation. L'ensemble des dispositions adoptées à l'égard des fonctionnaires rapatriés d'Algérie tient compte de leur situation particulière et aboutit à leur accorder des avantages qui, dans la pratique, ne peuvent être inférieurs à ceux octroyés aux autres rapatriés. Il convient d'observer notamment que la subvention d'installation prévue par le décret n° 62-261 du 10 mars 1962 ne peut être accordée qu'aux rapatriés les plus démunis sans que son montant puisse dépasser le plafond fixé par les textes.

1627. — M. Boscher demande à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative si une sanction aussi grave que la révocation pure et simple d'un cadre contractuel d'un établissement public, qui n'a jamais encouru de sanction disciplinaire, et qui s'est rendu coupable de la seule faute — le service étant assuré par un adjoint — d'avoir prévenu son administration d'un retard, sans en avoir prévu la durée, sanction contre laquelle l'intéressé se pourvoit selon les moyens légaux, est susceptible de faire jurisprudence pour tous les cadres salariés de la fonction publique, lorsque la dernière juridiction prévue par les textes aura statué. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Il n'existe pas, en matière disciplinaire, d'échelle des sanctions correspondant à des infractions définies de manière précise comme en droit pénal. Chaque cas fait l'objet d'un examen particulier de la part de l'autorité administrative compétente, qui dispose de la plus large liberté d'appréciation. La décision prise sur un cas déterminé ne constitue donc pas un précédent pour une autre autorité administrative. Si la décision infligeait une sanction est attaquée devant le juge administratif, celui-ci, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, se borne à vérifier si les faits reprochés sont de nature à justifier la sanction infligée. Il se refuse à examiner si celle-ci est proportionnée ou non à la gravité de la faute.

1951. — M. Hoffer expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative la situation particulière des ingénieurs des travaux des eaux et forêts. Avant 1948, les ingénieurs des travaux appartenant aux administrations suivantes : ponts et chaussées, météorologie nationale, institut géographique national, agriculture, relevaient d'un régime identique en ce qui concerne le déroulement de leur carrière et leur rémunération. Jusque'en 1954, à l'exception des ingénieurs des travaux publics légèrement favorisés, tous les ingénieurs des travaux et parmi eux les ingénieurs des travaux des eaux et forêts se trouvaient placés sur un pied d'égalité. Depuis

cette date, par le jeu de décrochages successifs, les ingénieurs des travaux des eaux et forêts se sont trouvés déclassés de façon injustifiée par rapport à leurs collègues des autres administrations. Il lui demande s'il envisage de remédier rapidement à cette situation en créant pour les ingénieurs des travaux des eaux et forêts un grade d'ingénieur divisionnaire et en améliorant l'échelonnement de leurs indices de traitement de manière à l'établir au niveau des rémunérations de leurs homologues du ministère des travaux publics et des transports. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — La situation actuelle des ingénieurs des travaux des eaux et forêts n'est pas différente de celle des ingénieurs des travaux ruraux, des travaux agricoles, de l'institut géographique, de l'institut national des statistiques et des études économiques, etc... Certes, les ingénieurs des travaux publics, de la navigation aérienne et de la météorologie bénéficient d'un classement indiciaire supérieur qui résulte d'une décision de principe prise après étude attentive des caractéristiques de chacun de ces corps; en outre, leur carrière comporte un grade supérieur d'ingénieur divisionnaire qui n'a pas été encore créé dans le corps des ingénieurs des travaux des eaux et forêts et ses homologues. Au vu des justifications qui lui ont été présentées, le ministre d'Etat a retenu le projet de création du grade d'ingénieur divisionnaire des travaux des eaux et forêts.

1953. — M. Longueue expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative qu'un décret portant statut des infirmiers et infirmières des services d'assistance sociale et médicale occupant un emploi permanent dans les administrations de l'Etat, les services extérieurs, qui en dépendent ou les établissements publics de l'Etat est à l'étude depuis près de trois ans; que ce statut devant logiquement être conforme, dans la plupart de ses dispositions, à celui des fonctionnaires, rien ne semble s'opposer à ce qu'une décision rapide intervienne. Il lui demande: 1° s'il ne lui paraît pas possible de prévoir pour les agents intéressés les mêmes échelles indiciaires que celles dont bénéficient les infirmiers de l'assistance publique; 2° si la promulgation du décret est susceptible d'intervenir dans un proche avenir. (Question du 30 mars 1963.)

Réponse. — A la suite de nombreux échanges de vues avec les divers départements ministériels gestionnaires, le ministère de la santé publique a établi un projet de statut des infirmiers et infirmières des administrations de l'Etat qui a reçu l'agrément du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative. Il est possible, dès lors, de prévoir la prochaine intervention du statut. Les nouvelles échelles indiciaires correspondantes ne sont pas encore arrêtées, mais il va de soi que leur détermination suscitera une comparaison des attributions ou sujétions des personnels intéressés et de celles de leurs collègues des établissements d'hospitalisation.

SANTE PUBLIQUE ET POPULATION

1346. — M. Maurice Thorez expose à M. le ministre de la santé publique et de la population qu'un des moyens pour aider à remédier à la situation catastrophique des hôpitaux parisiens, qui ont atteint la limite extrême de la surcharge, serait de donner à l'assistance publique à Paris la possibilité d'acquérir les terrains militaires du fort d'Ivry, en vue notamment de la construction d'un hôpital et d'un hospice de vieillards. Alors que l'hiver, particulièrement cruel pour la population laborieuse, a mis en évidence l'imprévoyance et la carence des pouvoirs publics, le plan d'urgence annonce seulement 550 lits nouveaux pour le début de l'hiver prochain. Ceux-ci seront installés dans des baraquements préfabriqués et répartis entre quatre établissements qui se trouvent à la périphérie de Paris: Ivry, Bobigny, Créteil et Brévannes. On a fait état de l'impossibilité de trouver la moindre parcelle libre dans les hôpitaux situés à l'intérieur de la capitale. A Ivry même, le besoin d'un hôpital de l'assistance publique et d'un hospice de vieillards se fait sentir. L'hospice d'Ivry géré par l'assistance publique n'admet que dix vieillards de la localité comme administrés. Il est donc urgent que la commune d'Ivry puisse disposer d'un établissement pour y recevoir les personnes âgées de la commune. Les événements qui ont lieu depuis vingt-quatre ans montrent l'urgence d'un désarmement général. Ils attestent, en tout cas, combien il est absurde de conserver des installations considérées déjà en 1939 comme désuètes et inutiles. A de très nombreuses reprises, les conseils municipaux d'Ivry et de Vitry ont pris des délibérations et fait des propositions précises conformes aux intérêts de la population qu'ils représentent. Des propositions de loi correspondantes ont été déposées. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre, en accord avec M. le ministre des armées, pour que les terrains et locaux militaires du fort d'Ivry soient déclassés et mis à la disposition de l'assistance publique à Paris en vue d'y construire un hôpital et un hospice de vieillards, qui pourraient recevoir les malades et personnes âgées de Paris et des localités de banlieue, les espaces non utilisés à cette fin pouvant servir pour des constructions locatives. (Question du 20 février 1963.)

Réponse. — Pour la banlieue Sud-Est de Paris, il est prévu dans le cadre du IV^e plan d'équipement, outre les travaux de transformation de Bicêtre en section de centre hospitalier et universitaire, la construction par l'assistance publique d'un établissement nouveau de 1.350 lits à Créteil. Par ailleurs, l'assistance publique prévoit dans son plan directeur général l'implantation d'un hôpital à Ivry soit sur son propre terrain, contigu à l'hospice, soit sur tout autre terrain qui pourrait être mis à sa disposition. Ce projet sera pris en considération dans le cadre de l'élaboration du V^e plan; il est de nature à apporter un complément important à l'équipement hospitalier de la banlieue Sud-Est. D'autre part, l'assistance publique a

entrepris la construction de maisons de retraite en banlieue, qui pourront recevoir pour partie des habitants des communes d'implantation dans la mesure où les collectivités locales auront participé aux dépenses d'investissement. Cette politique ne fait pas obstacle à ce que des initiatives locales se manifestent pour réaliser des établissements du même type. En ce qui concerne le fort d'Ivry, le ministre de la santé publique et de la population intervient auprès du ministre des armées pour lui demander s'il peut envisager le déclassement des terrains et locaux militaires du fort d'Ivry, dans le cas où une telle opération s'avérerait nécessaire pour permettre de réaliser, dans les meilleures conditions, les projets auxquels il a été fait allusion ci-dessus, qu'ils émanent de l'assistance publique ou des collectivités locales.

1743. — M. Guillon expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que les tarifs de l'arrêté du 28 janvier 1963 fixant la rémunération des médecins assermentés sont inférieurs de 10 à 20 p. 100 aux tarifs des conventions de sécurité sociale, contrairement aux pratiques en vigueur précédemment. Il lui rappelle que les médecins assermentés doivent, non seulement pratiquer des examens complets, mais encore engager leur responsabilité personnelle vis-à-vis de l'administration. Il lui demande s'il n'envisage pas de revenir sur les dispositions d'un arrêté qui semble de nature à décourager définitivement les médecins de prêter leur concours à l'administration en qualité d'assermentés. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — L'arrêté du 28 janvier 1963 est la conclusion que le ministère des finances et des affaires économiques a estimé devoir apporter aux interventions que le ministère de la santé publique avait faites auprès de lui en vue d'une révision des tarifs fixés par l'arrêté du 30 avril 1948 modifié. De nouvelles démarches sont effectuées auprès de ce département ministériel.

1744. — M. Waldeck-Rochet expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que la sclérose en plaques est une affection neurologique grave assez répandue. Elle constitue le type même de la maladie invalidante, diminuant et ensuite supprimant complètement toute possibilité d'exercer une activité professionnelle. Il lui demande: 1° où en sont les recherches en vue de déterminer l'étiologie ainsi que le traitement de la sclérose en plaques; 2° quel est le montant des crédits figurant à cet effet dans son budget; 3° s'il a l'intention d'intervenir respectivement auprès du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative et du ministre du travail afin que la sclérose en plaques soit ajoutée aux maladies ouvrant droit, pour les fonctionnaires, au congé de longue maladie (art. 21 du décret du 14 février 1959) et aux affections de longue durée prévue par l'article 293 du code de la sécurité sociale. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° Les travaux en matière de recherche sur la sclérose en plaques se situent d'une part, pour des moyens appréciables à l'échelon des grands services neurologiques des centres hospitaliers et universitaires, d'autre part dans le cadre de la section médicale de la recherche scientifique et de l'institut national d'hygiène. Malgré les travaux entrepris depuis plusieurs années, tant en France qu'à l'étranger, la nature et les causes de la sclérose en plaques demeurent inconnues; il n'existe pas de traitement efficace contre cette maladie, il ne peut être fait appel qu'à des palliatifs; 2° il n'existe pas de crédits individualisés en matière de recherche sur la sclérose en plaques, les travaux entrepris à cet effet sont financés sur le budget affecté à la recherche dans le domaine de la neuro-physiologie; 3° un projet de révision du régime des congés de longue durée dans la fonction publique est actuellement à l'étude dans les services du ministre d'Etat chargé de la réforme administrative, en liaison avec le ministère de la santé publique et de la population. Une extension du champ d'application du régime des congés de longue durée a notamment été envisagée, en fonction toutefois des objectifs qui avaient présidé à l'institution du régime de congé de longue durée pour certaines affections, à savoir: a) nécessité de soins prolongés et qui ne peuvent être dispensés soit pour des raisons prophylactiques, soit pour des raisons thérapeutiques, qu'à la condition que le malade soit éloigné du service; b) notion de « récupérabilité » du fonctionnaire. Dans le cadre de cette étude, il a été proposé que les formes récentes ou peu évolutives de sclérose en plaques puissent ouvrir droit à congé de longue durée. Enfin le ministre de la santé publique précise qu'il a fait connaître à plusieurs reprises à son collègue du travail que la liste des maladies de longue durée lui paraissait trop limitative et qu'à l'occasion de la réforme de certains textes relatifs à la sécurité sociale, il était prêt à reconsidérer la question si son collègue le jugeait opportun.

1859. — M. Davoust expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que, par circulaire du 1^{er} août 1960, il a donné certaines directives sur l'organisation de surveillance médicale et des soins médicaux dans les hôpitaux et hospices publics. Si la surveillance médicale est journalière dans les hôpitaux, par contre, dans les hospices, le médecin ne visite les malades que lorsqu'il est appelé et, dans certains hospices, même pas chaque semaine. Il lui demande: a) s'il estime que le médecin chargé d'un hospice doit passer régulièrement et au moins une fois par jour pour visiter les vieillards ou malades ou si le fonctionnement actuel est normal; b) comment doivent être calculés les honoraires d'un médecin qui ne passe à l'hospice que de temps à autre, si l'on se réfère à la circulaire du 27 décembre 1962 sur la rémunération du personnel médical; c) s'il estime qu'une rémunération

forfaitaire, basée sur le nombre de lits de l'établissement ou sur le nombre de visites réellement faites, ne pourrait être envisagée; d) comment il pense faire appliquer sa circulaire du 2 février 1960 sur la doctrine de l'hébergement des vieillards alors que des hospices ne possèdent que des chambres ou dortoirs, où il n'y a ni salle de séjour, ni coins de jeux, de radio, de télévision, de lecture, ni salle de soins, ni infirmerie, ni de salle particulière où les vieillards pourraient voir et parler à leur famille et que, pour réaliser un projet d'aménagement, il faut attendre l'inscription à un plan d'équipement, que certains hospices, ayant étudié des projets d'aménagements, attendent leur inscription au plan d'équipement depuis bientôt dix ans, et qu'il ne leur est pas permis d'effectuer de travaux; e) s'il est nécessaire d'obtenir l'inscription au plan d'équipement pour construire des logements-foyers et des logements pour le personnel. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les diverses questions posées par l'honorable parlementaire appellent les observations suivantes: a) la réponse à donner à la première question varie en fonction des cas d'espèces; en effet, la dénomination « hospice » recouvre en fait des réalités très diverses. Certains hospices n'accueillent que des pensionnaires valides pour lesquels la tâche du médecin se réduit aux examens prévus par la circulaire du 1^{er} août 1960 (examen au moment de l'admission et examen annuel ensuite) et aux appels lorsque le pensionnaire souffre d'une affection aiguë passagère. Dans ces établissements, il est bien évident qu'une visite systématique journalière serait inutile. Par contre, dans les établissements recevant des pensionnaires non valides, le médecin chargé de la surveillance médicale doit être astreint à des visites périodiques fréquentes, voire quotidiennes, selon l'état des pensionnaires; b) la circulaire du 27 décembre 1962 et, d'une façon plus générale, le décret du 21 décembre 1960 relatif à la fixation et à la perception des honoraires et indemnités afférents aux soins dispensés dans les hôpitaux publics, ainsi qu'au mode de rémunération des praticiens hospitaliers ne sont pas applicables aux médecins chargés des services d'hospice. Ceux-ci sont rémunérés, en vertu de l'article 132 (§ 5^e) du règlement d'administration publique du 17 avril 1943, au moyen d'une indemnité forfaitaire annuelle dont le taux est fixé par délibération de la commission administrative approuvée par le préfet, après avis du directeur départemental de la santé et du directeur départemental de la population et de l'action sociale; c) le ministère de la santé publique et de la population a mis au point, après avoir consulté le conseil supérieur des hôpitaux, un projet de barème tendant à indiquer aux commissions administratives la manière dont pourrait être calculé le montant des indemnités forfaitaires allouées aux médecins d'hospice en fonction des diverses catégories de pensionnaires. Ce projet de barème indicatif a été soumis à l'examen du ministre des finances et des affaires économiques en août 1961; d) la circulaire du 2 février 1960 sur l'hébergement des vieillards ne peut évidemment s'appliquer dans les hospices encore mal équipés qu'après une modernisation préalable de ceux-ci. Cette modernisation ira dans le sens d'une humanisation hautement souhaitable de ces établissements. Le IV^e plan d'équipement hospitalier, actuellement en cours, prévoit un effort considérable en matière de construction et de modernisation de lits réservés aux vieillards. Il y a tout lieu de penser que cet effort sera poursuivi — et sans doute accentué — dans le cadre du V^e plan. J'ajoute que, pour effectuer des travaux d'aménagement sur des projets techniquement agréés par le ministère de la santé publique, il n'est nullement obligatoire d'attendre une inscription au plan d'équipement. Cette inscription au plan — et l'attente de l'arrêté attributif de subvention pour lancer les travaux — n'est imposée qu'aux seules opérations dont le plan de financement comporte une participation financière de l'Etat. e) Les constructions de logements-foyers et de logements pour le personnel, elles aussi, ne sont soumises à l'inscription préalable au plan et à l'attente de l'arrêté portant attribution de la participation financière de l'Etat que s'il s'agit de projets subventionnables. Si le financement n'est pas fondé sur une subvention de l'Etat, les travaux de construction peuvent démarrer dès que le dossier technique de l'opération a reçu l'agrément du ministère de la santé publique.

1862. — M. Durbet expose à M. le ministre de la santé publique et de la population que l'article 359 du code de la santé permet aux étudiants en chirurgie dentaire, ayant accompli leur quatrième année d'études, d'être autorisés à remplacer les praticiens de l'art dentaire pendant les vacances universitaires, ce droit ne pouvant être accordé que pour deux années consécutives. Cette limitation peut gêner un certain nombre d'étudiants retardés dans leur études, notamment pour raison de santé. Il lui rappelle qu'aucune disposition analogue n'existe en ce qui concerne la médecine, et lui demande s'il n'envisage pas d'assouplir les dispositions du texte précité en portant par exemple de deux à quatre ans le temps pendant lequel les remplacements pourront être effectués par les étudiants en chirurgie dentaire. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Les dispositions de l'article L. 359 du code de la santé publique touchant les remplacements effectués par les étudiants en art dentaire ont été prises à la demande de ces étudiants et après accord des organismes professionnels intéressés. Le ministre de la santé publique n'a reçu aucune demande de modification dans le sens indiqué par l'honorable parlementaire. La limitation du droit de remplacement à deux années consécutives n'a, jusqu'au présent, en effet, soulevé aucune protestation, ces deux années étant, dans la très grande majorité des cas, suffisantes à l'achèvement des études dentaires, et à l'obtention du diplôme d'Etat.

1746. — M. Alduy demande à M. le ministre de la santé publique et de la population, à la veille du 31^e congrès national des bureaux d'aide sociale qui doit tenir ses assises à Clermont-Ferrand, de lui préciser les intentions du Gouvernement relatives au statut, à l'administration, au budget et au personnel des bureaux d'aide sociale. En effet, ces établissements publics relèvent soit du code municipal, soit du code hospitalier, le tout variant suivant les départements. Il lui demande notamment s'il ne pense pas que les bureaux d'aide sociale, qui sont une administration publique à gestion financière autonome devraient bénéficier au plus tôt d'un statut qui leur serait propre. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — L'organisation, les attributions et le fonctionnement des bureaux d'aide sociale prévus par le décret du 29 novembre 1953 sont fixés par les articles 136 et suivants du code de la famille et de l'aide sociale (chapitre II du titre III). Les bureaux d'aide sociale sont des établissements publics communaux et bénéficient à ce titre de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Seuls, ont un statut particulier les bureaux d'aide sociale de Paris, Lyon et Marseille, en raison de l'importance de ces villes qui ont nécessité une administration particulière pour tout ce qui relève de l'assistance. Dans ces conditions, la suggestion faite par l'honorable parlementaire et tendant à doter tous les bureaux d'aide sociale d'un statut identique ne paraît pas pouvoir être retenue. Il ne semble pas en effet qu'une telle mesure serait de nature à améliorer les conditions de fonctionnement, actuellement satisfaisantes, des bureaux d'aide sociale et que, par contre, elle pourrait susciter des difficultés pour les grandes villes à régime particulier.

2210. — M. Fanton rappelle à M. le ministre de la santé publique et de la population que la loi n° 61-1312 du 6 décembre 1961 tendant à accorder le bénéfice de la législation sur les accidents du travail aux membres bénévoles des organismes sociaux prévoyait un certain nombre de textes d'application, dont aucun ne semble, à l'heure actuelle, avoir été publié. Il lui demande les raisons de ce retard et dans quels délais il pense pouvoir remédier à cette situation qui présente de très graves inconvénients pour les intéressés. (Question du 13 avril 1963.)

Réponse. — La préparation des mesures d'application de la loi n° 61-1312 du 6 décembre 1961, qui a étendu l'application du livre IV du code de la sécurité sociale aux membres bénévoles des organismes sociaux, par une addition à l'article L. 416 dudit code, incombait à M. le ministre du travail. Il est signalé à l'honorable parlementaire que les textes visés aux articles 1^{er} et 2 de la loi précitée constituent les chapitres I^{er} et II du décret du 8 avril 1963 publié au Journal officiel du 13 avril 1963.

TRAVAIL

794. — M. Joseph Rivière expose à M. le ministre du travail qu'à la suite de sa réponse à sa question écrite n° 15880 (Journal officiel, débats de l'Assemblée nationale, 2^e séance du 11 juillet 1962) la caisse autonome artisanale d'assurance vieillesse a fait procéder à une enquête sur place par un de ses inspecteurs et, à la suite de cette enquête, elle a reconnu que l'intéressé tirait son revenu principal d'une activité agricole et que par conséquent l'activité principale de l'intéressé était bien une activité agricole. Il lui demande s'il est normal, dans ces conditions, que la caisse autonome artisanale, alors que la situation de l'intéressé n'a jamais varié, se contente d'opérer une radiation de l'intéressé avec effet du 31 mars 1960 et refuse de rembourser les cotisations perçues par elle depuis le 1^{er} janvier 1949, date de l'entrée en vigueur du régime d'assurance vieillesse artisanale. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — Diverses modifications sont intervenues depuis le 1^{er} janvier 1949 dans la législation applicable aux personnes exerçant simultanément plusieurs activités non salariées, dont une à caractère agricole. Le régime d'allocation vieillesse des travailleurs non salariés des professions agricoles n'ayant été établi que par la loi n° 52-799 du 10 juillet 1952, l'agriculteur exerçant, d'autre part, une activité artisanale, relevait en conséquence, pour la période du 1^{er} janvier 1949 au 1^{er} juillet 1952, uniquement de la caisse artisanale, qui a perçu à juste titre les cotisations afférentes à cette période. Lors de la mise en vigueur de la loi du 10 juillet 1952 (article 1^{er}), l'intéressé devait être affilié aux deux organisations autonomes d'allocation vieillesse des non-salariés, mais n'était tenu que pour moitié, auprès de chacune de ces organisations, au paiement des cotisations. L'obligation de cotiser aux deux régimes a pris fin au mois de janvier 1955, en vertu de la loi n° 55-21 du 5 janvier 1955, dont les dispositions ont été intégrées dans l'article L. 645 du code de la sécurité sociale. En vertu de cet article, une personne qui exerce simultanément deux activités non salariées relevant d'organisations autonomes distinctes d'allocation vieillesse est affiliée à la seule organisation dont relève son activité principale. Dans l'éventualité où, comme le signale l'honorable parlementaire, l'activité agricole serait la principale, il appartiendrait à la caisse artisanale de transférer à la caisse agricole les cotisations afférentes à la période courant de 1955 à 1960.

988. — M. Arthur Ramette expose à M. le ministre du travail que de plus en plus fréquemment les ouvrières du textile, mères de famille, ayant cessé de travailler en usine pour des causes diverses (maternité, maladie d'un enfant ou d'un parent proche, etc.) reprennent place dans la production et perdent, dès lors, le

bénéfice de l'allocation mensuelle de salaire unique, soit 80 à 100 francs par mois. La plupart d'entre elles doivent, dans ce cas, faire garder leurs jeunes enfants, ce qui entraîne des dépenses s'élevant à 101, 150 ou 200 francs par mois. La perte de l'allocation de salaire unique et les frais de garde de l'enfant pendant les heures de travail sont durement ressentis par ces travailleuses, dont les époux sont le plus souvent des ouvriers aux salaires plus que modestes insuffisants à assurer seuls la subsistance de leur famille. Il lui demande s'il envisage de modifier la législation sur les prestations familiales de façon à attribuer, comme le demande la C. G. T. à toutes les mères de famille, qu'elles travaillent ou non, une allocation spéciale se substituant à l'allocation dite « de salaire unique ». (Question du 7 février 1963.)

Réponse. — La réforme éventuelle de l'allocation de salaire unique fait l'objet d'une étude approfondie de la part des départements ministériels intéressés. Plusieurs possibilités ont déjà été envisagées et il ne peut être indiqué actuellement quelles solutions seront retenues en définitive.

1070. — M. Vial-Massat attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation difficile qui résulterait de la décision prise par la direction générale des établissements Chavanne-Brun de Montrbrison de fermer l'atelier de fonderie qui occupe 60 travailleurs (54 horaires et 6 mensuels) dont 15 de cinquante-six à cinquante-neuf ans et 10 de soixante à soixante-cinq ans. Cette décision de fermeture doit être définitive le 31 mars 1963 et le personnel va se trouver licencié. Il lui demande : 1° les dispositions qu'il compte prendre de concert avec son collègue du département des finances et des affaires économiques : a) pour empêcher ou retarder la fermeture de cet atelier de fonderie disposant de puissants moyens de levage, d'un embranchement S. N. C. F. et d'une superficie de 10.000 mètres carrés ; b) pour s'opposer à tout licenciement tant qu'un reclassement effectif avec garantie du salaire actuel pendant une longue période ne sera pas assuré ; 2° s'il n'envisage pas d'accorder la retraite anticipée avec compensation jusqu'à soixante-cinq ans pour les travailleurs ayant dépassé soixante ans étant donné qu'actuellement tout homme ayant dépassé cet âge ne trouve plus d'emploi, les directions d'usines boudant l'embauche des ouvriers qui ont plus de quarante ans. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — La situation des établissements Chavanne-Brun frères, à Montrbrison, signalée par l'honorable parlementaire, a retenu l'attention des services du ministère du travail. Il résulte d'une enquête à laquelle il a été procédé par les services de l'inspection du travail et de la main-d'œuvre que cette entreprise, affectée par les modifications des conditions économiques de la production (remplacement de la fonte par l'acier moulé), a éprouvé des difficultés économiques dues notamment à une réduction très sensible de son carnet de commandes. Il est rappelé que s'il n'entre pas dans la compétence du ministère du travail de s'opposer à la fermeture partielle ou totale d'un établissement, ses services extérieurs sont cependant intervenus, dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés par la législation relative au contrôle de l'emploi, en vue de s'assurer de la réalité des motifs économiques invoqués pour justifier les mesures tendant à la cessation d'activité de l'atelier de fonderie des établissements en cause. Ils se sont préoccupés de veiller à l'application des dispositions législatives et réglementaires en matière de licenciement collectif en ce qui concerne en particulier la consultation du comité d'entreprise, et ont ainsi obtenu que la date de fermeture de l'atelier considéré soit retardée et fixée au 15 avril 1963. D'autre part, les services extérieurs du travail et de la main-d'œuvre se sont souciés également de favoriser l'intervention de toutes mesures susceptibles, tout à la fois, de faire bénéficier les travailleurs licenciés des avantages sociaux auxquels ils pourraient prétendre et d'assurer leur reclassement dans les meilleures conditions possibles, soit dans d'autres ateliers de l'entreprise, soit dans des établissements de la région montrbrisonnaise ou encore par la réorientation de jeunes travailleurs qui seront admis en stage de formation professionnelle des adultes. Au surplus, il convient d'indiquer que pour atténuer les incidences des mesures envisagées, des dispositions particulières ont déjà été prises en faveur des salariés malades et des travailleurs âgés et que les conditions d'attribution des indemnités de licenciement prévues par la convention collective ont été améliorées pour l'ensemble du personnel. La suggestion de l'honorable parlementaire tendant à ce qu'une retraite anticipée soit accordée aux travailleurs ayant dépassé l'âge de soixante ans a retenu l'attention. Toutefois, il ne paraît pas possible, actuellement, à la fois d'avancer l'âge d'admission à la retraite et d'augmenter le montant des avantages de vieillesse ; or, une priorité doit être donnée à l'augmentation des minima des prestations servies au titre de la vieillesse au profit des bénéficiaires les plus défavorisés. Il est précisé d'ailleurs qu'en l'état actuel des textes, les assurés sociaux totalisant au moins quinze ans de versements de cotisations qui peuvent être reconnus médicalement inaptes au travail ont droit, dès l'âge de soixante ans, à une pension de vieillesse calculée en fonction du taux de 40 p. 100 du salaire de base, qui n'est normalement applicable qu'au soixante-cinquième anniversaire. D'autre part, l'article L. 342 du code de la sécurité sociale prévoit que les périodes pour lesquelles l'assuré s'est trouvé, avant l'âge de soixante-cinq ans, en état de chômage involontaire constaté sont assimilées à des périodes d'assurance obligatoire pour l'ouverture du droit et le calcul de la pension de vieillesse.

1172. — M. Arthur Ramette attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation très pénible des vieux travailleurs, tisserands à domicile, qui attendent encore le bénéfice de l'allocation de vieillesse et de l'allocation de retraite du régime complémentaire.

Il lui demande ce qu'il compte faire pour que les intéressés obtiennent enfin ces modestes avantages de vieillesse. (Question du 13 février 1963.)

Réponse. — L'allocation aux vieux travailleurs salariés est prévue par les articles L. 614 et suivants du code de la sécurité sociale en faveur des intéressés, âgés d'au moins soixante-cinq ans (ou soixante ans en cas d'invalidité de au travail) qui justifient, notamment, avoir occupé un emploi salarié ou assimilé au sens de la législation sur les assurances sociales, leur ayant procuré une rémunération normale pendant quinze ans postérieurement à leur cinquantième anniversaire ou, à défaut, durant vingt-cinq ans au cours de leur existence. Les requérants peuvent apporter la preuve de leurs périodes de salariat par la production de certificats de travail de leurs anciens employeurs ; dans le cas où ces employeurs sont disparus ou décédés, les requérants peuvent être autorisés à souscrire une déclaration sur l'honneur. Toutefois, les périodes de salariat postérieures au 31 décembre 1944 ne peuvent être prises en considération que si elles ont donné lieu au versement des cotisations. Si les requérants dont il s'agit estiment réunir les conditions susindiquées, il leur appartient de demander l'examen de leurs droits éventuels à cette allocation, à la caisse régionale d'assurance vieillesse des travailleurs salariés dans la circonscription de laquelle ils résident. Dans le cas où certaines difficultés particulières auraient surgi à l'occasion de l'examen de ces droits éventuels, il conviendrait que l'honorable parlementaire précise ces difficultés en indiquant les noms, prénoms, adresses, dates de naissance des intéressés, ainsi que la dénomination et l'adresse de la caisse de sécurité sociale auprès de laquelle la demande d'allocation aux vieux travailleurs salariés aurait été souscrite. D'autre part, les régimes de retraites complémentaires de celui de la sécurité sociale sont dus à l'initiative privée et les employeurs ne peuvent être tenus d'en faire bénéficier telle ou telle catégorie de leurs salariés qu'en vertu de conventions collectives ou d'accords de retraites, librement conclus entre organisations professionnelles représentatives des employeurs et des salariés intéressés. Les pouvoirs publics ne peuvent intervenir en ce domaine que pour étendre, par arrêté, les dispositions de ces conventions, ou accords, aux entreprises, comprises dans leur champ d'application professionnel et territorial, mais non affiliées aux organisations patronales qui les ont signés. Seuls, jusqu'à présent, ont été portés à la connaissance du ministre du travail, au sujet des travailleurs à domicile de l'industrie textile, deux accords régionaux de retraite afférents à la Loire et à la Haute-Loire, accords dont l'extension n'a pas été demandée et qui ne concernent, en conséquence, que les travailleurs à domicile des entreprises affiliées aux organisations patronales signataires. Toutefois, il est signalé que, sur le plan interprofessionnel, l'accord du 8 décembre 1961 tendant à la généralisation des retraites complémentaires — s'il ne règle pas d'ores et déjà le cas des travailleurs à domicile — a prévu que cette question ferait l'objet d'un examen ultérieur. Cet accord a été agréé par arrêté du 27 mars 1962 et publié au Journal officiel du 31 mars 1962.

1271. — M. Marcel Guyot attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation des artisans du bâtiment qui, versant moins de 13.900 francs par an de salaires à leur personnel ne peuvent adhérer à une caisse de chômage intempéries. Le froid rigoureux qui a sévi pendant près de deux mois a mis ces artisans dans l'impossibilité d'occuper leur personnel à des travaux divers. Ils ont dû néanmoins verser à leurs ouvriers une indemnité de chômage intempéries égale à 75 p. 100 du salaire de base de ceux-ci. De ce fait, ils connaissent de grandes difficultés financières. C'est pourquoi la chambre des métiers du département de l'Allier, constatant qu'en période normale le chômage est pratiquement inexistant dans l'artisanat, a suggéré que l'A. S. S. E. D. I. C. qui dispose de crédits inutilisés rembourse à ces artisans les indemnités qu'ils ont payées à leurs ouvriers dans les mêmes conditions que s'ils avaient été admis à adhérer aux caisses prévues par le décret du 1^{er} mars 1949. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que cette suggestion soit retenue et que les artisans du bâtiment versant moins de 13.900 francs de salaires par an à leurs ouvriers puissent être remboursés des indemnités de chômage intempéries payées à ces ouvriers. (Question du 19 février 1963.)

Réponse. — Les artisans du bâtiment ont été, à leur propre demande, exonérés du versement des cotisations de chômage intempéries lorsqu'ils supportent moins de 13.900 francs par an de salaires pour leur personnel. De ce fait, ils ne peuvent prétendre au remboursement, par la caisse nationale de surcompensation du bâtiment et des travaux publics de France, des indemnités-intempéries qu'ils sont tenus de verser à leur personnel, en application des dispositions de la loi du 21 octobre 1946. Toutefois, pour les indemnités versées au-delà des quarante-huit jours ouvrables, les artisans pourront obtenir un remboursement partiel de leurs débours, à compter du quarante-neuvième jour d'indemnisation au titre du chômage partiel en s'adressant, à cet effet, au directeur départemental du travail et de la main-d'œuvre compétent.

1290. — M. Malnguy attire l'attention de M. le ministre du travail sur le fait que le décret n° 62-793 du 13 juillet 1962 prévoit, en son article 2, que les médecins, ayant donné leur adhésion aux clauses obligatoires de la convention type et aux tarifs fixés conformément au décret du 12 mai 1960, bénéficieront d'avantages complémentaires pour les prestations de maladie et de vieillesse. Ces avantages, attribués à la condition que les praticiens aient donné leur adhésion depuis trois ans au moins, sont cependant accordés, en ce qui concerne la pension de vieillesse, et à titre exceptionnel, à ceux d'entre eux qui justifient d'une adhésion à une date d'effet antérieure au

1^{er} novembre 1960. De plus, la cotisation versée au titre de l'année 1960 compte, en sus de l'annuité de cotisation, pour deux annuités supplémentaires, soit au total trois annuités. Les praticiens dont la convention n'a pris effet qu'entre le 1^{er} novembre et le 31 décembre 1960 sont ainsi privés du bénéfice de ces trois annuités, que certains d'entre eux d'ailleurs, du fait de leur âge, ne pourront acquérir qu'en poursuivant l'exercice de leur profession après l'âge normal de la retraite. Il lui demande par conséquent s'il n'envisage pas la possibilité d'étendre le bénéfice des dispositions ci-dessus rappelées à tous les praticiens qui exerçaient sous convention à la date du 31 décembre 1960. (Question du 19 février 1963.)

Réponse. — En application de l'article 2 du décret n° 62-793 du 13 juillet 1962, qui ne fait que reprendre, en les complétant, les dispositions de l'article 3 du décret n° 60-923 du 6 septembre 1960, les avantages sociaux complémentaires sont attribués à la condition que les praticiens ou auxiliaires médicaux en cause aient exercé une activité professionnelle non salariée pendant trois mois au moins depuis l'entrée en vigueur d'une convention fixant les tarifs d'honoraires ou, à défaut de convention, à condition que ces praticiens ou auxiliaires médicaux aient donné, depuis trois mois au moins, leur adhésion personnelle aux clauses obligatoires de la convention type et aux tarifs fixés conformément à l'article 3 du décret du 12 mai 1960. Toutefois, par lettre circulaire n° 102 S.S. du 24 octobre 1960, il avait été décidé d'assouplir ces exigences en raison de la date de publication tardive du décret du 6 septembre 1960 et dans le souci d'apporter une contribution aux efforts entrepris, de part et d'autre, dans de nombreux départements en vue de la conclusion de conventions. Il avait été notamment précisé que les caisses primaires pourraient verser, pour l'année 1960, en faveur des praticiens et auxiliaires médicaux, et sous réserve que ceux-ci procèdent de leur côté au versement qui leur incombe, une cotisation annuelle égale à la cotisation prévue pour l'année 1961, lorsqu'une convention fixant les tarifs d'honoraires ou lorsque leur adhésion personnelle aurait pris effet avant le 1^{er} novembre 1960. Je viens, dans le même esprit, de donner des instructions aux caisses de sécurité sociale leur demandant d'étendre, conformément au souhait exprimé par l'honorable parlementaire, le bénéfice de ces dispositions à tous les praticiens exerçant sous convention ou adhésion individuelle antérieurement au 1^{er} janvier 1961.

1432. — M. Manceau expose à M. le ministre du travail qu'une société d'Angers (Maine-et-Loire) vient de licencier 348 de ses salariés (dont 202 femmes) qui se répartissent par âge de la façon suivante: moins de vingt ans: 30; de vingt à trente ans: 55; de trente à trente-neuf ans: 44; de quarante à quarante-neuf ans: 63; de cinquante à cinquante-quatre ans: 47; de cinquante-cinq à cinquante-neuf ans: 59; de soixante à soixante-cinq ans: 50. Les raisons invoquées pour justifier ces licenciements sont: 1° l'arrêt des commandes militaires après la fin de la guerre d'Algérie et la transformation partielle de l'armée; 2° la concurrence étrangère dans le cadre du Marché commun, l'absence des mesures de reconversion nécessaires au maintien de tous les travailleurs dans l'usine est imputable à la fois aux pouvoirs publics et à la direction de la société en cause. La plupart des travailleurs licenciés ne peuvent trouver un nouvel emploi à Angers et dans la région. Ceux ou celles qui sont âgés sont irrémédiablement condamnés au chômage et à la misère. Il lui demande quelles mesures il compte prendre: 1° pour le réemploi des licenciés sans perte de salaire, notamment en favorisant la reconversion de l'usine; 2° pour le paiement immédiat des allocations chômage dues par l'Assedic à tous les licenciés non reclassés; 3° pour que l'allocation chômage ne soit pas supprimée à ceux qui n'ont pu obtenir un emploi permanent et à plein temps; 4° pour permettre que les travailleurs âgés de soixante ans et plus, et les travailleurs âgés de cinquante-cinq ans et plus puissent bénéficier de leur rente vieillesse au même taux que s'ils avaient pu être employés jusqu'à soixante-cinq ans; 5° pour qu'une remise totale ou partielle des impôts de 1962 soit accordée aux licenciés qui en feront la demande. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Depuis l'année 1960, l'évolution de la situation des Etablissements Bessonneau, à Angers, signalée par l'honorable parlementaire, fait l'objet des préoccupations du ministère du travail. Il convient d'observer qu'en matière de licenciement collectif les services de ce département ministériel ne peuvent intervenir que dans les limites fixées par l'ordonnance du 24 mai 1945 relative au contrôle de l'emploi laquelle leur confère essentiellement les pouvoirs de s'assurer de la réalité des motifs invoqués pour justifier les mesures de congédiement et veiller au respect des garanties prévues par la loi en ce qui concerne la consultation du comité d'entreprise et l'application du règlement intérieur visant l'ordre des licenciements. Les Etablissements Bessonneau, dont les fabrications textiles (filature, corderie, tissage) subissent les effets de la concurrence qui se développe sur le plan national et sur les marchés extérieurs, éprouvent depuis plusieurs mois des difficultés d'ordre économique et financier aggravées de surcroît par l'interruption des marchés militaires qui n'ont pas permis à cette entreprise d'effectuer en temps opportun les opérations de modernisation et de conversion de sa production imposées par l'évolution économique de ce secteur d'activité. Les licenciements envisagés étant motivés par des circonstances économiques qui ont affecté les établissements en cause, les services de l'Inspection du travail et de la main-d'œuvre sont intervenus pour assurer dans toute la mesure du possible aux travailleurs licenciés leur reclassement rapide et le bénéfice des indemnités de licenciement et des allocations de chômage auxquelles ils pouvaient prétendre. C'est ainsi qu'à la date du 13 mars 1963, sur 348 personnes licenciées, 130 avaient été reclassées, soit par les services de main-d'œuvre, soit par leurs propres moyens, et 218 étaient encore inscrites comme demandeurs d'emploi. Compte tenu de la situation locale de l'emploi,

les services de main-d'œuvre poursuivent leurs efforts pour procurer aux ouvriers licenciés et notamment aux travailleurs âgés qui ne réunissent pas les conditions prévues par la législation en vigueur pour bénéficier d'une retraite anticipée, un emploi compatible avec leurs aptitudes et leur qualification professionnelles. Ils s'efforcent également de favoriser l'intervention de toutes mesures propres à faciliter la réadaptation et la réorientation professionnelle de certains d'entre eux. En ce qui concerne la remise totale ou partielle des impôts dus par les intéressés, il appartient à ces derniers d'adresser individuellement une demande de dégrèvement au service compétent du ministère des finances.

1504. — M. Waldeck Rochet expose à M. le ministre du travail que la période maximum de quarante-huit jours ouvrables pendant laquelle les travailleurs du bâtiment et des travaux publics ont droit à l'indemnité de chômage-intempéries, est arrivée à expiration et que, par suite de la persistance du gel, ces travailleurs ne peuvent reprendre leur activité professionnelle et vont donc être privés de toutes ressources. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre d'urgence afin que les travailleurs du bâtiment et des travaux publics continuent à percevoir l'allocation de chômage-intempéries jusqu'à ce que les circonstances atmosphériques permettent la reprise du travail. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — L'honorable parlementaire est informé que toutes instructions utiles ont été adressées aux caisses de congés-intempéries afin qu'elles continuent à assumer le versement des indemnités de chômage-intempéries, à compter du 4^{er} jour, dans la limite d'une durée maximum de 14 jours (12 jours ouvrables).

1508. — M. Davoust appelle l'attention de M. le ministre du travail sur les difficultés occasionnées à certains débiteurs par les rigueurs de l'article 61 du code du travail (décret n° 60-277 du 28 mars 1960) qui fixe les proportions dans lesquelles les rémunérations sont cessibles ou saisissables. Il expose que, malgré les diverses hausses du coût de la vie survenues depuis plus de deux ans, ledit tarif n'a pas été modifié. Il paraît anormal que celui-ci permette la saisie de la totalité des salaires supérieurs à 11.250 F: la somme restant à la disposition du tiers saisi pour lui et sa famille étant alors au maximum de 750 F par mois quel que soit le nombre des personnes à sa charge, femme, enfants ou parents. Une telle limitation entraîne la plupart du temps le débiteur à renoncer à maintenir une activité importante puisqu'elle ne lui procure aucun avantage. En outre, une telle méthode, ne tenant pas compte des charges générales qui peuvent incomber à un débiteur, et qu'il ne lui est pas possible de modifier d'un instant à l'autre (loyer, habillement, etc.) risque de mettre dans une situation plus délicate le débiteur chargé de famille que le célibataire sans aucune charge. Dans certains cas, et notamment lorsque les travailleurs sont assujettis à un système de retraite complémentaire, le montant de celle-ci devant s'imputer sur la partie saisissable, la fraction qui leur revient se trouve ramenée à des limites de l'ordre de 600 à 650 F pour un salaire plafond et à un chiffre par conséquent bien inférieur pour des salaires moins élevés. Il demande s'il ne serait pas possible d'intéresser le salarié au maintien de son activité totale en lui accordant une partie, même restreinte, de la portion supérieure à 11.250 F, ce genre de débiteurs étant du reste souvent constitué par des travailleurs victimes d'escroqueries dont ils ne peuvent pas toujours obtenir justice. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — La suggestion formulée par l'honorable parlementaire tend à modifier le décret n° 60-277 du 28 mars 1960 modifiant le 1^{er} alinéa de l'article 61 du livre 1^{er} du code du travail relatif à la saisie-arrêt et à la cession des rémunérations. Ce décret étant revêtu de la signature de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et de M. le ministre des finances et des affaires économiques, l'examen de cette suggestion relève non seulement du ministre du travail, mais encore des ministres précités. Le ministre du travail, en conséquence, envisage de saisir de la question posée ses deux collègues.

1509. — M. Jacques Hebert expose à M. le ministre du travail qu'un ouvrier des constructions et armes navales du port de Cherbourg qui, victime le 26 décembre 1945, d'un accident du travail, entraînant notamment l'imputation des deux avant-bras, obtint une rente basée sur un taux d'incapacité de 100 p. 100 outre la majoration pour assistance d'une tierce personne, se suicida le 20 septembre 1960, à la suite d'une dépression nerveuse résultant de l'état dû à l'accident susindiqué. Il lui demande si, dans de telles conditions, le délai fixé par la loi du 9 avril 1898 pour faire une demande en aggravation est opposable aux ayants droit de l'intéressé, et les mesures qu'il envisage de prendre pour permettre à ceux-ci d'obtenir la pension à laquelle ils peuvent équitablement prétendre. (Question du 2 mars 1963.)

Réponse. — L'accident survenu le 26 décembre 1945 demeure régi en toutes ses conséquences par la loi du 9 avril 1898 modifiée, telle qu'elle était alors en vigueur. En vertu de l'article 19 de cette loi, « la demande en révision de l'indemnité fondée sur une aggravation ou une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident est ouverte pendant trois ans... ». Dans le cas où il y a eu attribution d'une rente à la victime le point de départ de ce délai de trois ans est la date de l'accord des parties ou de la décision judiciaire passée en force jugée, fixant ladite rente. Selon la jurisprudence constante de la cour de cassation, le délai de révision est un délai de forclusion, d'ordre public. Son expiration est donc opposable de plein droit à la

victime ou, en cas de décès, à ses ayants droit. Dans le présent cas, la date de la décision d'attribution de rente n'est pas indiquée, mais il semble bien, étant donné la date de l'accident que, lors du décès, le délai de trois ans était expiré. Les ayants droit de la victime ne peuvent donc introduire une action en révision à l'encontre de l'employeur responsable ou de son assureur substitué. Une mesure législative serait nécessaire pour modifier cet état de choses. Il est signalé, à cet égard, que la situation du conjoint qui a rempli le rôle de « tierce personne » assistant la victime atteinte d'une incapacité permanente totale de travail (et qui vient à décéder par suite des conséquences de l'accident, postérieurement à l'expiration du délai de révision) a particulièrement retenu l'attention. Une étude est en cours à ce sujet. Il n'est pas possible, toutefois, de préjuger les résultats de cette étude.

1644. — M. Nilas attire l'attention de M. le ministre du travail sur les difficultés rencontrées par les personnes âgées de plus de cinquante ans, et notamment celles classées parmi les cadres, pour trouver un emploi correspondant à leurs capacités. Il lui rappelle qu'en conclusion d'un débat qui a eu lieu à ce sujet le 28 avril 1961, son prédécesseur déclarait à l'Assemblée nationale que le Gouvernement a la conviction que, dans un délai très bref, au prix d'un renouvellement de nos méthodes et, en particulier, des méthodes de recherches et de placement qui sont mises en œuvre par les services du ministère du travail, au prix aussi de dispositions réglementaires ou législatives et même au prix d'insertion dans les conventions de certaines règles touchant au régime du travail ou aux conditions de travail des personnes âgées, il sera possible, dans un très proche avenir, de faire en sorte que ces personnes dites âgées puissent, en toute dignité et sans déchoir, répondre à leur vocation professionnelle. Il lui demande les dispositions qu'il a prises ou qu'il envisage de prendre afin que les personnes âgées de plus de cinquante ans soient assurées de la sécurité de leur emploi. (Question du 9 mars 1963.)

Réponse. — Le ministère du travail attache un intérêt particulier au problème de l'emploi des travailleurs âgés en raison de l'importance qu'il revêt du fait notamment des modifications des conditions techniques de la production et de l'évolution démographique. L'action du ministère du travail en la matière consiste ainsi que le rappelle l'honorable parlementaire en la mise en œuvre d'un ensemble de mesures propres à favoriser le maintien à l'emploi des travailleurs âgés et à faciliter leur reclassement, leur réorientation et leur réadaptation professionnelles. Il convient de remarquer en premier lieu que le ministère du travail s'efforce, dans la limite de sa compétence, de favoriser l'emploi des travailleurs âgés en intervenant auprès des employeurs dans les conditions déterminées dans la circulaire du 10 octobre 1958 en vue d'éviter, dans toute la mesure du possible, le licenciement des intéressés et d'obtenir en cas de congédiement le versement d'indemnités supérieures à celles prévues dans les conventions collectives. De plus, il a été récemment rappelé au service de l'inspection du travail l'intérêt qui doit être porté, notamment, lors de l'éventualité de licenciements collectifs, à la situation des travailleurs âgés susceptibles d'être atteints par les transformations qui affectent les entreprises. D'autre part, sur la suggestion de la commission nationale consultative de la main-d'œuvre, un certain nombre d'études ont été entreprises dans le cadre régional, en vue d'examiner la situation de l'emploi des travailleurs âgés, et de rechercher, à la lumière des informations ainsi recueillies, les possibilités de déceler les emplois susceptibles d'être offerts à ceux des intéressés qui souhaiteraient leur maintien en activité. Avant d'entreprendre dans le domaine de la réadaptation professionnelle toute action spécifique en faveur des travailleurs âgés, la commission nationale consultative de la main-d'œuvre a recommandé que soit effectuée une étude analytique des postes de travail vers lesquels les intéressés pourraient être le plus utilement orientés. Il y a lieu de préciser pour ce qui concerne la formation professionnelle que les travailleurs âgés peuvent en tout état de cause, sous réserve de posséder les aptitudes requises, être admis à suivre les stages de formation et les cours de perfectionnement du premier et du second degré dispensés dans les centres de formation professionnelle des adultes au titre de la promotion sociale, en vertu des dispositions de la loi du 31 juillet 1959. En outre, la création conformément aux recommandations du IV^e plan de développement économique et social, d'échelons régionaux de l'emploi comportant des sections de conseils professionnels dont la mise en place se poursuit progressivement, doit permettre en particulier, grâce à une connaissance plus précise du marché du travail sur le plan régional, d'assurer une meilleure orientation des travailleurs au cours des différentes étapes de leur carrière professionnelle. Au surplus, il doit être observé que les travaux d'études et d'enquêtes actuellement en cours dans le cadre régional sont de nature à faciliter ultérieurement l'adoption des dispositions conventionnelles auxquelles fait allusion l'honorable parlementaire, notamment de celles relatives aux conditions de travail des personnes âgées.

1748. — M. d'Aillères expose à M. le ministre du travail que, si les rentes et pensions de la sécurité sociale vont être majorées de 16 p. 100 à compter des 1^{er} mars et 1^{er} avril 1963, il reste encore à revaloriser les pensions de ceux qui ne perçoivent que le minimum : gens ayant insuffisamment cotisé, bénéficiaires de l'aide sociale, etc., dont la pension plafonne autour de 90 francs par mois. Il lui demande s'il ne serait pas possible de faire quelque chose pour ces catégories dont la pension est loin de suivre la progression des autres, afin de leur donner une allocation plus décente et plus en rapport avec le coût de la vie. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — Les dispositions prises par les décrets n° 62-439 et n° 62-440 du 14 avril 1962 majorant le taux de divers avantages de vieillesse et d'invalidité ne constituent qu'une première étape en vue de l'amélioration du sort des personnes âgées les plus défavorisées. En effet, il est notamment prévu pour 1963 une nouvelle augmentation des avantages non contributifs et des minima des pensions et rentes ainsi que le relèvement des plafonds de ressources fixés pour l'attribution ou le service des allocations de vieillesse. D'autre part, le rapport déposé par la commission d'étude des problèmes de la vieillesse a été soumis à l'examen du comité national de la vieillesse de France et du conseil supérieur de la sécurité sociale. Le Gouvernement espère pouvoir arrêter prochainement, au vu de l'avis rendu par ces deux organismes, les bases de sa future politique dans le domaine de l'amélioration des régimes de retraites.

1749. — M. Pierre Bas expose à M. le ministre du travail que le personnel militaire retraité, d'une part, le personnel en situation de non activité pour infirmité temporaire, de congé spécial aéronautique, d'indisponibilité, de congé spécial, d'autre part, perçoit une pension ou une solde sur laquelle est précomptée une cotisation de sécurité sociale au bénéfice de la caisse nationale militaire de sécurité sociale. Les retraités titulaires d'une pension peuvent obtenir le remboursement de ces retenues si, exerçant une activité salariée, ils cotisent au régime général de sécurité sociale et en relèvent pour leurs prestations, mais, en vertu de l'arrêté du 19 novembre 1951, pris en analogie avec le règlement d'administration publique du 8 juin 1946 (art. 151), ils ne disposent que d'un délai d'un an pour obtenir ce remboursement. Or, le Conseil d'Etat par son arrêt du 1^{er} décembre 1961 (affaire Société Jean Roques) a déclaré l'article 151 précité entaché d'illégalité en ce qu'il limite à un an le délai de remboursement des sommes indûment perçues par la sécurité sociale. Le personnel militaire en situation spéciale, telle que l'une de celles énumérées ci-dessus, ne peut obtenir le remboursement des cotisations précomptées, alors même qu'exerçant une activité salariée, il relève du régime général de sécurité sociale. En effet, il lui est fait application des dispositions de la dépêche n° 8460 du ministre du travail en date du 11 septembre 1956 qui règle les situations analogues du régime général, sans pour autant le concerner spécifiquement. Enfin, certains retraités militaires, après avoir effectué une carrière civile, se trouvent simultanément retraités militaires et civils. Au titre de leur pension vieillesse de la sécurité sociale ils ont droit aux prestations maladie du régime général à titre gratuit, tandis qu'ils ne peuvent obtenir le remboursement des cotisations du régime militaire qui sont précomptées sur leur pension. Il lui demande si les mesures suivantes pourraient être envisagées : 1° allonger le délai de remboursement des cotisations précomptées et supprimer la forclusion en accordant une voie de recours aux ayants droit qui se trouvent hors délai ; 2° autoriser les militaires en situations spéciales à demander le remboursement des cotisations précomptées lorsqu'elles font double emploi avec celles versées au titre du régime général ; 3° décider que les retraités militaires et civils relèvent du régime qui leur est le plus favorable, c'est-à-dire le régime civil, avec remboursement des cotisations militaires précomptées. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — 1° La situation des militaires de carrière retraités exerçant une activité salariée ne saurait être comparée à celle des personnes visées à l'article 151 du décret du 8 juin 1946 qui a fait l'objet de l'arrêt du Conseil d'Etat cité par l'honorable parlementaire. En effet, ledit article 151 concerne le remboursement des cotisations versées indûment pour des personnes non bénéficiaires de la législation de la sécurité sociale. Or, les cotisations précomptées sur les arrérages des pensions militaires de retraite dont les titulaires exercent une activité salariée ne peuvent être considérées comme versées indûment, puisque le précompte est opéré en vertu d'un texte réglementaire, le décret n° 61-96 du 26 janvier 1951. Si l'article 4 de ce texte accorde aux retraités qui exercent une activité salariée la possibilité de demander le remboursement des cotisations précomptées sur les arrérages de leur pension, il renvoie à un arrêté interministériel le soin de fixer les conditions dans lesquelles cet avantage peut être accordé, conditions parmi lesquelles figure le délai de présentation des demandes qui peut donc être fixé librement par les ministres intéressés. Il est toutefois précisé que, compte tenu des observations présentées, le ministère du travail ne serait pas hostile à ce que ledit délai soit porté de un à deux ans. L'avis du ministère des finances et des affaires économiques a été demandé sur ce point ; 2° Par contre, en ce qui concerne les militaires non retraités qui se trouvent dans une position avec solde dans laquelle ils sont autorisés à exercer une activité salariée, aucun texte ne prévoit la possibilité de rembourser les cotisations régulièrement précomptées sur leur solde militaire. Compte tenu de ce que les intéressés bénéficient à la fois d'une solde militaire et de la rémunération de leur activité salariée, une dérogation à la règle que tout traitement ou solde donne lieu normalement au versement d'une cotisation de sécurité sociale ne paraît pas s'imposer ; 3° La situation des assurés titulaires de plusieurs pensions a fait l'objet du décret n° 52-1055 du 12 septembre 1952 qui détermine notamment le régime auquel incombe la charge des prestations en nature de l'assurance maladie. En particulier, si l'assuré est titulaire de deux pensions de même nature (deux pensions de réversion ou deux pensions d'invalidité ou deux pensions personnelles acquises à un autre titre que l'invalidité), les prestations sont dues par le régime de sécurité sociale dont il relève du fait de la pension calculée sur la base du plus grand nombre d'annuités. Cette règle paraît être la plus équitable puisqu'elle rattache le retraité au régime sous lequel il a effectué la plus grande partie de sa carrière. Il serait, d'ailleurs,

anormal que le régime général de la sécurité sociale supporte la charge des prestations dues à des retraités qui ont effectué une carrière normale dans l'administration ou dans l'armée, alors qu'ils n'ont cotisé que pendant quelques années au régime général.

1750. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que, par arrêté du 28 décembre 1962 (*Journal officiel* du 30 décembre 1962, p. 12861), de nouveaux salaires forfaitaires ont été établis pour le calcul des cotisations de sécurité sociale dues pour les personnels des hôtels, cafés et restaurants notamment lorsque ces personnels sont rémunérés en totalité ou en partie à l'aide de pourboires. Il lui demande : 1° comment, en ce qui concerne la 2° catégorie notamment, on a déterminé la nouvelle forfaitaire du salaire à la journée de 28,93 F qui y est mentionnée, compte tenu de l'abattement de zone : Bordeaux 3,56 p. 100, alors que le salaire forfaitaire mensuel, pour 26 jours de travail effectif est de 626,86 F, lequel, d'ailleurs, comparativement au précédent, est plus élevé de 96,44 F ; 2° étant donné que si cette valeur forfaitaire avait été calculée en tenant compte des modalités définies dans la réponse qui a été faite à sa question écrite n° 13695 (ancienne législature, *Journal officiel*, débats A. N., fascicule spécial du 25 février 1962), le salaire forfaitaire journalier aurait dû être fixé à 626,86 F : 25 (jours) = 25,07 et non 28,93 F, soit une différence de 3,86 F par jour. Quel est le point de vue de ses services sur cette différence inexplicable ; 3° si la cotisation forfaitaire d'un garçon de café qui, par suite de circonstances indépendantes de sa volonté (maladie, accident, etc.) n'aurait travaillé, par exemple que 22 jours alors que, habituellement, il travaille chez le même employeur le mois complet, n'amènerait pas son employeur à lui retenir, au titre de précompte de sécurité sociale, une cotisation basée sur un salaire de 28,93 F $\times$ 22 = 636,46 F, alors que s'il avait été présent au travail pendant les 26 jours du mois considéré, sa cotisation n'aurait été décomptée que sur 626,86 F ; 4° si les faits signalés ci-dessus ne sont pas le résultat d'une erreur d'interprétation des moyens de calcul antérieurement établis et, dans le cas contraire, comment expliquer le changement intervenu. (Question du 16 mars 1963.)

Réponse. — L'arrêté du 28 décembre 1962 (*Journal officiel* du 30 décembre) a prévu, pour le calcul des cotisations de sécurité sociale, le classement, en trois catégories, des personnels des hôtels, cafés et restaurants, rémunérés exclusivement à l'aide de pourboires versés directement par la clientèle et conservés par eux. Chaque catégorie comporte une énumération d'emplois avec, en regard, l'indication de salaire forfaitaire à retenir pour le calcul des cotisations. Ces forfaits ont été fixés, respectivement à 50 p. 100 (première catégorie), 75 p. 100 (deuxième catégorie) et 100 p. 100 (troisième catégorie) du plafond légal des rémunérations à prendre en considération pour le calcul des cotisations du régime général. Ce plafond ressort, depuis le 1^{er} janvier 1963, et en application du décret n° 62-1570 du 26 décembre 1962 (*Journal officiel* du 27 décembre), sur la base d'un plafond annuel de 10.440 F, à 870 F par mois, 40 F par journée de plus de cinq heures et 20 F par journée de cinq heures ou de moins de cinq heures. Il est normal, dans ces conditions que l'arrêté du 28 décembre 1962 reproduise, pour la troisième catégorie soumise à cotisations, dans la limite du plafond, les chiffres ci-dessus qui figurent dans le décret du 26 décembre 1962. Quant aux chiffres servant de base au calcul des cotisations de sécurité sociale des personnels de la première et de la seconde catégorie, ils correspondent strictement au pourcentage, ci-dessus rappelé, de 50 et de 75 p. 100 du plafond légal. Il faut noter, toutefois, que ces rémunérations forfaitaires, calculées en fonction du plafond, ne sont, contrairement au droit commun de la sécurité sociale, valables que dans la première zone de salaire de la région parisienne et subsistent, dans les autres zones, les abattements prévus par le décret n° 56-296 du 17 mars 1956 modifié. Il faut souligner, au surplus, que quelle soit la catégorie d'emploi visée dans chacune des catégories, les salaires forfaitaires retenus pour le calcul des cotisations de sécurité sociale correspondant à une journée ou à une demi-journée, doivent s'entendre des salariés embauchés pour la durée correspondante (cas des extras, par exemple). En conséquence, et compte tenu du fait que les intéressés ne sont pas rémunérés directement par l'employeur et que cette rémunération, sous forme de pourboires, est fonction de la durée de l'emploi dans le mois, on doit admettre, dans l'exemple cité par l'honorable parlementaire, que, sur la base d'un salaire forfaitaire mensuel correspondant à 26 jours ouvrables, les cotisations patronales et ouvrières, pour un garçon de café (deuxième catégorie) qui, pour des raisons indépendantes de sa volonté (maladie, accident) n'a travaillé que 22 jours dans le mois, soient décomptées, en définitive, non pas sur le produit de 22 fois le salaire forfaitaire journalier, mais sur une somme correspondante

plafond mensuel $\times$ 22

à la formule : $\frac{\text{plafond mensuel} \times 22}{26}$ étant entendu que, en l'espèce,

26

Le plafond mensuel à retenir de 650 F doit être diminué du taux d'abattement de 3,56 p. 100 applicable, en matière de salaire, dans la localité bordelaise.

1864. — M. Morlevat rappelle à M. le ministre du travail les réductions déjà opérées en ce qui concerne les abattements de zones de salaires et il lui demande s'il envisage, dans un délai très rapproché, la suppression définitive de celles-ci en raison notamment du coût de la vie au moins aussi élevé en province qu'à Paris. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — Depuis la publication de la loi n° 50-205 du 11 février 1950, les salaires peuvent, sous la seule réserve du respect du salaire minimum national interprofessionnel garanti, être libre-

ment fixés par voie de conventions collectives de travail ou d'accords. Ces conventions collectives ou accords, lorsqu'ils comportent des abattements de zone, peuvent aboutir à des taux différents de ceux qui sont retenus pour la détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti. En outre, les textes relatifs aux zones de salaires, qui fixent les abattements servant uniquement à déterminer le salaire minimum national interprofessionnel garanti, demeurent en vigueur conformément à l'article 2 de la loi susvisée du 11 février 1950 et il n'est pas possible d'apporter de modification à la répartition des communes dans ces zones. Il est rappelé que les abattements de zone ont fait l'objet de réductions successives pour l'application du salaire minimum national interprofessionnel garanti : 1° le décret du 23 août 1950 qui fixait pour la première fois ce salaire avait regroupé les zones 18 et 20 et réduit à 18 p. 100 l'abattement maximum ; 2° les décrets du 13 juin 1951 et du 2 avril 1955 ont ramené ces abattements aux trois quarts, puis aux deux tiers de leur montant, tel qu'il résultait du décret du 23 août 1950 ; 3° le décret du 17 mars 1956 a réduit d'un tiers les abattements prévus par le décret du 2 avril 1955. Par suite, les abattements résultant du décret du 23 août 1950 n'étaient plus retenus que pour les quatre neuvièmes de leur montant. Depuis ces dernières mesures, le problème des zones de salaire n'a cessé d'être l'objet de l'attention du Gouvernement et du ministre du travail en particulier. Il s'agit toutefois d'un problème d'une extrême complexité en raison des incidences importantes qu'une solution élaborée pour le secteur privé ne pourrait manquer d'avoir dans les secteurs public et semi-public aussi bien qu'en matière de prestations familiales. L'étude entreprise à partir de cet ensemble de considérations par le ministère du travail, en liaison avec les autres ministères intéressés, en vue de définir de nouvelles dispositions susceptibles d'intervenir dans une perspective de progrès social a abouti d'ores et déjà à la publication du décret n° 62-1263 du 30 octobre 1962 qui, à compter du 1^{er} janvier 1963, a, pour la détermination du salaire minimum national interprofessionnel garanti, ramené l'abattement maximum de 8 p. 100 à 6 p. 100 et réduit les abattements qui étaient supérieurs à 4 p. 100. Cette étude est poursuivie dans le sens d'une réduction progressive des abattements de zone applicables en matière de salaire national minimum interprofessionnel garanti que de prestations familiales et de leur suppression au cours de la présente législature, conformément aux indications données par le ministre du travail devant l'Assemblée nationale au cours de sa séance du 9 janvier 1963.

1865. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre du travail que, en matière de cumul possible à l'abattement supplémentaire de 10 p. 100 accordé à l'ensemble des salariés du bâtiment et des travaux publics avec des indemnités accordées individuellement à ceux des salariés exposant des dépenses exceptionnelles du fait des conditions dans lesquelles ils sont employés, et malgré des jugements rendus sur des faits postérieurs à l'arrêté du 14 septembre 1960 (commission de première instance de Villefranche-sur-Saône le 11 janvier 1962, de la Nièvre le 14 février 1962, de Vesoul le 12 avril 1962, de Nantes le 25 mai 1962, de Boulogne-sur-Seine le 7 juin 1962, cour d'appel de Rennes le 9 octobre 1962, cour d'appel de Douai le 20 novembre 1962), les U. R. S. A. F. continuent à passer outre à la jurisprudence solidement établie, en dépit même des « sous réserves de l'interprétation des tribunaux » figurant dans les circulaires ministérielles. Il lui demande pourquoi, hormis le cas où il apparaît que l'indemnité ne serait pas justifiée, elle constituerait un supplément de salaire déguisé. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La cour de cassation n'a pas, à ce jour, eu à connaître de l'application, par les organismes de sécurité sociale, des dispositions concernant la déduction de l'assiette des cotisations de sécurité sociale, des frais professionnels. Il faut souligner, au surplus, que certaines décisions des juridictions contentieuses de la sécurité sociale (notamment commission de première instance de Brest : 2 juillet 1962 — UNCAF-1962-43) ont conclu dans un sens diamétralement opposé à celles rappelées, dans sa question, par l'honorable parlementaire. L'administration s'en tient donc, pour le moment, à l'interprétation stricte des dispositions de l'arrêté du 14 septembre 1960, pris en application de l'article L. 120 du code de la sécurité sociale, d'où il résulte que, pour la détermination de l'assiette des cotisations, les entreprises peuvent soit ne pas tenir compte de la déduction supplémentaire pour frais professionnels, admise en matière fiscale et, dans ce cas, retenir le montant des salaires ou gains, à l'exclusion de toutes indemnités pour frais professionnels, dûment justifiés, soit faire application de la déduction supplémentaire et, dans ce cas, retenir, comme base de calcul, à la fois le montant global des rémunérations acquises aux intéressés et les indemnités représentatives de frais professionnels. Il faut noter, toutefois, que le Département du travail a admis, par circulaire n° 36SS du 10 mars 1961, que le principe de non-cumul du taux de l'abattement forfaitaire et de la déduction des frais professionnels réels pouvait comporter, néanmoins, des exceptions, par référence à la matière fiscale. Ces exceptions visent, principalement, les indemnités dites de grand déplacement allouées aux ouvriers du bâtiment. Mais l'on ne saurait, sans enlever toute justification à la notion même de taux d'abattement forfaitaire supplémentaire, admettre, par voie de généralisation pour le calcul des frais professionnels déductibles, la possibilité du cumul à la fois de la déduction forfaitaire, admise en matière fiscale, et des frais réels même dûment justifiés. Cette généralisation, au surplus, aboutirait à placer, sur un plan préférentiel, les catégories de personnels bénéficiaires, en matière fiscale, d'un taux d'abattement forfaitaire par rapport à l'ensemble de ceux qui ne bénéficient pas, en matière fiscale, d'un tel abattement pour frais professionnels.

1868. — M. Robert Ballanger expose à M. le ministre du travail que les dispositions du décret du 23 août 1950 relatif au salaire minimum interprofessionnel garanti sont applicables, sur l'ensemble du territoire métropolitain, aux professions visées à l'article 31 du livre I^{er} du code du travail, parmi lesquelles sont rangés expressément les concierges d'immeubles à usage d'habitation. Les articles 1^{er} et 2 de ce décret ont prévu l'intervention de décrets particuliers précisant les conditions d'application de ce texte, notamment aux professions dans lesquelles la rémunération du personnel est, de manière habituelle, constituée pour partie par la fourniture de la nourriture et du logement. Or, le décret du 17 avril 1951 a exclu abusivement les concierges d'immeubles à usage d'habitation du bénéfice du salaire minimum interprofessionnel garanti. De ce fait, les intéressés sont privés de cette garantie de salaire et, dans de nombreux cas, les tribunaux n'ont aucune base pour régler les conflits entre les concierges et leurs employeurs. Si, dans le courant de l'année 1962, une commission mixte a été réunie au ministère du travail en vue d'étudier la révision de cette situation anormale, aucune décision n'a encore été prise, aucun texte n'a encore été publié à ce sujet. Il lui demande: 1° s'il a l'intention de prendre un décret fixant les modalités d'application du salaire minimum interprofessionnel garanti aux concierges d'immeubles à usage d'habitation; 2° dans l'affirmative, à quelle date; 3° dans la négative, pour quelles raisons. (Question du 23 mars 1963.)

Réponse. — La question soulevée par l'honorable parlementaire concerne la situation des concierges d'immeubles à usage d'habitation au regard des textes relatifs au salaire minimum national interprofessionnel garanti. Elle appelle les observations suivantes: 1° il est exact que le décret du 17 avril 1951 relatif à l'application au personnel généralement nourri et logé des dispositions du décret modifié du 23 août 1950 portant fixation du salaire minimum national interprofessionnel garanti exclut de son champ d'application notamment les concierges (art. 1^{er}). La circulaire Tr 12/51 du 15 mai 1951 a précisé que par ce mot « concierges » il fallait entendre les concierges d'immeubles à usage d'habitation tels qu'ils sont définis par la loi du 13 janvier 1939 relative à la situation au regard de la législation du travail des concierges d'immeubles à usage d'habitation. 2° En raison de la modification apportée à la loi du 13 janvier 1939 par la loi n° 58-182 du 21 février 1958, l'extension demandée devait viser les concierges, employés d'immeubles et femmes de ménage d'immeubles à usage d'habitation. En effet, l'article 2 de cette loi est ainsi conçu: « Art. 2. — Sont considérées comme concierges, employés d'immeubles ou femmes de ménage d'immeuble à usage d'habitation, toutes personnes salariées par le propriétaire ou par le principal locataire et qui, logeant dans l'immeuble au titre d'accessoire du contrat de travail, sont chargées d'assurer sa garde, sa surveillance et son entretien ou une partie de ces fonctions ». 3° Il convient de rappeler que le salaire minimum national interprofessionnel garanti est un salaire horaire dû par heure de travail effectif (art. 3 du décret du 23 août 1950). Or, l'assujettissement pratique des salariés à la réglementation sur la durée du travail dépend de l'intervention d'un décret pris conformément à la loi du 21 juin 1936 sur la semaine de quarante heures, et déterminant par profession, industrie ou catégorie professionnelle les modalités d'application de ladite loi. La loi du 21 juin 1936 ne s'appliquant pas à la profession de concierge, employé d'immeuble ou femme de ménage d'immeuble à usage d'habitation, il n'a pu intervenir de décret la concernant et fixant notamment la durée de travail effectif correspondant aux temps d'exécution des divers travaux de cette profession. Les intéressés ne pourraient donc bénéficier pratiquement du salaire minimum national interprofessionnel garanti que dans la mesure où la durée du travail effectif correspondant aux divers travaux qu'ils sont appelés à exécuter serait fixée pour le calcul de ce salaire par voie d'accord entre les parties intéressées (convention collective de travail, accord de salaire ou contrat individuel de travail). Les conventions collectives de travail et les accords de salaires, conformément à l'article 31 e du livre I^{er} du code du travail, ne lieraient que les propriétaires qui les auraient signés personnellement ou qui seraient membres des organisations signataires ou adhérentes; seules les conventions collectives de travail ayant fait l'objet d'un arrêté ministériel d'extension en application de l'article 31 j du livre I^{er} du même code seraient applicables à tous les propriétaires et travailleurs compris dans leur champ d'application professionnel et territorial (il est rappelé qu'une mesure d'extension ne peut intervenir qu'en faveur de conventions collectives répondant aux conditions déterminées par les articles 31 f et suivants du livre I^{er} dudit code). 4° Le temps de travail effectif correspondant à l'exécution des différents travaux incombant aux intéressés ne serait évidemment à retenir pour le calcul du salaire minimum national interprofessionnel garanti dû à chaque concierge, employé d'immeuble ou femme de ménage d'immeuble à usage d'habitation, que dans la mesure où lesdits travaux auraient été commandés par le propriétaire. 5° La valeur des avantages en nature dont bénéficient habituellement les concierges, employés et femmes de ménage d'immeubles à usage d'habitation devrait venir en déduction du salaire en espèces dû, sur la base du taux horaire du salaire minimum national interprofessionnel garanti et du temps d'exécution des travaux effectivement accomplis par les intéressés. L'évaluation de ces avantages paraîtrait, en l'absence d'accord sur ce point entre les parties intéressées, devoir être faite d'après leur valeur réelle (surface corrigée pour le logement, prix du mètre cube d'eau, du mètre cube de gaz, du kilowatt d'électricité, du charbon, etc.), en raison des différences parfois très grandes existant entre les logements et autres avantages des concierges, employés et femmes de ménage d'immeubles à usage d'habitation. Il apparaît ainsi que l'extension du salaire minimum national interprofessionnel garanti aux concierges soulèverait des problèmes extrêmement complexes et serait dépourvue d'efficacité pratique, dans la mesure où la durée du travail effectif

correspondant aux travaux confiés aux travailleurs dont il s'agit ne serait pas fixée par voie d'accords entre les parties intéressées. C'est compte tenu de ces considérations que l'administration a réuni une commission mixte nationale en vue de l'élaboration d'une convention collective de travail ou d'un accord concernant l'évaluation des temps d'exécution des travaux incombant aux concierges et des avantages en nature accordés à ceux-ci. Cette commission qui s'est réunie les 28 février, 20 mars et 29 mai 1962 n'a pu aboutir à la conclusion d'un accord national. Il semble donc qu'il convienne de chercher à résoudre la question évoquée par voie d'accords régionaux ou locaux permettant de tenir compte de la diversité des situations tenant aux différentes catégories d'immeubles et aux habitudes régionales ou locales. Il est signalé que dans cette perspective un accord relatif aux conditions de travail et de rémunération des personnes préposées à la surveillance ou à l'entretien des immeubles en location ou en copropriété pour la région parisienne est intervenu le 18 décembre 1962. Enfin, deux conventions collectives concernant les concierges d'immeubles à usage d'habitation de Lille et sa banlieue et de Lyon et ses communes suburbaines ont été conclues respectivement les 22 avril 1958 et 11 mars 1959. Quant à la convention collective fixant les conditions de travail et les salaires des concierges, employés d'immeubles à usage d'habitation de Grenoble en date du 29 juillet 1952, elle a été étendue par un arrêté ministériel du 30 mars 1954.

2080. — M. Krieg attire l'attention de M. le ministre du travail sur le cas d'un représentant de commerce ayant le statut des V. R. P., assujetti aux assurances sociales et qui se trouve conduit à livrer des marchandises aux clients d'un de ses collègues, également V. R. P., cette livraison étant faite à la demande de ce dernier, auquel il ristourne ensuite partie de sa propre commission, en rémunération du service rendu. Il lui demande s'il estime admissible et normal que le premier V. R. P. dont les cotisations sont déjà payées sur l'intégralité de commissions qu'il perçoit (et donc sur la partie ristournée) se voit réclamer en outre des cotisations d'assurances sociales sur les sous-commissions qu'il a lui-même versées. En effet, pareille méthode aboutirait à faire payer doubles cotisations sur les mêmes sommes perçues. (Question du 6 avril 1963.)

Réponse. — L'article 149 du décret n° 46-1378 du 8 juin 1946 modifié dispose que le travailleur à domicile, assuré obligatoire, est tenu de déclarer dans les cinq premiers jours de chaque trimestre aux chefs d'entreprises pour le compte desquels il travaille, les noms, numéros d'immatriculation et salaires des personnes qui ont travaillé avec lui au cours du trimestre précédent pour le compte desdits employeurs. Le texte précise que « les mêmes obligations s'imposent au travailleur salarié ou assimilé qui se fait assister ou remplacer par un membre de sa famille, un aide ou remplaçant qu'il recrute et rémunère pour une activité exercée au profit de son employeur ». En conséquence, et dans le cas d'espèce cité par l'honorable parlementaire, le représentant de commerce devrait faire connaître à son employeur le nom et numéro d'immatriculation de la personne qui l'assiste dans son travail pour le compte dudit employeur ainsi que le montant des commissions ristournées à son collègue représentant. Dans ce cas, les cotisations sont calculées, par l'employeur, en fonction des commissions perçues, en définitive, par chacun des représentants, dans la limite du plafond. Il va de soi, néanmoins, que cette formule suppose que l'employeur ait donné, au préalable, son accord au concours rémunéré, accordé par le représentant à son collègue. Dans le cas contraire, le représentant est censé agir de sa propre initiative et acquiert lui-même, de ce fait, la qualité d'employeur vis-à-vis de la personne qui l'assiste dans son travail. Les commissions versées par l'employeur principal entrent alors dans le patrimoine du représentant et la partie desdites commissions volontairement ristournées, par ce dernier, à son collègue constitue une rémunération distincte pour le service à lui rendu, par un tiers, et à son seul profit. Il est normal, dans cette hypothèse, que lesdites rémunérations soient soumises au versement des cotisations de sécurité sociale, à la charge du représentant agissant en qualité d'employeur.

TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS

876. — M. François Benard demande à M. le ministre des travaux publics et des transports: 1° quelle somme serait de nouveau nécessaire pour faire bénéficier, à compter du 1^{er} janvier 1963 les veuves remariées des marins titulaires d'une pension servie par la caisse de prévoyance de la marine des majorations de pension supprimées par l'article 6 de la loi du 28 août 1948; 2° quel est le nombre des veuves intéressées par cette revalorisation. (Question du 5 février 1963.)

Réponse. — La question posée par l'honorable parlementaire paraît avoir trait aux dispositions de l'article 6 de la loi du 22 septembre 1948 aux termes desquelles les veuves de marins, remariées, continuent à percevoir, sans augmentation de taux, les émoluments dont elles bénéficiaient antérieurement à leur nouvel état. L'enquête effectuée à ce sujet, a fait ressortir: 1° que la différence entre le montant annuel des pensions servies par la caisse générale de prévoyance aux veuves remariées et le chiffre qu'atteindraient actuellement ces mêmes pensions si elles n'étaient pas soumises aux dispositions du texte précité, représente une somme d'environ: 1.970.600 francs; 2° que les veuves remariées pensionnées de la caisse générale de prévoyance sont au nombre de 1670.

1332. — M. Boscher expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la zone courte, en matière de transports routiers, est en Seine-et-Oise pratiquement limitée à 120 km autour de Paris. A l'exception de la relation Paris-Rouen, elle ne comporte guère de liaison intéressante, et aucun débouché sur la mer. Toute l'activité économique est pratiquement située à l'intérieur des zones de camionnage, et il en résulte une véritable asphyxie des transporteurs de zone courte qui, trop concurrencés dans les zones de camionnage, ne peuvent se procurer aucun fret dans la zone qui leur est propre. Il lui demande s'il n'envisage pas l'extension des limites de la zone courte de Seine-et-Oise. (Question du 20 février 1963.)

Réponse. — Les limites des zones courtes, fixées par l'arrêté du 26 mars 1954, en application de l'article 29 du décret du 14 novembre 1949, déterminent, par rapport aux anciennes zones de petite distance, des zones d'activités beaucoup mieux adaptées aux activités des entreprises et aux besoins manifestés sur le plan régional. Il n'est pas envisagé, actuellement, de modifier les limites de ces zones courtes, qui ont été établies pour tenir compte des activités réelles exercées et qui ne pourraient être élargies sans porter gravement atteinte aux activités des transporteurs de zone longue. Il convient de préciser, au surplus, qu'afin de faciliter aux entreprises une meilleure adaptation de leurs titres de transport à leur activité propre et aux besoins manifestés sur le plan départemental ou régional, l'article 31 du décret du 14 novembre 1949 modifié autorise le transfert d'inscription de zone courte dans la zone courte d'un département limitrophe, lorsque les besoins de l'économie et, notamment, du marché des transports, justifient ce transfert.

1406. — M. Dassie expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que plusieurs professeurs du lycée technique de Nantes, ayant assuré au mois de mai 1960 la préparation et la surveillance d'un examen de la marine marchande, se voient refuser depuis lors la rémunération de ce travail qui a été effectué en dehors de leur service normal. Cette décision est motivée par le classement indiciaire des intéressés, alors que pour les années antérieures à 1960 le même travail a été rétribué sans difficultés et que les heures supplémentaires accomplies par eux pour les besoins de leur établissement sont normalement rémunérées. Il lui demande si le refus opposé aux intéressés est justifié et, dans la négative, dans quel délai interviendra le paiement des sommes qui leur sont dues. (Question du 21 février 1963.)

Réponse. — Avant 1960 les professeurs du lycée technique de Nantes à qui il était fait appel pour assurer la préparation de la matière d'œuvre et la surveillance des examens conduisant à l'obtention de l'essai manuel de la marine marchande qui avaient lieu dans les locaux du lycée technique, étaient rémunérés sous forme d'indemnités pour participation aux travaux d'un jury d'examen de l'Etat. En 1960, le trésorier payeur général de la Loire-Atlantique a refusé de viser les dépenses afférentes à cette tâche. En effet, l'article 15 du décret n° 56-585 du 12 juin 1956 modifié portant fixation du système de rétribution des agents de l'Etat ou des personnels non fonctionnaires assurant à titre d'occupation accessoire le fonctionnement de jurys d'examen, dispose que le personnel titulaire non examinateur appartenant à une catégorie de personnel normalement bénéficiaire du régime prévu par le décret n° 50-1248 du 6 octobre 1950 ne peuvent recevoir aucune indemnité spéciale au titre de la surveillance des examens. Or, les professeurs en cause entrent dans cette catégorie de personnel. Par suite de cet obstacle réglementaire, la marine marchande a dû renoncer depuis 1960 à faire appel aux professeurs du lycée technique de Nantes et à utiliser les locaux de cet établissement.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le mois qui suit leur publication.

(Application de l'article 138 [alinéas 2 et 6] du règlement.)

1254. — 19 février 1963. — M. Brugerolle appelle l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur certains inconvénients qui découlent des restrictions apportées au champ d'action des sociétés d'aménagement foncier et d'équipement rural (S. A. F. E. R.). L'action de ces sociétés ne peut, semble-t-il, s'exercer à l'intérieur des périmètres d'agglomération définis par un projet d'urbanisme ainsi que des zones dites « touristiques ». Or, dans certains départements, tel que celui de la Charente-Maritime, on constate actuellement deux phénomènes qui s'avèrent fort préjudiciables pour des exploitations agricoles économiquement viables. Ces exploitations sont situées, soit dans les îles de Ré et d'Oléron, soit à proximité de stations balnéaires ou de la côte, donc en zones dites touristiques. Elles se composent, pour partie, de surfaces appartenant en propre à l'exploitant et, pour partie, de terres louées à des propriétaires non agriculteurs. Depuis quelques mois, ces terres louées font l'objet d'acquisitions de plus en plus nombreuses effectuées par des agences ou par des particuliers qui spéculent, soit sur une extension possible des périmètres d'urbanisme, soit, puisqu'il s'agit de parcelles sans corps de ferme, sur la possibilité de vente à des touristes recherchant des terrains pour construire des villas. Il en résulte un démembrement des exploitations, d'autant plus que ces parcelles vendues sont souvent inférieures en superficie à celle qui est prévue par le statut du fermage et du métayage. L'exploitant se trouve

ainsi totalement désarmé, la S. A. F. E. R. ne pouvant intervenir et les prix pratiqués étant nettement supérieurs à ceux constatés dans la région pour les terrains de culture. Si une solution n'intervient pas dans un avenir proche, des exploitations de polyculture et des exploitations maraîchères sont condamnées à disparaître en raison des procédés signalés ci-dessus, et leur disparition entraînera, tant sur le plan agricole que sur le plan général, des conséquences sociales et économiques importantes. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour remédier à une telle situation.

1266. — 19 février 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° comment se répartissent les déclarations de récolte des producteurs de vins doux naturels à appellation contrôlée ; 2° quel est le nombre d'entre eux ayant, en 1962, fait une déclaration portant sur : 1 hectolitre à 10 hectolitres ; 10 hectolitres à 20 hectolitres ; 20 hectolitres à 50 hectolitres ; 50 hectolitres à 100 hectolitres ; 100 hectolitres à 250 hectolitres ; 250 hectolitres à 500 hectolitres ; 500 hectolitres à 1.000 hectolitres ; 1.000 hectolitres à 3.000 hectolitres ; 3.000 hectolitres à 5.000 hectolitres ; 3° pour chacune de ces neuf catégories de déclarants, quelle a été la quantité de vins doux naturels produite.

1267. — 19 février 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° comment se répartit la surface de terre plantée en vignes autorisées à produire des vins doux naturels à appellation contrôlée dans chacun des départements français ; 2° combien il y a de viticulteurs possédant dans chaque département : a) de 1 are à 25 ares ; b) de 25 ares à 50 ares ; c) de 50 ares à 1 hectare ; d) de 1 hectare à 2 hectares ; e) de 2 hectares à 4 hectares ; f) de 4 hectares à 10 hectares ; g) de 10 hectares à 20 hectares ; h) de 20 hectares à 50 hectares ; i) de 50 hectares et plus.

1268. — 19 février 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre de l'agriculture : 1° quel est le nombre d'hectares plantés en France en cépages nobles autorisés à produire des vins doux naturels à appellation contrôlée ; 2° quelle est la part de chacun des départements producteurs.

1275. — 19 février 1963. — M. Francis Vals expose à M. le ministre des postes et télécommunications que les gérants ou gérantes d'agence postale sont vis-à-vis de son administration dans une position très particulière. Ils n'ont pas de garantie de stabilité d'emploi et la méthode de rémunération actuellement pratiquée est critiquable. Conscient de la nécessité d'une réforme en la matière, M. le secrétaire d'Etat au budget a, le 6 février 1963, indiqué au cours de la discussion du budget des postes et télécommunications devant le Sénat qu'« une révision des modalités de décompte de ces rémunérations est actuellement à l'étude... », mais cette étude est en cours depuis environ trois ans déjà. Il lui demande quels délais seront encore nécessaires pour que l'amélioration de la situation des gérants d'agence postale soit enfin réalisée.

1277. — 19 février 1963. — M. Raoul Bayou demande à M. le ministre de l'agriculture s'il n'envisage pas, dans un nécessaire esprit social, de ramener de 100 hectolitres à 50 hectolitres le volume minimum pour stocker les vins du hors-quantum selon l'article 15 du décret du 17 mai 1959. Cette mesure serait d'autant plus indispensable que certains petits producteurs isolés, ayant des vins affectés au volant compensateur, n'ont plus que des volumes inférieurs à 100 hectolitres comme hors-quantum, alors que si on additionnait les volumes affectés au volant compensateur et ceux affectés au hors-quantum, ils dépasseraient largement le minimum exigé pour la mise en stock de sécurité.

1291. — 19 février 1963. — M. René Pieven signale à M. le ministre de l'agriculture que la caisse centrale de prévoyance mutuelle agricole, située 25, rue de la Ville-l'Évêque, Paris (8^e), ne semble pas avoir encore rectifié ses statuts pour les mettre en accord avec la loi du 1^{er} décembre 1956, complétée par le décret du 23 septembre 1957 et modifiée par la loi du 2 août 1961. Il lui demande si les services du ministère de l'agriculture peuvent s'assurer que tous les dossiers de retraite qui lui ont été soumis ont reçu une solution conforme aux prescriptions impératives de ces textes.

1296. — 19 février 1963. — M. Krieg expose à M. le ministre de l'intérieur que le pont reliant l'île Saint-Louis à l'île de la Cité, dans le 4^e arrondissement de Paris, a été heurté par une péniche au cours de l'hiver 1939-1940, et s'est alors effondré. Il a été remplacé peu de temps après par une passerelle à seul usage des piétons, dont l'aspect esthétique a été à maintes reprises souligné par diverses autorités, et dont il faut bien reconnaître qu'elle dépare un des plus jolis quartiers de notre capitale. Or, depuis plusieurs années, des crédits ont été votés par le conseil municipal de Paris afin de permettre la reconstruction d'un pont qui soit à la fois d'un usage plus pratique et d'un aspect plus esthétique. La passerelle n'en demeure pas moins en place, et rien ne laisse espérer une prochaine mise en œuvre de ce chantier. Il lui demande s'il est possible de savoir quand ces travaux commenceront.

1302. — 19 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture combien la législation viticole est devenue compliquée depuis quelques années, surtout depuis qu'il a été créé deux catégories de vin : la première portant le nom de quantum, la deuxième portant celui de hors-quantum. Il lui demande : 1° en vertu de quels textes il existe en France deux catégories de vins dites quantum et hors-quantum ; 2° quelles sont les quantités de vins qui ont été, au cours de chacune des années écoulées jusqu'à la récolte de 1962, classées en quantum et en hors-quantum ; 3° au cours de chacune des années passées jusqu'en 1961, dans quelles conditions ont été utilisés les vins classés dans le quantum et dans le hors-quantum, et quelle a été leur véritable destination, globalement et par département.

1308. — 19 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'il existe dans la présente législation viticole une disposition appelée « Transfert ». Il lui demande : 1° qu'est-ce qu'un transfert en matière viticole ; 2° quel a le droit de pratiquer des transferts ; 3° dans quelles conditions légales les transferts se produisent-ils ; 4° combien y a-t-il eu, au cours des années 1959-1960 et 1961, de transferts réalisés ; 5° sur quelles quantités ont-ils porté ; 6° dans quels buts les transferts ont-ils été créés.

1318. — 20 février 1963. — M. Abelin attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur les conséquences très pénibles que la persistance du gel entraîne pour la production agricole de l'année 1963 et, plus particulièrement, pour la récolte de blé. Compte tenu du fait que les blés de semence utilisés au printemps sont habituellement acquis dans les pays nordiques et en Grande-Bretagne, il lui demande : 1° comment il entend faire assurer ces fournitures dans les circonstances présentes, afin notamment que la France puisse tenir ses engagements à l'exportation ; 2° s'il ne pense pas que le stockage des excédents de l'année 1962 ne se révélera pas trop limité par rapport aux besoins manifestés notamment pour les semences en 1963 ; 3° s'il envisage de prendre des mesures financières pour que les agriculteurs sinistrés puissent se procurer le blé de semence dans des conditions qui ne leur soient pas trop désavantageuses.

1340. — 20 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture que la France dispose d'un très large réseau de caves coopératives de vinification, mais que la politique de qualité et de stockage des vins ainsi que de leur vieillissement rationnel exige des investissements très importants. Il lui rappelle que dans la recherche d'un goût satisfaisant pour les consommateurs de vin, surtout après l'indépendance de l'Algérie, seules les caves coopératives modernes peuvent faire face aux besoins d'une vinification de haute qualité. Il lui demande : 1° combien il y a en France de coopératives de vinification, globalement et par département ; 2° quelles sont les subventions d'Etat que chacun des départements français a reçues au cours de chacune des dix dernières années pour construire, aménager ou agrandir les caves coopératives de vinification ; 3° combien il existe de demandes de subvention en instance relatives à des créations, à des agrandissements ou à des modernisations de caves coopératives de vinification dans chacun des départements français. Il lui demande en outre : 1° quelle est sa doctrine en matière d'équipement du pays en caves coopératives de vinification ; 2° quels sont les crédits qu'il se dispose à y consacrer dans les cinq années à venir.

1344. — 20 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre de l'agriculture qu'un des éléments de la mise en valeur de la production viticole française réside dans le développement de la production et de la consommation du jus de raisin. La production de jus de raisin s'est accrue sous les effets, d'une part, de l'augmentation continue de la consommation intérieure et, d'autre part, en raison de la demande extérieure. Il y a donc là un secteur de l'économie viticole française à encourager, d'autant plus que le jus de raisin, qui est un jus de fruit, est un aliment hygiénique de haute qualité, très riche en vitamines, et recommandé par l'académie de médecine aux enfants et pour les régimes diététiques. Toutefois les études en cours relatives à l'élaboration de la future législation concernant les jus de raisin inspirent quelque inquiétude aux producteurs traditionnels. On se préparerait par exemple à ne pas tenir compte de plusieurs éléments, qui ont fait cependant leurs preuves en matière de production de jus de raisin. Nul ne conteste que les meilleurs jus de raisin, ceux qui dégagent les arômes les plus flatteurs, proviennent de cépages seulement autorisés — comme le mourastel — en provenance de terroirs auxquels on voudrait discuter la vocation viticole. C'est le cas de la région de la Salanque, située dans la basse plaine du Roussillon. Si on ne tenait pas compte des antériorités sur le plan de la production comme sur celui de la qualité, la production des jus de raisin en pleine expansion ne manquerait pas d'être compromise. Il lui demande : 1° quelle est sa politique en matière de production de jus de raisin ; 2° s'il est décidé à protéger les cépages et les terres de France, qui se sont révélés jusqu'ici comme remplissant de bonnes conditions pour faciliter la production des jus de raisin ; 3° si, avant la promulgation de la législation sur la production et la vente des jus de raisin, les producteurs, vigneronniers et élaborateurs divers seront consultés ; 4° quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour encourager la consommation de jus de raisin en France et à l'étranger.

1373. — 21 février 1963. — M. Noël Barrot expose à M. le ministre de l'agriculture que, dans de nombreux départements, les producteurs agricoles vont subir des dommages considérables en raison des pertes de récoltes dues au gel. La plupart des semencements de blé d'hiver sont détruits, et il serait nécessaire de recommencer des semailles dès que la température le permettra. A cette perte de récoltes — qui est particulièrement grave pour les petits exploitants des départements de montagne — s'ajoutent des pertes de fourrage, de production laitière et de viande. Les éleveurs doivent s'endetter pour sauver la plus grande partie de leur cheptel en procédant à l'achat de foin, de paille, d'aliments pour le bétail et de blé dénaturé (dont le prix est encore très élevé malgré la ristourne de 4 francs par quintal qui leur a été accordée). Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre pour venir en aide à ces producteurs, étant fait observer qu'il conviendrait notamment de prévoir : 1° des mesures générales destinées à permettre le réensemencement en blés alternatifs, blés de printemps et orge ; 2° l'octroi d'une subvention pour les semences d'importation ; 3° le remboursement de tout ou partie des semences achetées aux organismes stockeurs ou coopératives de céréales, qu'il s'agisse de semences d'importation, de sélections métropolitaines ou de semences triées ; 4° une attribution supplémentaire de carburant détaxé.

1395. — 21 février 1963. — M. Augier expose à M. le ministre de l'agriculture, d'une part, qu'aux termes du décret du 16 juin 1962 les terrains pouvant être plantés en « vignes mères » doivent comporter une superficie d'au moins cinquante ares pour une même variété, d'autre part, que les petites parcelles ont toujours été bien cultivées, le moindre mélange y étant facilement repérable, et que les terrains actuellement complantés et devenant disponibles à plus ou moins brève échéance seront immanquablement convertis en cultures légumières dont les marchés sont déjà encombrés. La disparition de ces plantations rappellerait le désastre du siècle dernier avec la fin de la culture de la garance, cette disparition ne pouvant en aucun cas se justifier par la médiocrité, alors que la qualité des bois a été reconnue par des nations telles que la Suisse et l'Allemagne. Il lui demande s'il n'envisage pas d'abroger, ou tout au moins d'assouplir, la réglementation du décret du 16 juin 1962, pour tenir compte des circonstances particulières à certains départements tel celui de Vaucluse.

1415. — 21 février 1963. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre de l'agriculture sur la situation d'un ancien salarié agricole, né en 1887, ayant cotisé à la caisse de retraites ouvrières et paysannes, puis à la caisse d'assurances sociales agricoles de 1943 à 1958, daté à laquelle, âgé de soixante et onze ans, il a pris sa retraite. Bien qu'ayant cotisé aux assurances sociales pendant près de quinze ans le droit aux prestations maladie lui est refusé parce qu'il avait moins de vingt trimestres d'assurance avant l'âge de soixante ans. Au moment où vient d'être accordée par la loi la possibilité aux anciens exploitants agricoles de racheter des cotisations leur donnant droit aux prestations maladie, il lui demande s'il n'envisage pas de réparer à bref délai les injustices, telles que celle signalée ci-dessus, en accordant aux anciens salariés les mêmes possibilités qui viennent d'être données à leurs anciens employeurs.

1429. — 21 février 1963. — Mme Prin expose à M. le ministre de l'industrie la tragique situation de la corporation minière, situation sans cesse aggravée. Huit ouvriers ont été tués en un mois : le 22 décembre 1962, au puits 4/9 de Lens ; un mineur de vingt-huit ans, père de trois enfants ; le 4 janvier 1963, au puits 6 bis de Bruay ; un mineur de trente-cinq ans, père de deux enfants ; le 11 janvier 1963, au puits 4/9 de Lens ; un jeune de dix-neuf ans ; le 15 janvier 1963, à Méricourt ; un ouvrier marocain de trente ans ; le 16 janvier 1963, au puits 4 d'Avion ; un porion de trente et un ans, père de trois enfants ; le 16 janvier 1963, au puits 4/9 de Lens ; un ouvrier marocain de vingt-quatre ans ; le 22 janvier 1963, au puits 24 à Estevelles ; un père de huit enfants ; le 24 janvier 1963, au puits 4 d'Avion ; un porion de trente et un ans, père de trois enfants. Ce bilan, effroyable dans la sécheresse des chiffres et auquel doivent être ajoutés les blessés et les silicozes en nombre toujours croissant, ne suffit pas à traduire les souffrances et les douleurs éprouvées par les mineurs et leurs familles. Mais il atteste combien ce métier est dur et pénible et montre que les conditions de travail en sont des plus dangereuses. Il exprime la nécessité urgente de mettre en œuvre les solutions propres à rendre la mine plus humaine. La productivité, qui est sans cesse en augmentation, ne peut croître au détriment de la santé et de la vie des mineurs. Elle lui demande quelles sont les mesures qu'il envisage de prendre pour revaloriser et améliorer la profession minière, conformément à la volonté de l'ensemble des mineurs, et notamment s'il compte réaliser : 1° l'augmentation des prix de tâches des salaires qui ont subi un retard de plus de 11 p. 100 depuis 1957 ; 2° des mesures d'hygiène et de sécurité comportant une extension du rôle des délégués mineurs ; 3° la réduction du temps de travail au fond de la mine ; 4° l'octroi d'une quatrième semaine de congé payé ; 5° l'amélioration du régime des retraites minières.

1775. — 23 mars 1963. — M. Cancé expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que le décret du 1^{er} juillet 1963 portant règlement d'administration publique a exclu du droit à la carte du combattant de nombreux mobilisés de la guerre de

1914-1918, tels que ceux appartenant aux régiments territoriaux, au train d'équipages, aux compagnies du génie, etc., sous le prétexte que les unités étaient stationnées dans la deuxième zone d'opération. Par contre, le droit à la carte du combattant a été reconnu aux militaires affectés aux états-majors, aux services de renseignement des cercles, bureaux, annexes, etc., stationnés dans la deuxième zone. Or, rien ne peut justifier une semblable discrimination. L'union française des anciens combattants a souhaité, à différentes reprises, le rétablissement du droit à la carte de combattant pour les mobilisés de la guerre de 1914-1918 qui en ont été exclus par le décret du 1^{er} juillet 1930. Il lui demande s'il envisage de déposer un projet de loi à cet effet.

1776. — 23 mars 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que nombreux sont les immigrés espagnols, italiens, polonais et autres qui ont pris part à la Résistance contre l'occupant nazi. Les uns, tels Manouchain et ses camarades, ont payé de leur vie l'attachement à la France, leur seconde patrie. D'autres ont été déportés ou internés, et les rescapés des camps nazis espéraient à juste titre avoir, du fait de leur sacrifice, mérité la reconnaissance de la France. Or, il n'en est rien. Le Gouvernement français a signé, le 15 juillet 1960, une convention avec le Gouvernement de la République fédérale allemande sur les indemnités allemandes dues aux anciens déportés et internés de la Résistance. Seuls ont droit à cette indemnité les Français et les naturalisés avant le 15 juillet 1960. Ce qui signifie que des anciens déportés et internés, ayant combattu dans les rangs de la Résistance, sont exclus de cette convention, uniquement parce qu'ils ont gardé leur nationalité. Cette injustice est d'autant plus flagrante que ces immigrés vivent en France depuis de très nombreuses années, qu'ils ont des enfants qui servent ou ont servi dans l'armée française. Cette injustice exige réparation. Les anciens déportés et internés de la Résistance ayant conservé leur nationalité doivent bénéficier des indemnités allemandes au même titre que leurs camarades français par naissance ou par naturalisation. Il lui demande les initiatives que compte prendre le Gouvernement français en vue de provoquer à cet effet une modification de la convention franco-allemande du 15 juillet 1960.

1777. — 23 mars 1963. — M. Maurice Schumann appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation des anciens combattants des guerres de 1914-1918 et de 1939-1945 qui, habitant l'étranger, ont dû, en raison de leurs activités profrançaises antérieures à l'invasion du 10 mai 1940, quitter le pays où ils habitaient afin d'échapper à la Gestapo ou qui, mobilisés en 1939-1940, se sont trouvés pour le même motif dans l'impossibilité de rejoindre leur domicile à l'étranger. Un certain nombre d'entre eux ont perdu leur situation et leurs biens. Ces patriotes ont pendant quatre ans été séparés de leurs familles et ont beaucoup souffert moralement, en particulier ceux d'entre eux qui ont été obligés, pour ne pas tomber aux mains de l'ennemi, de changer de résidence. Il lui demande s'il n'estime pas que ces anciens combattants devraient bénéficier d'un statut spécial comme les autres victimes du nazisme, à la condition qu'ils puissent fournir des preuves et des témoignages incontestables établissant qu'ils remplissaient bien les conditions nécessaires pour obtenir les avantages du statut.

1778. — 23 mars 1963. — M. Pasquini appelle l'attention de M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation particulièrement digne d'intérêt des ascendants des morts pour la France. Il lui demande s'il envisage de supprimer les conditions d'âge et de fortune auxquelles est subordonné leur droit à pension, ou tout au moins d'aménager la condition de fortune prévue, en élevant sensiblement le plafond des ressources actuel au-delà duquel ils ne peuvent plus obtenir de pension ou seulement une pension réduite.

1779. — 23 mars 1963. — M. Raffier demande à M. le ministre des armées : 1° si les militaires engagés ou accomplissant leur temps légal, et obtenant alors qu'ils sont sous les drapeaux la deuxième partie du baccalauréat, peuvent d'office, comme les civils, entrer à l'école militaire de Strasbourg ; 2° s'il ne conviendrait pas, par suite de l'orientation scientifique de l'armée, et compte tenu des résultats obtenus en 1962, d'exiger la possession du baccalauréat de mathématiques élémentaires de tous les candidats à Coëtquidan pour le 1^{er} et le 2^e concours ; 3° quels ont été, pour les cinq dernières années, le nombre de candidats par options ainsi que le nombre de reçus pour chaque concours, et la nature des diplômes, de la manière suivante : licence, partie de licence, baccalauréat de mathématiques élémentaires, baccalauréat de sciences expérimentales, baccalauréat de philosophie, 1^{re} partie série C ou M, autres séries ; 4° si un candidat reçu au concours de l'école militaire interarmes à vingt-deux ans, avec le baccalauréat de mathématiques élémentaires, peut avoir le même avenir au départ que son homologue reçu à l'école spéciale militaire interarmes (Saint-Cyr) ayant le même âge avec le baccalauréat de philosophie ; 5° s'il est bien nécessaire et utile de faire des discriminations entre les uns et les autres, situation qui n'existe pas dans les administrations civiles, alors qu'il y a plus d'écart sur le plan culturel.

1781. — 23 mars 1963. — M. Rémy Montagne demande à M. le ministre de la construction : 1° s'il est exact que les immeubles classés catégorie 2 B ne peuvent bénéficier de subventions du fonds national d'amélioration de l'habitat, mais restent cependant soumis à la taxe à l'habitat de 5 p. 100 ; 2° dans l'affirmative, s'il ne juge pas qu'il s'agit d'une disposition inéquitable qu'il serait opportun de redresser.

1782. — 23 mars 1963. — M. Cachat attire l'attention de M. le ministre de la construction sur la situation des distributeurs d'eau de la région parisienne au regard de la loi n° 60-790 du 2 août 1960, prévoyant la perception d'une taxe par mètre carré de surface utile de plancher nouvellement construit. L'article 7 de la loi stipule que sont exclus de son champ d'application « ... les locaux affectés au service public et appartenant à l'Etat, aux collectivités territoriales, aux établissements publics ne présentant pas un caractère industriel ou commercial ». Un grand nombre de communes, ou syndicats de communes, ont confié à des sociétés privées la gestion de leur service public de distribution d'eau, par voie de concession, d'affermage, de gérance, ou en application de contrats de régie intéressée. Or, d'après le texte de la loi, il ressort que les constructions (usines et bureaux) qu'édifient ces sociétés pour les besoins du service public sont frappées par la taxe, dès lors que la société privée en détient, même temporairement, la propriété. Il est cependant prouvé que le développement de la région parisienne, et en particulier la création de grands ensembles, mettant dans l'obligation absolue les sociétés de distribution d'eau de réaliser certains travaux : extension des stations de traitement, création de bureaux ouverts au public dans les nouveaux quartiers, etc. La plupart des ouvrages réalisés : décanteurs, filtres, réservoirs, n'ont pas le caractère de locaux industriels. D'autre part, il ne peut être question que ces installations soient réalisées ailleurs que dans les régions à desservir ; il est au contraire de la plus grande utilité qu'elles le soient au centre de gravité de ces régions. La taxe prévue par la loi du 2 août 1960 ne peut donc avoir aucune influence sur la localisation de ces installations, qui n'ont aucune possibilité de se décentraliser. La variété des contrats qui lient les sociétés aux autorités concédantes : concession, affermage, régie, fait que le régime juridique de ces ouvrages est très divers. Les uns appartiennent dès leur création aux communes desservies, d'autres leur reviennent en toute propriété en fin de contrat, d'autres enfin peuvent être rachetés par ces communes, ou rester propriété du concessionnaire. Il en résulte que certaines constructions nouvelles se trouvent exonérées de la taxe prévue par l'article 7, alors que d'autres y seront assujetties, ce qui aura pour résultat, vu le montant de la taxe, que si deux communes ont des contrats différents, les consommateurs de l'une pourront voir le prix de l'eau majoré d'un tiers par rapport à l'autre, simplement parce que la commune dans laquelle ils habitent n'aura pas pu assumer le financement de tous les ouvrages et immeubles affectés au service public, et qu'elle se sera substituée, pour ce financement, une société spécialisée. Les pouvoirs publics ont toujours attaché une grande importance à maintenir le prix de l'eau aussi bas que possible. Au moment où le Gouvernement s'emploie à combattre la hausse des prix, il semble que le bon sens, l'égalité de tous les citoyens devant l'impôt, le souci de maintenir l'eau à un niveau aussi bas que possible, demanderaient que soit inscrite dans la loi du 2 août 1960 une référence aux sociétés d'exploitation des services publics, en ajoutant au troisième alinéa de l'article 7, après « aux collectivités territoriales », les mots : « à leurs concessionnaires, régisseurs, gérants ou fermiers » (le reste sans changement). Il lui demande s'il compte réparer cette omission en complétant comme il est indiqué l'article 7 de la loi du 2 août 1960, et si, en attendant cette modification, des instructions peuvent être données pour que la loi reçoive une application aussi libérale que possible.

1783. — 23 mars 1963. — M. Le Lann expose à M. le ministre de la construction les faits suivants : une société a acquis un terrain situé dans la ville de X... en vue de réaliser, d'une part, une construction en dommages de guerre et, d'autre part, une construction avec prêt du Crédit foncier. En raison de ce dernier prêt, il était indispensable que les deux parties de terrain consacrées à chaque construction soient parfaitement délimitées. Une demande d'autorisation de division de terrain a donc été présentée à la préfecture. Bien que l'opération envisagée n'entraîne absolument aucune servitude pour la ville de X... et ne mette à la charge de celle-ci aucune dépense d'équipement, l'arrêté préfectoral d'autorisation a exigé que ladite société cède gratuitement à la ville de X... une bande de terrain d'une surface approximative de 350 mètres carrés, ce qui représente environ 15 p. 100 de la surface totale. En outre, la société devra verser à la ville de X... une somme de 16.800 francs pour la construction des égouts. Cependant, en vertu des dispositions de l'article 5 du décret n° 58-1466 du 30 décembre 1958, il semble bien qu'une cession gratuite de terrain ne puisse être exigée que comme représentant « la participation du lotisseur aux dépenses d'exécution des équipements publics correspondant aux besoins du lotissement et rendus nécessaires par sa création » et que, si l'opération en cause n'entraîne aucune dépense d'équipement, la cession gratuite n'est plus justifiée. Il lui demande : 1° si telle est bien l'interprétation qu'il convient de donner aux dispositions de l'article 5 du décret du 30 décembre 1958 susvisé et, dans l'affirmative, si, dans le cas particulier signalé, il n'y a pas abus de pouvoir de la part de l'arrêté préfectoral à exiger de la société une cession gratuite de terrain ; 2° s'il n'a pas l'intention,

en liaison avec les autres départements ministériels intéressés, de prendre toutes dispositions utiles afin d'éviter, comme cela se voit fréquemment à l'heure actuelle, que l'autorité préfectorale ne fasse un usage abusif de la faculté qui lui est ouverte par l'article 5 en imposant au lotisseur une cession gratuite de terrain, sans que celle-ci soit en aucune manière justifiée.

1784. — 23 mars 1963. — **M. Bertrand Denis** expose à **M. le ministre de la construction** que les constructeurs de maisons économiques et familiales qui ont recours, pour le financement de leurs opérations, aux prêts des caisses de crédit agricole, ne bénéficient des primes que plusieurs années après la délivrance du certificat de conformité, ce qui leur occasionne de graves difficultés de trésorerie et décourage les constructeurs ruraux. Il lui demande s'il n'estime pas ces longs délais regrettables, et s'il ne pourrait pas prendre des mesures pour qu'il en soit autrement.

1785. — 23 mars 1963. — **M. Ziller** expose à **M. le ministre de la construction** que le préfet de la Seine a pris un arrêté, en date du 29 août 1962, en vue de donner le confort de l'eau dans chaque logement et pièce louée séparément, quelle que soit la date de construction de l'immeuble. Il lui demande si des dispositions similaires ont été étendues à tous les départements, car les locataires de province devraient bénéficier des mêmes avantages que les locataires parisiens.

1787. — 23 mars 1963. — **M. Bourgoïn** expose à **M. le ministre de la construction** qu'une propriété en indivision entre cinq frères, qui l'ont acquise par succession, fait l'objet, faute d'accord entre les intéressés, d'une licitation judiciaire en deux lots. Trois des indivisaires demandent que l'un des lots qui n'est pas bâti soit licité comme terrain à bâtir et non comme terrain de culture; ce lot, déjà pourvu de l'éclairage, doit en effet bénéficier de l'installation de l'eau. Il lui demande: 1° si, au regard de la réglementation actuelle sur les lotissements, les indivisaires sont dispensés en l'espèce de toute demande collective d'autorisations de morcellement; 2° dans la négative, les dispositions qu'il envisage de prendre: a) pour mettre ladite réglementation en harmonie avec les prescriptions du code civil, qui admet l'initiative d'un seul indivisaire, dès l'instant où celle-ci ne préjudicie en rien aux droits légitimes des autres indivisaires et où elle n'apporte aucun trouble dans la jouissance matérielle de la chose commune; b) pour mettre le tribunal mieux en mesure de prendre une décision conforme à l'intérêt de la vente et de ne pas subordonner sa décision à une autorisation de lotissement que, compte tenu de la réglementation précitée, la préfecture ne peut accorder en raison du désaccord que le tribunal a pour mission de trancher.

1788. — 23 mars 1963. — **M. Terrenoire** demande à **M. le ministre de la construction** si les propriétaires des immeubles sinistrés au cours de la dernière guerre, reconstruits selon les plans établis par les services départementaux de la reconstruction, ont un recours contre l'administration lorsque les plans dont il s'agit ont comporté une erreur en cours d'élaboration, dans la contenance des lots en particulier — erreur reconnue par les services — ayant pu donner lieu à des contestations successorales.

1789. — 23 mars 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** qu'une jeune Martiniquaise, licenciée de mathématiques, qui rejoignait définitivement la Martinique pour y professer, après avoir terminé avec succès ses études en France, a été expulsée de son pays natal et renvoyée en France. Il lui demande: 1° les raisons de cette mesure et en vertu de quels textes législatifs ou réglementaires elle a été prise; 2° les dispositions qu'il compte prendre pour la rapporter et permettre à ce professeur de se rendre librement dans son pays natal.

1790. — 23 mars 1963. — **M. Robert Ballanger** expose à **M. le ministre d'Etat chargé des départements et territoires d'outre-mer** que, en 1961, un certain nombre de fonctionnaires (notamment des professeurs et des instituteurs) guadeloupéens, guyanais, martiniquais et réunionnais, régulièrement en service aux Antilles et à la Réunion, ont été mutés d'office en France en application de l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960, alors qu'aucune faute professionnelle ou autre ne leur avait été signalée. Certains d'entre eux, ayant refusé de servir ailleurs que dans leur pays natal, ont été alors purement et simplement révoqués. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin: 1° de permettre aux fonctionnaires guadeloupéens, guyanais, martiniquais et réunionnais ayant fait l'objet d'une mutation d'office en France en vertu de l'ordonnance précitée d'exercer de nouveau librement dans leur pays d'origine s'ils le désirent; 2° de rétablir dans leur fonction et dans leurs droits professionnels les fonctionnaires révoqués pour avoir refusé ce déplacement d'office; 3° de faire abroger l'ordonnance n° 60-1101 du 15 octobre 1960.

1791. — 23 mars 1963. — **M. Raymond Barbet** expose à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'il a pris connaissance, dans le bulletin d'informations du ministère de l'éducation nationale d'octobre 1962, des opérations de construction de locaux universi-

taires prévues en 1963. Parmi celles-ci figurait une faculté de lettres à Nanterre destinée à 8.000 étudiants. Dans le budget de l'éducation nationale pour 1963, au titre des investissements exécutés par l'Etat dans l'académie de Paris, des crédits s'élevant à 8 millions de francs sont prévus pour la construction d'une première tranche de la nouvelle faculté des lettres de Nanterre-la-Folie et un crédit de 4.300.000 francs pour la construction de la bibliothèque de cette faculté des lettres. Or au cours d'une entrevue au siège de l'établissement public pour l'aménagement de la Défense à laquelle il avait été invité en sa qualité de maire de Nanterre, il fut informé que non seulement le ministère de l'éducation nationale prévoyait la construction à Nanterre d'une faculté des lettres avec 8.000 étudiants, mais, en plus, d'une faculté des sciences avec 8.000 étudiants, d'une faculté de droit avec 10.000 étudiants, d'une annexe de l'institut d'études politiques avec 5.000 étudiants, de six bibliothèques universitaires, sans compter la bibliothèque de la faculté de droit, des services généraux et également d'une résidence universitaire pour 3.600 étudiants en quatre villages avec chacun un restaurant universitaire, auxquels il faut ajouter les installations sportives pour tous ces étudiants et des parking. Certes, la construction de ces facultés et bibliothèques se justifie amplement. Mais si ces projets sont confirmés, on peut se demander s'il est opportun de concentrer 31.000 étudiants sur les 31 hectares que comportent les terrains de la Folie dépendant du ministère de la défense nationale. Il ne peut que faire connaître son opposition au projet tel qu'il semble être actuellement envisagé, car une telle concentration risque fort, en définitive, d'être préjudiciable aux étudiants et au corps professoral. Il lui demande quelles sont ses intentions à cet égard, quel est le programme exact des constructions universitaires devant être édifiées sur les terrains de la Folie, à Nanterre, et dans quels délais elles seront édifiées, compte tenu des besoins impérieux de l'Université.

1795. — 23 mars 1963. — **M. Fanton** rappelle à **M. le ministre de l'éducation nationale** qu'à la suite de la question écrite n° 12297 posée à l'un de ses prédécesseurs (réponse au *Journal officiel*, débats A. N., du 18 novembre 1961) il lui avait été précisé que les manifestations politiques sont interdites d'une manière permanente à l'intérieur des locaux universitaires, cette interdiction ayant été rappelée par voie d'affiches apposées dans les facultés. Il lui demande dans quelles conditions les manifestations de ce genre peuvent continuer à être organisées dans la cour de la Sorbonne et quelles sanctions il compte prendre afin d'éviter le renouvellement de pareils faits.

1796. — 23 mars 1963. — **M. Davlaud** attire l'attention de **M. le ministre de l'éducation nationale** sur l'intérêt que présenterait une mesure d'exonération de la redevance sur les postes récepteurs de télévision en faveur des établissements publics d'enseignement primaire qui souhaitent faire bénéficier leurs élèves des émissions scolaires diffusées par la télévision nationale. Nombre de chefs d'établissement retardent l'achat des récepteurs parce que ne pouvant faire face régulièrement au paiement de la redevance. Il lui demande quelles interventions ont été faites en vue d'aboutir à une solution conforme à l'intérêt des élèves de l'enseignement primaire.

1800. — 23 mars 1963. — **M. Joseph Perrin** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, d'après l'avis relatif à la convention fiscale franco-allemande publiée au *Journal officiel* du 26 août 1962, les membres des conseils de surveillance des sociétés à responsabilité limitée et des sociétés en commandite seraient soumis pour leurs rétributions aux mêmes retenues, à la source de 24 p. 100 que les administrateurs des sociétés anonymes. Cette solution n'étant pas en accord avec la législation fiscale française interne, il lui demande: 1° comment peut s'expliquer et se résoudre cette discordance entre la législation interne et la convention fiscale; 2° si les sociétés auront à établir des différences de taxation entre les membres de leurs conseils de surveillance domiciliés en Allemagne et les autres membres de leurs conseils; 3° si les membres domiciliés en France des conseils de sociétés allemandes de mêmes catégories auront à comprendre leurs rétributions dans leurs déclarations modèle B, et, dans l'affirmative, suivant quelles modalités.

1801. — 23 mars 1963. — **M. Joseph Perrin** demande à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** de lui fournir l'explication suivante au sujet de l'avis publié au *Journal officiel* du 26 août 1962 sur les modalités d'application de la convention fiscale franco-allemande. Il lui expose que les dividendes payés par une société française à une société allemande associée supporteront en France l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au taux de 15 p. 100. D'autre part, si la société mère allemande détient en France l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières au moins 25 p. 100 du capital de la société française, les revenus de cette participation sont exonérés d'impôt en Allemagne. Il semblerait donc que la société mère allemande devrait être taxée à 15 p. 100 sur ses revenus français, tandis que la société mère française aurait à supporter l'impôt au taux de 25 p. 100 sur ses revenus allemands. Il lui demande si cette solution est bien exacte et, dans l'affirmative, s'il est admissible de défavoriser ainsi la compétition du Marché commun.

1802. — 23 mars 1963. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, d'après l'avis relatif à la convention fiscale franco-allemande publiée au *Journal officiel* du 26 août 1962, le reliquat d'impôt allemand subsistant après l'exonération de la retenue à la source est susceptible de donner lieu à une imputation complémentaire sur l'impôt sur les sociétés. Or cette indication ne paraît avoir aucun sens si elle se rapporte à la détermination du résultat taxable car, l'impôt allemand étant intégralement déduit lors de l'encaissement des coupons, il entre en compte comme charge pour sa totalité sans qu'il y ait lieu à imputation complémentaire. Le texte de l'avis semblerait donc indiquer que la différence entre l'impôt français et l'impôt allemand devrait venir en déduction, impôt sur impôt, au titre des revenus mobiliers ayant déjà supporté l'impôt cédulaire, ou bien exonérés de cet impôt. Il lui demande s'il peut lui donner toutes explications complémentaires utiles et lui fournir si possible un exemple chiffré indiquant les résultats du calcul des impôts à payer ou à déduire pour une société touchant des dividendes d'une filiale allemande : base de l'impôt sur les sociétés en tenant compte de la déduction, revenu sur revenu et impôt sur impôt, calcul de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières en cas de redistribution.

1803. — 23 mars 1963. — M. Joseph Perrin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'en vertu des décisions ministérielles des 26 octobre 1957, 5 mars 1953 et 3 mars 1959, les entreprises titulaires de la carte d'exportateur sont autorisées à pratiquer, en franchise d'impôts, un amortissement complémentaire en sus de l'amortissement normal. En ce qui concerne les exportations vers la Sarre, l'avis aux exportateurs, publié au *Journal officiel* des 1^{er} et 2 décembre 1956, page 10803, précise que les exportations réalisées à compter du 1^{er} janvier 1959 seront considérées comme exportations vers l'étranger pour la carte 1930. Il lui demande si un industriel titulaire, en vertu des décisions précitées, de la carte d'exportateur 1959 et 1960, a le droit d'effectuer des amortissements accélérés pour toute l'année 1959, observation faite que, de toute manière, en vertu de l'avis n° 678 du 5 juillet 1959 de l'office des changes, la Sarre a été supprimée de la liste des territoires de la zone franc à compter du 5 juillet 1959.

1804. — 23 mars 1963. — M. Alduy demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui préciser les droits afférents à l'achat de cuves ou foudres en chêne faisant partie d'un ensemble immobilier, étant entendu qu'il est prévu de détacher ces cuves ou foudres du fonds au service duquel elles étaient affectées et de les transférer dans un délai plus ou moins rapproché dans un autre établissement. Si l'on s'en réfère au code des impôts, article 725, ces biens doivent être considérés comme biens meubles et non comme biens immeubles.

1805. — 23 mars 1963. — M. Lecornu expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un exploitant agricole récoltant des pommes à cidre a donné à deux de ses ouvriers à titre de complément de salaires 150 et 350 litres de cidre qu'il a transportés à leur domicile. Ce transport a été effectué régulièrement et le receveur ruraliste, à qui déclaration en avait été faite, avait seulement perçu le droit de timbre. La direction des contributions indirectes réclame maintenant le droit de circulation à 0,025 F par litre transporté. Il lui demande s'il ne serait pas possible d'ajouter aux exemptions prévues limitativement par l'article 441 du code général des impôts le cas de livraison de boisson faite à un ouvrier à titre de complément de salaire, accessoirement à son contrat de travail.

1806. — 23 mars 1963. — M. de Préaumont attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les récentes décisions qui ont été prises pour les assurances des véhicules automobiles, et notamment sur celle qui prévoit l'application d'une surprime de 15 p. 100 dans le cas des représentants de commerce. Il lui demande : 1° si ces automobilistes sont au nombre de ceux qui ont le plus d'accidents ; 2° dans la négative, quelles sont les raisons qui justifient la surprime susindiquée et qu'il envisage de rapporter la décision qui l'a prescrite.

1807. — 23 mars 1963. — M. Scheff demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il compte accorder une prolongation du délai impartit aux assujettis pour le paiement des bénéfices agricoles, délai expirant le 15 mars 1963, compte tenu de la période de sécheresse de l'été 1962 et des périodes de froid prolongées de l'hiver 1963.

1808. — 23 mars 1963. — M. Scheff demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si l'article 22, paragraphe II, de la loi n° 62-848 du 26 juillet 1962 précisant que « Les biens sont estimés d'après la valeur qu'ils ont acquise en raison de leurs possibilités, dûment justifiées, d'utilisation immédiate un an avant l'ouverture de l'enquête prévue à l'article 1^{er} — ou, dans le cas visé à l'article 5, un an avant la déclaration d'utilité publique — » est applicable aux locaux d'habitation dont le loyer ne doit pas

dépasser le loyer technique obtenu par application de la méthode dite de « surface corrigée », étant donné que, pour ces locaux, une majoration de loyer ne peut en aucun cas être spéculative. Il lui demande si l'on ne doit pas, au contraire, prendre en considération le loyer équitable qui aurait pu être celui applicable à ces locaux si n'étaient pas intervenues les mesures légales de limitation des loyers, étant fait observer qu'une telle décision apparaîtrait conforme à la justice puisque, dans de nombreuses communes, les loyers sont désormais libres.

1809. — 23 mars 1963. — M. Tricon demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'y aurait pas lieu de profiter des négociations consécutives au différend qui oppose l'Etat français à l'Etat brésilien au sujet de la pêche à la langouste pour comprendre dans le règlement qui interviendra la solution du contentieux franco-brésilien relatif aux indemnités dues aux porteurs français d'obligations : port de Para ; chemin de fer Sao Paulo-Rio Grande ; chemin de fer de Victoria à Minas et Itariba. Ces sociétés françaises ont été nationalisées par l'Etat brésilien à une époque où la France n'avait aucune possibilité de défense et de riposte, et les obligataires dépossédés attendent une solution équitable, souvent envisagée, parfois promise, mais jamais réalisée.

1810. — 23 mars 1963. — M. Rémy Montagne expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques le cas des sociétés immobilières désireuses de bénéficier de l'article 221-2, 3^e alinéa, du code général des impôts, avec les précisions suivantes : 1° il s'agit de sociétés immobilières constituées suivant acte notarié sous la forme de sociétés à responsabilité limitée — entre père et enfants — et ayant reçu en apport divers immeubles ; 2° depuis leur constitution, ces sociétés ont conservé leur caractère strictement familial, les associés étant demeurés les mêmes depuis leur fondation ; 3° dans l'acte de constitution, il était stipulé que ces sociétés auraient pour objet : a) l'exploitation des immeubles apportés et, le cas échéant, leur vente ; b) l'achat, la prise à bail, la construction, la location et la vente de toutes propriétés immobilières ; 4° en fait, l'activité de ces sociétés s'est limitée à l'administration de leurs immeubles et à l'acquisition de divers biens immobiliers destinés à accroître leur patrimoine foncier ; ces acquisitions ont été effectuées il y a plus de vingt ans, sans aucune intention de revente ; 5° si ces sociétés ont été amenées dans des circonstances particulières à effectuer quelques ventes, leur montant total n'excède pas le douzième du patrimoine foncier. Ces ventes n'ont eu lieu qu'au profit de collectivités locales, sur la demande expresse de celles-ci et afin d'éviter une procédure d'expropriation ; 6° le produit de ces ventes a été utilisé, partie pour l'aménagement des immeubles, partie en attente de emploi, en emprunts d'Etat ou en bons de caisse de banque. Il lui demande : 1° si, en raison du caractère des opérations réalisées par ces sociétés dans le cadre de la gestion normale d'un patrimoine foncier, le régime spécial prévu par l'article 221-2, 3^e alinéa, du code général des impôts est susceptible de trouver son application, compte tenu de la transformation de ces sociétés en sociétés civiles ; 2° si le régime spécial précité n'est pas applicable, de quelle manière seraient taxés les plus-values afférentes aux immeubles lors de la transformation des dites sociétés en sociétés civiles.

1811. — 23 mars 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par décision du ministère des finances marocain en date de février 1959, tous les emprunts de l'Etat marocain libellés en francs, émis de 1914 à 1951 inclusive, doivent être considérés comme libellés en francs marocains. En conséquence, les coupons et titres amortis non prescrits de ces emprunts, présentés au paiement à partir du 29 décembre 1958, sont payables, quelle que soit leur échéance, à leur contrevaletur en francs français sur la base d'un dirham pour 0,9756 franc français. Ainsi, les porteurs français qui ont fait confiance à la garantie de l'Etat français ne perçoivent plus tout ce qui leur est dû comme intérêts et remboursement du capital garanti, mais seulement une partie (la plus importante, il est vrai) de ces intérêts et du capital. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement envisage de prendre, en vertu de la garantie qui a été accordée par l'Etat français à ces emprunts, pour indemniser les intéressés du dommage qui leur est ainsi causé.

1812. — 23 mars 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la période d'intempéries de l'hiver 1962-1963, anormalement longue, a mis en péril grave la trésorerie des entreprises artisanales du bâtiment. Ces petites entreprises, qui ne sont pas assujetties à cotisation à la caisse d'intempéries parce qu'elles n'atteignent pas le plafond annuel de salaires prévue par les textes, supportent intégralement le débours des indemnités versées à leurs compagnons. En tout état de cause, les conséquences de cette longue période de chômage ne s'atténuent que plusieurs mois après la reprise normale du travail, notamment pour les entreprises du second œuvre. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour apporter une solution aux problèmes posés par la durée exceptionnelle du gel. Il lui demande, par exemple, s'il envisage une révision exceptionnelle des forfaits de taxes indirectes, des délais de paiements ou un échelonnement pour le règlement des taxes et impôts sans majoration de retard,

des remises des indemnités de retard encourues envers les organismes sociaux, le remboursement des indemnités de chômage versées au-delà des quarante-huit jours prévus par la loi du 21 octobre 1946, etc.

1813. — 23 mars 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 7, III, alinéa 3, de la loi n° 62-933 du 8 août 1962, le preneur qui exerce son droit de préemption bénéficie désormais pour son acquisition « d'avantages fiscaux et de crédits équivalents à ceux qui seront consentis aux acquéreurs des fonds rétrocédés par les S. A. F. E. R. », le bénéfice de cette disposition n'étant applicable qu'à la fraction de fonds préempté qui, compte tenu des terres appartenant déjà à l'acquéreur et exploitées par lui, se situe en deça de la surface globale fixée par les arrêtés ministériels prévus à l'article 9 de la loi du 8 août 1962 au sujet des cumuls (art. 188-3 du code rural), et à la condition que l'acquéreur prenne l'engagement d'exploiter personnellement le fonds pendant un délai minimum de cinq ans. (Ces avantages fiscaux consistent en une exonération des droits de timbre et d'enregistrement.) A titre d'exemple, il signale le cas de M. X... qui désire faire, entre ses six enfants, le partage anticipé de ses biens, comprenant notamment deux exploitations agricoles exploitées individuellement par deux de ses enfants. Ces deux exploitations seraient attribuées aux deux enfants exploitants, à charge de verser une soule à leurs copartageants et en vertu de l'article 710-1 du code général des impôts, ces attributions sont exonérées des droits de soule, pour chaque exploitation agricole, à concurrence d'une somme de 50.000 francs. Il lui demande si l'exonération de droits d'enregistrement au profit du preneur exerçant son droit de préemption est étendue au profit de l'attributaire d'une exploitation agricole, qu'il met en valeur personnellement, et dans les mêmes conditions, sur le montant de la totalité de la soule pouvant être due par cet attributaire.

1814. — 23 mars 1963. — M. Baudis demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si une société qui, constituée à l'origine en société commerciale, a fait apport de son activité commerciale et a modifié son objet — lequel n'inclut plus que des opérations purement civiles, telles que gestion d'immeuble et d'un portefeuille de valeurs mobilières, l'un et l'autre lui appartenant — remplit les conditions nécessaires pour bénéficier des dispositions de la loi du 28 décembre 1959, étant spécifié que ladite société n'effectue plus que des opérations civiles depuis six ans et a cédé la totalité des actions qu'elle avait reçues lors de l'apport de son activité industrielle et commerciale.

1815. — 23 mars 1963. — M. Herman demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques, au sujet de l'application de la loi complémentaire à la loi d'orientation agricole n° 62-933 du 8 août 1962 si, dans un département où il n'y a pas actuellement de S. A. F. E. R., l'exploitant preneur en place, titulaire du droit de préemption, peut, en vertu de l'article 84 de la loi de finances n° 63-156 du 23 février 1963, complétant la loi n° 62-933 du 8 août 1962, bénéficier dès à présent de la faculté soit d'établir l'acte d'acquisition sur papier libre et d'en requérir l'enregistrement gratuit, soit d'acquitter intégralement les droits de timbre et d'enregistrement exigibles sur cet acte dans les conditions de droit commun, en attendant la publication de l'arrêté ministériel fixant dans ce département la surface maximum prévue à l'article 188-3 du code rural.

1816. — 23 mars 1963. — M. Lepidi demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il ne pourrait envisager le relèvement du prix de la coupe de cheveux pour hommes dont le montant inclus dans le S. M. I. G. n'a jamais, de ce fait, subi de variations. Fixé en effet à 2,80 F, le prix de la coupe de cheveux masculine devient dérisoire en regard des tarifs pour dames, bloqués en 1957 et aujourd'hui pratiquement libérés. En tout état de cause un tel taux ne correspond plus aux charges subies par la profession de la coiffure masculine (patente, loyer, charges diverses) et en augmentation globale et variable de 25 à 40 p. 100. Un aménagement urgent des tarifs semble donc indispensable pour éviter l'asphyxie progressive de cette profession.

1817. — 2 mars 1963. — M. Pierre Viltter expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation suivante : 1° dans certaines régions, les propriétaires de treilles ont coutume de faire bouillir les raisins qu'ils n'ont pas consommés directement, soit qu'ils les mettent au tonneau avec d'autres fruits, soit qu'ils les distillent séparément ; 2° ces récoltants ne se croient pas tenus de faire des déclarations de stock de vendage puisqu'ils ne font jamais de vin, mais, de ce fait, ils ne peuvent donner réglementairement aux matières la dénomination de marcs ou de vins ; 3° d'une façon générale, d'administration admet que ces raisins de treille soient distillés en franchise, mais depuis un certain temps plusieurs agents de la régie refusent d'admettre cette franchise, pour le motif que le raisin ne figure pas dans les matières distillables énumérées à l'article 315 du code général des impôts. Il lui demande s'il ne juge pas possible de maintenir, conformément à un

usage répandu, la possibilité de faire bénéficier de la franchise les récoltants qui distillent leurs raisins, dans les mêmes conditions que pour les autres matières énumérées à l'article 315 du code général des impôts.

1819. — 23 mars 1963. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur l'annonce de prochains mouvements de revendications dans le personnel de l'administration des postes et télécommunications. Les récents débats budgétaires au Parlement ont mis en lumière l'insuffisance de prévisions du IV^e plan dans le domaine postal, ainsi que la situation particulièrement défavorisée du personnel. Il lui demande s'il envisage, à l'occasion des futurs pourparlers, de traiter dans son ensemble une situation à la fois de sous-investissements et de sous-rémunérations, unanimement considérée comme contraire à la vie d'un service à caractère industriel et commercial.

1820. — 23 mars 1963. — M. Clerget expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'il arrive fréquemment que des récoltants de fruits non cultivateurs aient distillé entre le 1^{er} septembre 1949 et le 13 juillet 1953 sans avoir demandé la franchise, et par conséquent sans l'avoir obtenue. Ils remplissent cependant toutes les conditions exigées pendant cette période pour bénéficier de ladite franchise. Il lui demande si cette franchise peut être accordée à ceux qui distillent au cours de la présente campagne et remplissent les conditions fixées par l'article 315 du code général des impôts.

1821. — 23 mars 1963. — M. René Leduc expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'un neveu, qui a hérité en 1957 de son oncle d'un terrain évalué à la succession pour une valeur de 2.000 francs, désire en faire apport à une société civile immobilière pour la valeur actuelle de 3.500 francs, soit une plus-value de 1.500 francs. Il lui demande si cette plus-value est imposable, étant donné qu'il s'agit d'un apport à une société d'une bien composant son patrimoine d'origine et provenant d'une transmission héréditaire à titre gratuit.

1822. — 23 mars 1963. — M. Mondon demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si la plus-value dégagée à l'occasion de la donation en nue-propriété d'un fonds de commerce, faite à un successible en ligne directe avec réserve d'usufruit au profit des époux donateurs, peut bénéficier de la taxation réduite prévue par les articles 152, 200 et 219 du code général des impôts, et cela en revenant sur la réponse ministérielle faite à M. Wasmer (débat A. N. du 23 juillet 1954), qui précisait que la nue-propriété d'un fonds de commerce n'étant pas susceptible de faire l'objet d'une exploitation séparée, ne pouvait bénéficier de ce régime de faveur. Cette demande est faite, compte tenu des remarques suivantes : 1° la notion d'exploitation séparée n'a pas été depuis invoquée par l'administration comme un critère obligatoire et universel ; 2° dans cet état d'esprit, a déjà bénéficié du taux réduit la plus-value dégagée par la cession, faite par un commerçant, d'une quote-part indivise de son fonds de commerce (arrêt du Conseil d'Etat du 27 juin 1956, req. n° 35788) ; 3° la donation en nue-propriété, tout comme la cession d'une quote-part indivise, s'analyse en une cession d'une partie d'un droit de propriété portant sur l'ensemble des éléments corporels et incorporels d'un fonds de commerce ; dans les deux cas, un droit partiel de propriété se trouve partagé soit par l'abandon d'une partie du bien auquel il se rapporte, soit par l'abandon d'un élément même de ce droit. Et, dans les deux cas, le critère d'exploitation séparée ne peut être invoqué. Le taux réduit semblerait alors pouvoir s'expliquer au cas de la donation en nue-propriété ; 4° enfin, alors que la donation en pleine propriété permet l'application du taux réduit, et dans le cas présent l'exonération totale, le donataire étant un successible en ligne directe, il serait difficilement compréhensible de la voir refuser au cas de la donation en nue-propriété, alors que, dans ce cas, le donataire ne voit son accession à la pleine propriété de la chose donnée que différée pour un temps, sans que l'opération puisse permettre une fraude ou une évasion fiscale qui, seules, justifieraient une taxation plus rigoureuse.

1823. — 23 mars 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une voiture 2 CV a été offerte à un agent faisant partie des cadres d'une entreprise par celle-ci pour récompenser sa quinzisième année de services. Il lui demande si un tel cadeau, alors qu'aucun choix n'avait été laissé à l'intéressé entre la remise du véhicule ou sa valeur en numéraire, peut être imposé comme un revenu l'année où il est remis.

1824. — 23 mars 1963. — M. Le Theule appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation d'un gérant ou d'un président directeur général d'une société de capitaux qui, en raison du manque de trésorerie, qu'on espère momentanée, accepte de ne percevoir qu'une partie de sa rémunération. Il lui demande si l'autre partie de celle-ci peut être portée dans les écritures de la société conformément aux prescrip-

tions de l'article 54 du code général des impôts, ou si au contraire elle doit être obligatoirement inscrite au compte courant de l'intéressé, ce qui met celui-ci dans l'obligation d'acquitter l'impôt général sur le revenu pour une somme dont la perception est aléatoire.

1825. — 23 mars 1963. — **M. Le Theule** attire l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur les retraités de l'Etat qui perçoivent leur pension par trimestre et à terme échu. Il lui demande s'il envisage de prendre les mesures nécessaires pour que les retraités de l'Etat reçoivent désormais leur pension à la fin de chaque mois.

1826. — 23 mars 1963. — **M. Le Theule** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les artisans et les petits commerçants paient la taxe complémentaire sur la fraction de leur bénéfice excédant respectivement 4.400 F et 3.000 F. Il lui demande s'il envisage de relever ces sommes, qui correspondent sensiblement au gain annuel du S. M. I. G., alors que les intéressés, par leur qualification et leurs responsabilités, peuvent prétendre à une rémunération supérieure.

1827. — 23 mars 1963. — **M. Pasquini** appelle l'attention de **M. le ministre des finances et des affaires économiques** sur la situation des fonctionnaires retraités du Maroc qui, pendant dix ans après leur mise à la retraite, sont tenus de résider dans ce pays ou de s'y rendre deux fois par an, à leurs frais, pour y percevoir leur pension complémentaire. Il lui demande : 1° les raisons pour lesquelles une telle réglementation est maintenue en vigueur et s'il envisage d'y apporter les modifications qui correspondent à la situation actuelle ; 2° les dispositions qu'il se propose de prendre pour adapter le régime des pensions auquel sont soumis les intéressés au régime général.

1828. — 23 mars 1963. — **M. Peretti** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'un contribuable, lors de la déclaration de revenus qu'il a faite pour l'année 1961, a mentionné parmi ses enfants à charge son fils aîné, étudiant âgé de vingt-trois ans, qui accomplissait alors ses obligations militaires légales. Or, l'administration a estimé que ce fils qui, après avoir suivi une école d'E. O. R. durant son service militaire, avait été nommé sous-lieutenant et avait perçu la solde afférente à ce grade, ne pouvait être considéré comme enfant à charge. Il lui demande, alors que ledit contribuable a continué à assumer tous les besoins de son fils après sa démobilisation, si la décision ainsi prise est conforme aux textes applicables en la matière.

1829. — 23 mars 1963. — **M. Guy Ebrard** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que les entreprises saisonnières, thermales et hôtelières, se voient refuser la déduction des sommes affectées à la construction de logements destinés à leur personnel, l'administration refusant de considérer ces investissements comme libératoires de la contribution de 1 p. 100 des employeurs. Il lui rappelle cependant qu'à sa demande une instruction n° 6660 bis du 23 février 1961, émanant de **M. le directeur de la construction**, a prescrit aux directeurs départementaux de la construction d'admettre certains investissements des entreprises saisonnières comme libératoires de la contribution de 1 p. 100 dès lors qu'il apparaît que les chambres construites seraient effectivement destinées au logement du personnel nécessaire en période d'activité normale. Il lui demande s'il peut lui confirmer que, pour les entreprises saisonnières, la période de saison représente la période d'activité normale et qu'en conséquence le logement du personnel nécessaire à l'exploitation saisonnière ne saurait être considéré à aucun égard comme une résidence secondaire au sens des dispositions de l'article 273 du code de l'urbanisme et de l'habitation.

1830. — 23 mars 1963. — **M. Raymond Boldsé** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** qu'il s'est créé il y a dix ans une usine de fabrication d'outils tournants en carbure de tungstène monobloc, usine occupant 125 ouvriers, et dont les produits sont vendus en France et à l'exportation. Les outils en question sont plus spécialement des fraises rotatives, des fraises à deux tailles, des fraises rectifieuses, des alésoirs et des fraises-scies. Or, cette usine éprouve des difficultés du fait de la concurrence des Etats-Unis qui bénéficie de droits de douane avantageux. Les outils en question sont classés sous le numéro 82-03-B2 du tarif français avec un droit d'entrée de 15,1 p. 100, droit qui sera probablement abaissé au 1^{er} juillet 1963. Par contre, les droits d'entrée des mêmes outils aux Etats-Unis sont de 30 p. 100 (n° 352 du tarif U. S.). Il lui demande s'il ne serait pas possible de porter le droit d'entrée en France des outils en provenance des Etats-Unis d'Amérique à un pourcentage égal à celui d'entrée des mêmes outils dans ce pays.

1831. — 23 mars 1963. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, dans les partages de succession, les soultes à verser pour un héritage d'égale valeur sont d'autant plus importantes que la part indivise de l'attributaire

unique est plus petite, c'est-à-dire que celui-ci a plus de frères et sœurs à lotir en argent. Les droits à verser sur la valeur des parts et portions des biens acquises par le copartageant attributaire qui dépasse la limite d'exonération de 50.000 F, étant proportionnels à l'importance des soultes dues aux autres héritiers, sont ainsi d'autant plus élevés que le nombre d'héritiers est plus grand. Il lui demande si, afin d'éviter que les familles nombreuses ne se trouvent ainsi défavorisées, il n'envisage pas d'accorder un abattement supplémentaire pour chacun des cohéritiers en sus du deuxième.

1832. — 23 mars 1963. — **M. Orvoën** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que l'application de l'article 710 du code général des impôts, dans la rédaction nouvelle résultant de l'article 10 de la loi n° 61-1378 du 19 décembre 1961 et de l'article 46 de la loi n° 63-254 du 15 mars 1963, donne lieu à certaines difficultés d'interprétation dans le cas de partages comportant attribution « conjointe » des biens composant une exploitation agricole unique à plusieurs des copartageants. Etant donné que le législateur a décidé d'insérer dans le texte l'expression « conjointement », il semble bien que l'exonération des droits de soultte doive être accordée, toutes autres conditions étant supposées remplies, dans le cas de partages comportant attribution en nature à plusieurs cohéritiers, lorsque, par exemple, l'un de ceux-ci se fait attribuer la presque totalité des biens composant l'exploitation et laisse un des autres copartageants prendre en nature les terrains nécessaires pour agrandir son exploitation. Cependant, d'après la réponse donnée à la question écrite n° 15669 de **M. de Poulpiquet** (*Journal officiel*, débats A. N. du 4 août 1962) l'exonération ne pourrait, semble-t-il, être accordée que dans le cas d'attributaires indivis — ce qui ne semble pas correspondre aux intentions du législateur, puisque celui-ci n'a pas prévu que l'exonération ne devrait s'étendre qu'à l'attribution faite « indivisément » à plusieurs copartageants. Il lui demande quelle est l'interprétation exacte qui doit être donnée à ces dispositions, et notamment si, dans le cas où il y a attribution en nature, à deux ou plusieurs cohéritiers, l'un d'entre eux se faisant attribuer la presque totalité des biens composant l'exploitation, l'exonération prévue à l'article 710 du code général des impôts est applicable, toutes autres conditions étant supposées remplies, aussi bien à la soultte payée pour complément d'une attribution en nature qu'à la soultte représentant la totalité des droits du copartageant.

1833. — 23 mars 1963. — **M. Kasperelt** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** que, par réponse à la question n° 4077, publiée au *Journal officiel*, débats A. N. du 26 mars 1960, il a été indiqué que l'avantage résultant, pour des membres des sociétés coopératives de construction, de la jouissance gratuite d'un appartement auquel ils ont vocation, n'a pas le caractère d'un revenu distribué, mais celui d'une ristourne consentie par la société anonyme à forme coopérative à ses associés, et qui échappe de ce fait à toutes impositions. Il lui demande dans quelle mesure cette immunité subsiste et s'accommoder de nouvelles dispositions votées depuis peu par le Parlement. Il semble, en effet, que, dans l'avenir, tous les profits résultant de la jouissance d'un local seront, en vertu de la théorie de la transparence fiscale, assimilés à des revenus fonciers, même lorsqu'il s'agira d'associés de sociétés anonymes ou à responsabilité limitée. Il lui demande donc si les associés des sociétés coopératives de construction seront placés sous le même régime. De plus, il serait souhaitable de connaître le régime desdits associés lorsqu'ils louent vide l'appartement auquel ils ont vocation par leur appartenance à la société coopérative.

1834. — 23 mars 1963. — **M. Kasperelt** expose à **M. le ministre des finances et des affaires économiques** la situation suivante, ayant trait à l'attitude des compagnies d'assurances opérant en Algérie, à la suite de vols de voitures survenus dans ce territoire : un certain nombre de personnes, ayant été victimes de vols de véhicules automobiles en Algérie, éprouvent des difficultés pour obtenir des compagnies d'assurances auprès desquelles elles avaient couvert ce risque, le paiement des indemnités prévues par leur police. Les compagnies d'assurances invoquent, pour refuser le paiement, que ces vols paraissent se rattacher à une série d'actes analogues en relation étroite avec les événements d'Algérie, ces troubles constituant des actes de guerre civile dont l'influence aurait été déterminante sur la survenue du sinistre. Invoquant les conditions générales de leurs polices, elles refusent la prise en charge. Cette attitude résulterait d'une position de principe adoptée sur le plan national par l'ensemble des compagnies d'assurances. Il lui demande si cette décision ne viole pas indubitablement l'article 34 de la loi du 13 juillet 1930, aux termes duquel c'est à l'assureur qu'il appartient de prouver que le sinistre résulte de la guerre civile, d'émeutes ou de mouvements populaires. On ne peut admettre, en effet, que le simple rappel des événements d'Algérie constitue la preuve formelle que, dans tel ou tel cas d'espèce particulier, le vol est consécutif à un événement de guerre civile. A la différence de la guerre étrangère, qui constitue une présomption que l'assuré doit détruire par la preuve contraire, en matière de guerre civile c'est à l'assureur d'apporter la preuve que le sinistre résulte de la guerre civile et de détruire la présomption posée par l'article 34 que le sinistre ne résulte pas de la guerre civile. Dire que tout vol survenu en Algérie résulte automatiquement des événements qui s'y sont déroulés, c'est créer une présomption exactement contraire à celle prévue par la loi. Cette position, adoptée par les compagnies

d'assurances, paraît d'autant plus choquante que ces compagnies n'ont pas refusé le paiement des primes afférentes au risque de vol. A partir du moment où elles ont adopté cette position, qui leur permettait pratiquement de refuser l'indemnisation de tout vol de voiture en Algérie, il lui demande si elles n'auraient pas dû informer leurs assurés de la suspension de la garantie et cesser de percevoir les primes correspondantes. On ne peut admettre, en effet, que les compagnies d'assurances se soient fait sciemment verser des primes pour une couverture purement imaginaire. C'est pourtant la situation dans laquelle on se trouverait si la décision prise par les compagnies d'assurances avait une valeur juridique quelconque. C'est pourquoi il lui demande s'il est exact qu'une telle décision ait été prise par les compagnies d'assurances opérant en Algérie et, dans l'affirmative, si cette décision paraît régulière vis-à-vis de l'article 34 de la loi du 13 juillet 1930.

1835. — 23 mars 1963. — M. Terrenoire expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 92 du code général des impôts, est en principe exonéré de l'impôt complémentaire sur le revenu, à la condition expresse qu'il ne participe pas à son exploitation et ne tire pas profit de sa gestion commerciale, l'inventeur titulaire d'un brevet. Il lui demande s'il estime que cette exonération ne pourrait pas être appliquée à l'inventeur, qu'il devienne ou non propriétaire du brevet, pour le montant des royalties forfaitairement reçues de l'exploitant sur le nombre des objets fabriqués, royalties qui ne sont pas le fruit d'une exploitation ou d'une gestion commerciale personnelles.

1836. — 23 mars 1963. — M. Terrenoire expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que la période d'intempéries de l'hiver 1962-1963, anormalement longue, a mis en péril grave la trésorerie des entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics ainsi que celle des familles d'artisans. Les petites entreprises artisanales, non assujetties à cotisations aux caisses d'intempéries — parce que n'atteignant pas le plafond de salaires annuel prévu par la loi — supportent intégralement les débours versés à leurs compagnons. Les conséquences de ce long temps de chômage ne s'atténuent que plusieurs mois après la reprise normale du travail, notamment pour les établissements du second œuvre. Il lui demande s'il envisage la possibilité : 1° de faire procéder à une révision exceptionnelle des forfaits de taxes indirectes pour tenir compte de la diminution des chiffres d'affaires des entreprises artisanales du bâtiment et des travaux publics ; 2° d'admettre le principe d'un abattement supplémentaire exceptionnel pour les impôts sur le revenu ; 3° d'accorder des délais de paiement ou l'échelonnement du règlement des taxes et impôts sans majoration de retard ; 4° de faire remise gracieuse des pénalités et indemnités de retard encourues par ces entreprises envers les organismes sociaux ; 5° de faire rembourser par les caisses de l'Etat les indemnités de chômage versées par l'artisan au-delà des quarante jours prévus par la loi du 21 novembre 1946.

1837. — 23 mars 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que certaines firmes, dont les activités commerciales se trouvent être soit à l'étranger, soit dans les pays d'expression française, voire même en France, passent, d'une manière générale, pour l'exécution de certaines de leurs ventes ou de leurs achats, par l'intermédiaire de commissionnaires importateurs-exportateurs et accordent à ces derniers des commissions sur le montant des transactions réalisées qui, en général, sont variables suivant la qualité des produits et les quantités traitées. Il lui demande : 1° si le pourcentage des commissions, qui peut être alloué à cette occasion auxdits commissionnaires, doit faire l'objet d'une autorisation du service des prix ou si, au contraire, étant libre, il peut être librement débattu entre les vendeurs, les acheteurs et les commissionnaires métropolitains ; 2° si, dans cette dernière éventualité et à l'occasion d'un contrôle fiscal, le service peut arguer de la variabilité des commissions sur les affaires traitées pour opérer des redressements, nonobstant les justifications présentées, en prétextant que le taux de la commission doit être immuablement le même en toute circonstance ; 3° quelles sont, au surplus : a) les raisons qui pourraient autoriser le contrôle à ne pas admettre les taux de commissions pratiqués, lesquels découlent cependant des documents soumis, des paiements reçus des commettants, de certaines compensations, etc. ; b) les motifs pour lesquels un commissionnaire ne pourrait pas accepter, éventuellement, de son commettant, un taux de commission, même inférieur à ceux généralement pratiqués dans la profession, afin de réaliser des affaires qui, sans cela, s'avèreraient impossibles à traiter ; 4° quels seraient, dans le cas contraire, les motifs que pourrait invoquer le service pour refuser d'admettre un taux de commission si ce dernier peut être librement débattu entre un commissionnaire et ses commettants.

1838. — 23 mars 1963. — M. Guy Ebrard souligne à l'attention de M. le ministre de l'industrie la gravité du malaise social qui règne dans le monde du travail en général, et dans la zone de Laçq en particulier. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre pour donner satisfaction aux légitimes revendications des diverses catégories de personnels, et mettre un terme à un conflit dont les graves conséquences ne manqueraient pas d'être préjudiciables à très brève échéance, à l'ensemble de la nation.

1840. — 23 mars 1963. — M. Orvoën expose à M. le ministre de l'industrie que la coupe de cheveux pour hommes est taxée à 2,80 francs, et que les tarifs de coiffure pour dames, bloqués en 1937, restent en liberté contrôlée, alors que les éléments du prix de revient (S. M. I. G., sécurité sociale, patente, loyers, etc.) ont subi des hausses dont l'incidence globale varie de 25 à 40 p. 100. Il lui demande s'il n'envisage pas d'accorder la liberté des tarifs de coiffure.

1841. — 23 mars 1963. — M. Ruffa expose à M. le ministre de l'information que de nombreux directeurs d'écoles publiques souhaiteraient faire acheter par les coopératives scolaires des appareils récepteurs de télévision afin de permettre à leurs élèves de bénéficier des émissions scolaires, mais qu'ils reculent devant cette acquisition en raison de la redevance pour droit d'usage à laquelle sont soumis lesdits récepteurs. En effet, ce qui est anormal, les appareils de l'espèce ne figurent pas parmi les postes exemptés de la redevance par le décret n° 60-1460 du 29 décembre 1960, modifié par le décret n° 61-927 du 10 juillet 1961. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que les appareils récepteurs de télévision soient exemptés de la redevance pour droit d'usage, lorsqu'ils sont destinés à des établissements publics d'enseignement, dans les mêmes conditions que les postes récepteurs de radiodiffusion.

1842. — 23 mars 1963. — M. François Bénard demande à M. le ministre de l'intérieur de lui préciser : a) les conditions de nomination d'un inspecteur départemental adjoint des services d'incendie et de secours ; b) le grades minimum et maximum qui peuvent être décernés à cet officier de sapeurs-pompiers ; c) les indemnités qui sont susceptibles de lui être accordées (fonction, vacances, déplacements, études, habillement, etc.) ; d) si, lors de la vacance d'un poste d'inspecteur départemental, les fonctions à titre intérimaire doivent être confiées à l'inspecteur adjoint le plus ancien ou à celui résidant dans la ville chef-lieu lorsqu'il en existe un.

1844. — 23 mars 1963. — M. Bustin demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° s'il est exact qu'un district urbain ne peut, aux termes de l'article 1^{er} de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959, être institué par arrêté ministériel ou préfectoral, qu'à la « demande » des « deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou de la moitié des conseils municipaux des communes comptant les deux tiers de la population » ; 2° s'il est exact que l'arrêté de M. le préfet de l'Oise, pris le 4 décembre 1962, et créant le district urbain de l'agglomération creilloise (incluant les trois communes de Creil, Montataire, Nogent-sur-Oise) a été pris à la « demande du représentant du Gouvernement dans l'arrondissement qui, par une lettre du 2 mars 1962, c'est-à-dire antérieure aux délibérations prises par ces communes (Creil le 22 juin, Montataire le 23 mars, Nogent-sur-Oise le 6 juillet) a « demandé » aux communes de choisir entre la formule d'un syndicat polyvalent, qui n'était qu'un district camouflé, et celle d'un district, reprenant, pour l'essentiel, les structures de ce syndicat « au cas où la solution amiable discutée le 13 février ne serait pas unanimement ratifiée » ; 3° s'il est exact que, sur trois communes, une seule (Nogent-sur-Oise) avait « demandé », par sa délibération du 6 juillet, la création de ce district, tandis que les deux autres n'avaient rien demandé de semblable ; la délibération de Creil comportant approbation du syndicat et, en cas de refus, préconisant la fusion des communes ; celle de Montataire constituant un refus du district ; 4° les dispositions qu'il compte prendre devant cette violation délibérée et flagrante de l'ordonnance n° 59-30 du 5 janvier 1959, pourtant suffisamment restrictive pour l'autonomie municipale.

1846. — 23 mars 1963. — M. Palméro demande à M. le ministre de l'intérieur dans quelles conditions le maintien de l'ancienneté est assuré, lors d'un classement indiciaire concernant le personnel communal : a) soit d'échelon à échelon lorsque le nombre d'échelons n'a pas varié ; b) soit à l'échelon assorti d'un indice égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui détenu précédemment lorsque le nombre des échelons a augmenté. Il attire son attention sur le préjudice causé à certains agents en cas de perte de l'ancienneté lors d'un reclassement à indice égal, ou même lorsque la majoration accordée ne dépasse pas 5 points et que la durée d'ancienneté dépasse, elle, au moins, un an.

1847. — 23 mars 1963. — M. Pasquini appelle l'attention de M. le ministre de la justice sur les conséquences qu'a, pour les résistants qui ont été nommés dans le corps judiciaire après la Libération et qui n'ont pu l'être plus tôt en raison même de leur action dans la Résistance, la décision abaissant à soixante-sept ans à partir de 1963 la limite d'âge des magistrats. En effet, ils perdent ainsi la différence entre leur traitement et la retraite, alors que, s'ils avaient été nommés pendant l'occupation, ils auraient pu bénéficier de la prolongation d'activité octroyée aux fonctionnaires et magistrats résistants. Il lui demande s'il envisage que soit maintenue à soixante-dix ans la limite d'âge des magistrats qui peuvent se prévaloir de la qualité d'interné de la résistance ou de déporté politique au sens des statuts qui les régissent, et les magistrats titulaires de la carte de combattant volontaire de la résistance.

1848. — 23 mars 1963. — M. Peynet expose à M. le ministre de la justice que la réforme judiciaire de 1958, en fixant la compétence des tribunaux de grande instance et des tribunaux d'instance, a imposé aux justiciables des déplacements importants qu'ils n'avaient pas à accomplir dans l'ancienne organisation. Il lui demande, afin de remédier à ces inconvénients : 1° si, pour les accidents du travail agricole, la compétence des présidents des tribunaux d'instance, telle qu'elle est actuellement déterminée, ne pourrait être étendue au détournement de la procédure postérieure à l'enquête légale jusqu'à la conciliation ou la non-conciliation et, dans ce dernier cas, si lesdits tribunaux ne pourraient juger en premier ressort les litiges dont il s'agit ; 2° si, pour les divorces et les séparations de corps, les présidents des tribunaux d'instance ne pourraient être compétents pour connaître de la procédure jusqu'à l'ordonnance de conciliation ou de non-conciliation.

1849. — 23 mars 1963. — M. Arthur Richards expose à M. le ministre de la justice qu'à l'occasion d'une instance en divorce, l'un des conjoints a été désigné comme administrateur-séquestre du fonds de commerce et ce, sous la surveillance d'un contrôleur désigné par le tribunal. Il lui demande : 1° si le fait de prétendre ne pas tenir de comptabilité régulière, et de ne présenter qu'un brouillard de caisse, n'est pas contraire aux obligations légales qui incombent à un administrateur-séquestre, qui doit rendre compte de la gestion des affaires commerciales qui lui a été confiée par le tribunal ; 2° si le fait, par ledit administrateur-séquestre, de contracter des emprunts, même à l'insu du contrôleur, puisque non comptabilisés, c'est-à-dire d'aliéner les biens de la communauté à lui confiés, peut s'effectuer sans l'accord de son conjoint ou bien si une autorisation du contrôleur désigné par le tribunal est seulement nécessaire pour légaliser lesdits emprunts ; 3° si lesdits emprunts pourraient, dans ces conditions, s'effectuer seulement sous la forme de la reconnaissance d'une dette privée, non enregistrée, ne comportant pas de date certaine, même s'il s'agit de virements bancaires ou postaux ; 4° quelles seraient les conséquences qui pourraient résulter pour l'administrateur-séquestre, dans le cas où des dissimulations de recettes viendraient à être constatées dans l'examen des comptes, notamment par exemple, par des prélèvements ou des dépenses non comptabilisés permettant, ainsi, de se rendre compte que les sorties de caisse sont plus importantes que les recettes, ces différences pouvant être considérées comme des détournements au préjudice de la communauté ; 5° si, le cas échéant, la responsabilité du comptable agréé, qui, en principe, doit tenir la comptabilité, ne se trouverait pas, *ipso facto*, engagée ; 6° si le fait d'employer un personnel clandestin, non déclaré à la sécurité sociale, n'entraînerait pas, *ipso facto*, la responsabilité personnelle dudit administrateur-séquestre, à l'exception du conjoint qui lui n'a pratiquement pas les moyens d'intervenir dans la gestion des affaires commerciales confiées à l'autre conjoint par ordonnance du tribunal de grande instance et placé sous la responsabilité du contrôleur ; 7° quelles sanctions pénales, éventuellement, peut encourir un administrateur-séquestre si les faits ci-dessus se révélaient exacts.

1850. — 23 mars 1963. — M. Morleval demande à M. le ministre des postes et télécommunications les raisons pour lesquelles le comité consultatif régional des œuvres sociales de Dijon ne s'est pas tenu depuis plus de deux ans, et les mesures qu'il compte prendre pour que cet organisme se réunisse régulièrement.

1851. — 23 mars 1963. — M. Pierre Viltter appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur le fait que le comité consultatif régional des œuvres sociales de Dijon ne se serait pas réuni depuis deux ans. Il lui demande s'il lui est possible de provoquer la réunion de cet organisme et, dans l'affirmative, quelles mesures il envisage dans ce but.

1852. — 23 mars 1963. — M. Jaillon demande à M. le ministre des postes et télécommunications les raisons pour lesquelles le comité consultatif régional des œuvres sociales de Dijon ne s'est pas tenu depuis plus de deux ans, et les mesures qu'il compte prendre pour que cet organisme se réunisse régulièrement.

1855. — 23 mars 1963. — M. Rossi appelle l'attention de M. le ministre des postes et télécommunications sur l'annonce de prochains mouvements de revendications du personnel de son administration. Les récents débats budgétaires au Parlement ont mis en lumière les insuffisances de prévisions du IV^e Plan dans le domaine postal ainsi que la situation particulièrement défavorisée du personnel. Il lui demande s'il envisage, à l'occasion des futurs pourparlers, de traiter dans son ensemble une situation à la fois de sous-investissements et de sous-rémunération unanimement considérée comme contraire à la vie d'un service à caractère industriel et commercial.

1856. — 23 mars 1963. — M. Bérard expose à M. le ministre des rapatriés qu'en vertu de la réglementation actuelle la majeure partie des citoyens français rapatriés d'Afrique du Nord bénéficient d'une indemnité dite indemnité de subsistance, qui

leur sera versée jusqu'au 1^{er} juillet 1963. Les agents communaux titulaires bénéficient notamment de cet avantage, et un certain nombre de ces agents ont été reclassés dans les services des municipalités métropolitaines. Par contre, d'autres n'ont pas encore été reclassés, et ce n'est pas sans une certaine angoisse qu'ils envisagent la situation qui sera la leur au 1^{er} juillet 1963 si, dans l'intervalle, ils n'ont pas été reclassés. Ces agents, comme leurs camarades titulaires fonctionnaires rapatriés d'Afrique du Nord, risquent donc, à la date susindiquée, de se trouver sans ressources et de ne pas avoir ainsi bénéficié d'un traitement identique à celui de leurs camarades qu'il a été possible de reclasser. Il lui demande quelles mesures il compte prendre soit afin que la totalité des agents communaux titulaires encore non reclassés le soient, soit afin qu'ils puissent bénéficier au-delà de cette date de cette subvention de subsistance jusqu'à leur reclassement.

1857. — 23 mars 1963. — M. Fil expose à M. le ministre d'Etat chargé de la réforme administrative que la désaffectation constatée de notre jeunesse pour les carrières de l'Etat amène une dégradation progressive de l'ensemble du corps des fonctionnaires, et particulièrement des cadres. Les promotions internes sont susceptibles de pallier l'insuffisance en nombre, mais pas toujours en formation générale. Cette insuffisance de formation générale a été en partie compensée, notamment par la possibilité donnée : 1° aux agents devenus inspecteurs élèves, à la suite de leur succès aux concours donnant accès à cette catégorie, de poursuivre leurs études supérieures tout en effectuant un service à mi-temps ; 2° aux agents des catégories A, B, C et D, qui ont subi des épreuves de présélection, de préparer le deuxième concours d'entrée à l'école nationale d'administration par l'intermédiaire d'un cycle préparatoire de quatre mois ou deux ans, pendant lequel les intéressés, qui conservent leur traitement, peuvent recevoir l'enseignement soit de faculté soit d'institut d'études politiques. Il lui demande s'il n'entre pas dans ses intentions d'étendre ces possibilités, afin que, pour tous les concours de la fonction publique du niveau de l'enseignement supérieur, les agents appartenant à toutes les catégories aient la possibilité, après présélection, d'acquérir la formation qui leur manque et qui sera susceptible de leur conférer la valeur qu'ils devraient légitimement trouver chez tous les cadres de l'Etat.

1858. — 23 mars 1963. — M. Alduy demande à M. le ministre de la santé publique et de la population de lui préciser ses intentions sur le projet de statut du personnel des laboratoires et manipulateurs de radiologie des centres hospitaliers. Leur reclassement indiciaire et leur assimilation au grade de préparateur devraient intervenir au plus tôt si l'on veut éviter la manifestation d'un mécontentement sans cesse grandissant du personnel hospitalier.

1861. — 23 mars 1963. — M. Peretti attire l'attention de M. le ministre de la santé publique et de la population sur les dispositions de l'article 4 de l'arrêté du 13 mars 1962 relatif à l'attribution de primes de service aux personnels des établissements hospitaliers. En effet, il est stipulé que l'inscription des crédits nécessaires au paiement des primes ne pourra, en aucun cas, justifier une augmentation des prix de journée, et que les crédits nécessaires devront être dégagés à la fin de chaque semestre soit à l'occasion du vote d'un budget supplémentaire, soit par virement de crédits de chapitre à chapitre, les économies étant réalisées sur le chapitre 61 « Frais de personnel », et pour le surplus sur les chapitres 60 « Matières consommées » et 63 « Fournitures extérieures ». Si les directeurs présentent un budget sincère, comme c'est le cas dans la majorité des établissements, on peut se demander comment ils pourront dégager les crédits nécessaires au paiement des primes. En cas d'impossibilité, le personnel ne manquera pas de manifester son mécontentement, et cette mesure qui visait à améliorer la situation des personnels hospitaliers ne contribuera finalement qu'à créer un grave malaise à l'intérieur des établissements, qui éprouvent déjà tant de difficultés à recruter le personnel pourtant indispensable à leur bonne marche. Il lui demande quelles mesures il compte prendre pour que les paiements de ces primes aient lieu sans difficultés et sans occasionner des déficits d'exploitation aux budgets hospitaliers.

1863. — 23 mars 1963. — M. Herman demande à M. le ministre du travail ce qui a été réalisé et ce qui est prévu par la caisse régionale de sécurité sociale de Lille, en ce qui concerne la création de logements en faveur des vieillards, au titre de l'action sanitaire et sociale « vieillesse ».

1866. — 23 mars 1963. — M. Musmeaux expose à M. le ministre du travail que notre pays compte plus de 2 millions d'immigrés. On dénombre 800.000 Italiens, plus de 400.000 Espagnols, 300.000 Algériens, 275.000 Polonais, 80.000 Portugais, Marocains, etc., auxquels il faut ajouter plus de 100.000 saisonniers et frontaliers. Le Gouvernement considère que ces effectifs de main-d'œuvre sont insuffisants et il a prévu dans le IV^e plan la venue en France de 300.000 immigrés nouveaux. L'emploi massif de cette main-

d'œuvre est particulièrement favorable au patronat, car les nouveaux travailleurs immigrés ne bénéficient pas des mêmes avantages sociaux que les travailleurs français en matière d'allocations familiales et d'assistance médicale pour les familles demeurées dans leur pays d'origine. Dans ce domaine, des discriminations sont opérées non seulement entre travailleurs français et immigrés, mais entre travailleurs immigrés selon leur pays d'origine. En effet, le régime appliqué actuellement en matière d'allocations familiales et d'allocation de salaire unique est le suivant (montant mensuel) par pays d'origine :

	France.	Italie.	Espagne.	Portugal.	Algérie.
Jeune ménage sans enfants (allocation de salaire unique)	19,45	Néant	Néant	Néant	Néant
1 enfant (allocation de salaire unique)	38,90	Néant	Néant	Néant	24 »
2 enfants (allocation de salaire unique et majorations comprises)	145,80	51,37	47 »	34,34	48 »
3 enfants (allocation de salaire unique et majorations comprises)	267,52	117,07	111 »	54,35	72 »
4 enfants (allocation de salaire unique et majorations comprises)	370 »	156,09	142 »	68,68	96 »

De plus, ce régime n'est pas définitif. Il a une durée de six ans pour les travailleurs italiens, de trois ans pour les Espagnols, de deux ans pour les Portugais. La durée de l'assurance maladie, pour ceux dont la famille est restée dans leur pays, est la même que celle concernant les allocations familiales. Dans la situation actuelle, on peut dire que des dizaines de milliers de ces travailleurs immigrés, auxquels s'ajoutent les travailleurs marocains, africains, grecs, les travailleurs saisonniers et les frontaliers, ne perçoivent ni les prestations familiales ni les prestations de l'assurance maladie. Pourtant, quelle que soit leur nationalité, ils paient leur cotisation sociale comme tous les salariés. D'autre part — la presse vient de s'en faire largement l'écho — ces travailleurs sont hébergés dans des conditions scandaleuses (foyers du bâtiment, foyers Citroën, camp du Nord, etc.), sans hygiène et ils paient des loyers très chers. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre en vue de : 1° l'établissement de nouvelles conventions ou de nouveaux accords avec les gouvernements des pays d'émigration, afin d'assurer à tous les travailleurs immigrés, qui n'ont pu être rejoints par leur famille, la pleine égalité des avantages sociaux en matière d'allocations familiales et d'assurance maladie avec ceux des travailleurs français ; 2° la conclusion d'accords bilatéraux avec les gouvernements des Etats africains afin que leurs nationaux travaillant en France bénéficient de tous les droits et avantages sociaux prévus par la législation française.

1867. — 23 mars 1963. — M. Nilès expose à M. le ministre du travail que des centaines de milliers de travailleurs immigrés sont employés en France et que le Gouvernement favorise le recrutement de cette main-d'œuvre par le patronat. Depuis 1955, on peut évaluer à 600.000 le nombre de nouveaux immigrés qui sont entrés en France. Pour la seule année 1962, on en compte 120.000. Ils occupent donc une place de plus en plus importante dans l'économie de notre pays. Dans certaines professions, ils représentent un pourcentage très élevé de l'effectif des salariés. C'est ainsi qu'ils sont 375.000 dans les entreprises du bâtiment. La sidérurgie, la métallurgie, les mines, l'agriculture en occupent un grand nombre. Or, selon la législation en vigueur, ces travailleurs ne jouissent pas des mêmes droits syndicaux que les salariés français. Tout d'abord, pour participer aux élections de délégués du personnel, ils doivent avoir un nombre d'années de présence en France, variant selon les professions. Ensuite, pour être candidat délégué du personnel dans une usine, il est exigé d'eux la possession de la carte de résident privilégié. Pour ce qui est des mineurs, ils ne bénéficient même pas de ce droit. En ce qui concerne les comités d'entreprises, aucun immigré ne peut y être représenté. De telles restrictions ne sont pas seulement préjudiciables à ces travailleurs, mais dans les usines et chantiers où ils représentent un pourcentage élevé des salariés, elles mettent en cause les droits syndicaux de l'ensemble des travailleurs, le seul bénéficiaire de cette situation étant le patronat. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que ces travailleurs, quelle que soit la durée de leur présence en France puissent jouir des mêmes droits que les travailleurs français.

1869. — 23 mars 1963. — M. Delatre expose à M. le ministre du travail qu'un enfant, né un samedi à 21 heures 15 dans une commune « X », a été transporté en couveuse dans une service spécialisé situé dans une autre commune « Y », et qu'il y est mort le dimanche à 19 heures. Le décès a été déclaré à l'officier de l'état civil de cette dernière commune qui a porté sur le registre des décès la mention « présenté sans vie » tandis que le même jour le directeur de l'hôpital maternité où est né l'enfant, ignorant la mort de celui-ci, déclarait sa naissance dans la commune « X », et que l'officier d'état civil de celle-ci enregistrait normalement cette déclaration. Toutefois, le procureur de la République, informé de ces faits, a décidé le maintien de l'acte de naissance sur les registres de la commune

« X », en y faisant porter en marge la mention rectificative suivante : « Rectifié par décision de M. le procureur de la République de..., en date du 4 février 1963, en ce sens que l'acte vaut acte d'accouchement d'enfant présentement sans vie, l'enfant étant décédé à « Y », le ... ». Il lui demande si, dans ces conditions, la famille peut toucher la première fraction d'allocation de maternité dès lors que l'enfant a vécu vingt-quatre heures, et, dans l'affirmative, les pièces justificatives qui doivent être fournies.

1870. — 23 mars 1963. — M. Davoust expose à M. le ministre du travail que l'aide à domicile, instituée pour répondre aux besoins justifiés des familles et des personnes âgées, a rendu depuis vingt ans, d'inappréciables services dans notre pays. Pour répondre aux besoins nombreux de la population qui sollicite l'intervention compétente de professionnelles polyvalentes qualifiées, dites « travailleuses familiales », il est nécessaire de réaliser un politique sociale cohérente. Il lui demande quelles mesures le Gouvernement compte prendre pour obtenir : 1° un financement légal pour les services rendus par les travailleuses familiales aux mères de famille en cas de maladie ou de maternité, ainsi qu'aux personnes âgées, malades ou isolées ; 2° le rétablissement du pourcentage attribué au fonds d'action familiale et sociale des C. A. F. (5 p. 100 au lieu de 3,50 p. 100), et l'augmentation substantielle du pourcentage attribué aux budgets d'action sociale des autres organismes sociaux pour la prise en charge des cas qui ne seraient pas prévus par les dispositions du financement légal ; 3° des crédits permettant, d'une part, la formation d'un personnel qualifié sur des bases retenues pour la F. P. A. et, d'autre part, la création de services de travailleuses familiales dans les localités qui en sont dépourvues.

1871. — 23 mars 1963. — M. Dupuy expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que les étudiants logés à la résidence universitaire d'Antony (Seine) ont des frais de transport importants pour se rendre à leurs cours dans les facultés parisiennes. Depuis 1958, l'association des étudiants de la résidence universitaire d'Antony a pris contact à diverses reprises avec les autorités compétentes pour demander certains aménagements pratiques qui leur permettraient une meilleure utilisation de la ligne de Sceaux et surtout des réductions tarifaires. De telles réductions ont été obtenues par les « étudiants, apprentis et élèves » sur le réseau parisien de la R. A. T. P. mais rien n'a été fait pour la cité d'Antony, desservie par la ligne de Sceaux. Au surplus, les bénéficiaires actuels de la réduction sur le réseau parisien sont soumis au versement préalable de deux mois dits de recouvrement lors de la prise du premier abonnement mensuel. Cette exigence annule pratiquement l'avantage consenti, du fait de la durée réduite de l'année scolaire. Il lui demande quelles mesures il envisage de prendre pour que : 1° la réduction en faveur des « étudiants, apprentis et élèves », soit étendue par la S. N. C. F. et la R. A. T. P. sur la ligne de Sceaux ; 2° soit supprimée la pratique actuelle d'exiger le versement préalable de deux mois dits de recouvrement lors de la prise du premier abonnement mensuel par les bénéficiaires de la réduction.

1872. — 23 mars 1963. — M. Rossi demande à M. le ministre des travaux publics et des transports si, à l'occasion des pourparlers qui vont s'engager avec le personnel de la Société nationale des chemins de fer français, il envisage de traiter le problème des cheminots anciens combattants, dont la situation particulièrement injuste fait que cette catégorie de serviteurs de l'Etat est la seule à ne pas bénéficier des droits reconnus aux autres.

1873. — 23 mars 1963. — M. Lepage expose à M. le ministre des travaux publics et des transports que la levée de la Loire, établie depuis plus d'un siècle et demi, bordant originellement le cours de ce fleuve et devenue depuis la route nationale n° 152, était lors de son édification dépourvue de toute construction en bordure, mais que depuis, sur les communes de Rochechouart, Sainte-Radegonde et Saint-Symphorien notamment, de nombreuses habitations y ont été construites, dont certaines en bordure de l'arête même de cette route et d'autres en retrait de cinq ou six mètres. Le lit de la Loire s'est depuis nettement déplacé vers son bras principal côté Sud, spécialement sur le territoire de Sainte-Radegonde, où se trouve un terrain de golf de près d'un kilomètre de large. Il lui demande s'il ne conviendrait pas, les circonstances de fait ayant sensiblement évolué depuis l'arrêt du 23 juillet 1783 régissant les obligations imposées aux riverains des levées de la Loire, de procéder au déclassement des quelques parcelles de talus de la route susindiquée faisant partie du domaine public pour les faire entrer dans le domaine privé aliénable de l'Etat, et de permettre aux propriétaires des terrains non encore construits en bordure ou à proximité immédiate de la voie nationale d'exercer, aux charges de droit et à titre onéreux, le droit de préemption leur appartenant, sous réserve bien entendu de se conformer aux prescriptions d'urbanisme et de voirie et à celles pouvant actuellement exister régissant tout plan d'aménagement communal ou régional.

1874. — 23 mars 1963. — M. Le Theule expose à M. le ministre des travaux publics et des transports qu'une décision de la Société nationale des chemins de fer français en date du 1^{er} août 1961, consécutive aux modifications apportées à la situation des agents logés, accorde l'honorariat aux agents partant en retraite à l'échelle 144 et les classe à l'échelle 15. Cette décision, qui n'a pas d'effet rétroactif, lèse ceux qui sont partis en retraite avant son entrée en application en ce qui concerne leurs droits aux facilités de circulation. Il lui demande, l'incidence financière étant pratiquement nulle du fait que la retraite est la même à l'échelle 144 ou 15, s'il ne serait pas souhaitable d'étendre à ces agents le bénéfice des dispositions de la circulaire précitée.

1875. — 23 mars 1963. — M. Arthur Richards demande à M. le ministre des travaux publics et des transports: 1^o s'il existe, comme en France, des barrières de dégel en Allemagne, en Belgique, aux Pays-Bas et en Angleterre; 2^o quelles mesures il entend prendre pour remédier progressivement à cette situation dont les conséquences dommageables pour l'économie française sont de plus en plus considérables, compte tenu de la place prise par le transport routier dans la circulation des personnes et des marchandises; 3^o s'il envisage d'utiliser par priorité les crédits d'entretien du réseau routier à la mise hors dégel d'un itinéraire dans les directions suivantes: Paris—Bordeaux, Paris—Lille, Bordeaux—Lyon—Genève, Lille—Strasbourg le long de la frontière belge, Paris—Strasbourg; 4^o s'il est possible, en attendant l'exécution de ces travaux, de s'efforcer d'assurer chaque hiver des itinéraires de détournement pour les poids lourds auxquels l'utilisation de certaines routes est interdite.

LISTE DE RAPPEL DES QUESTIONS ECRITES auxquelles il n'a pas été répondu dans le délai supplémentaire d'un mois suivant le premier rappel.

(Application de l'article 138 [alinéas 4 et 6] du règlement.)

620. — 19 janvier 1963. — M. Mondon expose à M. le ministre de la construction qu'en vertu de l'article 71 de la loi n° 48-1360 du 1^{er} septembre 1948, les propriétaires de locaux d'habitation ou à usage professionnel, sinistrés par faits de guerre, ont le droit, lorsque la part des dépenses de reconstruction restée à leur charge dépasse la moyenne de 3.000 francs par pièce principale, de percevoir une majoration de loyer représentant les intérêts des sommes qu'ils ont ainsi investies. Cette majoration doit être répartie entre les pièces principales de l'immeuble. Pour la définition de la pièce principale, l'article 71 renvoie aux « textes pris en application de l'article 3 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 ». La pièce principale est définie par l'article 4 du décret d'application de cette ordonnance en date du 16 janvier 1947. Or, l'article 3 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 a été abrogé par l'article 359 du décret n° 54-786 du 26 juillet 1954, et son décret d'application n° 55-933 du 11 juillet 1955 substitue à la définition de la pièce principale celle de la pièce habitable de l'article 23 de la loi du 1^{er} septembre 1948. Il lui demande si la référence de l'article 61 aux textes d'application de l'article 3 de l'ordonnance du 11 octobre 1945 reste valable, alors que l'article 3 est abrogé, ou bien si elle autorise la substitution de la définition de la pièce habitable à celle de la pièce principale.

662. — 21 janvier 1963. — M. Davoust, se référant à sa question écrite n° 16791 du 25 août 1962 et à la réponse d'attente qui lui a été faite le 11 octobre 1962, demande à M. le ministre de l'agriculture s'il n'envisage pas d'étendre aux cotisations cadastrales d'allocations familiales les dispositions du décret n° 60-1483 du 30 novembre 1960 relatif aux cotisations d'assurance vieillesse agricole, de manière: 1^o à permettre aux caisses de mutualité sociale agricole de connaître avec précision, en début d'exercice, les charges qu'elles doivent inscrire au budget soumis au comité départemental qui fixe le taux des cotisations; 2^o à supprimer les opérations de surcompensation et de péréquation existant actuellement.

1206. — 15 février 1963. — M. Lalle expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 6 du décret n° 54-138 du 28 janvier 1954 (*Journal officiel* du 10 février 1954) portant règlement d'administration publique pour l'application des dispositions de l'article 6 de la loi n° 52-843 du 19 juillet 1952 relative à l'amélioration de la situation d'anciens combattants et victimes de guerre: « Les fonctionnaires et agents jouissant d'une pension d'invalidité égale ou supérieure à 40 p. 100 pour blessure reçue ou maladie contractée dans une unité combattante ne pourront bénéficier d'une majoration inférieure à celle accordée aux plus favorisés des combattants non mutilés. La période à prendre en considération dans le calcul de cette majoration et prolongée à cet effet du jour de la blessure ou de la maladie jusqu'au 8 mai 1945, au 15 août 1945 ou aux dates prévues à l'article 3, dernier alinéa, suivant le cas », mais que, par ailleurs, la circulaire du 11 juin 1954 (*Journal officiel* du 29 juin 1954) indique textuellement: « Il est précisé que le taux d'invalidité à prendre en considération est celui qui était acquis au moment de l'intervention de la loi octroyant les bonifications ou au moment du recrutement, s'il est postérieur, sans qu'il y ait lieu de tenir compte des modifications intervenues par la suite dans le pourcentage d'invalidité ». Cette dernière disposition constituant, d'une part, une faveur pour ceux des anciens combattants titulaires, au moment de l'intervention de la loi, d'un taux d'invalidité supérieur ou égal à 40 p. 100 et qui sont titulaires à présent d'un taux inférieur à ce dernier, voire même, dans certains cas, qui ont perdu tout droit à pension, d'autre part, une iniquité flagrante pour ceux des anciens combattants qui n'étaient titulaires, au moment de l'intervention de la loi, que d'un taux d'invalidité inférieur à 40 p. 100 (voire même d'aucun taux d'invalidité) et qui sont titulaires à présent de taux quelquefois largement supérieur à 40 p. 100, il lui demande, afin d'obtenir une application rationnelle et plus juste de la loi, s'il n'envisage pas, compte tenu des faibles incidences budgétaires, de modifier les termes de la circulaire du 11 juin 1954 en précisant que le taux à prendre en considération, supérieur ou égal à 40 p. 100, est celui qui est acquis « à la date de la demande de bonification d'ancienneté », et non celui acquis au moment de l'intervention de la loi. Cette disposition modifiée permettra par exemple à un ancien combattant titulaire actuellement d'une pension d'invalidité de 20 p. 100 à la date du 19 juillet 1952, de bénéficier des mêmes bonifications d'ancienneté que son camarade ancien combattant titulaire de 40 p. 100, à cette dernière date, et dont le taux actuel serait tombé à 10 p. 100 ou même supprimé purement et simplement.

1209. — 15 février 1963. — M. Couzinet expose à M. le ministre des armées que la longue période de gel que nous venons de subir et qui semble vouloir se prolonger dans les jours à venir a causé de graves dégâts aux céréales semées l'automne dernier, dégâts allant parfois jusqu'à une destruction totale; et que l'importance de ces dégâts va mettre un nombre élevé d'exploitants agricoles dans l'obligation de procéder à de nouvelles semailles de printemps et à la mise en place de cultures de remplacement, ce qui nécessitera une main-d'œuvre supplémentaire pendant les mois de mars, avril et mai 1963. Il lui demande s'il envisage d'accorder aux militaires du contingent, travaillant habituellement sur des exploitations agricoles, des permissions agricoles spéciales, de façon à leur permettre de participer aux travaux ci-dessus indiqués pendant la période précitée, l'octroi de telles permissions étant susceptible d'apporter une aide substantielle à de multiples exploitations agricoles.

1216. — 15 février 1963. — M. Edouard Charret attire l'attention de M. le ministre de l'éducation nationale sur la situation des instituteurs titulaires qui, chargés d'enseigner dans les lycées classiques, modernes et techniques, ne sont délégués par les recteurs qu'à titre provisoire et pour une seule année renouvelable. Il en résulte, depuis la création des groupes expérimentaux d'établissement, que, dans un même établissement, des instituteurs nommés dans l'enseignement technique sont pratiquement titulaires de leur poste, alors que ceux qui l'ont été dans les enseignements classique et moderne n'assument leurs fonctions qu'à titre purement précaire. En outre, les instituteurs affectés par décision rectoriale à un établissement secondaire privé sous contrat d'association bénéficient de cette stabilité d'emploi qui ne leur est pas accordée dans l'enseignement secondaire public. Il lui demande si, pour pallier de telles anomalies, il n'envisage pas que les instituteurs titulaires, délégués à titre provisoire dans les lycées, y soient affectés définitivement.

1218. — 15 février 1963. — M. Pasquini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'une certaine de receveurs des contributions directes d'Algérie, qui ont été mis à la retraite sous le régime de la loi du 14 avril 1924, n'ont pas obtenu les augmentations de pensions allouées postérieurement aux autres retraités et n'ont pas bénéficié jusqu'à ce jour des dispositions de la loi du 20 septembre 1948. Il lui demande les mesures qu'il envisage de prendre pour mettre fin à cette situation, qui est particulièrement pénible pour les veuves de ces anciens fonctionnaires.

1231. — 15 février 1963. — M. Mariel expose à M. le ministre du travail que les organisations syndicales C. G. T., C. F. T. C. et C. G. T.-F. O. du personnel de l'Usine chimique et métallurgique de Decazeville (U. C. M. D.) ont demandé le 10 janvier 1963 à la direction générale de cette entreprise de faire droit aux quatre revendications suivantes: 1^o revalorisation des salaires de 15 p. 100 (ceux-ci n'ayant pas été augmentés depuis septembre 1961 malgré la hausse du coût de la vie intervenue depuis cette date); 2^o octroi de quatre semaines de congés payés; 3^o retour progressif à la semaine de 40 heures sans diminution de salaires; 4^o possibilité pour le personnel exclu de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines en juillet 1962 de compléter l'annuité 1962. Mais, au cours d'une entrevue avec les représentants des organisations syndicales, le 24 janvier, la direction générale leur a opposé une fin de non-recevoir. De ce fait, le personnel a été contraint à recourir à des grèves partielles. L'attitude du personnel est d'autant plus justifiée qu'au cours de l'année 1962 la direction générale de cette usine a exigé l'exclusion de la caisse autonome nationale de sécurité

sociale dans les mines d'environ 400 ouvriers et employés, ce qui lui permet de réaliser une économie de 50 millions d'anciens francs par an. D'autre part, la déperdition des transports dont bénéficie cette entreprise entraîne une diminution de dépenses d'environ 60 millions d'anciens francs. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre afin que la direction générale de l'Usine chimique et métallurgique de Decazeville prenne en considération les revendications formulées par son personnel, et particulièrement pour que le personnel exclu de la caisse autonome nationale de sécurité sociale dans les mines en juillet 1962 ait la possibilité de compléter l'année 1962.

1236. — 15 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que dans la législation des pensions existent plusieurs dispositions dont le caractère n'est pas fondé sur un véritable droit à réparation. C'est le cas pour pouvoir bénéficier d'une pension d'ascendant à la suite du décès d'un enfant mort pour la France. Les ascendants susceptibles de percevoir une pension sont soumis d'abord à des conditions d'âge, ensuite à des conditions de fortune. Il lui demande : 1° quelles sont les conditions que doivent remplir les ascendants des deux sexes pour pouvoir bénéficier d'une pension après le décès d'un enfant mort pour la France ; 2° combien il y a en France, globalement et par département, d'ascendants qui, du fait de leurs conditions dites de fortune, sont exclus du bénéfice de la pension d'ascendant.

1240. — 15 février 1963. — M. Sanson expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à la suite d'une vente par adjudication, faite par les soins de la chambre de notaires compétente, d'une ferme, le fermier ayant usé le même jour de son droit de préemption et acquitté les droits d'enregistrement, la vente fut résolue deux ans après, par la cour d'appel et la cour de cassation, par suite du non-paiement et en application de l'article 1656 du code civil concernant l'action résolutoire. Il lui demande si l'acquéreur, ayant été rétabli dans ses droits d'adjudicataire, doit payer à nouveau les droits d'enregistrement à l'administration de l'enregistrement ou en rembourser le préempteur défaillant.

1245. — 15 février 1963. — M. Fouet rappelle à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre que les dispositions de l'article 13 de la loi du 31 décembre 1953, reprises dans le décret n° 57-1405 du 31 décembre 1957, et concernant l'allocation spéciale aux « implaçables », n'ont pas encore reçu l'application, au détriment de nombreux invalides, qui se voient ainsi privés depuis plus de huit ans de l'aide qui leur avait été promise. Il lui demande si ses services vont enfin prendre les circulaires réglementaires d'application qui devraient permettre aux ayants droit de toucher les allocations dues, avec effet rétroactif du 1^{er} mai 1954, comme il en avait été précédemment décidé.

1248. — 19 février 1963. — M. Juskiewski expose à M. le ministre des affaires étrangères que certains actionnaires français d'une importante société étrangère ont eu la surprise, dans un procès récent mettant sérieusement en cause l'intérêt de l'épargne française, de voir verser aux débats par le plaideur étranger une consultation d'un professeur de droit consultant de son département. Il lui demande s'il considère comme normal qu'un consultant du ministère des affaires étrangères soutienne officiellement, dans une instance, les intérêts d'un gouvernement étranger contre les intérêts de l'épargne française et, dans la négative, s'il ne lui paraît pas souhaitable de prendre des mesures pour éviter que se renouvelle pareille situation.

1250. — 19 février 1963. — M. Vivien demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques si les frais d'escompte débités par les banques à leurs clients doivent faire l'objet, de la part de ces derniers, de la déclaration prévue à l'article 242 bis du code général des impôts.

1251. — 19 février 1963. — M. Lepage rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, le 15 octobre 1949, M. Alfred Westphal a demandé au ministre du budget suivant quelles conditions les rémunérations allouées aux associés des sociétés civiles soumises, soit de plein droit, soit à la suite d'une option, au régime fiscal des sociétés de capitaux sont admises en déduction du bénéfice pour l'établissement de l'impôt sur les sociétés, et comment sont imposées, entre les mains de leurs bénéficiaires, les rémunérations ainsi déduites du bénéfice social. L'administration a répondu (*Journal officiel* du 14 mars 1951, Déb. CR, page 779, n° 1112 — B. O. C. D., 2^e partie 1951, n° 5, page 277) : « En l'état actuel des textes, l'impôt sur le revenu des personnes physiques — sous réserve de l'application de l'article 155 du code général des impôts — doit être établi suivant les règles prévues à l'égard des bénéfices des professions non commerciales ». Il lui demande si cette réponse est toujours valable et, en particulier, si elle s'applique au gérant

minoritaire d'une société civile qui est assujettie, à la suite d'une vérification, à l'impôt sur les sociétés. Il paraît difficilement concevable que ce gérant d'une société, qui effectue des opérations commerciales au sens fiscal, soit considéré comme relevant de l'impôt des professions non commerciales.

1261. — 19 février 1963. — M. Fourmond expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les sommes perçues à titre de « dédit » par un commerçant ayant signé une promesse d'achat d'un fonds, en cas de résiliation de cette promesse du fait du vendeur du fonds, doivent, semble-t-il être comprises dans les bénéfices imposables de ce commerçant. Il semble a contrario qu'il faille comprendre, bien que l'administration n'ait pas précisé sa manière de voir sur ce point, que, dans le cas où la résiliation de la promesse d'achat du fonds est le fait de l'acquéreur, ce dernier est autorisé à déduire, pour la détermination de son bénéfice imposable, le montant du dédit, qu'il a versé au vendeur. D'autre part, il ne semble pas que ces sommes, perçues ou versées à titre de dédit, doivent être prises en considération dans le cas où il s'agit de contribuables soumis au régime du forfait (le bénéfice normal d'exploitation excluant toutes pertes ou profits exceptionnels), ni chez un particulier (dans le cas par exemple d'un ouvrier pâtissier ayant perçu un dédit pour un fonds qu'il désirait acquérir) où elles semblent prendre le caractère d'un gain en capital. Il lui demande s'il peut confirmer que telle est bien l'interprétation qui doit être retenue dans les différentes hypothèses envisagées ci-dessus.

1262. — 19 février 1963. — M. Davoust demande à M. le ministre de l'intérieur : 1° combien il existe d'abris « anti-atomiques » pour la population civile : a) en métropole ; b) dans la Seine, la Seine-et-Oise, le Rhône et les Bouches-du-Rhône ; 2° combien d'abris « anti-atomiques » seront construits en 1963 : a) en métropole ; b) dans les départements précités ; 3° quel est le nombre de personnes susceptibles d'être protégées dans ces abris en février 1963 et en décembre 1963.

1263. — 19 février 1963. — M. Etienne Fajon attire l'attention de M. le ministre des travaux publics et des transports sur les conditions déplorables dans lesquelles est assurée par la R. A. T. P. la desserte de la commune de Villetaneuse (Seine). En effet, il n'existe actuellement qu'une seule ligne d'autobus (256, porte de la Chapelle-gare d'Enghien), dont les voitures ne peuvent suivre la fréquence prévue (toutes les demi-heures dans la journée et toutes les treize minutes aux heures de pointe). Trois raisons expliquent cette situation : 1° les encombrements ; 2° l'existence sur le parcours de deux passages à niveau : l'un près de la gare de Deuil, l'autre à Villetaneuse (permettant le passage de plus de 100 trains par jour) ; 3° le fait que chaque voiture n'ait qu'un seul agent. Ainsi, tandis que la construction de nouveaux ensembles de logements a provoqué une augmentation sensible de la population de la localité, la fréquence des voitures a diminué. De ce fait, les usagers sont contraints à de longues attentes, et les autobus sont surchargés à outrance. Mais la nécessité d'améliorer le trafic se justifie également par le grand ensemble 1.500 logements construit à Saint-Denis, rue du Colonel-Fabien, sur le parcours de cette ligne, qu'elle est seule à desservir, et par les nombreux travailleurs et écoliers, habitant Epinay et Villetaneuse, qui empruntent la ligne pour se rendre à Saint-Denis. Enfin, les habitants des nombreux logements déjà construits en bordure de la route nationale n° 328, qui sépare Villetaneuse d'Epinay, et les 500 logements prochainement mis en chantier par l'O. C. I. L. nécessitent le prolongement d'une ligne d'autobus pouvant desservir cet endroit. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que la R. A. T. P. : 1° augmente le nombre de voitures de la ligne d'autobus 256 au départ de la porte de la Chapelle ; 2° crée un service de voitures supplémentaires entre Villetaneuse et Saint-Denis aux heures de pointe ; 3° prolonge la ligne 155 jusqu'à la gare d'Epinay-Villetaneuse ; 4° rétablisse le trajet d'avant-guerre de l'ancien F. G. devenu le 138.

1273. — 19 février 1963. — M. Mondon demande à M. le ministre de l'éducation nationale, quelles mesures il compte prendre pour le reclassement des professeurs techniques adjoints (section « Couture ») lorsque, dans deux ans, la section industrielle « Filles » des lycées techniques aura disparu.

1285. — 19 février 1963. — M. Lucien Richard demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il envisage de rétablir la loi d'aide en faveur des petits exploitants de cinéma qui ont en ce moment beaucoup de difficultés pour exercer leur activité.

1287. — 19 février 1963. — M. Tomasini expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'à l'occasion des Journées du sang, des entreprises maintiennent à leurs employés le salaire correspondant au temps passé par eux pour donner leur sang. Il lui demande si les sommes que représentent ces rémunérations ne pourraient pas, tant pour ces entreprises que pour les salariés, être déduites du revenu imposable.

1292. — 19 février 1963. — M. René Pleven demande à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre s'il ne lui paraît pas souhaitable de rétablir la pension de veuve de guerre aux veuves sans ressources remariées, redevenues veuves, dès qu'elles ont atteint cinquante ans, et de proposer, en conséquence, la modification des articles 21 de la loi n° 53-1340 du 31 décembre 1953 et 16 de la loi n° 55-356 du 3 avril 1955 qui exigent des intéressées l'âge de soixante ans (ou de cinquante-cinq ans pour les personnes infirmes). Il apparaît, en effet, que dans beaucoup de localités il soit très difficile aux femmes ayant atteint la cinquantaine de trouver des emplois salariés.

1298. — 19 février 1963. — M. Garcin expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, par suite du gel, les artisans du bâtiment et notamment les maçons du département des Bouches-du-Rhône ont été dans l'impossibilité de travailler pendant plusieurs semaines. De ce fait, les intéressés ne sont pas en mesure d'acquitter dans l'immédiat les impôts dont ils sont redevables. Il lui demande les dispositions qu'il compte prendre afin que: 1° des délais de paiement leur soient accordés; 2° des modérations de leurs forfaits, tant en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux qu'en matière de chiffre d'affaires, leur soient consenties.

1300. — 19 février 1963. — M. Couillet attire l'attention de M. le ministre du travail sur la difficile situation du personnel de l'usine de la Société industrielle électroménagers (S. I. E. M.) sise à Condé-Folie (Somme), usine fabriquant des poêles à mazout et des réfrigérateurs. Les ouvriers de cette usine, au nombre de 73, se trouvent privés de travail du fait que la direction de l'entreprise ne leur donne pas de matière première pour travailler, alors que les commandes actuelles assurent six mois de travail à l'ensemble du personnel. Les ouvriers payés à la quinzaine n'ont pas reçu leur salaire depuis le 16 janvier et les mensuels depuis le 31 décembre, bien qu'ils aient effectivement travaillé jusqu'au 17 février inclus. La situation de ces travailleurs et de leurs familles, soit 250 personnes dont 150 enfants, s'aggrave chaque jour. N'étant pas officiellement licenciés pour la plupart, ils ne peuvent prétendre continuer à percevoir les allocations familiales et les prestations de sécurité sociale, et leur situation particulière ne les autorise pas à toucher une indemnité de chômage. Il apparaîtrait également que leur employeur n'aurait pas versé en temps utile les cotisations à la sécurité sociale, alors que les retenues sur les salaires des ouvriers ont été normalement opérées à ce titre. Cette situation est paradoxale lorsqu'on sait que cette usine dispose d'un outillage moderne, d'un personnel qualifié et de commandes qui lui assurent du travail pour au moins six mois d'avance. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre: 1° pour mettre fin à cette tragique situation, en faisant respecter le droit au travail des intéressés, notamment par un maintien sur place et un nouveau démarrage de l'usine; 2° pour l'attribution de secours exceptionnels à compter du 16 janvier 1963 aux travailleurs de la S.I.E.M.; 3° pour le paiement aux intéressés de l'allocation de chômage avec effet rétroactif du 1^{er} février, et des prestations familiales et de sécurité sociale pour les mois de janvier et février 1963.

1309. — 19 février 1963. — M. Denvers rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que l'article 774-II du code général des impôts dispose que: « Pour la perception des droits de mutation par décès, il est effectué un abattement de 30.000 nouveaux francs (30.000 francs 1963) sur la part de chaque frère ou sœur, célibataire ou veuf, à la double condition: 1° qu'il soit, au moment de l'ouverture de la succession, âgé de cinquante ans ou atteint d'une infirmité le mettant dans l'impossibilité de subvenir par son travail aux nécessités de l'existence; 2° qu'il ait été constamment domicilié avec le défunt pendant les cinq années ayant précédé le décès ». Il lui expose le cas suivant. Une personne, âgée de soixante-sept ans au moment du décès, a vu mourir son frère le 16 décembre 1960, la laissant comme légataire universelle. Cette personne avait été mariée, puis divorcée, d'un monsieur qui s'est lui-même remarié, pour divorcer à nouveau, avant de mourir en 1941. Il lui demande si, dans ces conditions, le légataire en question, remplissant d'autre part les conditions exigées aux paragraphes 1° et 2° ci-dessus, peut bénéficier de l'abattement prévu à l'article 774-II du code général des impôts précité, c'est-à-dire être considérée comme veuve, bien que le décès soit du 16 décembre 1960, auquel cas l'abattement de 30.000 francs pourrait lui être appliqué, et son mari, divorcé deux fois, considéré comme laissant légalement deux veuves.

1310. — 19 février 1963. — M. Clerget rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques la réponse qu'il a faite, le 9 mai 1962, à une question écrite de M. Jarrosson, n° 13553 (*Journal officiel*, débats A. N., du 10 mai 1962), et lui expose la situation complexe dans laquelle se trouvent placés trois frères, qui, après être demeurés pendant vingt ans dans l'indivision, se sont partagés en 1956 l'ensemble du patrimoine paternel, puis ont constitué quatre ans plus tard, pour la mise en valeur d'un des éléments de ce patrimoine (un domaine agricole de 20 hectares), une société civile, où deux d'entre eux intervenaient comme

copropriétaires dudit domaine et le troisième comme apporteur de fonds, pour une somme équivalente à sa part initiale en espèces dans l'héritage. Il lui demande si la société ainsi formée pourrait être dispensée d'avoir à verser le prélèvement de 25 p. 100 sur les plus-values éventuellement réalisées lors de la vente d'un terrain à bâtir compris dans l'actif social.

1311. — 20 février 1963. — M. Le Guen appelle l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur le fait que plusieurs arrêtés ministériels, parus au *Journal officiel* du 8 février 1963, autorisent les convoyeurs de fonds à porter une arme et que, parmi les bénéficiaires de cette autorisation, figurent les agents de la Banque de France, du Crédit foncier, des banques nationalisées et des banques populaires, alors que les agents des banques privées ne sont pas mentionnés. Il lui demande si ces derniers ne seraient néanmoins autorisés à porter, dans l'exercice ou à l'occasion de leurs fonctions, des armes dans les conditions prévues pour les diverses catégories signalées ci-dessus et, dans la négative, s'il ne lui semble pas indispensable de publier un nouvel arrêté autorisant les agents des banques privées à porter des armes afin que ceux-ci ne risquent pas de se trouver dans l'impossibilité de riposter à une agression.

1314. — 20 février 1963. — M. Joseph Rivière demande à M. le ministre du travail si une société mutualiste d'entreprise est en droit d'exiger l'adhésion de tous les salariés de cette entreprise ou seulement d'une catégorie déterminée de ceux-ci.

1324. — 20 février 1963. — M. Dassié expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que certains promoteurs de construction choisissent pour leurs opérations la forme de société civile immobilière. Les acquéreurs d'appartements achètent des actions ou parts de société représentant un nombre de millièmes par rapport à l'ensemble immobilier. Ils disposent ensuite d'un délai de dix ans pour régulariser leur situation, c'est-à-dire pour se retirer de la société et se faire titrer par un acte notarié. De la sorte, ils ne sont pas soumis au versement du droit de mutation de 4,20 p. 100. Il lui demande: 1° si la réforme de la fiscalité immobilière actuellement en cours supprime cet avantage; 2° dans l'affirmative, si elle laisse subsister les droits acquis et, à défaut, si un délai de six mois ne pourrait être accordé à ces détenteurs de parts qui n'auraient pas, à la promulgation de la loi, régularisé leur retrait de la société.

1326. — 20 février 1963. — M. Peyret attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la nécessité de procéder à la revalorisation du capital assuré à une date donnée tant auprès de la caisse des dépôts et consignations que de toute autre compagnie d'assurance, au même titre qu'ont été revalorisées les rentes viagères. Il lui signale le cas d'un orphelin de guerre qui, à sa majorité, va se trouver à la tête d'un capital de 1.000 francs 1963 alors que sa grand-mère, qui l'avait recueilli à l'âge de deux ans en 1945, avait fait confiance à la caisse des dépôts et consignations pour assurer à son petit-fils, privé de son père, un capital de 100.000 anciens francs, et qu'elle avait versé 42.000 francs 1945 pour le réaliser. Il lui demande quelles dispositions il compte prendre pour revaloriser les capitaux qui se trouvent exactement dans le cas cité ci-dessus, afin qu'un peu de justice soit rendu aux épargnants qui avaient fait confiance à l'Etat.

1328. — 20 février 1963. — M. de Poulpique rappelle à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, lors de la discussion du budget de 1963 au Sénat, M. le secrétaire d'Etat au budget a déclaré: « Il n'est pas possible d'effectuer entre les différents corps de fonctionnaires, civils et militaires, des comparaisons qui sont fondées uniquement sur les situations indiciaires. De nombreux éléments interviennent, en effet, dans l'appréciation des catégories: l'âge de la retraite, les sujétions, les avantages particuliers, les primes, les débouchés. C'est cet ensemble qu'il faut, dans chaque cas, prendre en considération ». Il lui demande de déduire de cette déclaration que, pour justifier le retard pris notamment par les officiers, sous-officiers ou officiers maritimes dans le classement indiciaire fixé en 1948 par rapport aux fonctionnaires civils des catégories B, C et D, retard qui atteint parfois quatre-vingts points bruts, des compensations leur ont été accordées sous forme d'augmentation ou de création d'éléments de rémunération autres que la solde proprement dite. Il lui demande de préciser: 1° les éléments de solde échappant au classement indiciaire, qui ont été augmentés ou créés depuis 1948, sans que les fonctionnaires civils aient obtenu des majorations de même nature ou de même importance; 2° les textes législatifs ayant permis de déroger aux prescriptions de l'ordonnance du 23 juin 1945 qui a intégré les militaires dans les échelles de solde analogues à celles des fonctionnaires civils, précisément pour rétablir les parités entre traitements de fonctionnaires et soldes militaires; 3° les mesures prises pour assurer le reclassement des militaires retraités qui, en dehors d'un relèvement indiciaire correspondant à celui accordé aux fonctionnaires civils qui avaient en 1948 le même classement, peuvent s'estimer frustrés à juste titre.

1334. — 20 février 1963. — M. André Rey expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques la situation des fonctionnaires retraités de cette administration classés dans les catégories C et D. Lors de la réforme des cadres C et D, les organisations syndicales et les associations de retraités avaient obtenu la suppression des classes exceptionnelles qui accordaient des indices supérieurs de fin de carrière aux agents en activité et écartaient systématiquement les retraités de ces avantages, car les classes exceptionnelles sont accordées au choix après examen des candidatures par une commission d'avancement, organisme auquel on ne peut pas soumettre la situation d'un agent n'étant plus en activité. Les classes exceptionnelles (création du ministère des finances) supprimées, les petits retraités pouvaient penser qu'ils allaient pleinement bénéficier de la réforme touchant leurs grades, en application de l'article 61 de la loi du 20 septembre 1948 instituant la péréquation. Le ministère des finances a élevé dans chaque échelle des traitements des catégories C et D les indices des échelons de début et ceux des échelons intermédiaires, sans modifier l'indice le plus élevé de l'échelle et pour permettre aux agents en activité de finir leur carrière sur un indice plus élevé que celui inchangé de leur grade, il a été décidé qu'après quatre ans d'ancienneté à ce dernier indice, ils accèderaient « au choix » jusqu'à 25 p. 100 de l'effectif à l'indice directement au-dessus de leur dans l'échelle suivante du grade plus élevé. En fait, la classe exceptionnelle a tout simplement été remplacée par la création de l'échelle supérieure toujours accordée au choix. Or cette évaluation à l'échelle supérieure ne modifie en rien les attributions ni les responsabilités de celui qui en est le bénéficiaire. D'autre part, quand on admet que 25 p. 100 des effectifs d'un grade bénéficient d'une meilleure fin de carrière, il est permis d'affirmer que, sauf faute de service, tous les titulaires du grade obtiennent l'amélioration de fin de carrière accordée. Pour les retraités il est clair que celui qui a pris sa retraite avec l'indice le plus élevé de son grade est écarté de la mesure prise au bénéfice de son homologue d'activité puisque, d'une part, l'indice maximal de grade n'a pas été modifié et que, d'autre part, l'échelle supérieure est accordée après examen du dossier du candidat par une commission d'avancement. Il lui demande : 1° s'il n'envisage pas de rapporter cette mesure qui a lésé une catégorie de retraités par cette interprétation de la loi du 20 septembre 1948 en son article 61 ; 2° dans l'hypothèse où serait maintenue « l'échelle supérieure », si on ne peut admettre que les retraités intéressés, justifiant de quatre ans d'ancienneté au dernier échelon de leur grade au moment de leur cessation de service, accèderaient à l'échelle supérieure accordée aux fonctionnaires en activité.

1351. — 20 février 1963. — M. Houël expose à M. le ministre du travail que le conseil d'administration de la caisse d'allocation familiales de Lyon a adopté, le 12 février 1963, à l'unanimité, les revendications suivantes : 1° l'octroi à toutes les familles allocataires d'une indemnité de 50 francs par enfant à charge ; 2° le relèvement des prestations familiales de 20 p. 100 ; 3° l'octroi des allocations familiales à partir du premier enfant. Il demande en outre, une fois de plus, que le taux de prélèvement sur les cotisations en faveur du budget social des caisses d'allocation familiales soit rétabli à 5 p. 100. Il lui demande : 1° quelles dispositions il entend prendre pour que soient réalisés les vœux légitimes des familles allocataires formulés par le conseil d'administration de la caisse d'allocation familiales de Lyon ; 2° dans le cas où il estimerait qu'il ne peut s'agir en l'espèce de mesures intéressant l'ensemble du régime général, quelles dispositions seront prises si le conseil d'administration de la caisse décidait, lui-même, l'octroi à toutes les familles allocataires d'une indemnité de 50 francs par enfant à charge, eu égard aux difficultés rencontrées par les familles au cours de cet hiver rigoureux, et compte tenu du décalage sans cesse croissant qui existe entre le pouvoir d'achat des familles allocataires et le montant des prestations familiales.

1353. — 20 février 1963. — M. Houël attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation, du point de vue de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, des salariés qui, ayant atteint ou dépassé leur soixantième année, ont demandé et obtenu la liquidation de leur pension vieillesse de la sécurité sociale, mais qui sont obligés de continuer à travailler pour vivre, en raison du taux trop faible de leur retraite proportionnelle. Le total du salaire et de la pension vieillesse rend les intéressés imposables car, du fait de leur âge, le quotient familial applicable ne dépasse pas deux parts. Dans bien des cas, le montant de leur imposition est supérieur à la limite d'exonération et de la décote. Il représente parfois les deux tiers des arrérages trimestriels de leur pension. Il lui demande s'il n'envisage pas d'inclure dans le projet de loi de finances rectificative pour 1963 les dispositions tendant à exonérer les pensions vieillesse proportionnelles de la sécurité sociale de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

1360. — 20 février 1963. — M. Bord expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les services militaires accomplis par les agents de l'Etat sont pris en compte pour leur durée effective, dans la liquidation de leur pension de

retraite et que les services civils accomplis en métropole par les fonctionnaires de police ouvrent droit à une majoration d'ancienneté pour la retraite pouvant atteindre jusqu'à cinq années. Par contre, les services accomplis en métropole par les officiers de gendarmerie (départementale ou noble) sont au regard du code des pensions civiles et militaires de retraites assimilés à des services sédentaires et subissent de ce fait, dans la limite de cinq ans, un abattement égal à un sixième de leur durée. Il lui demande : a) s'il estime cette différence de traitement justifiée et, dans la négative, quelles seraient les raisons qui s'opposeraient à une modification des dispositions en cause ; b) s'il ne lui paraît pas souhaitable d'aligner, en matière de décompte des services accomplis en métropole, les officiers de gendarmerie sur les commissaires de police.

1375. — 21 février 1963. — M. Fourmond expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que, suivant acte passé devant notaire le 10 février 1961, Mme Marie Y., veuve de M. Pierre X., a fait donation à titre de partage anticipé au profit de MM. Pierre et Raymond X., ses deux enfants et ses héritiers présomptifs, chacun pour un tiers, et de M. Marcel X., son petit-fils et héritier présomptif, pour le dernier tiers, par représentation de M. Marcel X., son père, en son vivant cultivateur, décédé le 28 décembre 1954, époux de Mme Marie Z. Aux termes dudit acte de donation-partage, Mme Marie Y., veuve Pierre X., a donné à ses enfants et petits-enfants susnommés les parts et portions lui appartenant tant en pleine propriété qu'en usufruit dans : a) la ferme de la T., d'une contenance de 38 hectares 77 ares 67 centiares, dépendant de la communauté ayant existé entre elle et son mari prédécédé ; b) le prix de vente de divers immeubles qui dépendaient de la même communauté ; c) le prix de vente d'immeubles qui lui appartenaient en propre. Il est précisé que : 1° M. Pierre X., feu mari de la donatrice, est décédé le 22 juin 1930 laissant sa veuve, donatrice actuelle, commune en biens légalement et donataire d'un quart en pleine propriété et d'un quart en usufruit, et pour seuls héritiers, chacun pour un tiers, ses trois enfants susnommés : MM. Pierre, Raymond et Marcel X. (ce dernier père de Marcel X., l'un des donataires actuels) ; 2° M. Marcel X., père du donataire actuel, est décédé le 28 décembre 1954, saisi de ses droits dans la succession de son père, laissant à sa survivance : Mme Marie Z., susnommée, sa veuve, donataire de l'usufruit de la moitié des biens composant sa succession, usufruit dans lequel se confond celui qui appartenait à ladite dame en vertu de l'article 767 du code civil, et pour seul héritier son fils Marcel X., susnommé, donataire actuel. Par ledit acte de donation-partage, il a été procédé entre les donataires au partage en une seule masse, tant des biens donnés que des parts et portions qui appartenaient déjà aux donataires tant en toute propriété qu'en nue-propriété dans ces mêmes biens, pour les avoir recueillis dans les successions de leurs auteurs susnommés. Par effet de ce partage, il a été attribué : 1° à M. Pierre X., une somme d'argent de 59.000 NF à prendre sur les prix de vente d'immeubles et une soulte de 19.000 NF à recevoir de M. Marcel X., soit au total une valeur de 78.000 NF, égale à son tiers dans la masse à partager ; 2° à M. Raymond X., la même chose ; 3° à M. Marcel X., la ferme de la T., en totalité, évaluée à 116.000 NF, à charge par lui de verser à ses copartageants et à chacun pour moitié une soulte de 38.000 NF, ce qui a ramené son attribution à la somme de 78.000 NF, égale à son tiers. Dans l'acte est intervenue Mme veuve Marcel X., née Z., usufruitière de la partie indivise des biens partagés en sa qualité susénoncée de donataire de moitié en l'usufruit des biens de la succession de son mari. Celle-ci et M. Marcel X., son fils, ont convenu de reporter la totalité des droits d'usufruit dont s'agit, c'est-à-dire de l'usufruit sur les biens compris à la donation-partage, sur la ferme de la T., attribuée à M. Marcel X., en sorte que ladite dame X.Z. se trouve maintenant usufruitière d'une fraction indivise de la ferme de la T., correspondant exactement aux droits d'usufruit qu'elle avait antérieurement sur l'ensemble des biens compris dans la donation-partage. Dans l'acte, M. Marcel X., qui, au jour de l'acte de donation-partage, habitait la ferme de la T. et l'exploitait, a demandé à bénéficier de l'exonération des droits de soulte en vertu de l'article 710 du code général des impôts, s'étant engagé dans ledit acte à exploiter pendant un délai minimum de cinq ans. Le receveur de l'enregistrement, faisant droit à la réquisition de M. Marcel X., n'a pas perçu le droit de soulte. Par lettre du 13 juillet 1962, l'inspecteur principal de l'enregistrement a fait connaître, au notaire rédacteur de l'acte, que le régime de faveur édicté par l'article 710 du code général des impôts ne pouvait recevoir son application en l'espèce, et a réclamé le droit de soulte, soit un complément de droits à percevoir de 4.564 NF. D'après l'inspecteur de l'enregistrement : 1° le fait que l'usufruit de Mme veuve X., née Z., ait été reporté entièrement sur la ferme de la T., attribuée à son fils, et que, par ailleurs, les deux autres copartageants se soient trouvés libérés dudit usufruit, aurait pour conséquence d'amputer l'attribution de la ferme de la T. à M. Marcel X. d'une fraction d'usufruit que sa mère tient de la loi, et aussi d'une autre fraction d'usufruit concédée par son fils, et que, par suite, les conditions requises par l'article 710 ne seraient pas remplies, la ferme dont s'agit n'advenant pas à l'attributaire pour la totalité, ou du moins étant frappée d'un usufruit autre que celui que Mme Z. avait de la loi ou d'une disposition testamentaire ; 2° les restrictions dont l'administration entoure l'article 710 du code général des impôts, lorsque le partage porte à la fois sur des biens dépendant d'une succession et sur ceux faisant l'objet d'une donation-partage, lorsque la condition d'habitation et de participation à la culture n'est remplie qu'à la date de l'acte, trouveraient ici une application justifiée, étant fait obser-

ver que la succession dont les biens sont partagés, comprenant pour partie la ferme dont s'agit, s'est ouverte le 22 juin 1930, alors que l'attributaire est né huit jours plus tard. Il lui demande de lui préciser: 1° si le cantonnement d'usufruit, opéré ainsi qu'il vient d'être dit sur la ferme de la T., est de nature à faire perdre le bénéfice de l'exonération des droits de soulté à M. Marcel X., seul attributaire de ladite ferme, sauf l'usufruit en question; 2° si l'administration de l'enregistrement est fondée à rejeter l'exonération desdits droits pour conditions d'habitation et de culture « loin d'être remplies », lorsque le partage portant à la fois sur les biens de la succession d'un ascendant prédécédé et de son conjoint donateur, le donataire qui sollicite le régime de faveur habite la ferme et l'exploite au jour de l'acte de donation-partage, sans qu'aucune fraude ne puisse lui être reprochée ni établie par l'administration à son encontre; 3° si, en cas de réponse affirmative au 1° ci-dessus, le régime de faveur ne devrait pas cependant être appliqué, la loi autorisant l'attributaire, sans être déchu du régime de faveur, à vendre ou échanger l'exploitation à lui attribuée, jusqu'à concurrence d'un quart de sa valeur, ce qui va beaucoup plus à l'encontre du désir du législateur que la constitution d'un usufruit qui, en l'espèce, serait d'ailleurs inférieur à la valeur du quart de la ferme.

1377. — 21 février 1963. — M. Tourné expose à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre qu'il est devenu très difficile pour un invalide de guerre susceptible de travailler de pouvoir bénéficier d'un emploi réservé. Par ailleurs, il n'est pas plus facile pour un ancien combattant ou un petit pensionné de guerre de pouvoir bénéficier des dispositions de la loi de 1924 relative aux emplois obligatoires. Une telle situation démoralise beaucoup de jeunes anciens combattants, victimes de la guerre 1939-1945, de la guerre d'Indochine ou de la guerre d'Algérie. Il lui demande: 1° combien d'emplois réservés ont été accordés à des invalides de guerre au cours de chacune des dix dernières années; 2° combien d'emplois obligatoires au compte de la loi de 1924 ont été accordés au cours de chacune des mêmes années aux anciens combattants ou à des pensionnés de guerre; 3° combien de demandes d'emploi réservé sont en suspens; a) dont le classement a déjà paru au *Journal officiel*; b) ou qui sont à l'étude dans les divers services du ministère; 4° quel est le nombre exact d'emplois que les diverses administrations publiques doivent obligatoirement réserver aux invalides de guerre, si possible par catégorie de fonctions; 5° dans quelles conditions est appliquée la loi de 1924 relative aux emplois obligatoires des anciens combattants et des mutilés de guerre. Lui rappelle que des pénalités sont infligées quand les dispositions de la loi de 1924 ne sont pas respectées par les entreprises, il lui demande: 1° si les pénalités en cause sont vraiment perçues; 2° dans l'affirmative, par qui elles le sont; 3° quel a été le montant des pénalités perçues par l'Etat aux dépens des entreprises défaillantes au cours de chacune des dix dernières années. Il lui demande enfin quelle est la doctrine actuelle de son ministère au regard des emplois réservés et des emplois obligatoires des anciens combattants et mutilés de guerre, et quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour assurer un plein effet aux dispositions prévues à cet effet par la loi.

1379. — 21 février 1963. — M. Tourné demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître l'article du code général des impôts qui exonère de toute déclaration quant à l'impôt sur le revenu le titulaire d'une pension — part services — de l'article 59 de la loi du 31 mars 1919.

1384. — 21 février 1963. — M. Carlier attire l'attention de M. le ministre du travail sur la situation difficile des travailleurs de la zone industrielle de Béthune qui sont souvent contraints de recourir à la grève pour obtenir de meilleures conditions de salaires et de travail. C'est ainsi que, notamment, le vendredi 15 février 1963, les ouvriers de l'usine Benoto étaient conduits à faire une grève de vingt-quatre heures pour obtenir: 1° l'augmentation de leurs salaires; 2° l'octroi d'une prime d'équipe; 3° la distribution des bleus de travail; 4° l'attribution d'une prime de loyer. Des pourparlers ont été engagés entre les représentants des travailleurs et la direction de l'usine sur ces revendications principales. Il lui demande les mesures qu'il compte prendre pour aider à résoudre favorablement ce conflit et, plus généralement, pour que soient améliorées les rémunérations et les conditions de travail des ouvriers et ouvrières de la zone industrielle de Béthune.

1388. — 21 février 1963. — M. Lamps demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'envisage pas de prendre prochainement un décret modifiant les conditions de rémunération des receveurs auxiliaires des impôts, de manière que: a) cette rémunération soit déterminée par référence au traitement moyen de l'auxiliaire de bureau recruté en application de la loi du 3 avril 1950 et employé dans la zone de salaire sans abattement; b) ces modifications prennent effet à compter du 1^{er} janvier 1962.

1392. — 21 février 1963. — M. Ponsellé demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques les mesures qu'il compte prendre: 1° pour qu'un premier pas soit fait dès cette année en vue d'accorder aux cheminots anciens combattants le bénéfice

de la « double et simple campagne », au même titre qu'à leurs homologues des industries nationalisées (E. D. F., G. D. F., R. A. T. P., etc.) et de la fonction publique; 2° pour que le minimum de pension soit porté à 100 p. 100 des éléments de base de la rémunération comptant pour le calcul des retraites.

1411. — 21 février 1963. — M. Bord expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques qu'aux termes de l'article 29, paragraphe I, de l'ordonnance n° 58-1372 du 29 décembre 1958: « Pourront être exonérées en totalité ou en partie des taxes sur le chiffre d'affaires, certaines opérations réalisées par les organismes à caractère social ou philanthropique, dans la mesure où ceux-ci se bornent à une exploitation ou à des opérations ne présentant aucun caractère lucratif et à condition que les prix pratiqués aient été homologués par l'autorité publique. Ne sont pas considérés comme présentant un caractère lucratif, au sens des dispositions du présent article, les opérations même génératrices de profits, lorsque la réalisation de bénéfices aura été expressément prévue lors de l'homologation des tarifs par l'autorité publique et à la condition que lesdits bénéfices soient obligatoirement affectés par les organismes intéressés à l'amélioration de leurs constructions, équipements et autres immobilisations. Les conditions auxquelles sera subordonnée l'exonération seront fixées par décret ». Conformément à l'article 29, paragraphe II, de ladite ordonnance, les bénéfices définis ci-dessus doivent être dans les mêmes conditions exonérés de l'impôt sur les sociétés fixé par l'article 206-1 du code général des impôts. Or, un organisme à but philanthropique, qui peut se prévaloir du texte énoncé ci-dessus, s'est vu refuser par l'administration des finances le bénéfice de l'exonération prévue, pour le motif qu'aucun décret n'avait encore fixé les conditions auxquelles les exonérations seraient subordonnées. Il lui demande s'il compte, le cas échéant, prendre toutes dispositions nécessaires afin que les organismes visés par l'article 29 de l'ordonnance précitée puissent bénéficier des mesures qu'il édicte.

1413. — 21 février 1963. — M. Bosercher attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur les conséquences de l'article 53 de la loi de finances de 1963 qui modifie les règles du cumul établies depuis le 1^{er} janvier 1954. Si en effet le nouveau texte est appliqué au personnel ayant déjà demandé le bénéfice d'une retraite proportionnelle, il s'ensuivra une modification profonde et regrettable des situations acquises puisque le retraité proportionnel verra différer sa pension jusqu'à la limite d'âge de son grade s'il prend un emploi dans une administration publique. Un tel emploi a souvent un caractère d'appoint, permettant à l'intéressé de compléter sa retraite, mais ne pouvant se substituer à elle. Tel est le cas en particulier des anciens gendarmes occupant des postes de garde-champêtre dans de petites communes. Une suppression momentanée de la retraite à ce personnel aurait donc un caractère injuste et entraînerait des conséquences regrettables. Il lui demande s'il peut lui confirmer que les nouvelles dispositions ne seront appliquées qu'au personnel demandant sa mise à la retraite postérieurement à la promulgation de cette loi.

1420. — 21 février 1963. — M. Tricou demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques de lui faire connaître: 1° les raisons qui s'opposent au règlement des porteurs français d'emprunts des chemins de fer italiens 3 p. 100, alors que les porteurs étrangers de ces mêmes emprunts ont été indemnisés dans des conditions avantageuses; 2° s'il est exact que le règlement de ce contentieux franco-italien soit subordonné aux revendications italiennes concernant la restitution de biens consulaires confisqués; 3° si une solution équitable peut être envisagée par le Gouvernement français pour donner satisfaction aux porteurs français; 4° si une prochaine entrevue franco-italienne des ministres intéressés, déjà prévue dans le dernier trimestre de 1962, est envisagée dans un bref délai.

1422. — 21 février 1963. — M. Rousselot expose à M. le ministre des finances et des affaires économiques que les dispositifs de protection, de contrôle et d'entretien des ascenseurs fonctionnant dans les immeubles à usage d'habitation du département des Alpes-Maritimes doivent répondre aux normes rendues obligatoires par l'arrêté du 26 octobre 1959 du ministre de l'Industrie (*Journal officiel* du 1^{er} novembre 1959). Il lui demande si les dépenses effectuées pour rendre une installation d'ascenseur conforme aux normes réglementaires de sécurité constituent une charge déductible des revenus fonciers lorsque les travaux concernent une installation en service depuis quelques années.

1423. — 21 février 1963. — M. Rousselot rappelle à M. le ministre de l'Industrie que le stockage et l'emploi des liquides inflammables de deuxième catégorie (fuel-oils ou mazouts) destinés à l'alimentation des chaufferies d'immeubles à usage d'habitation sont soumis dorénavant, dans le département de la Seine, aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 octobre 1960 (B. M. O n° 268 du 18 novembre 1960). En vertu de l'article 42 de ce texte, les installations comportant un dépôt de plus de cent vingt litres de liquides inflammables doivent faire l'objet: a) d'une déclaration à la préfecture de la Seine mentionnant notamment: la capacité de stockage, la nature du produit

utilisé, la consommation annuelle envisagée; b) d'un certificat, revêtu de la signature de l'entrepreneur, attestant que les travaux, qu'il s'agisse de travaux d'installation ou de transformation, ont été réalisés conformément à la réglementation en vigueur. Les contraventions aux prescriptions de l'arrêté précité sont passibles des pénalités prévues par les articles L. 45 et L. 48 du code de la santé publique et par l'article R. 26-15° du code pénal. Les vapeurs de fuel-oil peuvent être une cause d'incommodité ou d'insalubrité pour le personnel; d'autre part, elles sont susceptibles de prendre feu au contact d'une flamme à une température minimum dite point d'éclair oscillant entre 55° et 100°. En considération de ce qui précède, il y aurait donc le plus grand intérêt à ce que les dépôts de liquides inflammables de deuxième catégorie établis dans les immeubles à usage d'habitation fussent assujettis, sur l'ensemble du territoire, à la même réglementation. Il lui demande: 1° si cet important problème a déjà été examiné par les services du ministère de la santé publique et de la population de concert avec les services des ministères intéressés; 2° dans l'affirmative, s'il ne conviendrait pas d'inviter des préfets à prendre des mesures dans le sens ci-dessus indiqué.

1430. — 21 février 1963. — M. Chaze expose à M. le ministre des travaux publics et des transports les difficultés particulières créées aux chauffeurs routiers du fait de l'application des dispositions prévoyant l'obligation de visites médicales périodiques notamment à quarante et à quarante-cinq ans. Ces visites peuvent entraîner pour les chauffeurs l'interdiction de rouler et provoquer dans ce cas la perte de l'emploi, ou une diminution notable de la rémunération, alors que l'intéressé ne saurait être tenu pour responsable de la perte ou de l'amenuisement des qualités requises pour la sécurité de la conduite des poids lourds. Il apparaît nécessaire que, dans ce domaine, la profession puisse être dégagée de tout souci en ce qui concerne l'avenir. Il lui demande s'il envisage des dispositions particulières ou des propositions nouvelles pour, dans le cas où la commission médicale prononcerait l'interdiction de rouler, donner aux chauffeurs routiers des garanties suffisantes de reclassement dans leur entreprise avec les mêmes avantages de classification et pour que, dans certains cas, le bénéfice de l'invalidité soit accordé aux chauffeurs déclarés inaptes.

1433. — 21 février 1963. — M. Dumortier demande à M. le ministre des finances et des affaires économiques s'il n'envisage pas, étant donné les restrictions importantes de circulation dues aux intempéries et à l'arrêt total rendu obligatoire par les barrières de dégel, d'alléger partiellement le montant des taxes dues par les transporteurs au cours du prochain semestre.

1434. — 21 février 1963. — M. Tony Larue attire l'attention de M. le ministre des finances et des affaires économiques sur la situation qui est faite aux entrepreneurs, redevables de la taxe sur les véhicules prévue par l'article 553 A du code général des impôts, qui sont en chômage depuis dix mois en raison de la rigueur inhabituelle du froid. Il lui demande s'il est disposé à accorder aux redevables une remise partielle de ladite taxe.

1435. — 21 février 1963. — M. Pimont demande à M. le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé des affaires algériennes quelle est, depuis l'indépendance de l'Algérie, la procédure à suivre par les propriétaires immobiliers, pour contraindre les locataires algériens qui se refusent à payer leur loyer et privent ainsi les propriétaires français et européens de leurs légitimes revenus.

Rectificatifs.

au Journal officiel, débats Assemblée nationale du 13 avril 1963.

1° Page 2583, 1^{re} et 2^e colonne, question écrite n° 2113 de M. Chazalon à M. le ministre des anciens combattants et victimes de guerre, à la 6^e ligne de la question, au lieu de: « ...aux ayants cause des Français déportés et internés... », lire: « ...aux ayants cause des déportés et internés... » (le reste sans changement).

2° Page 2604, 2^e colonne, réponse de M. le ministre de l'éducation nationale à la question écrite n° 1463 de M. Arthur Remette, 8^e ligne de cette réponse, au lieu de: « ...qui comptent actuellement 1116 élèves », lire: « ...qui comptent actuellement 1166 élèves » (le reste sans changement).